
3 3433 06933073 0

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON.

TOME III.

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER,
RUE DE SEINE, N. 14.



Dessiné et gravé par Salmon

NAPOLEON.

Publié par Furne, à Paris

HISTOIRE

Lithié par Forme, à Paris



HISTOIRE

DE

NAPOLÉON

PAR M. DE NORVINS.

Cinquième Édition.

TOME TROISIÈME.

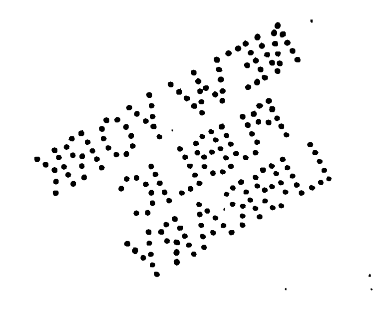


PARIS,

FURNE, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

QUAI DES AUGUSTINS, N° 39.

M DCCC XXXIV.





HISTOIRE

DE

NAPOLÉON.

LIVRE DIXIÈME.

Affaires de la Péninsule.

CHAPITRE PREMIER.

(1807.)

LA SUÈDE SEULE CONTRE LA FRANCE. — PRISE DE STRALSUND; DE L'ÎLE DE RUGEN. — BOMBARDEMENT DE COPENHAGUE PAR LES ANGLAIS. — TRAITÉ DE FONTAINEBLEAU ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE. — CONQUÊTE DU PORTUGAL. — DÉPART DE LA FAMILLE DE BRAGANCE POUR LE BRÉSIL. — COMPLOTS DE L'ESCURIAL. — ARRESTATION DU PRINCE DES ASTURIES. — DÉPART DE NAPOLÉON POUR LE ROYAUME D'ITALIE.

Le 9 juillet, après vingt jours de réunions et de conférences très-confidentielles entre Alexandre et Napoléon, les trois monarques se sé-

parent à Tilsitt. Le 27, Napoléon est de retour à Paris. La France s'est déjà décerné les honneurs du triomphe et de la souveraineté européenne; elle se croit la république romaine dont le dernier citoyen marchait l'égal des rois ses alliés. Bientôt le sénatus-consulte du 19 août, qui supprime le tribunat, l'avertit qu'elle n'est plus que l'empire de César. Condamnée au silence, la liberté, comme une divinité vaincue, se dérobe aux regards du conquérant, et va cacher son culte dans des asiles domestiques. De religion dominante, elle est devenue une secte malheureuse, qui reparaîtra en suppliante au deuil de la France, dont elle aura inutilement conservé le palladium.

Quelques jours auparavant, le 12 août, l'attachement du roi de Wurtemberg pour l'Empereur venait d'être consacré, à Saint-Cloud, par le mariage de la princesse Catherine, sa fille, avec le nouveau roi de Westphalie. La fortune avait fait naître cette princesse d'une maison souveraine; la nature lui avait donné tout ce qui sied à la majesté du diadème pour l'embellir, et au pouvoir royal pour le rendre cher. Aucune des couronnes de l'Europe n'eût été déplacée sur la tête de cette jeune reine, en qui la beauté, qui est aussi une puissance, ajoutait encore à l'éclat de son esprit, à l'étendue de ses connaissances, à l'élévation de son caractère. A l'époque du divorce, si Napoléon avait pu choisir une épouse pareille, elle aurait honoré et sauvé la couronne impériale de France.

Cependant le 18 avril, la Suède avait signé un armistice en Poméranie; mais par un esprit de ver-

tige indéfinissable, Gustave-Adolphe rompt subitement cet armistice après la paix d'Austerlitz; et jaloux sans doute de renouveler Charles XII, seul, Gustave reprend ses faibles armes contre le maître de l'Europe. Brune est chargé de châtier ce prince téméraire enfermé dans Stralsund. Le 20 août, cédant aux prières des habitans, Gustave abandonne cette forte place, qui se rend au maréchal. L'île de Rugen suit le sort de Stralsund. Tout le littoral de la Baltique subit le joug de la France. La Suède a perdu irrévocablement la Poméranie, et Gustave l'affection de ses sujets. Il avait follement compté sur les armemens de l'Angleterre, dont il était le plus fidèle allié; mais il se trompait dans ses calculs. On vit cette puissance, au lieu de secourir Gustave, risquer une flotte contre les batteries improvisées aux Dardanelles par l'ambassadeur Sébastiani; exposer une partie de son armée, qu'elle a laissée à Rosette, sur le sol de l'Égypte; envoyer en Amérique dix mille hommes qui allèrent échouer devant Buenos-Ayres, et signer une honteuse capitulation qui leur enleva Monte-Video, ainsi que toute la côte de Rio de la Plata; enfin, au moment même où le roi de Suède a juré de s'ensevelir sous les ruines de Stralsund, l'Angleterre, infidèle à tous les sentimens d'honneur et de loyauté dans les rapports politiques, aime mieux frapper à l'improviste un prince voisin, que de servir de ses troupes et de ses nombreux vaisseaux celui qui se dévouait si imprudemment à sa cause et qui jamais ne l'a abandonnée.

La diplomatie anglaise ne procédait cette année

que par voie d'extermination. Le 12 août, à l'exemple de la négociation de lord Arbuthnot à Constantinople, le ministre Jackson vient signifier au prince royal, à Copenhague, que la Grande-Bretagne exige du Danemarck une alliance offensive et défensive, et pour garantie la remise de la flotte, de la forteresse de Cronenbourg, ainsi que la capitale. Il ajoute que l'Angleterre compensera avec de l'argent les pertes que le Danemarck pourra éprouver : « Et avec « quoi compenserez-vous l'honneur? » répond le prince. Le 13, M. Jackson annonce que les hostilités vont éclater. On court aux armes. L'attaque commence le 16. Le même jour, le gouvernement danois met le séquestre sur le commerce et les propriétés de l'Angleterre dans ses États. Les Anglais ont jeté douze mille hommes dans la forteresse de Frédérichsberg, aux portes de Copenhague. La proclamation anglaise aux Danois leur déclare que la Grande-Bretagne se présente comme amie et ne demande leur flotte qu'à titre de dépôt : c'est ajouter la dérision à la violence. Le 18 août, lord Cathcart, commandant les forces britanniques, écrit au général Peymann, gouverneur de Copenhague, que si les propositions de l'Angleterre ne sont pas acceptées, la ville subira les horreurs d'un siège par terre et par mer. La réponse du général danois est un refus plein de fierté. Le 2 septembre, à sept heures du soir, les Anglais commencent un bombardement qui dure soixante-douze heures et réduit en cendres trois cents maisons. Le général Peymann, dangereusement blessé, se voit forcé de capituler. Les Anglais sont maîtres de la flotte danoise, qui consiste en

vingt-huit vaisseaux de ligne, seize frégates, neuf bricks, et une quarantaine de petits bâtimens. Le prince royal, dont le caractère ne se dément pas un seul instant, refuse de reconnaître la capitulation. Dès le 19 août, il avait donné l'ordre au général Peymann de faire sauter la flotte s'il ne pouvait la sauver; mais l'officier porteur de cet ordre avait été pris.

Le roi de Danemarck, victime d'une agression aussi barbare, y trouve la justification du blocus continental que la France impose à ses alliés : il s'empresse d'y adhérer, ordonne la saisie de toutes les propriétés britanniques dans ses États, l'arrestation de tous les Anglais, interdit tout commerce avec l'Angleterre; le 16 octobre, il signe avec la France un traité offensif et défensif, et, seul des alliés de Napoléon, il respectera ses engagemens jusqu'au dernier moment. Indigné de la violence que l'Angleterre a commise sur la capitale du Danemarck, l'empereur Alexandre proclame hautement, par l'ukase du 31 octobre, les principes de neutralité armée que lui a légués Catherine II; il proscrit, en outre, toute communication entre les deux États, jusqu'à ce que le Danemarck soit satisfait et jusqu'à la paix de la France avec la Grande-Bretagne. Le 10 novembre, ce prince, dont aucune influence étrangère n'altère encore la politique, accède entièrement à toutes les conditions du système continental, et fait exécuter dans la Russie entière les mesures rigoureuses de ce pacte contre les sujets, les propriétés et le commerce de l'Angleterre. Le traité de Tilsitt semblait avoir jeté de profondes racines dans l'esprit d'Alexandre; il s'en montrait l'observateur dévoué. Jamais alliance

entre les deux plus puissans empereurs de l'Europe n'avait été cimentée par de plus grands engagemens. L'Angleterre ne peut rien contre cette loi commune du continent; aussi elle en a calculé toute la force, elle connaît tout son danger, et en effet, par l'exécution non interrompue du traité de Tilsitt, Napoléon eût attendu sur le trône continental la chute du trône insulaire.

Le Portugal seul, en Europe, est resté accessible à l'influence directe de la Grande-Bretagne. C'est donc là que Napoléon doit chercher à atteindre sa rivale. Dans les premiers jours de septembre, la cour de Lisbonne avait reçu de celle des Tuileries la proposition formelle d'adhérer au blocus continental, et, en cas de refus, elle devait être traitée comme ennemie de la France. C'était une représaille régulière de l'attentat de Copenhague. Le gouvernement portugais avait espéré d'abord pouvoir louvoyer entre l'Angleterre qui le dominait et la France qui le menaçait; mais, comme l'écrivit lord Strangford, ambassadeur d'Angleterre, à M. Canning, le 29 novembre : « Le « 8 du courant, Son Altesse Royale se laissa aller à « signer un ordre pour la détention du petit nombre « de sujets anglais et pour le séquestre de ce qui res- « tait encore de leurs propriétés à Lisbonne. » Alors cet ambassadeur prit ses passeports, et, s'étant retiré à bord de l'escadre de Sydney Smith, le blocus du Tage fut rigoureusement établi. Cet ennemi étant plus proche que les Français, le prince régent renoua avec lord Strangford, qui décida aussi le départ de toute la famille. Les ambassadeurs de France et d'Espagne, qui faisaient cause commune

et qui menaçaient, dès le 27 septembre, de demander leurs passeports, avaient quitté Lisbonne le 2 octobre. Depuis trois semaines, le général Junot commandait à Bayonne une armée de vingt-huit mille hommes; le 17, elle se mit en mouvement pour entrer en Espagne et se diriger sur le Portugal. Le 27 du même mois, un traité secret, négocié par Isquierdo, agent du prince de la Paix, avait été conclu, à Fontainebleau, entre la France et l'Espagne. Ce traité était relatif au passage d'une armée française par l'Espagne pour marcher sur Lisbonne. Il contenait aussi le partage du royaume de Portugal : la France s'engageait à donner au roi d'Etrurie, en échange des États de Toscane, la Lusitanie septentrionale, à titre de royaume; et à Manoel Godoy, prince de la Paix, le royaume des Algarves, à titre de principauté. Le roi d'Espagne, déclaré suzerain de ces deux États, devait joindre à ses titres celui d'*empereur des deux Amériques*. Le reste du Portugal était mis en réserve jusqu'à la paix générale. Une autre armée de quarante mille hommes se réunirait à Bayonne le 20 novembre au plus tard, prête à pénétrer en Espagne, à l'effet de se rendre en Portugal, dans le cas où les Anglais y enverraient des troupes pour le défendre. Un pareil traité, une fois connu, ne pouvait qu'exalter l'enthousiasme alors si prononcé des Espagnols en faveur de Napoléon, par l'immense accroissement octroyé subitement à la puissance et à la dignité de leur souverain, et par une telle satisfaction donnée à la jalousie ancienne qu'ils nourrissaient contre le peuple portugais. Mais des orages inattendus allaient changer le cours des choses

et amener une série d'événemens impossibles à prévoir.

Le 3 octobre, l'implacable ennemi de Godoy, l'héritier de la couronne d'Espagne, le prince des Asturies, est tout à coup arrêté comme chef d'un complot tendant à détrôner son père. Le même jour, le roi Charles IV fait présenter à ses conseils une communication où il dit : « .... Ma vie, qui a été si « souvent en danger, était une charge pour mon suc« cesseur, qui, préoccupé, aveuglé, et abjurant tous « les principes de la religion qui lui étaient imposés, « avec le soin et l'amour paternels, avait adopté un « plan pour me détrôner. J'ai voulu m'en imposer « sur la vérité de ce fait. L'ayant surpris dans mon « appartement, j'ai mis sous ses yeux les chiffres d'in« telligence et instances qu'il recevait des malveil« lans. J'ai appelé à l'examen le gouverneur lui« même du conseil ; je l'ai associé aux autres minis« tres, pour qu'ils prissent avec la plus grande dili« gence leurs informations. Tout s'est fait ; il en est « résulté la connaissance de différens coupables, « dont l'arrestation a été décrétée : celle de mon fils « est son habitation... »

Le 5 novembre, le roi adresse le décret suivant au gouverneur par intérim du conseil de Castille : « La voix de la nature désarme le bras de la ven« geance, et lorsque *l'inadvertance* réclame la pitié, « un père tendre ne peut s'y refuser. Mon fils a déjà « déclaré les auteurs du plan horrible que lui avait « fait concevoir des malveillans. Il a tout démontré « en forme de droit, et tout conté avec l'exactitude « requise par la loi pour de telles preuves. Son repen-

« tir et *son étonnement* lui ont dicté les remontrances
« qu'il m'a adressées, et dont voici le texte :

« Sire et mon Père,

« Je me suis rendu coupable *en manquant à Votre Majesté.* J'ai manqué à mon père et à mon roi : mais « je m'en repens, et je promets à Votre Majesté la « plus humble obéissance. Je ne devais rien faire sans « le consentement de Votre Majesté; mais j'ai été « surpris : *j'ai dénoncé les coupables*, et je prie Votre « Majesté de me pardonner, et de permettre de bai« ser vos pieds à votre fils reconnaissant.

« Saint-Laurent, 5 novembre 1807.

« Ferdinand. »

« Madame et Mère,

« Je me repens bien de la faute que j'ai commise « contre le roi et la reine, mes père et mère; aussi, « avec la plus grande soumission, je vous en demande « pardon, ainsi que de mon opinâtreté à vous nier « la vérité l'autre soir. C'est pourquoi je supplie ma « mère, du plus profond de mon cœur, de daigner « interposer sa médiation envers mon père, afin « qu'il veuille bien permettre d'aller baiser les pieds « de Sa Majesté à un fils reconnaissant.

« Saint-Laurent, le 5 novembre 1807.

« Ferdinand. »

« En conséquence de ces lettres, et à la prière de « la reine mon, épouse bien-aimée, je pardonne à

« mon fils, et il rentrera dans ma grace dès que « sa conduite me donnera des preuves d'un véritable « amendement dans ses procédés.... »

Ces documens, si précieux pour l'histoire, n'ont pas besoin de commentaires. Il est facile de deviner le personnage qui a dicté les résolutions du roi, ainsi que les deux lettres par lesquelles Ferdinand a demandé grace. Ces pièces suffisent pour faire connaître et la famille royale et le gouvernement d'Espagne à cette époque.

Voici ce qui avait précédé et amené cette étrange aventure. Manoel Godoy était l'objet de la réprobation universelle, et l'ennemi personnel de Ferdinand. Ce prince, odieux à sa mère par la haine qu'il portait à Godoy, faisait, en sa qualité d'héritier de la couronne, l'espoir des mécontens du palais, et, il faut le dire, de la nation entière. M. de Beauharnais, ambassadeur de France à Madrid, partageait hautement avec Ferdinand et la cour l'animadversion que Godoy s'était attirée en usurpant l'autorité royale. La maison de la duchesse douairière de l'Infantado, dont le fils était l'ami et le conseil du prince royal, servait de rendez-vous aux mécontens. M. de Beauharnais fréquentait assidûment cette maison depuis quelque temps. Son caractère d'ambassadeur accrédita pour ainsi dire une sorte de proscription publique contre le favori, et d'étranges conjectures résultèrent de ses discours. On parlait même assez ouvertement, dans les premiers cercles, du mariage du prince des Asturies avec mademoiselle Tascher, nièce de l'ambassadeur, comme d'un projet que ses entours ne désavouaient pas; projet qui tenait à un

plan plus étendu, dont il ne formait que le principe. Ce mariage une fois arrêté par Napoléon, vers lequel demeuraient constamment fixées les espérances des deux partis et celles de la nation, on nommait déjà le ministère nouveau qui devait être installé après l'exil de Godoy; on allait même jusqu'à penser que le roi abdiquerait en faveur de son fils. Ces bruits se répandirent bientôt dans les provinces, et on peut avancer que leur objet était alors le vœu unanime de l'Espagne.

Le prince de la Paix, qui savait tout, ne s'alarmait point; il entretenait une correspondance particulière avec le grand-maréchal Duroc, et recevait de son négociateur Isquierdo des renseignemens qui le tranquillisaient. Le traité de Fontainebleau ne contribua pas peu à le rassurer contre ses ennemis. Mais Ferdinand pouvait en contrarier l'exécution; il fallut donc pourvoir à cette difficulté. Le moyen le plus court était de perdre le prince. Cependant les amis de Ferdinand, pressés d'accomplir leur dessein, et s'appuyant sur l'assentiment que l'ambassadeur de France semblait leur donner, firent écrire par le prince des Asturies, le 11 octobre, une lettre dans laquelle *il demandait à S. M. I. l'honneur de s'allier à une personne de son auguste famille.* «..... J'implore avec la plus grande confiance la pro-« tection paternelle de V. M., disait-il, afin que « non-seulement elle daigne m'accorder l'honneur « de m'allier à sa famille, mais qu'elle aplanisse tou-« tes les difficultés, et fasse disparaître tous les obsta-« cles qui peuvent s'opposer à cet objet de mes « vœux. Cet effort de bonté de la part de V. M. I.

« m'est d'autant plus nécessaire que je ne puis pas « de mon côté en faire le moindre, puisqu'on le « ferait passer peut-être pour une insulte faite à l'au- « torité paternelle, et que je suis réduit à un seul « moyen, à celui de me refuser, comme je le ferai « avec une invincible constance, à m'allier à toute « personne que ce soit, sans le consentement et l'ap- « probation positive de V. M. I., de qui j'attends uni- « quement le choix d'une épouse. » Cette épouse, que Ferdinand attendait du choix de Napoléon, était mademoiselle Tascher, depuis duchesse d'Aremberg, à présent remariée à un Français; M. de Beauharnais en avait montré le portrait à Ferdinand, qui en devint amoureux Cette union était l'œuvre de la politique de l'impératrice, qui, redoutant dès lors le sort qu'elle ne devait pas éviter, cherchait à s'assurer des soutiens dans sa propre famille. Napoléon avait déjà choisi dans la sienne l'épouse de Ferdinand; c'était la fille aînée de Lucien qu'il lui destinait. Ferdinand expédia aussi une commission de commandant-général des troupes au duc de l'Infantado, dans l'espoir que la réponse de Napoléon lui serait favorable et lui permettrait d'accomplir dans le palais la révolution qu'il projetait. Mais le Prince de la Paix, ayant recueilli assez de preuves sur la conjuration, la dénonça au roi, en lui faisant entendre *que son abdication, et peut-être sa mort*, avaient été résolues par les conspirateurs. La reine Marie-Louise soutint de tout son crédit sur le roi la dénonciation du favori. Déjà prévenu contre Ferdinand, Charles IV suivit la marche qui lui fut tracée, et qui avait été calculée de manière à empêcher le

prince royal d'avoir un entretien particulier avec son père. En effet, le roi fit comparaître son fils en présence de ses ministres dans son appartement, l'y constitua prisonnier et lui donna des gardes. On procéda sous les yeux du monarque à l'examen des papiers du prince; on y trouva la copie de sa lettre à Napoléon, le brevet du duc de l'Infantado, quelques listes des partisans de Ferdinand, ainsi que deux mémoires écrits de sa main, dans l'un desquels il priait le roi d'ordonner une enquête devant lui sur les actions et la fortune de Godoy; l'autre présentait au roi les moyens de découvrir les projets du favori. Assurément l'héritier de la couronne avait bien le droit d'adresser à son père de respectueuses remontrances sur les périls que Godoy faisait courir à la monarchie. Le 29 octobre, Charles écrivit à l'Empereur.

« MONSIEUR MON FRÈRE,

« Dans le moment où je ne m'occupais que des « moyens de coopérer à la destruction de notre en- « nemi commun (de l'Angleterre), quand je croyais « que tous les complots de la ci-devant reine de « Naples auraient été ensevelis avec sa fille (pre- « mière femme de Ferdinand), je vois avec une hor- « reur qui me fait frémir, que l'esprit d'intrigue le « plus horrible a pénétré jusque dans le sein de mon « palais. Hélas! mon cœur saigne en faisant le récit « d'un attentat si affreux. Mon fils aîné, l'héritier « présomptif de mon trône, avait formé le complot « horrible de me détrôner : il s'était porté jusqu'à

« l'excès d'attenter contre la vie de sa mère. Un at-
« tentat si affreux doit être puni avec la rigueur la
« plus exemplaire des lois. La loi qui l'appelait à la
« succession doit être révoquée. Un de ses frères
« sera plus digne de le remplacer et dans mon cœur
« et sur le trône. Je suis en ce moment à la recherche
« de ses complices, pour approfondir ce plan de la
« plus noire scélératesse, et je ne veux pas perdre
« un seul moment pour en instruire V. M. I. et R., en
« la priant de m'aider de ses lumières et de ses
« conseils. »

Cependant l'attitude de M. de Beauharnais rassurait les amis du prince; ils étaient alors fondés à croire que Napoléon autorisait la conduite de son ambassadeur. Enfin, on fut si loin de désespérer, malgré l'acte de rigueur exercé sur Ferdinand, que l'on attendait de Napoléon une déclaration foudroyante par laquelle Charles IV serait forcé de renvoyer le prince de la Paix. Mais, comme on l'a vu, si le favori se pressa de se venger, Ferdinand se pressa bien plus de tout avouer, et, vingt-quatre heures après, il s'était mis à la discrétion de son ennemi. Quelques personnes pensent que ce prince eut peur de l'échafaud, et qu'il se trouva réduit à choisir entre la honte de devoir sa grace à Godoy et le danger d'être jugé pour crime de trahison envers son roi et son père. Quand aux conspirateurs qu'il avait dénoncés, ils furent tous reconnus innocens par le conseil de Castille, dont Godoy dirigea l'opinion. L'empereur engagea le roi à assoupir cette affaire, et ne répondit point à la lettre de Ferdinand. Toutefois il était désiré et attendu par l'Espagne entière.

On assure qu'un personnage très-influent de son ministère lui conseilla d'entrer dans ce royaume avec trente mille hommes. Le conseil était bon sans les trente mille hommes; Napoléon, arbitre, suffisait: il eût sauvé l'Espagne; il eut réglé tous les différends de cette cour. Le Portugal touchait au moment d'être conquis; le traité de Fontainebleau aurait reçu son exécution; Godoy serait allé régner dans ses Algarves: alors la Péninsule espagnole et portugaise, réunie comme une vaste redoute maritime sous le pavillon français, formait, non la conquête, mais l'autre grand fief méridionnal de la France, qui déjà appuyée sur la Péninsule italique, eût à jamais défié les orages du Nord.

Napoléon (on ne peut l'en blâmer) ne voulait point se mêler d'une affaire de famille aussi grave. Il était loin de croire que, peu de mois après, Aranjuez deviendrait le théâtre des représailles de l'Escurial. On ne lui donna pas des renseignemens exacts sur la situation de l'Espagne : il ne sut pas qu'il eût été accueilli en libérateur par les habitans; il n'avait pas besoin de son armée; tout le peuple espagnol, irrité contre l'Angleterre, appelait au secours de sa destinée le plus redoutable ennemi de cette puissance.

Si Napoléon eut raison de refuser la proposition de son ministre, il commit une faute en n'allant pas de sa personne, non à Bayonne, mais à Madrid, où il aurait vu le roi, tous les siens, la cour et l'État à ses pieds.

Cependant le favori triomphait; il s'imagina avoir perdu Ferdinand dans l'esprit de la nation : il ne fit que s'assurer de nouveaux droits à la haine des Espa-

gnols; il ne parvint qu'à avilir la famille et la majesté royales; il ne comprit pas que la souveraineté des Algarves payait le traité de Fontainebleau, comme les quinze mille hommes du marquis de la Romana, qui étaient actuellement dans l'armée de Bernadotte, avaient payé la proclamation du mois d'octobre 1806. Informé du succès de la négociation de Fontainebleau par son affidé Isquierdo, il crut pouvoir attaquer ouvertement l'héritier du trône, et il compromit, pour satisfaire sa vengeance, l'existence de la monarchie et la sienne. Enfin Godoy s'aveugla au point de penser que l'intérêt de Napoléon demandait son élévation, tandis qu'il n'était pour ce prince que l'instrument momentané du système qui fermait l'Europe aux Anglais.

Le 13 novembre, *le Moniteur* publia un article sur l'Angleterre, où on lit : « Le prince régent du Portugal perd son trône : il le perd, influencé par les « intrigues des Anglais; il le perd, pour n'avoir pas « voulu saisir les marchandises anglaises qui sont à « Lisbonne... La chute de la maison de Bragance res« tera une nouvelle preuve que la perte de quicon« que s'attache aux Anglais est inévitable!.... » Voilà la condition des États de l'Europe à cette époque; il fallait qu'ils fussent ou tout-à-fait français, ou tout-à-fait anglais; ainsi le voulaient la nature et la force des choses. Napoléon ne pouvait reculer, d'après le refus du Portugal; il devait conquérir cette unique station de l'Angleterre sur le continent.

Cependant, le 26 novembre, l'armée française se trouve déjà à vingt lieues de Lisbonne, à Abrantès, dont Junot prendra le nom; et ce n'est que la veille

que le prince régent apprend, par le *Moniteur* du 13, envoyé extraordinairement à l'ambassadeur d'Angleterre, que la maison de Bragance va cesser de régner; le même jour, pressé qu'il se croit d'obéir au décret de Napoléon, il embarque sa personne, sa famille, son trône, sur huit vaisseaux, et fait voile pour le Brésil avec une mauvaise flotte qu'escorte une escadre anglaise. Il n'y a rien de comparable dans l'histoire à cette émigration subite d'une monarchie devant un général qui, encore à vingt lieues de la capitale, ne compte pas vingt mille hommes sous ses ordres; car, du 17 octobre au 30 novembre, jour de l'entrée de Junot à Lisbonne, son armée de vingt-huit mille hommes a franchi les deux cents lieues qui séparent Bayonne de cette capitale; et nos troupes y arrivèrent diminuées considérablement et épuisées par les fatigues de cette course militaire. La flotte anglaise, il faut bien le dire, quoique forte de seize vaisseaux de ligne, ne fit qu'aider au déménagement de son allié; et le 1er décembre, pendant que cette flotte, qui emporte les pénates de la royauté portugaise, arbore le pavillon du départ, les bâtimens que le prince régent a oubliés arborent le pavillon de l'invasion. On trouva dans le port quatre vaisseaux de ligne, six frégates, douze bricks, et un arsenal abondamment approvisionné. On remarqua la singularité de l'anniversaire : ce fut le 1er décembre 1640 que le pavillon de Bragance avait été arboré à Lisbonne. Cependant les Portugais et les Français étaient loin de penser que de cette fuite, dont rien n'ennoblissait le malheur, il résulterait pour le Brésil un empereur qui donnerait un jour une constitution à la métropole.

Tandis que toutes ces choses se passaient dans la Péninsule, Napoléon suivait à Fontainebleau les intérêts du gouvernement de l'empire et ceux du système continental. Le 5 novembre, la Cour des Comptes était installée avec pompe; cette institution est ancienne; elle honore la monarchie. Ce grand contrôle de l'administration financière de la France assure à cette partie si importante de l'administration générale la garantie qui doit plus que jamais l'investir de la confiance publique. Les comptes de l'empire français sont tenus et rendus avec la fidélité et l'exactitude des comptes d'une maison dont le caissier est probe et le maître économe. La discipline particulière du palais, la plus parfaite qui ait jamais été établie par aucun souverain, est sans doute le modèle de celle qui préside à la comptabilité de l'État, car l'une et l'autre sont ordonnées par l'Empereur lui-même.

Le 6, le comte de Tolstoï, ambassadeur de Russie, présentait à Fontainebleau ses lettres de créance. Le 11, le cabinet de Londres opposait aux arrêts du blocus continental, qui sortaient de toutes les places maritimes de l'Europe, un décret qui soumettait tous les navires neutres ou alliés de la France à la visite, à une station obligée dans un des ports de l'Angleterre, et à une imposition sur leur chargement. Le même jour, la Hollande cédait à la France, par un traité, le territoire ainsi que la ville de Flessingue. Le 16, Napoléon part pour visiter son royaume d'Italie et les nouvelles provinces que lui a données le traité de Presbourg. Il a refusé à son ministre d'aller en Espagne, parqu'un intérêt, dont le prince Eugène seul doit être le dépositaire, l'appelle en Italie; cet

intérêt était son divorce avec la mère du vice-roi. Lucien vint aussi pour un autre intérêt de famille chercher Napoléon à Mantoue. Napoléon retrouva en lui l'ancien ennemi de la famille Beauharnais. Là aussi se décida le mariage de la fille de Lucien avec le prince des Asturies, au lieu de mademoiselle Tascher, que l'impératrice et l'ambassadeur Beauharnais avaient proposée à Ferdinand. Le 1er décembre, le roi de Prusse s'était réuni fortement au système continental, par une déclaration qui interdit toute communication entre les Prussiens et les Anglais, jusqu'à la paix de la France et de la Grande-Bretagne. Ce fut à Milan que Napoléon, en réponse au décret britannique du 1er novembre, déclara, le 17 décembre, *dénationalisé* et *de bonne prise* tout bâtiment de toute nation qui se serait soumis à la tyrannie du pavillon anglais. Ainsi la déprédation, fiscalité armée, règnent sur les mers, tandis que la violence de la politique remplace sur le continent la puissance des armes. L'Angleterre et le continent ont un échange continuel de représailles. Une agitation générale plane sur le monde; un homme seul tient la roue de la fortune et la dirige à son gré, depuis les sommets glacés du Taurus européen jusqu'aux rivages brûlans de la Méditerranée. La puissance de l'Angleterre, toute maritime, domine le reste du globe, et, maîtresse d'une flotte de plus de mille vaisseaux, elle rend à l'Europe blocus pour blocus.

CHAPITRE II.

(1807.)

CONQUÊTE DE LA FINLANDE PAR LES RUSSES. — RÉVOLUTION D'ESPAGNE. — LES FRANÇAIS A MADRID. — NAPOLÉON A BAYONNE. — LA FAMILLE ROYALE D'ESPAGNE A BAYONNE. — INSURRECTION DE MADRID. — ABDICATION DE CHARLES IV EN FAVEUR DE NAPOLÉON. — JOSEPH, ROI D'ESPAGNE. — LE GRAND-DUC DE BERG, ROI DE NAPLES. — LE ROI ET LA REINE D'ESPAGNE VONT A COMPIÈGNE ET LES INFANS A VALENCEY. — INSURRECTION ESPAGNOLE. — ÉVACUATION DU PORTUGAL PAR LA FRANCE.

L'Angleterre menait de front deux systèmes d'invasion avec ses flottes. A la fin de décembre, elle s'était emparée des îles Saint-Thomas, Saint-Jean et Sainte-Croix, appartenant à son ennemi, le roi de Danemarck, et de l'île de Madère, une des plus belles possessions de son allié, le roi de Portugal. L'Espagne et la France resserraient les liens de leur inimitié commune contre cette puissance; l'une adoptait les mesures que prescrivait le décret impérial de Milan, en date du 17 décembre; l'autre rendait un nouveau décret qui accordait le tiers du produit net de la vente de tout navire et de sa cargaison au détenteur qui, à l'entrée dans nos ports et dans ceux des pays qu'occupaient les troupes françaises, déclarerait que le dit navire vient soit d'Angleterre, soit des colonies anglaises, ou qu'il a été visité par des vaisseaux anglais. Cependant, le 6 janvier 1808, une

instruction du ministre de la guerre annonce la formation de deux corps d'observation dans le département de la Gironde; et, le 21, le Sénat proclame la réunion à la France du port de Flessingue, des places de Wesel, de Cassel et de Kehl, avec leurs dépendances. Dès lors le Rhin tout entier est français. Un autre sénatus-consulte appelle le lendemain dix mille conscrits au drapeau, bien que l'Europe soit en paix, sauf l'Angleterre. Le 27 du même mois, tous les vents ont été favorables à la fortune de Napoléon; il apprend l'arrivée à Rio-Janeiro de la famille de Bragance. Ce prince était revenu le 1er janvier à Paris de son voyage d'Italie, après avoir fait du port de Venise un chantier de grandes constructions de marine militaire, et décrété également l'ouverture d'un canal qui doit unir le Pô à la Méditerranée. La première quinzaine de février voit les Anglais définitivement chassés du royaume de Naples par la prise de Reggio et de Scylla, tandis qu'une promenade militaire vient de conduire à Rome un corps français. C'est une mesure de haute police politique contre les intrigues britanniques, qui se croient inattaquables à l'abri de la chaire de Saint-Pierre.

Tout à coup la nouvelle se répand que, envahies contre le droit des gens, Pampelune et Barcelone ont été occupées militairement par l'armée française, l'une le 17, l'autre le 29 janvier. Cette armée, destinée pour le Portugal et pour une expédidion contre Gibraltar, reçoit subitement l'attitude d'une armée d'invasion en Espagne. Surprise dans la sécurité du traité de Fontainebleau, et de la convention plus ancienne qui a placé, en Danemarck, les quinze

mille Castillans du marquis de la Romana sous les aigles de Napoléon, l'Espagne va bientôt sortir de la stupeur qui la saisit au bruit des troubles qui sont près d'agiter sa capitale. Elle se trouvera placée en un moment entre la guerre qui éclate encore une fois dans le palais de ses rois, et celle qui enlève ses forteresses. Figuières et St-Sébastien ont éprouvé le sort de Pampelune et de Barcelone. Le grand-duc deBerg, général en chef, dirige cette invasion dans un pays ami.

Cependant le Nord offrait à peu près le même spectacle; le jour où les Français surprenaient Pampelune, l'empereur Alexandre notifiait au roi de Suède qu'il ne pouvait admettre sa neutralité, en raison de son alliance avec l'Angleterre, et qu'en conséquence *il ne reste plus à ce prince d'autres moyens de couvrir ses États, que ceux que la Providence lui avait confiés*. Le 22 février, une armée russe est entrée dans la Finlande et marche sur Abo. Peu de temps après, le roi de Danemarck déclare qu'il adopte les résolutions de la cour de Russie, par rapport à la Suède. La campagne des Russes est rapide. Le 6 avril, Abo et Wasa sont en leur pouvoir; le 24 ils s'emparent de l'île de Gothland, et le 3 mai, du Gibraltar de la Baltique, de la fameuse place de Sweaborg. Le 6 mai, un ukase réunit la Finlande à l'empire colossal de Russie. Le Danemarck est loin de prévoir que l'occupation de la Finlande par les Russes lui fera perdre un jour la Norwège en faveur de la Suède, aussi sous l'approbation de la cour de Russie. Le droit des nations, le droit public européen cède à la grande raison d'État continentale, la guerre à outrance contre l'Angleterre et ses alliés.

Mais au milieu des vastes combinaisons politiques qui du nord au midi occupent sa pensée, Napoléon n'oublie ni la prospérité intérieure de la France, ni ce domaine des sciences et des arts qui devait survivre tout entier à sa puissance. Le 1er janvier a vu mettre à exécution le Code de commerce, promulgué comme loi de l'empire l'année précédente; le 16, un décret a fixé définitivement les statuts de la banque de France. Les quatre classes de l'Institut furent successivement admises à présenter à l'Empereur, en son conseil, leurs rapports sur l'état des science physiques et mathématiques, de l'histoire et de la littérature ancienne, de la langue et de la littérature françaises, et enfin des beaux-arts, depuis 1789. Les progrès dont le tableau lui est habilement retracé par Delambre, Cuvier, Dacier, Chenier et Lebreton, rapporteurs de leurs différentes classes, ne forment pas des conquêtes moins brillantes que celles qu'ont obtenues les armées de la révolution; elles sont plus durables : elles constituent à jamais la vraie noblesse de la nation. Mais en dehors de cette aristocratie du génie, Napoléon veut reconnaître aussi celle des titres héréditaires; le renouvellement de ceux de prince, de duc, de comte, de baron, de chevalier, entraîne le rétablissement des majorats, et le régime des substitutions altère subitement le droit français. Cette exception, qui s'élève au milieu de la France, dépopularise son auteur, tandis que la réprobation publique, qui atteint cette institution renaissante et surannée, trouble la jouissance des titulaires; c'est par le ridicule que la France et surtout la capitale se vengèrent de ces nouveaux seigneurs. Les anciens

gagnèrent pas à cette émission nobiliaire la conservation de leurs titres; ils durent faire, comme les autres, les preuves de leurs fortunes et de leurs fonctions. Ce système d'égalité dans une fondation toute aristocratique était singulier, il annonçait l'empire de la révolution jusque dans la restauration de ce qu'elle avait proscrit, et on vit les chefs des plus illustres maisons de la France, qui apparurent à ce bizarre concours d'une noblesse décrétée, accepter des titres inférieurs à ceux qu'ils avaient portés et à ceux que recevaient les hommes les plus fougueux de la république. Fouché fut nommé duc, et *le premier baron chrétien* fut nommé comte. La fondation de l'Université impériale et des Académies, partout où siégeait une cour d'appel, eut lieu peu de jours après. M. de Fontanes, président du Corps-Législatif, devint le grand-maître de l'Université.

Au commencement de 1808, l'Espagne était toute française, ou plutôt toute napoléonienne. Le voyage de l'Empereur à Madrid avait reçu de l'impatience des peuples de ce royaume une sorte de certitude officielle. La grande armée de réserve de la Gironde s'appelait l'*armée libératrice.* On espérait qu'elle renfermait des corps de la garde impériale, ce qui devait confirmer la nouvelle de l'arrivée prochaine de Napoléon. Cette armée était entrée par les deux portes de Perpignan et de Bayonne; on avait élevé des arcs de triomphe dans toutes les villes, et même dans les plus petits villages, sur la route qu'il fallait suivre jusqu'à l'embranchement de celles qui de Burgos conduisent à Madrid. Un enthousiasme qui prouvait toute la misère de la nation avait fait affluer sur le

passage des troupes impériales une foule immense d'habitans, accourus des provinces voisines pour voir, pour porter en triomphe le héros dont la protection était devenue si populaire. Ce sentiment exerçait tant de puissance sur les Espagnols, que la surprise de Pampelune, de Mont-Jouy, de Saint-Sébastien, de Figuières, de Barcelone, ne put ébranler leur confiance, et qu'ils acceptèrent sans arrière-pensée les explications des généraux français relativement à la nécessité d'assurer les derrières de l'armée. D'ailleurs on s'entretenait publiquement d'une expédition en Afrique et du siège de Gibraltar; ce projet, dans l'état d'animosité des Espagnols contre l'Angleterre, ne contribuait pas facilement à exalter encore en faveur des Français l'esprit de la multitude.

Au palais la scène était différente; le prince de la Paix, c'est-à-dire la famille royale et le gouvernement, avait subitement perdu toute espérance. Le retour de son agent Isquierdo produisit ce terrible changement; celui-ci annonça qu'il n'était plus question du traité de Fontainebleau; que l'Empereur exigeait la réunion à l'empire des provinces de la rive gauche de l'Ebre, déjà occupées par l'armée française, et que cette cession serait compensée par celle du Portugal. Cette nouvelle transpira insensiblement dans la haute société de Madrid; elle parut aussi accréditée par la contenance de l'ambassadeur Beauharnais, dont l'aversion pour Godoy était encore plus prononcée depuis les évènemens de l'Escurial. Godoy, qui, de la grande faveur où il se croyait dans l'esprit de l'Empereur, se trouvait tout à coup réduit à lui-même; Godoy, qu'obsédait en outre un redou-

blement d'inimitié de la part des principaux personnages de l'État et de la population de la capitale, incapable de supporter à la fois et le poids de son propre désespoir et celui de la haine générale, et la continuation de la confiance et de la famille royale; effrayé surtout du triomphe de Ferdinand, à qui il se voyait publiquement sacrifié; conseillé de plus, dit-on alors, par Isquierdo, qui aurait reçu une insinuation plus expressive à Paris, Godoy se détermina à faire suivre l'exemple de la cour de Lisbonne à la cour de Madrid, et à aller se réfugier avec elle dans l'empire que Cortès avait fondé en Amérique. Du consentement de la reine à celui du roi le passage fut prompt; la crainte de tomber sous le pouvoir de Ferdinand décida le départ. Le généralissime, prince de la Paix, expédia secrètement l'ordre à divers corps, qui protégeaient par leur marche sur le Portugal l'invasion française, de rétrograder et de s'échelonner sur la route de Madrid à Cadix, où l'embarquement de la famille royale devait s'opérer. La cour habitait à Aranjuez; mais soit pénétration, soit indiscrétion, soit trahison, le secret du voyage du roi cessa d'en être un dans cette résidence et à Madrid. On apprit aussi que, sous prétexte de manœuvres militaires, dont l'usage s'était perdu depuis long-temps, des troupes se rassembleraient bientôt à Aranjuez. Ces mesures précipitaient la ruine de Godoy. Le conseil suprême de Castille voulut au moins retarder le mouvement de ses troupes, dans l'espoir de faire évader Ferdinand, et adressa au roi de vives remontrances en le suppliant de ne pas quitter sa capitale; ce fut inutilement : les troupes marchèrent la nuit sur Aranjuez.

Alors seulement Godoy, instruit de la disposition des esprits, s'avisa de redouter pour lui-même la présence des forces dont il avait pressé l'arrivée malgré les représentations du conseil suprême. D'un autre côté, toujours entraîné par son inimitié pour le prince de la Paix, l'ambassadeur Beauharnais ne cachait point que l'éloignement du roi serait désapprouvé par l'Empereur, sur lequel la situation actuelle de l'Espagne poussait plus fortement que jamais à reporter toutes les espérances. Cependant on publia une proclamation qui démentait le bruit du départ du monarque. Mais le peuple ne répondait à ces publications que par le cri de : *mort à l'indigne favori!* La proclamation de Charles échoua contre l'insurrection générale : elle était en marche. Vainement Godoy avait hâté les préparatifs du voyage de la famille royale; les amis de Ferdinand, mal inspirés, avertirent leurs affidés de la capitale que la nuit du 16 au 17 mars était fixée pour le départ. Les aveugles ennemis du favori donnèrent l'éveil à Madrid et dans les campagnes, dans la province de la Manche surtout, comme sur une calamité publique, et une foule de paysans armés, renforcés d'une partie de la population de la capitale et de toute celle d'Aranjuez, affluèrent subitement dans cette résidence. L'ambassadeur Beauharnais, qu'on n'y voyait ordinairement que lorsque l'étiquette l'exigeait, arriva inopinément de Madrid, et contribua par sa présence à précipiter le moment de l'explosion. Dans les crises des gouvernemens absolus, les troupes redeviennent toujours populaires; depuis long-temps d'ailleurs indisposées contre Godoy, dont la domination leur était égale-

ment insupportable, elles s'unirent avec les habitans. Jamais erreur plus universelle n'avait obscurci le jugement de toute une nation et des factions qui s'agitaient au-dessus d'elle. Plus cette erreur fut grave et générale, plus terrible aussi et plus unanime devait être le réveil de l'Espagne; car tout le monde se trompait à Aranjuez, excepté Godoy qui, ayant bien vu son danger, se décidait à s'exiler avec la famille royale, pour régner encore sur elle dans ses possessions d'Amérique. Quant à Ferdinand et aux Espagnols, il est bien certain que ce départ détruisait tout naturellement les obstacles qui s'opposaient au rétablissement de la sécurité publique et à l'existence politique du royaume. Peut-être faut-il penser que M. de Beauharnais, en témoignant une opposition manifeste à la résolution du roi, compromit et compliqua d'une manière inextricable les intérêts, quels qu'ils fussent, de son souverain. Il y avait sans doute un autre parti à prendre pour Charles IV, si son conseiller avait eu un caractère généreux et eût fait estime de la dignité de sa nation; c'était d'aller attendre dans l'inexpugnable Cadix, au milieu de son armée, le résultat des circonstances. Certes, il est facile de croire que le peuple espagnol se serait aussi bien défendu pendant que le roi aurait occupé la plus forte place de ses États, que pendant le séjour du prince des Asturies à Valencey.

On accusait maintenant Godoy d'avoir appelé en Espagne les bataillons français. Le 16, le roi fit publier une autre proclamation par laquelle, après avoir remercié ses sujets de leur *noble agitation*, il leur disait : « Sachez que l'armée de mon cher allié, l'Em-

« pereur des Français, traverse mes états avec des « sentimens de paix et d'amitié. Elle a pour but de « se porter sur les points menacés d'un débarque- « ment de l'ennemi (des Anglais). La réunion d'un « corps de ma garde n'a pour objet ni de défendre « ma personne, *ni de m'accompagner dans un voyage* « *que la malignité vous a fait supposer nécessaire.* »

Cette seconde proclamation n'obtint pas plus de succès que la première. Le peuple était persuadé que Godoy avait invoqué le secours du prince Murat qui s'approchait de Madrid, et il avait résolu de sacrifier le favori à sa vengeance, dût le roi lui-même descendre d'un trône que Godoy souillait chaque jour par la plus indigne usurpation. En eflet, le 27 mars, en réponse à une lettre de son père, Ferdinand disait : « .... J'ai promis à Votre Majesté de laisser la « vie à Don Manoel Godoy, je suis homme de parole « et je n'y manquerai pas. Mais le peuple est très- « alarmé; il croit que les Français ne sont venus à « Madrid que pour prendre sa défense et pour le « sauver. » Le nom de Ferdinand était dans toutes les bouches. Cet avénement populaire, dont le principe était l'honneur et le salut de l'Espagne, devait jeter de profondes racines. Ferdinand se trouva tout à coup à la tête de la nation, et il se souvenait de l'Escurial. Le même jour, voyant l'inutilité de leurs proclamations, et assurés qu'ils ne pouvaient compter sur la protection des troupes, le roi et la reine résolurent de partir sans escorte au milieu de la nuit. Mais ce projet fut encore éventé malheureusement, et la reine accusa son fils, dans une longue lettre qu'elle écrivit le 24 mars au grand-duc de Berg,

d'avoir donné le signal de l'attaque. « Mon fils Fer-« dinand, dit-elle, était à la tête de la conjuration. « Toutes les troupes étaient gagnées par lui. Il fit « sortir une de ses lumières à une de ses fenêtres, « signe qui fit commencer l'explosion... » Quoi qu'il en soit de ces circonstances, il n'est pas douteux qu'au lieu de se mettre à la tête de l'insurrection et probablement de l'avoir provoquée, il eût été politique à Ferdinand de favoriser au contraire de tous ses moyens le départ de son père et de sa mère, de faire tomber ainsi Godoy dans ses propres filets, et de se dérober ensuite à l'embarquement de sa famille pour régner sur l'Espagne, dont il devenait l'unique espoir. Son droit se trouvait décidé par la vacance du trône; mais il fut aussi mal conseillé que ses ennemis.

Le 17, à quatre heures du matin, la foule se porta en armes au palais de Godoy, et fut d'abord repoussée par sa garde. Cependant les gardes du corps, après avoir arrêté son frère qui les commandait, se joignirent aux révoltés et enfoncèrent bientôt les portes du palais. Godoy n'eut que le temps de se réfugier dans un grenier, où il resta caché vingt-quatre heures sans prendre aucune nourriture. Enfin le roi, pressé de toutes parts, voulut conjurer l'orage en proclamant *qu'il donnait au prince de la Paix la démission de toutes ses charges, et qu'il prenait lui-même le commandement de toutes ses troupes*, et il écrivit à l'empereur Napoléon pour l'informer de cette disposition. Malgré ces démonstrations, la foule poursuivit alors son triomphe avec plus de vigueur, et Ferdinand accepta d'elle la royauté séditieuse qu'elle

lui conférait. Le lendemain, un domestique resté fidèle à Godoy, fut reconnu comme il allait chercher des alimens pour son maître, et, forcé par la nécessité de sauver sa propre vie, il découvrit la retraite du prince. Dans cet intervalle, le roi avait abdiqué en faveur d'un rebelle, sous la condition verbale que Godoy serait épargné. Ferdinand n'oublia pas la parole qu'il venait de donner à son père; il arriva à temps pour arracher le prince de la Paix à la fureur de la populace. Il promit qu'il en serait fait justice, et le constitua prisonnier dans ce même palais de Villa-Viciosa, où se passait cette terrible scène. Le décret d'abdication fut aussitôt publié; il avait pour motif: *l'état d'infirmité du roi et le besoin de jouir de la vie privée dans un climat plus tempéré.* Jamais dévoûment d'un souverain à son sujet n'égala celui de Charles IV envers Godoy. Il renonçait à cause de lui à sa couronne, et ne mettait que le salut de son ministre pour condition à cet immense sacrifice! Cette abdication, annoncée le 19 à Aranjuez, produisit un effet magique. Les armes tombèrent des mains d'une multitude effrénée; ce calme subit révéla éloquemment au roi et à la reine toute la pensée de la nation.

L'abdication, signée au milieu des baïonnettes et du tumulte du peuple et des soldats, devait avoir de fatales conséquences; car aux yeux de personne elle ne put passer pour un acte libre et volontaire. La nation l'accepta, parce qu'il la délivrait de l'odieux gouvernement du prince de la Paix; mais il était bien permis à la famille royale de protester contre une telle violation des droits les plus sacrés; aussi la reine continua ainsi sa relation au grand-duc de Berg,

« ..... Dans le même moment on découvrit le prince « de la Paix. Le roi envoya chercher son fils et le fit « aller chercher ce malheureux prince, la victime « pour être notre ami et l'ami des Français, et sur- « tout du grand-duc. Il y fut, et ordonna qu'on n'y « touchât pas... et lui dit, avec le commandement « comme s'il était roi : *Je te pardonne la vie.* Le « prince de la Paix, malgré ses grandes blessures, le « remercia et demanda *s'il était déjà roi;* il lui ré- « pondit : *Non pas encore, mais cela sera bien vite...* « Après, il devait y avoir le 19 que fut l'abdication, « un tumulte plus fort que le premier *contre la vie* « *du roi, mon mari, et la mienne, ce qui nous obligea* « *à faire cette démarche* (l'abdication)..... *Mon fils a* « *fait cette conspiration pour détrôner le roi son père.* »

Le lendemain, Charles instruisit l'Empereur de son abdication. Le même jour aussi, le premier acte de la souveraineté de Ferdinand fut un édit qui confisquait, au profit de la couronne, tous les biens du prince de la Paix, meubles et immeubles. Il faut le dire, cette satisfaction était due à la nation espagnole. Ferdinand annonça ensuite qu'il allait se rendre à Madrid pour s'y faire proclamer. Le duc de l'Infantado reçut, avec le grade de colonel des gardes, la présidence du conseil de Castille. Aussitôt ces différentes résolutions rendues publiques, le peuple et les soldats pillèrent, soit à Madrid, soit à Aranjuez, le palais du prince de la Paix, de plusieurs de ses parens, des ministres, et en brûlèrent les meubles sur la place publique.

Mais, le 21, le roi fit un acte de protestation secret sur son abdication de l'avant-veille, et se hâta de l'a-

dresser à l'Empereur. « ..... Je n'ai déclaré me démet-
« tre de ma couronne, que lorsque le bruit des armes
« et des clameurs d'une garde insurgée me faisait
« assez connaître qu'il fallait choisir *entre la vie et*
« *la mort, qui eût été suivie de celle de la reine.....* »
Ainsi Ferdinand était accusé de parricide par sa mère auprès du grand-duc de Berg, et par son père auprès de l'Empereur. De telles confidences, de telles accusations, jugeaient à elles seules la Maison d'Espagne.

Cependant, d'après ces événemens, le grand-duc de Berg, sans prendre les ordres de Napoléon, avait cru devoir quitter Burgos, et comme s'il eût conçu le projet de s'asseoir sur un trône qui lui paraissait vacant, il s'avança vers Madrid à la tête des corps de Moncey et de Dupont. Il avait probablement interprété en sa faveur l'impatience ancienne de cette capitale à recevoir Napoléon, dont à ses yeux il était le précurseur. Cette ambition, mal déguisée, aveugla Murat et eut pour conséquence la faute bientôt irréparable d'arriver à Madrid la veille du jour où Ferdinand devait s'y montrer en qualité de roi des Espagnes. Les habitans se trouvaient si heureux de leur triomphe sur Godoy, qu'ils regardèrent avec une sorte d'indifférence la présence des troupes de Murat. L'entrée solennelle de Ferdinand, qui eut lieu le lendemain 24, porta au dernier degré d'enthousiasme la population de Madrid.

Le nouveau souverain se hâta d'envoyer auprès de l'Empereur le comte Fernando Nunez, pour l'informer de son avénement; le comte avait aussi la mission de voir de ses yeux la nièce de l'Empereur, des-

tinée à être l'épouse de Ferdinand. Napoléon était attendu le 30 en Espagne; des relais furent disposés sur la route de Madrid à Bayonne. Mais la conduite du grand-duc de Berg, qui s'abstient d'aller saluer Ferdinand et de le reconnaître comme roi, jette soudain dans l'esprit de ce prince l'inquiétude la plus vive; il craint, et avec raison, d'être prévenu auprès du grand-duc par son père et par sa mère. En effet, plusieurs fois chaque jour, des lettres du roi, de la reine, de leur fille Marie-Louise d'Étrurie, dénoncent au grand-duc jusqu'à la haine de Ferdinand pour la France, appellent sur lui toute la rigueur de Napoléon, et sur Godoy la protection de son lieutenant. En raison de ses projets, Murat n'était pas disposé à l'indulgence pour Ferdinand; aussi s'empressa-t-il de transmettre à l'Empereur cette scandaleuse correspondance. Il est à remarquer que, dès sa première note adressée au grand-duc, Marie-Louise demanda à l'Empereur un asile pour elle, pour le roi et le prince de la Paix, hors de l'Espagne; cette demande fut plus d'une fois renouvelée. La reine sollicitait également le grand-duc, lorsqu'elle lui écrivait, de venir voir le roi; mais Murat observait, vis-à-vis de l'ancienne cour, la même réserve qu'avec la nouvelle; il s'était imposé seulement l'obligation de répondre exactement à la correspondance journalière de la reine. Les lettres de cette princesse, toutes dictées par une passion véritablement meurtrière contre son fils, témoignaient authentiquement de la dissolution complète où étaient tombées l'existence et la dignité de la famille royale, tant par rapport aux membres qui la composaient que par rapport à la nation espa-

gnole. Toutes ces lettres durent prouver chaque jour à Napoléon l'incompatibilité invincible qui s'élevait entre le trône et les princes destinés à l'occuper. Cependant le peuple, qui ne se trompe jamais sur ses sentimens, ne prend point le change au milieu des dissentimens irréconciliables qui partagent les deux cours, et il continue à reprocher au favori déchu l'avilissement de l'Espagne et la désunion de la maison régnante. Il refuse même au vieux roi, en raison de la sollicitude qu'il manifeste à l'égard de Godoy, sinon un respect, qui, en Espagne, est impérissable pour la majesté royale, du moins l'attachement qu'il a toujours porté si justement aux vertus et à la bonté de cet excellent monarque. Aussi la haine contre Godoy devint chez les Espagnols de l'amour pour Ferdinand.

Cependant une seconde fois ce prince s'est trop pressé de prendre le sceptre; il ignore ce qui se passe à Paris dans les conseils de Napoléon; il ignore en outre ce qui se passe à Madrid dans le camp français. S'il dédaigne les intérêts qu'il vient de blesser dans la personne de Godoy, emprisonné et dépouillé par lui, il ne calcule pas l'influence prochaine que cet outrage fait à son père aura peut-être sur sa pro pre destinée. Ferdinand n'a pas compris non plus le péril où l'abdication forcée de Charles IV peut entrainer le fils coupable qui vient d'usurper la couronne. Godoy s'aveuglait au sujet de son importance dans l'esprit de l'Empereur, parce qu'il avait fait le traité de Fontainebleau, à présent annulé; Ferdinand s'aveugle également, parce qu'il croit avoir gagné la protection de l'Empereur en lui demandant pour

femme une personne de son sang. Sur ce point seulement il est d'accord avec son père et sa mère, qui, par les conseils de Godoy, après l'affaire de l'Escurial, sollicitent de concert pour Ferdinand la main d'une princesse impériale de France. Godoy, ayant appris la mise au néant du traité de Fontainebleau, a voulu, en enlevant à Ferdinand le mérite d'une pareille demande, se fortifier d'un nouvel appui auprès de Napoléon.

Cependant, dès qu'il connut les événemens d'Aranjuez, et en réponse à la correspondance du grand-duc de Berg, Napoléon lui adressa la lettre suivante. Cette lettre, si importante, fera mieux juger que toutes les réflexions, quelle était l'opinion ou plutôt l'incertitude de Napoléon sur les affaires de l'Espagne et sur sa propre position vis-à-vis de ce royaume à l'époque du 29 mars.

« MONSIEUR LE GRAND-DUC DE BERG,

« Je crains que vous ne me trompiez sur la situation de l'Espagne, et que vous ne vous trompiez vous-même. L'affaire du 20 mars a singulièrement compliqué les événemens; je reste dans une grande perplexité.

« Ne croyez pas que vous attaquiez une nation désarmée, et que vous n'ayez que des troupes à montrer pour soumettre l'Espagne. La révolution du 20 mars prouve qu'il y a de l'énergie chez les Espagnols. Vous avez affaire à un peuple neuf; il a tout le courage, et il aura tout l'enthousiasme que l'on rencontre chez des hommes qui n'ont point usé les passions politiques.

« L'aristocratie et le clergé sont les maîtres de l'Espagne; s'ils craignent pour leurs privilèges et pour leur existence, ils feront contre nous des levées en masse, *qui pourront éterniser la guerre*. J'ai des partisans; si je me présente en conquérant, je n'en aurai plus.

« Le prince de la Paix est détesté, parce qu'on l'accuse d'avoir livré l'Espagne à la France; voilà le grief qui a servi à l'usurpation de Ferdinand; le parti populaire est le plus faible.

« Le prince des Asturies n'a aucune des qualités qui sont nécessaires au chef d'une nation; cela n'empêchera pas que pour nous l'opposer on n'en fasse un héros. Je ne veux pas qu'on use de violence envers les personnages de cette famille; il n'est jamais utile de se rendre odieux et d'enflammer les haines. L'Espagne a plus de cent mille hommes sous les armes; c'est plus qu'il n'en faut pour soutenir avec avantage une guerre intérieure: divisés sur plusieurs points, ils peuvent servir de soulèvement total à la monarchie entière.

« Je vous présente l'ensemble des obstacles qui sont inévitables; il en est d'autres que vous sentirez. L'Angleterre ne laissera pas échapper cette occasion de multiplier nos embarras: elle expédie journellement des *avisos* aux forces qu'elle tient sur les côtes du Portugal et dans la Méditerranée; elle fait des enrôlemens de Siciliens et de Portugais.

« La famille royale n'ayant point quitté l'Espagne pour aller s'établir aux Indes, il n'y a qu'une révolution qui puisse changer l'état de ce pays; c'est peut-être celui de l'Europe qui est le moins préparé. Les

gens qui voyent les vices monstrueux de ce gouvernement, et l'anarchie qui a pris la place de l'autorité légale, font le plus petit nombre; le plus grand nombre profite de ces vices et de cette anarchie.

« Dans l'intérêt de mon empire, je puis faire beaucoup de bien à l'Espagne. Quels sont les meilleurs moyens à prendre?

« Irai-je à Madrid? exercerai-je l'acte d'un grand protectorat, en prononçant entre le père et le fils? Il me semble difficile de faire régner Charles IV: son gouvernement et son favori sont tellement dépopularisés, qu'ils ne se soutiendraient pas trois mois.

« Ferdinand est l'ennemi de la France, c'est pour cela qu'on l'a fait roi; le placer sur le trône sera servir les factions qui, depuis vingt-cinq ans, veulent l'anéantissement de la France. Une alliance de famille serait un faible lien. La reine Élisabeth et d'autres princesses françaises ont péri misérablement, lorsqu'on a pu les immoler impunément à d'atroces vengeances. Je pense qu'il ne faut rien précipiter, qu'il convient de prendre conseil des événemens qui vont suivre... Il faudra fortifier les corps d'armée qui se tiendront sur les frontières du Portugal, et attendre.

« Je n'approuve pas le parti qu'a pris V. A. I. de s'emparer si précipitamment de Madrid: il fallait tenir l'armée à dix lieues de la capitale. Vous n'aviez pas l'assurance que le peuple et la magistrature allaient reconnaître Ferdinand sans contestation. Le prince de la Paix doit avoir dans les emplois publics des partisans; il y a d'ailleurs un attachement d'habitude au vieux roi, qui pouvait produire des résul-

tats. Votre entrée à Madrid, en inquiétant les Espagnols, a puissamment servi Ferdinand. J'ai donné ordre à Savary d'aller auprès du vieux roi, voir ce qui s'y passe : il se concertera avec V. A. I. J'aviserai ultérieurement au parti qui sera à prendre; en attendant, voici ce que je juge convenable de vous prescrire.

« Vous ne m'engagerez à une entrevue en *Espagne* avec Ferdinand que si vous jugez la situation des choses telle que je doive le reconnaître comme roi d'Espagne. Vous userez de bons procédés envers le roi, la reine et le prince Godoy; vous exigerez pour eux et vous leur rendrez les mêmes honneurs qu'autrefois. Vous ferez en sorte que les Espagnols ne puissent pas soupçonner le parti que je prendrai : cela ne sera pas difficile, *je n'en sais rien moi-même*.

« Vous ferez entendre à la noblesse et au clergé que si la France doit intervenir dans les affaires d'Espagne, leurs priviléges et leurs immunités seront respectés. Vous leur direz que l'Empereur désire le perfectionnement des institutions politiques de l'Espagne, pour la mettre en rapport avec l'état de la civilisation de l'Europe, pour la soustraire au régime des favoris... Vous direz aux magistrats et aux bourgeois des villes, aux gens éclairés, que l'Espagne a besoin de recréer la machine de son gouvernement, et qu'il lui faut des lois qui garantissent les citoyens de l'arbitraire et des usurpations de la féodalité; des institutions qui raniment l'industrie, l'agriculture et les arts. Vous leur peindrez l'état de tranquillité et d'aisance dont jouit la France, malgré les guerres où elle s'est toujours engagée; la splendeur de la reli-

gion, qui doit son rétablissement au Concordat que j'ai signé avec le pape. Vous leur démontrerez les avantages qui peuvent résulter d'une régénération politique: l'ordre et la paix dans l'intérieur. Tel doit être l'esprit de vos discours et de vos écrits; ne brusquez aucune démarche; je puis attendre à Bayonne. je puis passer les Pyrénées, et, me fortifiant vers le Portugal, aller porter la guerre de ce côté.

« *Je songerai à vos intérêts particuliers, n'y songez pas vous-même... Le Portugal restera à ma disposition...* Qu'aucun projet personnel ne vous occupe et ne dirige votre conduite; cela me nuirait, et vous nuirait encore plus qu'à moi.

« Vous allez trop vite dans vos instructions du 14: la marche que vous prescrivez au général Dupont est trop rapide à cause de l'événement du 19 mars. Il y a des changemens à faire; vous donnerez de nouvelles dispositions; vous recevrez des instructions de mon ministre des affaires étrangères.

« J'ordonne que la discipline soit maintenue de la manière la plus sévère; point de grace pour les plus petites fautes. L'on aura pour l'habitant les plus grands égards; l'on respectera principalement les églises et les couvens.

« L'armée évitera toute rencontre, soit avec des corps de l'armée espagnole, soit avec des détachemens; il ne faut pas que d'aucun côté il soit brûlé une amorce.

« Laissez Solano dépasser Badajos, faites-le observer; donnez vous-même l'indication des marches de votre armée, pour la tenir toujours à une distance de plusieurs lieues des corps espagnols. *Si la guerre s'allumait, tout serait perdu.*

« C'est à la politique et aux négociations qu'il appartient de décider des destinées de l'Espagne. Je vous recommande d'éviter des explications avec Solano, comme avec les autres généraux et les gouverneurs espagnols.

« Vous m'enverrez deux estafettes par jour; en cas d'événemens majeurs, vous m'expédierez des officiers d'ordonnance: vous me renverrez sur-le-champ le chambellan de Tournon qui vous porte cette dépêche; vous lui remettrez un rapport détaillé. Sur ce, etc.

« NAPOLÉON. »

Il résulte de cette lettre remarquable que le grand-duc de Berg avait commis la faute politique la plus blâmable en venant, pour ainsi dire, avec une armée préparer à Madrid l'entrée du roi Ferdinand : ce qui devait ôter au peuple de cette ville l'indépendance de la manifestation de son opinion sur cet événement. Il était évident aussi que Napoléon condamnait la royauté de Charles IV, et que, sans approuver celle de Ferdinand, il n'était pas éloigné de le reconnaître et de traiter avec lui. Napoléon ne dissimulait pas non plus qu'il regrettait que la famille royale ne fût point partie pour l'Amérique; il voyait la nécessité d'une révolution en Espagne; *il ne savait pas lui-même le parti qu'il prendrait* : celui de placer Joseph sur le trône d'Espagne n'existait pas encore, puisque l'Empereur semblait réserver le Portugal au grand-duc de Berg. Napoléon s'abandonnait tout-à-fait au mouvement des circonstances, et n'avait de bien arrêté dans ses idées que la force de la nation espagnole, la crainte d'une levée en masse *qui pour-*

rait éterniser la guerre, et la certitude *que tout serait perdu si la guerre s'allumait.* Cette lettre prouve suffisamment que Napoléon, si mal servi par son ambassadeur lors des affaires de l'Escurial de d'Aranjuez, ne l'était pas mieux par son lieutenant, à qui il reproche l'occupation de Madrid, et, comme cédant à un secret pressentiment, la marche du général Dupont sur Tolède : elle ne laisse aussi aucun doute sur l'empire que Napoléon eût exercé en Espagne six mois plus tôt, s'il fût arrivé à Madrid en souverain conciliateur de la famille royale. Il aurait accompli alors dans le palais, et avec le palais, la révolution qu'il ne pouvait plus opérer en mars 1808 que contre la nation, et peut-être contre lui-même. « J'ai des par-« tisans; si je me présente en conquérant je n'en « aurai plus. » C'est dans cette anxiété d'esprit que l'Empereur décida son départ pour Bayonne. A cette époque, le général Savary, duc de Rovigo, se trouvait à Madrid, où il avait été envoyé auprès de Charles IV, avec une mission relative au voyage de la famille royale à Bayonne. Il n'était pas difficile d'y déterminer le roi et la reine. Cette princesse écrivait encore, le 8 avril, au grand-duc de Berg : « Nous « demandons à Votre Altesse qu'il fasse que l'Empe-« reur nous envoie le plus tôt possible hors d'Espa-« gne, le roi mon mari, notre ami le prince de la « Paix, moi, et aussi ma pauvre fille; mais surtout « tous les trois le plus tôt possible; sans cela nous ne « sommes pas en sûreté... »

Il y eut donc au premier mot du général Savary, de la part de la vieille cour, non-seulement consentement, mais empressement à courir se jeter à

Bayonne dans les bras de Napoléon; elle n'avait qu'une inquiétude, c'était d'être prévenue par Ferdinand. Ce prince, dont la répugnance au départ pour Bayonne eût paru naturelle, et dont la résistance aux instructions du général Savary eût été aussi honorable pour lui qu'utile à Napoléon qui aurait vu par là sa politique simplifiée, ce prince, au grand étonnement du négociateur, alla au devant de cette proposition, et, chose étrange, tant il est facile aux hommes passionnés de prendre le parti qui doit leur enlever tout à coup le prix de tous leurs efforts, les ducs de l'Infantado, del Parque, le chanoine Escoïquitz, le ministre Cevallos, les premiers meneurs de l'affaire de l'Escurial et de celle d'Aranjuez, présentèrent à Ferdinand le voyage de Bayonne comme un autre coup d'État que la fortune mettait entre ses mains. Le prince s'empressa de se faire précéder par son frère don Carlos; alors la reine, effrayée de cette circonstance, écrivit au grand-duc : «..... Le départ « si prompt de mon fils Charles nous fait trembler; « les personnes qui sont avec lui sont malignes : le « secret inviolable qu'on lui fait observer envers « nous nous met dans la plus grande inquiétude, « craignant qu'ils lui fassent porter des papiers rem- « plis de faussetés contrefaites et inventées... V. A. R. « et I. ne pourrait-elle pas envoyer quelque personne « qui devançât l'arrivée de mon fils Charles, et pré- « venir l'Empereur de tout, le mettant au fait de la « vérité, et de l'imposture de nos ennemis?...» Ferdinand d'un autre côté, écrivait à son père : «..... Le « général Savary vient de me quitter; je suis très- « satisfait de lui, comme du bon accord qu'il y a

« entre l'Empereur et moi, et par la bonne foi qu'il
« m'a témoignée. C'est pourquoi il me semble qu'il
« est juste que V. M. me donne une lettre pour l'Em-
« pereur dans la quelle vous le féliciterez de son arri-
« vée, où vous lui témoignerez que j'ai pour lui les
« mêmes sentimens que V. M. lui a démontrés.....»
La reine envoya cette singulière lettre au grand-duc de Berg, en lui disant : «..... Nous n'écrirons point « la lettre qu'on nous demande, hormis qu'on nous « y force, comme à l'abdication que le roi fit, le « proteste qu'il envoya à V. A. I....» La correspondance journalière de la reine fournissait à l'Empereur les pièces du procès qu'il devait juger : il était aisé d'en prévoir le résultat, puisque Ferdinand allait de lui-même en hâter la conclusion par sa présence à Bayonne.

Ce prince se mit en route, le 10, dans l'espoir insensé de faire approuver son usurpation par l'Empereur; il s'aveugla même jusqu'à croire qu'il aurait de la peine à atteindre Burgos sans y rencontrer l'Empereur, dont l'arrivée à Madrid était toujours annoncée. Avant de s'éloigner, Ferdinand avait établi un conseil de régence sous la présidence de son oncle D. Antonio; il partit avec le général Savary, le duc de l'Infantado et le chanoine Escoïquitz. Comme on n'eut pas de nouvelles à Burgos du voyage de Napoléon, on poussa jusqu'à Vittoria, où l'on n'en apprit pas davantage. Mais, dans cette ville, de fidèles serviteurs de la famille royale supplièrent Ferdinand de s'arrêter : parmi eux se trouva le chevalier Urquijo, qui arrivait exprès de Bilbao pour conjurer le prince de ne pas aller plus avant. Ferdinand ébranlé par ces

conseils, se décida à écrire à l'Empereur la lettre suivante, que porta le général Savary :

« MONSIEUR MON FRÈRE,

« Élevé au trône par l'abdication libre et sponta« née de mon auguste père, je n'ai pu voir sans un « véritable regret que S. A. I. le grand-duc de Berg, « ainsi que l'ambassadeur de V. M. I. et R., n'aient « pas cru devoir me féliciter comme souverain d'Es« pagne, tandis que les représentans d'autres cours, « avec qui je n'ai point de liaisons si intimes ni si « chères, se sont empressés de le faire : ne pouvant « en attribuer la cause qu'au défaut d'ordres positifs « de V. M., elle me permettra de lui exposer, avec « toute la sincérité de mon cœur, que dès les pre« miers momens de mon règne, je n'ai cessé de don« ner à V. M. I. et R. les témoignages les plus mar« quans et les moins équivoques de ma loyauté et « de mon attachement à sa personne; que l'objet de « premier ordre a été de renvoyer à l'armée de Por« tugal les troupes qui l'avaient déjà quittée pour se « rapprocher de Madrid : que mes premiers soins « ont eu pour but l'approvisionnement, le logement, « et les fournitures de ses troupes, malgré l'extrême « pénurie dans laquelle j'ai trouvé mes finances, et « le peu de ressources qu'offraient les provinces où « elles ont séjourné; et que je n'ai pas hésité un « moment à donner à V. M. la plus grande preuve « de confiance, en faisant sortir mes troupes de ma « capitale pour y recevoir une partie de son armée : « j'ai cherché pareillement, par les lettres que j'ai « adressées à V. M., de la convaincre, autant qu'il a

« été en mon pourvoir de le faire, du désir que j'ai
« toujours nourri de resserrer d'une manière indis-
« soluble, pour le bonheur de mon peuple, les liens
« d'amitié et d'alliance qui existaient entre V. M. I.
« et mon auguste père. C'est dans les mêmes vues
« que j'ai envoyé auprès de V. M. une députation de
« trois grands de mon royaume pour aller au-devant
« de V. M., aussitôt que son intention de se rendre
« en Espagne me fut connue; et pour lui démontrer
« d'une manière encore plus solennelle ma haute con-
« sidération pour son auguste personne, je n'ai pas
« tardé à faire partir avec un égal objet mon très-
« cher frère l'infant don Carlos, déjà arrivé depuis
« quelques jours à Bayonne. J'ose me flatter que
« V. M. aura reconnu dans ces démarches mes véri-
« tables sentimens.

« A ce simple exposé des faits, V. M. me permet-
« tra d'ajouter l'expression des vifs regrets que
« j'éprouve en me voyant privé de ses lettres, sur-
« tout après la réponse franche et loyale que j'ai
« donnée à la demande que le général Savary vint
« me faire à Madrid, au nom de V. M. Ce général
« m'assura que V. M. désirait seulement savoir si
« mon avénement au trône pourrait amener quelque
« changement dans les rapports politiques de ses
« États. J'y répondis en réitérant ce que j'avais eu
« l'honneur de manifester par écrit à V. M., et je me
« suis rendu volontiers à l'invitation que le même
« général me fit de venir au-devant de V. M., pour
« m'anticiper la satisfaction de la connaître person-
« nellement, d'autant plus que j'avais déjà manifesté
« à V. M. mes intentions à cet égard. En consé-

« quence, je me suis rendu à ma ville de Vittoria, « sans égard aux soins indispensables d'un nouveau « règne, qui aurait exigé ma résidence au centre de « mes États.

« Je prie donc instamment V. M. I. et R. de vou« loir bien faire cesser la situation pénible à laquelle « je suis réduit par son silence, et de dissiper, par « une réponse favorable, les vives inquiétudes qu'une « trop longue incertitude pourrait occasioner à mes « fidèles sujets.

« Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte « garde. De V. M. I. et R. le bon frère,

« FERDINAND. »

« Vittoria, 14 avril 1808. »

Tandis que Ferdinand entrait à Burgos et à Vittoria, sous des arcs de triomphe, un ordre de la régence, dicté par une main invisible, ouvrait au prince de la Paix les portes de sa prison, et le dérobait au jugement qui était l'objet de l'impatience générale de la nation. Le décret n'en fut publié que le 21. Dès ce jour le peuple espagnol, à qui l'on arrachait son grand coupable, jura vengeance et extermination aux Français. La soustraction de Godoy à la commission chargée de le juger, nuisit, plus à Napoléon que les renonciations de Bayonne. L'Espagne, qui tout entière accusait le prince de la Paix, se leva tout entière aussi contre ceux qu'elle crut pouvoir, dès lors, nommer les protecteurs du ministre déchu.

L'Empereur était arrivé à Bayonne dans la nuit du 14 au 15 avril. Le 14, le général Savary, duc de

Rovigo, en rapporta au prince Ferdinand cette mémorable réponse.

« Mon frère,

« J'ai reçu la lettre V. A. R.; elle doit avoir acquis « la preuve, dans les papiers qu'elle a eus du roi, « son père, de l'intérêt que je lui ai toujours porté. « Elle me permettra dans la circonstance actuelle de « lui parler avec franchise et loyauté. En arrivant à « Madrid, j'espérais porter mon illustre ami à quel- « ques réformes nécessaires dans ses États, et à don- « ner quelque satisfaction à l'opinion publique. Le « renvoi du prince de la Paix me paraissait néces- « saire pour son bonheur et celui de ses sujets. Les « affaires du Nord ont retardé mon voyage. Les évè- « mens d'Aranjuez ont eu lieu. Je ne suis point juge « de ce qui s'est passé, et de la conduite du prince « de la Paix; mais ce que je sais bien, c'est qu'il est « dangereux pour les rois d'accoutumer les peuples « à répandre du sang, et à se faire justice eux- « mêmes. Je prie Dieu que V. A. R. n'en fasse pas « un jour elle-même l'expérience. Il n'est pas de l'in- « térêt de l'Espagne de faire du mal à un prince qui « a épousé une princesse du sang royal, et qui a si « long-temps régi le royaume. Il n'a plus d'amis: « V. A. R. n'en aura plus si jamais elle est malheu- « reuse. Les peuples se vengent volontiers des hom- « mages qu'ils nous rendent. Comment d'ailleurs « pourrait-on faire le procès au prince de la Paix « sans le faire à la reine et au roi votre père? Ce » procès alimentera les haines et les passions fac- « tieuses; le résultat en sera funeste pour votre cou-

« ronne. V. A. R. n'y a de droits que ceux que lui a « transmis sa mère. Si le procès la déshonore, V. A. R. « déchire par là ses droits. Qu'elle ferme l'oreille à « des conseils faibles et perfides. Elle n'a pas le droit « de juger le prince de la Paix. Ses crimes, si on lui « en reproche, se perdent dans les droits du trône. « J'ai souvent manifesté le désir que le prince de la « Paix fût éloigné des affaires : l'amitié du roi Char- « les m'a porté souvent à me taire, et à détourner « les yeux des faiblesses de son attachement. Miséra- « bles hommes que nous sommes! faiblesse et erreur, « c'est notre devise. Mais tout cela peut se concilier: « que le prince de la Paix soit exilé d'Espagne, et je « lui offre un refuge en France. Quant à l'abdica- « tion de Charles IV, elle a eu lieu dans un moment « où mes armées couvraient les Espagnes, et, aux « yeux de l'Europe et de la postérité, je paraîtrais « n'avoir employé tant de troupes que pour préci- « piter du trône mon allié et mon ami. Comme sou- « verain voisin, il m'est permis de vouloir connaître, « avant de reconnaître cette abdication. Je le dis à « V. A. R., aux Espagnols, au monde entier : si l'ab- « dication du roi Charles est de pur mouvement, « s'il n'y a pas été forcé par l'insurrection et l'émeute « d'Aranjuez, je ne fais aucune difficulté de l'ad- « mettre, et je reconnais V. A. R. comme roi « d'Espagne. Je désire donc causer avec elle sur cet « objet. La circonspection que je porte depuis un « mois dans ces affaires doit lui être garant de l'appui « qu'elle trouvera en moi, si, à son tour, des fac- « tions, de quelque nature qu'elles soient, venaient « à l'inquiéter sur son trône. Quand le roi Charles

« me fit part de l'événement du mois d'octobre der-
« nier, j'en fus douloureusement affecté; et je pense
« avoir contribué, par les insinuations que j'ai faites,
« à la bonne issue de l'affaire de l'Escurial. V. A. R.
« avait bien des torts; je n'en veux pour preuve que
« la lettre qu'elle m'a écrite et que j'ai constamment
« voulu ignorer. Roi à son tour, elle saura combien
« les droits du trône sont sacrés. Toute démarche
« près d'un souverain étranger, de la part d'un prince
« héréditaire, est criminelle. V. A. R. doit se défier
« des écarts, des émotions populaires; on pourra com-
« mettre quelques meurtres sur mes soldats isolés,
« mais la ruine de l'Espagne en serait le résultat. J'ai
« déjà vu avec peine qu'à Madrid on ait répandu des
« lettres du capitaine-général de la Catalogne, et fait
« tout ce qui pouvait donner du mouvement aux têtes.
« V. A. R. connaît ma pensée tout entière; elle voit
« que je flotte entre diverses idées qui ont besoin
« d'être fixées. Elle peut être certaine que, dans tous
« les cas, je me comporterai avec elle comme en-
« vers le roi, son père. Qu'elle croie à mon désir de
« tout concilier, et de trouver des occasions de lui
« donner des preuves de mon affection et de ma par-
« faite estime.

« Sur ce, je prie Dieu, mon frère, qu'il vous ait
« en sa sainte et digne garde.

« Bayonne, le 16 avril 1808.

« NAPOLÉON. »

C'est cependant après la lecture d'une pareille lettre, que Ferdinand se décida à achever son voyage. Il y fut de plus déterminé par le renouvellement des

instances de ses propres conseillers, tandis qu'ils auraient dû le contraindre à reprendre la route de sa capitale. Napoléon, en s'abstenant de saluer Ferdinand du titre de roi, lui faisait assez comprendre qu'il ne le regardait que comme un usurpateur. Il est en outre impossible que Napoléon, en écrivant une telle réponse à la lettre justificative et suppliante du prince des Asturies, n'ait eu la pensée que Ferdinand prendrait la résolution de rester sur la défensive. Ce parti était plus avantageux et plus honorable pour Napoléon et Ferdinand : dans cette position, celui-ci levait le drapeau de la défense de sa patrie, dont la capitale et les places frontières avaient été occupées au sein de la paix ; tandis que Napoléon, de son côté, pouvait proclamer une guerre légitime contre l'usurpateur du trône de son allié.

Il n'en fut pas ainsi ; l'inévitable destinée qui devait, six ans après, détrôner Napoléon et couronner Ferdinand, malgré la protestation non révoquée de son père, fit continuer le voyage. Enfin Ferdinand s'aveugla à un tel point sur sa situation, qu'il répondit de Vittoria à l'Empereur : « ... C'est avec la plus grande « satisfaction que je viens de recevoir la lettre que « V. M. I. et R. a bien voulu me faire remettre par « le général Savary, en date du 16 ; la confiance que « V. M. m'inspire, et le désir que j'ai de la convaincre « que *l'abdication du roi, mon père, a été faite, en* « *ma faveur, de pur mouvement*, m'ont décidé à me « porter immédiatement à Bayonne..... « En effet, il partit le 18, et fut reçu, à la frontière, par le prince de Neuchâtel. Quand Savary remit à l'Empereur la réponse de Ferdinand : « *Comment! il vient?* dit Na-

poléon; *cela est impossible.* » Le prince arriva le 20 à Bayonne, où Napoléon vint lui faire visite, en continuant de le traiter d'Altesse Royale; le même jour, il dîna au château de Marrac. Dans cette première entrevue, il ne fut nullement question des affaires de l'Espagne : la lettre que Ferdinand avait adressée de Vittoria à Napoléon prouve qu'il sentait bien qu'il aurait à répondre sur l'abdication de son père, dont il voulait paraître ignorer la protestation. Il savait pourtant combien de lettres, de notes, partaient chaque jour du palais, écrites par le roi, par la reine et par sa sœur; il devait comprendre alors que, dans la situation où sa violence avait réduit son père, celui-ci n'aurait rien de plus à cœur que de faire parvenir à Napoléon, son allié, un acte aussi important; d'ailleurs Ferdinand avait été averti de cette démarche. Mais un esprit de vertige planait sur les deux frontières; il aveuglait le prince des Asturies et ses conseillers, qui, à Vittoria, avaient repoussé, comme une intrigue, cet avis salutaire; il aveuglait aussi les conseils de Marrac. Cependant, le 28, Ferdinand mandait à son oncle, l'infant don Antonio : « ... Je te préviens que l'Empereur a dans ses mains une lettre de Marie-Louise, qui porte que l'abdication de mon père a été forcée. Fais comme si tu l'ignorais, mais conduis-toi en conséquence, et tâche *que ces maudits Français ne te fassent aucun trait de leur méchanceté.* » Ferdinand dut regretter amèrement alors de n'avoir point écouté, à Vittoria, les représentations du chevalier Urquijo. Aussitôt après le départ de Ferdinand, le grand duc de Berg avait fait rendre la liberté au prince de la Paix, qui se mit en route pour

la France, sous escorte. Le 25 avril, Charles IV écrivit à l'Empereur : « ... C'est dans la protection de « V. M. I. et R. que je trouve un baume aux plaies « dont mon cœur est navré; je me flatte d'avance « que le moment de me voir entre les bras de V. M. « sera un des plus heureux de ma vie, comme aussi « le premier qui, depuis ce qui s'est passé, luira « d'une pure clarté sur mon existence..... » La reine écrivit le même jour : « ..... Quoiqu'il nous tarde déjà « de nous voir arrivés à Bayonne!..... Nous sommes « rassurés..... J'ignore le jour que nous arriverons à « Bayonne, parce que, si l'indisposition du roi le per- « met, nous avons la plus grande envie de doubler « nos journées. Ce que je puis assurer à V. M. I. et « R., c'est que nous volerions à vos bras, tant nous « avons d'impatience d'y serrer les doux liens d'al- « liance et d'amitié..... » Le désir d'être à Bayonne était le seul sentiment qui fut commun au roi, à la reine, au prince de la Paix, au prince des Asturies et à ses conseillers. Ferdinand avait profité de sa royauté pour s'y trouver avant son père; la reine se plaignait du retard de son arrivée à l'Empereur : « Le « voyage de mon fils, disait-elle, nous ayant laissés « sans relais, ni rien de tout ce que nous aurions eu « un urgent besoin. »

Ici il est impossible de ne pas remarquer qu'après le départ de Ferdinand et de Godoy, il n'y avait rien de plus facile à l'Empereur que de replacer sur le trône Charles IV, de lui imposer le renvoi de son favori, et de lui faire accepter la forme du gouvernement qui, bientôt, fut octroyée à l'Espagne. Napoléon eût dominé ce beau royaume par le bienfait

de ses institutions, au lieu d'échouer dans son dessein de le soumettre, et de l'irriter par la force de ses armes. Un conseil, un ministère, eussent été donnés au vieux roi. Les Espagnols retrouvaient, sous le sceptre de leur souverain, le sceptre de leur indépendance, et ils auraient payé volontiers de leurs provinces limitrophes de la France la tranquillité qui leur eût été assurée. Enfin, ne pouvant pas craindre que Charles IV appelât ou reçut les Anglais en Espagne, l'Empereur voyait alors toute sa politique satisfaite par la sécurité que lui inspirait la situation des choses.

Au moment de quitter l'Espagne, Charles écrivit, le 17, à don Antonio, qu'il avait protesté contre son abdication, laquelle était nulle sous tous les rapports; que sa protestation existait dans les mains de l'empereur Napoléon; que son fils n'était point reconnu comme roi, et qu'avant de partir pour Bayonne, il reprenait le gouvernement. Le 28 avril, la roi, la reine et les infans, arrivèrent à Vittoria, où les gardes du corps, qui avaient escorté Ferdinand, se présentèrent pour faire le service auprès de LL. MM. Mais le vieux roi n'a pas oublié qu'ils ont trahi leur devoir à Aranjuez; il les congédie honteusement, et demande une garde au général français Verdier. Le 30, le roi et la reine entrèrent à Bayonne. Le canon les annonça. Le prince des Asturies et don Carlos allèrent à leur rencontre. Aussitôt que LL. MM. furent parvenues à leur palais, tous les Espagnols se virent admis à la cérémonie du baise-main, après laquelle elles se retirèrent dans leurs appartemens. Le prince des Asturies voulut le suivre; le roi l'arrêta, et lui dit

en espagnol : « N'avez-vous pas assez outragé mes cheveux blancs? » Ferdinand s'éloigna. Bientôt l'Empereur vint leur rendre visite. Dans cette première entrevue, qui eut le caractère d'une longue conférence, tout fut dit et décidé; car le surlendemain Charles IV adressa à son fils une espèce de manifeste, où, après avoir récapitulé les circonstances politiques de l'Espagne depuis la paix de Bâle, et les griefs relatifs à la conspiration de l'Escurial, il ajoutait : « .... J'ai dû me ressouvenir de mes droits de père et de « roi, je vous fis arrêter : je trouvai dans vos papiers « la conviction de votre culpabilité. Mais sur la fin « de ma carrière, en proie à la douleur de voir mon « fils périr sur l'échafaud, je fus sensible aux larmes « de votre mère, et je vous pardonnai. On calomnia « même mes ministres auprès de l'Empereur des « Français, qui, croyant voir les Espagnes échapper « à son alliance, et les esprits agités même dans ma « famille, couvrit, sous différens prétextes, mes États « de ses troupes..... Quelle a été votre conduite? Vous « avez mis en rumeur tout mon palais; vous avez « soulevé mes gardes du corps contre moi : votre « père lui-même a été votre prisonnier. Mon premier « ministre, que j'avais élevé et adopté dans ma fa« mille, fut traîné sanglant de cachots en cachots; « vous avez flétri mes cheveux blancs : vous les avez « dépouillés d'une couronne portée avec gloire par « mes ancêtres, et que j'avais conservée sans tache... « J'ai eu recours à l'Empereur, non plus comme un « roi à la tête de ses troupes et environné de l'éclat « du trône, mais comme un roi malheureux et aban« donné. J'ai trouvé protection et refuge au milieu

« de ses camps ; je lui dois la vie, celle de la reine et « de mon premier ministre... Mon cœur s'est ouvert « tout entier à l'Empereur... Il m'a déclaré qu'il ne « vous reconnaîtrait jamais pour roi... Il m'a montré « des lettres de vous, qui font foi de votre haine « pour la France... En m'arrachant la couronne, c'est « la votre que vous avez brisée... Votre conduite en« vers moi, vos lettres interceptées, on mis une bar« rière d'airain entre vous et le trône d'Espagne. Il « n'est ni de votre intérêt ni de celui des Espagnes « que vous y prétendiez... Je suis roi du droit de mes « pères. Mon abdication est le résultat de la force et « de la violence..... Je ne veux point léguer à mes « sujets la guerre civile, les assemblées populaires, « les révolutions. Tout doit être fait pour le peuple, « et rien par lui. »

On prétendit que cette traduction était l'original de la lettre du roi à son fils. Quoi qu'il en soit, le prince des Asturies adressa, le 5 mai, à l'Empereur, et le 6, à son oncle le régent, la lettre par laquelle il déclarait à son père qu'il lui rendait sa couronne. Mais le roi, après la communication que lui fit l'Empereur des nouvelles qu'il avait reçues du grand-duc de Berg, du 2 mai, s'était hâté d'exercer l'autorité royale qu'il venait de recouvrer en retirant la régence à don Antonio, et en la donnant au grand-duc. Des troubles sérieux soulevaient la capitale ; trente à quarante mille hommes armés, citadins, soldats et campagnards, avaient tout à coup levé l'étendard de l'insurrection et attaqué les Français. On avait battu la générale et poussé le cri d'alarme dans les cinq camps qui entouraient la ville ; toutefois la

garnison, forte seulement de trois mille hommes, était parvenue à comprimer la sédition, grace au secours de l'artillerie française qui avait mitraillé dans les rues les révoltés, et sauvé de leurs mains le parc et les fusils de l'arsenal, dont ils allaient s'emparer. Des charges de cavalerie vigoureusement conduites achevèrent de détruire ce qui avait échappé à l'artillerie et à la baïonnette. Plusieurs milliers d'Espagnols périrent dans cette guerre civile subitement improvisée, et les conséquences soudaines de leur mort justifièrent toute la portée de ce mot de Napoléon à Murat : « *Si je m'y présente en conquérant, je n'aurai plus de partisans.* » Dès ce jour la terre d'Espagne, à laquelle renonçaient ses princes eux-mêmes, devint une terre hostile contre les Français qu'elle avait appelés en libérateur. Comme on l'a vu plus haut, le premier acte de la reprise de souveraineté du roi Charles avait été de donner la régence au grand-duc de Berg en la retirant à un membre de sa famille; le second et le dernier fut le traité signé à Bayonne le 5 mai, par lequel Charles disposait de sa couronne en faveur de l'empereur Napoléon. Ce traité fut négocié par le général Duroc, grand-maréchal du palais, et le prince de la Paix. Il était juste que le ministre qui avait causé la ruine du trône des Espagnes en négociât l'abandon. Le 10 mai suivant, se régla entre le général Duroc et don Juan d'Escoïquitz un autre traité par lequel Ferdinand adhérait, ainsi que ses frères, au traité de cession du royaume d'Espagne fait par leur père. Ainsi se termina la vengeance du père sur le fils, du fils sur le favori, du favori sur le prince héréditaire, et celle

de la reine, plus implacable encore, parce qu'elle a sacrifié à ses ressentimens la haine invétérée qu'elle portait à la France, et parce qu'elle a oublié depuis long-temps qu'elle est la femme de Charles IV et la mère de Ferdinand. Après ces deux traités, les deux cours se séparèrent. Le roi, son épouse, la reine d'Étrurie, son fils et sa fille, l'infant don François de Paule et le prince de la Paix, partirent pour le château de Compiègne; le prince des Asturies, accompagné de son frère don Carlos et de son oncle don Antonio, partit pour le château de Valencey, appartenant à M. Talleyrand. Ce fut de cette résidence que, le 22 juin, Ferdinand écrivit à l'Empereur : « ... Je « fais aussi à V. M. I., tant au nom de mon frère et « de mon oncle qu'au mien, des complimens bien « sincères sur la satisfaction qu'elle a eue dans l'ins- « tallation de son chère frère sur le trône d'Espagne : « l'objet de tous nos désirs ayant été toujours le bon- « heur de la nation généreuse qui habite ce vaste « royaume, nous ne pourrons voir à sa tête un mo- « narque si digne et si propre par ses vertus à le lui « assurer, *sans en ressentir la plus grande consola-* « *tion. C'est le sentiment et le désir d'être honorés de* « *son amitié qui nous ont portés à lui écrire la lettre* « *adjointe, que je prends la liberté d'écrire à V. M. I.,* « *en la priant qu'après l'avoir lue elle daigne la pré-* « *senter à S. M. Catholique.* » L'air de Compiègne étant trop froid pour sa santé, Charles obtint d'aller s'établir à Marseille, d'où il mandait à l'Empereur, le 7 février suivant : « Je ne saurais me priver du plaisir « de féliciter V. M. I. et R. pour ses heureux succès « dans sa dernière campagne.... » (Celle d'Espagne.)

Cependant le grand-duc de Berg gouvernait, au nom de l'empereur Napoléon, roi des Espagnes; et, le 15 mai, le conseil de Castille, présidé par le marquis de Caballero, qui avait dirigé, pour Ferdinand, l'insurrection d'Aranjuez, rédigea une adresse à S. M. I. et R., par laquelle, après avoir dit qu'*il n'y avait plus de Pyrénées*, il demandait pour roi des Espagnes l'aîné des augustes frères de S. M. La ville de Madrid offrait le même jour le même vœu par l'organe de son conseil au grand-duc de Berg, et Louis de Bourbon, cardinal archevêque de Tolède, écrivait le 22 à l'Empereur une lettre dans laquelle il annonçait que la cession de la couronne d'Espagne *lui imposait la douce obligation de déposer aux pieds de l'Empereur l'hommage de son respect et de sa fidélité*, et suppliait S. M. de le regarder comme son plus fidèle sujet, et de lui faire connaître ses intentions pour mettre sa soumission à l'épreuve. Tout ce qui était resté à Bayonne du cortége et de la cour du vieux roi et de son fils ne cessait de renouveler journellement à Napoléon les mêmes hommages. Ces hommes, naguère de partis si différens, confondaient tout à coup leurs intérêts dans celui de leur dévoûment à Napoléon. Ils suivaient l'exemple du prince des Asturies et de ses frères, qui, avant de quitter Bayonne, avaient adressé au gouvernement provisoire de Madrid, non-seulement leur adhésion au traité du 5 mai, mais encore une exhortation toute paternelle aux Espagnols de s'y conformer, ainsi qu'une déclaration qui les relevait du serment de fidélité; en sorte que les courtisans de Bayonne et les gouvernans de Madrid durent se croire doublement

fidèles en se donnant à Napoléon. Toutefois la nation avait considéré à sa manière, et interprété d'après son propre jugement, la position, les paroles et les écrits de Ferdinand; elle s'était décidée déjà, le 2 mai, par l'insurrection de Madrid, à le forcer, quoique absent et démissionnaire, de régner sur elle; ou plutôt c'était en son nom qu'elle avait levé le drapeau de la résistance. Il ne restait plus en Espagne de personnes favorables à la révolution de Bayonne, que ce petit nombre d'hommes de cour, d'État et d'administration, qui va se grouper autour du trône de Joseph, soit par ambition , soit par mépris pour la dynastie fugitive, soit aussi par amour pour une patrie à qui Napoléon destine de nobles et sages institutions. Trop peu éclairée alors, comme elle l'est encore aujourd'hui, la masse des Espagnols ne voit qu'une armée française à la place de ses souverains; devant cette force étrangère, qui seule peut la sauver de ses propres fureurs, elle devient tout implacaple, et ne prend conseil que du sentiment d'une indépendance qu'elle n'est pas en état de supporter pour elle-même, puisqu'elle ne la proclame qu'au nom de Ferdinand; tant est sacrée pour la nation cette royauté de huit jours, qu'elle n'a connue que par l'entrée solennelle de ce prince à Madrid, et qui ne lui a été chère que par l'emprisonnement de Godoy! Le peuple espagnol et Napoléon se trompèrent tous deux, l'un en servant Ferdinand, l'autre en couronnant Joseph; et ils se tromperont encore le jour où Fendinand sera rendu à l'Espagne.

La liberté et le despotisme ne sont, aux yeux des Espagnols du XIXe siècle, qu'une même tyrannie, pour

laquelle ils ne savent que mourir; aussi ne regardent-ils, dans leur dégénération la proclamation de Napoléon, du 19 mai, que comme le manifeste d'un ennemi. L'Empereur, mal informé de leur situation morale, est abusé par tous ceux qui gagnent toujours à se mettre à la tête d'un gouvernement quelconque, ou par ceux qui ne désespèrent jamais de la conversion d'une patrie malheureuse. Ce fut donc en pure perte pour les intérêts communs des deux nations, qu'il fit publier cette belle proclamation, où l'honneur et le bonheur des Espagnols étaient également ménagés :

« ESPAGNOLS !

« Après une longue agonie, votre nation périssait. J'ai vu vos maux; je vais y porter remède. Votre grandeur fait partie de la mienne. Vos princes m'ont cédé tous leurs droits à la couronne des Espagnes : je ne veux point régner sur vos provinces, mais je veux acquérir des titres éternels à l'amour et à la reconnaissance de votre postérité. Votre monarchie est vieille : ma mission est de la rajeunir. J'améliorerai toutes vos institutions, et je vous ferai jouir, si vous me secondez, des bienfaits d'une réforme, sans froissemens, sans désordres, sans convulsions.

« Espagnols! j'ai fait convoquer une assemblée générale de députations des provinces et des villes. Je veux m'assurer par moi-même de vos désirs et de vos besoins; je déposerai alors tous mes droits, et je déposerai votre glorieuse couronne sur la tête d'un autre moi-même, en vous garantissant une constitution qui concilie la facile et salutaire au-

« torité du souverain avec les libertés et les privi-
« léges du peuple.

« Espagnols! souvenez-vous de ce qu'ont été vos
« pères; voyez ce que vous êtes devenus. La faute
« n'en est pas à vous, mais à la mauvaise adminis-
« tration qui vous a régis. Soyez pleins d'espérance
« et de confiance dans les circonstances actuelles,
« car je veux que vos derniers neveux conservent
« mon souvenir et disent : *Il est le régénérateur de*
« *notre patrie.* »

Cette proclamation n'est pas une des moindres preuves de cette grande idée qui inspire tout le règne de Napoléon, celle de régénérer la vieille monarchie européenne, et de recréer une vaste société politique, conforme au progrès du siècle. Les hommes qui n'ont vu dans Napoléon qu'un conquérant, parce qu'il était toujours victorieux sur les champs de bataille où ses ennemis l'appelaient continuellement, ne l'ont compris ni dans la guerre ni dans la paix. Il était aussi éminemment législateur que grand capitaine : il ne cessait de dire aux différens peuples ce qu'il disait aux Espagnols : « *Votre Europe est vieille; ma mission est de la rajeunir.* » Mais les Espagnols, et leur position actuelle le démontre suffisamment, étaient loin d'être mûrs pour apprécier et accepter le bienfait qu'on venait leur offrir. Napoléon eût été béni par tous les luthériens de l'Allemagne, si, après son entrée à Berlin, en 1807, il eût adressé aux Prussiens, aux Hanovriens, aux Saxons, aux Hessois, une semblable proclamation; mais, par une fatalité singulière, il arriva que le *Tugendbund luthérien*, qui n'avait d'autre principe que la régénération de la pa-

trie, fera cause commune, pour détruire Napoléon en 1814, avec les exclusifs catholiques d'Espagne, qui refusent de consentir au bien que l'on veut faire à leur pays en substituant un gouvernement régulier et de sages lois au régime insensé qui les avait presque conduits à leur ruine. Ainsi il pourrait se trouver vrai, en quelque sorte, de dire que Napoléon a péri pour avoir refusé aux Prussiens et avoir offert aux Espagnols les mêmes institutions.

On était loin du traité de Fontainebleau, dont les stipulations venaient totalement de disparaître devant les derniers événemens de l'Espagne : toutefois la clause principale de ce traité recevait son exécution, et, le 30 mai, Napoléon ordonnait, à Bayonne, l'insertion au *Bulletin des Lois* du sénatus-consulte qui, le 24, avait prononcé la réunion à la France des duchés de Parme et de Plaisance, sous le titre de département du *Taro*, et des États de Toscane sous ceux de départemens de l'*Arno*, de la *Méditerranée* et de l'*Ombrone ;* la reine Marie-Louise en avait fait la cession à Napoléon, au nom de son fils mineur, aujourd'hui prince de Lucques. Aucun prince de la Maison de Bourbon ne possède une souveraineté en Europe, la Sicile exceptée.

En conséquence de la proclamation de Bayonne, un décret convoqua dans cette ville, pour le 15 juin, l'assemblée des notables de la nation espagnole. Le 3 du même mois, la junte du gouvernement, résidant à Madrid, publia un manifeste par lequel elle invitait les insurgés à déposer leurs armes, et instruisait les habitans des avantages politiques et sociaux qui allaient résulter pour eux du nouveau règne. Le 6,

Napoléon rendit un décret suprême, où, d'après les vœux de la junte d'État du conseil de Castille et de la ville de Madrid, il proclamait roi des Espagnes et des Indes son frère Joseph, roi de Naples et de Sicile. Bientôt parut, en reconnaissance de cet événement, une adresse aux Espagnols par les députés à la junte générale extraordinaire. Le duc de l'Infantado faisait partie des nombreux signataires de cette adresse, ainsi que le duc del Parque, l'ex-ministre Cevallos, le duc d'Hijar, le comte de Ferdinand Nunez, le marquis de Santa-Cruz, le duc d'Ossuna; parmi les signataires du manifeste de la junte du gouvernement, on remarquait le ministre de la guerre O'Farril, le marquis Caballero, le duc de Grenade; tout ce que la nation comptait d'hommes considérables par leur naissance, leurs dignités, leur fortune, leurs services et leur rang, sanctionna le nouvel ordre de choses. Enfin, le 7 juin, l'Empereur se porta en pompeux cortège au devant de son frère Joseph, à deux lieues de Bayonne, et, après leur entrée au château de Marrac, les grands d'Espagne, le duc de l'Infantado à leur tête, vinrent offrir leur hommages au roi. M. d'Urquijo, qui avait vainement supplié Ferdinand de ne pas dépasser Vittoria, eut, ainsi que M. Cevallos, une longue conférence avec Joseph. Les députations du conseil de Castille, des conseils de l'inquisition, se succédèrent. La députation de l'armée fut présentée par le duc del Parque. Les fidélités des deux dernières cours s'étaient réconciliées pour former la fidélité de la nouvelle dynastie. Après plusieurs séances de la junte extraordinaire, où se discuta l'acte constitutionnel, le 7 juillet, la junte étant réunie dans le lieu

de ses séances, Joseph, sur son trône, prononça un discours et ordonna la lecture de cet acte. Le roi prêta serment sur l'Évangile à la religion et à la Constitution de l'État. Le serment fut successivement prêté au roi et à la Constitution par tous les membres de la junte, les grands-officiers de la couronne et les officiers de la maison du roi. La junte vota des remerciemens à l'Empereur, et fut admise en sa présence. Le 9, Joseph se mit en route pour ses États avec un cortège de cent voitures : l'Empereur l'accompagna jusqu'à la première poste.

Le nouveau souverain avait appelé au ministère les hommes les plus distingués de l'Espagne. Cevallos eut les affaires étrangères; Mazarado la marine; d'Azanza le ministère des Indes, de grace et justice; Cabarrus, celui des finances; O'Farril, celui de la guerre. Le duc de l'Infantado devint colonel-général des gardes royales. Ainsi la conversion des conseillers de Charles et de Ferdinand était complète et devait décider celle de la nation, si la nation n'eût été plus fière que ses princes et leurs ministres.

La Constitution fixait la liste civile du monarque, les apanages des Infans, le douaire de la Reine; établissait un sénat chargé de veiller sur la liberté individuelle, et sur celle de la presse; un conseil d'État investi de la discussion des lois et des réglemens, de l'administration et de la connaissance des conflits de juridiction entre les corps judiciaires et les corps administratifs; elle instituait les Cortès, divisés, non en trois ordres, mais en trois bancs : le clergé avait vingt-cinq députés, archevêques et évêques; la noblesse, également vingt-cinq, qualifiés *grands des*

Cortès; le peuple, cent vingt-deux. Les deux premiers bancs étaient nommés par lettres-patentes du roi; le troisième par les provinces, en raison d'un représentant sur trois cent mille habitans. Les séances n'étaient pas publiques. La Constitution appelait les Cortès à délibérer sur les finances, sur les Codes, sur les impositions: les comptes des recettes et des dépenses de l'État, publiés chaque année, leur étaient soumis. Les Cortès pouvaient accuser un ministre au moyen d'une adresse présentée au roi par une députation. Un seul Code civil régissait les Espagnes. La loi consacrait l'indépendance de l'ordre judiciaire. Le conseil de Castille faisait les fonctions de cour de cassation; une haute cour royale connaissait des délits personnels commis par les membres de la famille royale, les ministres, les sénateurs, les conseillers d'État. Le système d'impositions était le même dans tout le royaume: on séparait le trésor public du trésor de la couronne; une cour spéciale devait vérifier toutes les comptabilités. L'inviolabilité environnait le domicile de tout habitant pendant la nuit; aucun citoyen ne pouvait être arrêté sans un ordre légal par écrit dont on lui remettrait copie. La torture était supprimée, la noblesse maintenue; mais tout Espagnol pouvait prétendre à tous les emplois. La liberté de la presse serait établie deux ans après la mise à exécution de la Constitution. Le premier article de l'acte constitutionnel ne reconnaissait que la seule religion catholique en Espagne. Enfin, il y avait une ligue offensive et défensive sur terre et sur mer entre la France et l'Espagne: il n'était point parlé de l'Inquisition. Telle était sommairement la Charte espagnole donnée

par l'Empereur. Quelque imparfaite qu'elle puisse paraître, si on considère les besoins que le siècle a fait naître dans le reste de l'Europe, on ne saurait disconvenir qu'elle suffisait à l'état d'ignorance auquel le vieux système avait ramené l'Espagne. Solon, en offrant ses lois aux Athéniens, leur avait dit : « Je ne vous donne pas les meilleures lois, mais les meilleures que vous puissiez supporter. » Il y a dix-huit ans que cette Constitution fut présentée aux peuples de l'Espagne. Si alors ils l'avaient acceptée ; si, résistant aux intérêts des agitateurs régnicoles et étrangers, qui depuis les ont si lâchement abandonnés, ils eussent dès cette époque, fidèles au nouveau pacte, fait cause commune avec la fortune, la puissance, les lois, les lumières et les vœux de la France, l'Espagne aurait repris parmi les nations le rang où la placèrent jadis sa haute prospérité et la jouissance du plus beau sol de l'Europe ; elle serait la sauve-garde de la France, à qui elle aurait dû sa régénération. Avec le temps on l'aurait vue retoucher sa Constitution, et finir, comme les autres États, par proclamer aussi la grande loi de la civilisation, la liberté des cultes.

Mais tandis qu'à Madrid et à Bayonne les adresses de la junte suprême du conseil de Castille, de la ville de Madrid, et toutes les supériorités civiles et religieuses, remerciaient Napoléon d'être devenu l'arbitre de l'Espagne, et lui demandaient son frère pour souverain, le 27 mai, la Saint-Ferdinand faisait sonner dans toute l'Espagne méridionale le tocsin de nouvelles Vêpres siciliennes contre l'avénement de l'ex-roi des Deux-Siciles, et contre les partisans du protectorat français. Ce même jour avait été choisi dans le

silence d'une vaste conjuration pour inaugurer, par la célébration de la fête du dernier roi espagnol, l'insurrection à Cadix et la junte provinciale à Séville. En vain la grande junte d'État, réunie à Bayonne, s'est proclamée l'organe du vœu national pour mettre sur la tête de Joseph I[er] la couronne d'Espagne et des Indes; en vain elle parle au nom du lien qui unit la France à la Péninsule : la junte provinciale de Séville déclare à l'Europe la royauté de Ferdinand VII, et à la France la guerre révolutionnaire de l'Espagne. Le premier acte de l'insurrection de Cadix est la prise de l'escadre française et le meurtre du capitaine-général; à Valence, un équipage français, qui s'y était réfugié pour éviter la poursuite d'une frégate anglaise, périt égorgé par le peuple; le capitaine-général tombe aussi massacré. A Carthagène, à Grenade, à San-Lucar, à Saragosse, à Badajos, à Valladolid, dans le royaume de Léon, dans celui des Asturies, dans la Galice, dans l'Estramadure, dans les deux Castilles, dans la Navarre, l'Aragon, la Catalogne, la rage populaire répéta, contre les principales autorités et les citoyens les plus distingués, les scènes de carnage qui, en 1799, avaient signalé à Naples le retour de la famille royale. Plusieurs gouverneurs furent mis en pièces sous les yeux de leurs épouses, et leurs têtes portées au bout des piques. Un chanoine de Madrid, Balthazar Cabo, organisa la réaction sanglante de Valence; car les poignards avaient été bénits comme dans les temps barbares de notre histoire. Cette nouvelle Saint-Barthélemy s'était aussi annoncée par des miracles solennellement proclamés à Saragosse, à Valladolid, à Valence, à Séville; et rien ne manqua à

cette fureur, digne du moyen âge, qu'alimentèrent les puissances les plus redoutables du cœur humain, la vengeance et la religion.

La marche de Joseph sur Madrid fut éclairée par les premiers feux de cette autre guerre de Sept-Ans, à laquelle la présence seule de Napoléon donnera quelques délais et arrachera quelques lauriers. Joseph dut regretter alors le trône paisible et voluptueux de l'heureuse Parthénope; et Murat, qui avait espéré que le procès de Bayonne serait jugé en sa faveur, aura à regretter un jour plus amèrement encore l'abdication de Charles IV. Le maréchal Bessières ouvrit la campagne, et envoya d'abord de forts détachemens sur Logrono, Saragosse, Ségovie, Valladolid et Santander. Le 6 juin, le général Verdier prit Logrono, et revint ensuite attendre à Vittoria le passage du roi. Le 7, le général Frère enleva Ségovie de vive force; le parlementaire français avait été accueilli à coups de canon. Le même jour, le général Lasalle se porta de Burgos sur Torquemada, où il atteignit et battit aussi les insurgés; il désarma ensuite la ville et la province de Palencia, et se dirigeant sur Valladolid, après avoir fait sa jonction avec le général Merle, il détruisit un corps de révoltés qui avait pris position, et entra dans Valladolid. L'évêque de Santander était le chef de l'insurrection de son diocèse. Le général Merle marcha sur ce point, dispersa tous les rassemblemens, reçut la soumission de Santader, qui, ainsi que Palencia, Ségovie et Valladolid, prêta serment au nouveau roi. Le maréchal Bessières avait, en quinze jours, pacifié la province de Guipuscoa, l'Alava, la Biscaye, et une grande partie de la Navarre. Pendant

ce temps, le général Lefebvre-Desnouettes soumettait le midi de cette dernière province, et après avoir défait les insurgés en plusieurs rencontres, il effectuait, avec le général Verdier, le blocus de Saragosse, où s'étaient réfugiés les divers partis qui n'avaient pu tenir la campagne. Le général Duhesme fit la guerre dans la Catalogne, le maréchal Moncey dans le royaume de Valence, qui avait vu se former une junte insurrectionnelle; un égal succès couronna leurs opérations; mais Valence ne pouvait être attaquée sans artillerie de siège. Parti de Madrid à la fin de mai, le général Dupont s'avançait sur l'Andalousie: le 7 juin, il avait écrasé l'ennemi à Alcoléa, et il se présenta devant Cordoue, où les insurgés étaient en force Mille sept cents hommes défendaient cette ville; ils empêchèrent le corrégidor de la rendre. Il fallut battre en brèche; Cordoue fut enlevée; Jaen eut le même sort. Cependant un corps de quarante mille hommes était parti de Galice afin de couper au roi Joseph, alors en route pour Madrid, le chemin de la capitale. Le maréchal Bessières courut au-devant de ce grand péril, avec douze mille hommes seulement, prit position sur les hauteurs de Medina del Rio Seco, et attaqua audacieusement les Espagnols: le corps ennemi et la ville furent emportés à la baïonnette; quarante pièces de canon, six mille prisonniers, dix mille tués, les bagages et les munitions de toute cette armée, furent les trophées de cette bataille vraiment mémorable. Les Espagnols essuyèrent une déroute complète. Bessières poursuivit l'ennemi sur Benavente, Majorga et Léon, qui firent leur soumission. Ce succès important assura les communications



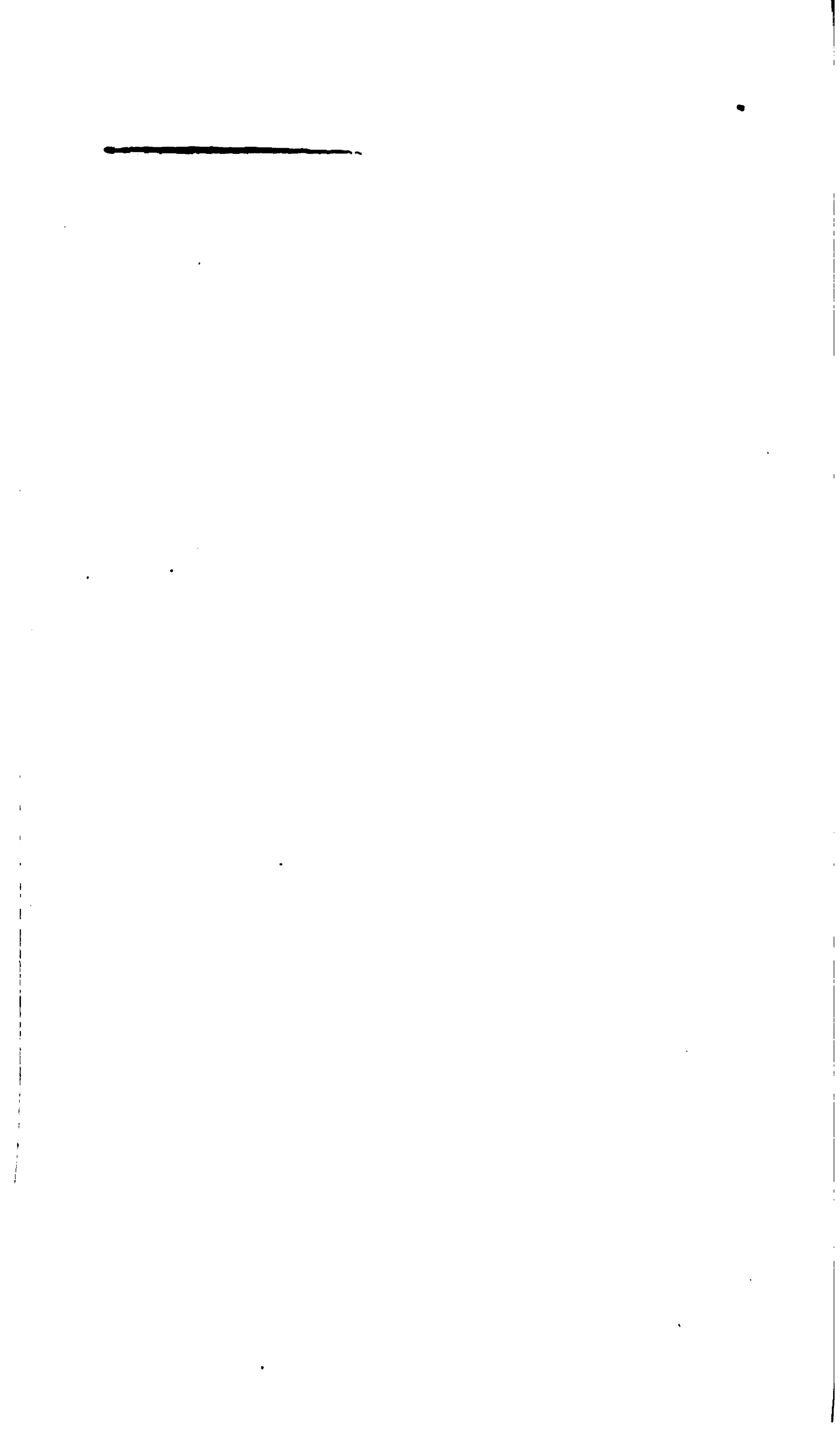
Émile Giroux

MURAT.

Publié par Furne, à Paris

[illegible]

néral de l'armée. Le maréchal Bessières a ouve



avec le Portugal, et devint très-utile à l'armée de Junot.

Dès le 16 juin, les Portugais avaient imité les Espagnols; le cri du patriotisme les avait appelés dans Oporto à une insurrection générale. Les provinces du nord étaient déjà évacuées par l'armée française. Les Espagnols et les Portugais donnaient à l'Europe le beau spectacle de deux peuples ennemis se réunissant tout à toup pour défendre en commun leur droit domestique, cette antique indépendance de famille qui est la propriété de toute nation. Mais les fusils de fabrique anglaise, dont sont armés les Espagnols et les Portugais; les officiers supérieurs de l'Angleterre qui commandent les mouvemens de leurs troupes, et les trésors britanniques qui soldent tout à coup les sujets délaissés des Maisons de Bourbon et de Bragance, apprennent aussi à l'Europe que Napoléon, en dirigeant ses armées sur le Portugal et l'Espagne, n'a fait que prévenir celles de l'Angleterre. Le régent de Portugal, dominé, comme on l'a vu, par l'ambassadeur Strangford, avait abandonné ses États, au lieu de les conserver sous l'alliance et la protection de Napoléon, au prix de l'adoption du système continental. Dans les affaires de l'Escurial et d'Aranjuez, il fut également reconnu que Ferdinand, en voulant détrôner son père, voulait aussi rejeter l'amitié de la France pour s'unir à l'Angleterre.

Le 15 juillet, un décret impérial, daté de Bayonne, donne au grand-duc de Berg la couronne de Naples. Murat se hâte de quitter l'Espagne : c'est le duc de Rovigo qui le remplace dans le commandement général de l'armée. Le maréchal Bessières a ouvert à

Joseph les portes de Madrid; le 20, ce prince y fit son entrée au milieu d'une foule silencieuse. Cette attitude de la population d'une capitale prouve énergiquement qu'il n'y a eu de vaincu que l'armée battue par Bessières; que si Joseph occupe le trône, la nation occupe le champ de bataille qui nous attend : en effet, elle y est tout entière. L'armée de ligne de Galice et d'Andalousie a pris part à l'insurrection. Les troupes de lignes de Madrid, de Saint-Sébastien, de Barcelone, ont déserté pour rejoindre les drapeaux de l'indépendance. L'Espagne n'était pas plus capable qu'elle ne l'est aujourd'hui de juger un bon gouvernement, et, sans avoir égard à l'abdication du roi qu'elle avait vu naître, elle repoussait le roi étranger, parce que les moines et le clergé, qui la dominaient et la dominent encore, ne pouvaient être dans les intérêts de ce changement.

Le 21 juillet, Napoléon, rappelé en France par les soins de son vaste empire et par la nécessité de veiller sur l'Europe qui le regarde avec crainte et se prépare à saisir la première occasion de l'abaisser, quitte Bayonne et retourne lentement à Paris; il s'arrête dans les villes principales, où d'heureuses dispositions administratives signalent son passage. Il se délasse dans ses stations de famille des souvenirs de Bayonne.

Le 14 août, le canon de sa fête annonça son arrivée à la capitale; le même jour, sa statue colossale, fondue avec le bronze d'Austerlitz, sortait des ateliers de Saint-Laurent pour orner bientôt la colonne triomphale de la place Vendôme. Cependant le roi Joseph, arraché aux délices de Naples, et réduit dé-

sormais à lui-même, doit conquérir pour régner, et rester toujours armé pour conserver sa couronne. Une armée s'épuise et la guerre finit; mais une nation ne périt pas devant un drapeau; aussi la défaite de Medina del Rio Seco ne tarda point à être vengée. La première nouvelle que le roi Joseph reçut de l'armée française depuis son arrivée à Madrid, fut celle de l'infâme capitulation d'Andujar, petite ville illustrée depuis par un décret dont l'Espagne, honteusement retombée sous le joug, n'a plus le droit de demander l'exécution à la France.

Le général Dupont, ayant sous ses ordres les généraux Vedel et Gobert, avait, vers la fin de juin, placé l'un de ses officiers à Baylen, l'autre à Caroline; lui-même, avec sa première divison, la division Barbou, il occupait Andujar sur le Guadalquivir, où il avait fait construire une tête de pont, ainsi qu'à Menjibar, sur la route de Jaen à Baylen. Le général Dupont était placé de manière à se trouver à l'abri de tout événement, puisque, dans le cas d'une attaque par un adversaire trop supérieur en nombre, un jour lui suffisait pour mettre les défilés de la Sierra-Morena entre lui et les assaillans. D'ailleurs il avait reçu du duc de Rovigo l'ordre impératif de se reployer sur Madrid par cette même route, et l'expresse défense de s'engager avec l'ennemi, même dans l'espoir d'un succès. La division Gobert n'avait été envoyée par le général en chef, que pour assurer davantage la retraite du général Dupont, dont la division Vedel devait commencer le mouvement. Le 20 juillet, jour de l'entrée de Joseph à Madrid, l'ennemi, fort de quarante mille hommes, présenta la bataille à

Dupont, qui ne comptait que treize mille hommes sous le drapeau. A cette infériorité numérique se joignaient trois fautes du commandant français : il ne conserva point sa communication avec Madrid; il se laissa séparer des divisions Gobert et Vedel, qui faisaient les deux tiers de son armée, et enfin il se battit le 19 avec des forces disproportionnées et dans une position désavantageuse. Si, comme il le devait, il eût réuni ses troupes le 17, il aurait remporté une victoire complète; mais, au lieu de s'illustrer par un nouveau succès qui achevait sa fortune militaire et arrêtait peut-être pour toujours l'essor de l'insurrection espagnole, dont les chefs désiraient un gouvernement juste et modéré, il signe la capitulation d'Andujar le 22, au moment d'opérer avec le général Vedel une jonction qui mettait entre deux feux l'armée ennemie. Le général Vedel, attaqué par les insurgés, avait enlevé trois pièces de canon, deux drapeaux, fait prisonnier le régiment de Jaen, et il n'était séparé du général Dupont que par le corps qu'il venait de battre. Enfin, malgré la situation où le plaçait si inopinément la capitulation, Vedel imposa encore à l'ennemi, et il effectuait sa retraite sur Madrid, quand, *après une grande journée de marche*, il lui fut signifié par le chef d'état-major du général Dupont, ainsi qu'au général Gobert, qu'ils étaient, eux et leurs divisions, compris dans l'acte déshonorant d'Andujar : exemple inouï pendant toute la guerre d'Espagne, où les armées françaises ont eu des fortunes diverses, mais où elles n'ont jamais essuyé l'opprobre d'une capitulation en rase campagne! D'ailleurs le général Dupont outrepassa les droits que

l'adversité peut donner à un chef. Entouré qu'il était lui et ses troupes, déjà prisonnier de sa propre capitulation, contre laquelle il n'avait pas eu le sentiment d'armer un généreux désespoir, par cela seul il se trouvait déchu de la faculté d'envoyer des ordres à un de ses généraux, quand ce général était victorieux, et libre à la tête de sa division. L'heure de Dupont était venue de mourir noblement les armes à la main, et d'ajouter le dévouement patriotique aux belles actions de sa vie guerrière. D'immenses bagages, honteusement qualifiés, avaient retardé, disait-on, la marche du général Dupont sur Baylen, et leur conservation l'avait décidé à capituler.... Napoléon reçut à Bordeaux, le 1er août, cette affreuse nouvelle. « Des généraux français, s'écria-t-il, n'aiment « pas mieux mourir que de signer que l'armée res- « tituera les vases sacrés qu'elle a volés! Je voudrais « effacer cette honte de tout mon sang. » Sa pudeur toute française ne souffrit pas que la capitulation d'Andujar fut imprimée dans aucune feuille publique. Si cependant Napoléon l'eût permis, l'armée aurait dans le temps défendu la cause de l'honneur français, en rejetant le crime sur les vrais coupables. Car les soldats, irrités de se voir soumis à l'inspection de leurs havresacs, désignèrent aux Espagnols les fourgons qui recelaient les vols dont ils subissaient l'affront, et l'infamie seule resta aux spoliateurs. Napoléon ordonna une enquête : l'histoire a prononcé le jugement.

L'affaire d'Andujar fut jugée par l'indignation de la France et par l'exaltation de l'Espagne; elle porta l'atteinte la plus grave à la cause de Napoléon; elle

enflamma le parti de l'insurrection et lui rallia les dissidens nombreux qui, sans ce désastre, allaient se réunir autour du trône de Joseph. Le contre-coup de cette commotion morale, qui ébranla soudain toute l'Espagne, retentit aussitôt dans les cabinets, et alla à huit cents lieues de Baylen éveiller les quinze mille soldats de la Romana. La conjuration espagnole a désormais un camp sur les bords de la Baltique, au milieu de l'armée de Bernadotte. La Romana forme le généreux projet d'aller avec ses troupes secourir sa patrie. Il trompe Bernadotte, que l'Empereur lui-même a engagé à surveiller les Espagnols, et parvient, le 10 août, à s'embarquer sur des vaisseaux anglais avec la moitié de son corps. Jamais événement n'acquit plus rapidement une plus grande importance. Castanos, qui reçut la capitulation de Dupont, fut loin de se douter lui-même de l'immense service qu'il venait de rendre à sa cause. Cette capitulation portait que les troupes sous les ordres de Dupont, déclarées prisonnières de guerre, seraient embarquées, à San-Lucar ou à Rota, sur des vaisseaux espagnols qui les transporteraient à Rochefort. Elle stipulait aussi malheureusement que les généraux conserveraient chacun une voiture et un fourgon, sans être soumis à aucun examen. Cette clause, comme on l'a vu, fut anéantie par les soldats des deux armées. Mais, soulevée tout à coup révolutionnairement par l'enthousiasme général, la junte suprême de Séville ose violer le droit des gens au nom du droit de la nation. Elle rejette la convention que Castanos avait signée, et, donnant elle-même à la lutte espagnole l'affreux signal du mépris des traités, elle arrête que l'armée

de Dupont, forte de vingt-six mille hommes, officiers et soldats, au lieu d'être conduite à Rochefort, restera renfermée dans les pontons de Cadix, cachots pestilentiels sortis des ports de la philanthropique Angleterre? Le décret de la junte produit par son iniquité elle-même l'effet d'une réaction convulsive sur le peuple espagnol, le mot EXTERMINATION devient le cri de guerre. Le fanatisme sanguinaire de 1793 plane sur les armées et les habitans de la Péninsule. La capitulation de Baylen avait dissipé le prestige, si important à entretenir, de l'invincibilité française, et enlevé à notre armée le tiers de sa force : méconnue par la junte, elle fait du trône de Joseph une simple position militaire qui doit être constamment assiégée et à la fin tomber sous l'opiniâtreté d'une guerre à outrance. Huit jours après son arrivée à Madrid, le 1er août, Joseph se voit contraint d'aller se réfugier à Vittoria. L'armée française rentre dans des quartiers de rafraîchissement, qui la mettent à l'abri du climat brûlant des plaines de la Nouvelle-Castille, et de l'embrasement subit de la population. Le général Duhesme retourne aussi à Barcelone pour réunir son corps et contenir cette grande ville, dont il occupe tous les forts. La royauté de Joseph se trouve déjà circonscrite dans un camp retranché.

Le 31 juillet est une grande époque, celle du débarquement d'une armée anglaise sous le ordres de sir Arthur Wellesley, depuis lord Wellington, qui prend terre à Leyria, à trente lieues au nord de Lisbonne, et unit ses drapeaux à ceux de l'armée portugaise. Le général anglais, à la tête de vingt-six mille hommes des deux nations, marche sur Vimeira, où

l'intrépide Junot, avec dix mille hommes seulement, accepte la bataille le 22 août. Jnnot fut battu, et obligé de se reployer sur Lisbonne devant des troupes trop supérieures en nombre, après cinq heures de combat. Les pertes des deux armées sont égales, si les forces ne le sont pas. Junot, en dépit de cette valeur si connue dont il multiplia les efforts dans cette circonstance, n'avait pu contraindre les Anglais à se rembarquer, ni s'emparer de leur position; mais, malgré cet échec, la journée de Vimeira tourna encore à la gloire du général français. Son attitude parut si imposante, même après ce revers, qu'elle amena un armistice. Le 30 août, Junot, dont les divers corps en Portugal n'excèdent pas vingt mille hommes, obtient du général anglais, qui compte sous ses drapeaux trente mille combattans et toute l'insurrection, la belle capitulation de Cintra. En vertu de ce traité, notre armée doit évacuer le Portugal; des vaisseaux anglais la transporteront en France, avec toute son artillerie, ses caissons et ses bagages. L'armée n'est point prisonnière; à sa rentrée sur le sol natal, elle peut reprendre sa place de bataille. Cette capitulation, loin d'effacer la honte de celle de Baylen, la fait ressortir davantage. En Portugal, une junte ne détruisit pas non plus le pacte de la guerre, et la convention de Cintra est religieusement observée par l'ennemi. Le général français se montra dans la négociation tel que sur le champ de bataille. Il méritait, il emporta l'estime et le respect de son adversaire. Junot et ses soldats quittent le Portugal comme après une victoire, mais les Anglais sont restés dans ce pays; et l'Espagne, où l'armée de Joseph n'a plus

que Barcelone, la Navarre, la Biscaye et l'Alava, applaudit au succès de ces nouveaux hôtes armés, que, trois mois auparavant, elle jurait d'exterminer sous les aigles de Napoléon. Jamais vicissitude plus contraire ne brisa en moins de temps la destinée de deux nations. Dès ce jour pâlit l'astre de Napoléon; un fusil espagnol croisé avec un fusil anglais devient le contrepoids de tant de prospérité.

CHAPITRE III.

RÉVOLUTION A CONSTANTINOPLE. — CONVENTION DE PARIS ENTRE LA FRANCE ET LA PRUSSE. — ENTREVUE D'ERFURT. — ENTRÉE DES ANGLAIS EN ESPAGNE. — NAPOLÉON A MADRID. — DEUXIÈME EXPÉDITION EN PORTUGAL. — DÉPART DE NAPOLÉON POUR PARIS.

Le 29 mai 1807, Sélim III, assis depuis dix-sept ans sur le trône ottoman, avait été soudainement déposé par les janissaires, et relégué dans l'intérieur du Sérail. Son neveu, Mustapha IV, fut aussitôt proclamé empereur par cette milice, alors indomptable. Mais son visir Barayctar, qui avait conçu avec lui l'audacieux projet d'affranchir les sultans de l'antique tyrannie de ses esclaves toujours menaçans, conservait à son maître malheureux une fidélité digne des plus beaux caractères, et il nourrissait dans son pachalick de Rudshuck le hardi dessein de rendre le sceptre à Sélim. Barayctar commandait les forces ottomanes sur le Danube. Dans les premiers jours de juillet 1808, une partie de son armée s'ébranla, et arriva à Andrinople, où il força le grand-visir, avec lequel il était brouillé, de le suivre à Constantinople. Dès qu'il vit son camp assis sur les murs de la capitale, Barayctar publia qu'il n'était venu que pour rendre

hommage à Mustapha, qui l'accueillit avec distinction. Bientôt le commandant des forteresses du Bosphore, qui avait puissamment contribué à la chute de Sélim, fut attaqué par des inconnus et mis à mort; l'aga des janissaires fut déposé, ainsi que le muphti, qui tenait sous le joug le nouveau souverain. Tous les ulémas du parti du muphti eurent le même sort. Mustapha, reconnaissant des services de Barayctar, lui témoigna la plus grande confiance. Le pacha jugea alors le moment favorable pour exécuter son projet. Le 28 juillet, il entre dans Constantinople à la tête de huit mille hommes; il convoque le muphti, les ulémas, les ministres, prononce la déchéance de Mustapha, et lui redemande le sultan Sélim. Mustapha résiste; Barayctar marche sur le Sérail avec ses troupes. Le Sérail se ferme : mais bientôt il s'ouvre, et Sélim égorgé est livré à son généreux défenseur. Barayctar couvre de larmes le corps de son maître dont il a causé la mort; il dépose Mustapha, proclame empereur Mahmoud, cousin de Sélim, exile le grand-visir, refuse de lui succéder, fait trancher la tête aux partisans de Mustapha, confirme les ministres dans leurs places, et règne au sein de Constantinople par la puissance que son génie lui donne sur le peuple et sur l'armée. Un mois après, nommé grand-visir, il s'attache à poursuivre la réforme des janissaires, auxquels il substitue le corps des seymens, et Barayctar gouverne ensuite avec une habilité et une fermeté jusqu'alors inconnues dans l'Empire des sultans. Cependant il n'a pu détruire encore les nombreux corps de janissaires réunis à Constantinople ou campés aux portes de la capitale. Impatiens de la discipline sévère

qu'on leur impose, jaloux de la préférence que les seymens ont obtenue sur eux, les janissaires de la ville et du camp, liés par une sourde conspiration, éclatent tout à coup le 14 septembre, attaquent les seymens, en font un affreux carnage, et escaladent les murs du Sérail. Le grand-visir voit le triomphe de ses ennemis et sa perte; il ne veut pas tomber vivant entre leurs mains. Il ordonne la mort de Mustapha, et, mettant le feu lui-même à un amas de poudre, caché à dessein dans son palais, il se fait sauter. Cette épisode de l'année 1808 offrit alors peu d'intérêt, parce qu'à cette époque l'Europe était loin d'avoir comme aujourd'hui, les yeux fixés sur la Turquie. Mais la catastrophe de Sélim et de son ministre, tous deux, par le caractère et la capacité, bien supérieurs à leur nation, doit vivement affecter la pensée, maintenant que la proscription des janissaires a placé Constantinople dans la même position qu'avant la mort de Sélim et de Barayctar.

En répondant, le 14 avril, au prince des Asturies, Napoléon disait que les affaires du Nord avaient retardé son voyage Les affaires du Nord, celles de la Prusse, et même celles de Paris, où s'était formé récemment le comité de trahison qui consomma, six ans plus tard, la ruine du grand homme, le rappelaient dans sa capitale. Les deux empereurs, en se séparant à Tilsitt, avaient promis de se revoir avant la fin de l'année suivante. Cette entrevue avait acquis plus d'importance depuis les événemens d'Espagne, et depuis le débarquement d'une armée anglaise dans la Péninsule. La Russie venait de recevoir elle-même le contre-coup de cette invasion. L'amiral russe Si-

niavin avait été ou paraissait avoir été contraint de livrer à l'amiral Cotton la flotte qu'il commandait dans le Tage, pour être gardée comme un dépôt en Angleterre jusqu'à la paix des deux États : mais la politique demandait surtout que Napoléon et Alexandre s'entendissent sur la situation de l'Allemagne. Le sort de la faible Prusse était fixé depuis Tilsitt; quelques différends restait seulement à régler; un traité, signé par le prince Guillaume et M. de Champagny, les termina. On stipula la réduction de l'armée prussienne à quarante mille hommes pendant dix ans; les places de Glogau, Stettin et Kustrin, devaient être occupées chacune par une garnison de dix mille Français, que la Prusse solderait jusqu'à parfait paiement des contributions de guerre, dont les arrérages, arrêtés entre les parties, montaient à 140,000,000; on convint, en outre, que sept routes militaires traverseraient la Prusse. Il n'y avait donc plus rien à décider au sujet de cette puissance, entièrement placée sous la suzeraineté de la France, en exécution du traité de 1807. Mais, depuis la paix de Tilsitt, on avait remarqué en Autriche l'institution de plusieurs commissions que présidait l'archiduc Jean, relatives à la création de diverses réserves nationales, à l'établissement d'un système de défense soit centrale, soit frontière, enfin à l'organisation de moyens jusqu'alors inusités, et mis en action par les voyages des archiducs dans toutes les provinces de l'Empire. On distinguait parmi ces moyens des plans d'invasion par les armées, d'insurrection par des émissaires, de défense par des corps de partisans, de dévastation dans les retraites. Au mois de juin 1808, l'Autriche était sortie tout à coup

de sa routine militaire, en introduisant aussi chez elle la conscription et la garde nationale. Les landwehrs avaient été réorganisées, les landsthurms ou levées en masse venaient d'être ordonnées. On savait que l'armée de ligne autrichienne serait portée à quatre cent mille hommes, ses landwehrs d'Allemagne à trois cent mille, et que soixante mille hommes devaient être formés en bataillons de réserve; que la diète de Hongrie donnait pour 1807 douze mille hommes de recrues, et quatre-vingt mille pour 1808, avec une insurrection permanente de quatre-vingt mille hommes, dont trente mille de cavalerie : enfin tout présentait en Autriche l'aspect d'une guerre imminente, malgré l'amitié qui existait entre elle et la France. Napoléon n'ignorait pas que, dès le commencement de l'année, l'Autriche et l'Angleterre s'étaient déjà rapprochées; que cette dernière puissance, aussitôt la nouvelle des événemens de Bayonne, avait offert ses escadres à l'archiduc Charles, afin de le mettre à même de faire valoir ses prétentions au trône d'Espagne, en sa qualité d'héritier des droits de Charles VI, compétiteur de Philippe V, tandis que, d'un autre côté, elle déclarait à la junte insurrectionnelle qu'elle ne reconnaîtrait pour roi que Ferdinand ou tel autre prince du choix de la nation espagnole. Napoléon connaissait également l'engagement de l'Autriche avec cette junte pour lui fournir cent mille fusils, l'accueil distingué fait à Trieste aux officiers d'une frégate espagnole envoyée par les insurgés, tandis qu'on avait insulté les officiers italiens et français, et que le consul de France avait subi les menaces d'un rassemblement séditieux, circonstance

qui rappelait l'aventure de Bernadotte à Vienne sous le Directoire; il savait encore que l'Autriche avait déjà reçu de légers subsides de l'Angleterre. Aussi, dès le mois de juillet, il demanda au gouvernement autrichien des explications positives, tant sur ses préparatifs militaires que sur ses nouvelles relations politiques; et, en même temps, il invitait les princes de la Confédération *à préparer leurs contingens, pour éviter une guerre sans motifs, tout en faisant voir à l'Autriche qu'on était prêt à la soutenir.* Suivant son usage, le cabinet de Vienne se confondit en protestations d'amitié, et colora de différens prétextes ses armemens qu'il ne pouvait nier.

Napoléon, qui saisissait volontiers l'occasion de dire toute sa pensée, même à ses ennemis, interpella le lendemain de son retour à Saint-Cloud, le 15 août, jour de sa fête, en présence de tout le corps diplomatique, M. de Metternich, ambassadeur d'Autriche; il lui retraça hautement tout ce que lui devaient son maître et le roi de Prusse, après la destruction de leurs armées à Austerlitz et à Iéna, et il ajouta ces paroles dont l'ambassadeur, devenu premier ministre, se souvint si bien en 1814 : « Croyez-« vous que le vainqueur d'une armée française, qui « eût été maître de Paris, eût agi avec cette modéra-« tion? » Ces mots retentirent dans toutes les cours, où ils prirent un caractère prophétique. Cependant Napoléon, tout pénétré qu'il est de cette croyance, oubliera encore à Vienne, le 14 octobre de l'année suivante, les avis qu'il donne à l'Autriche dans le désir de lui épargner une lutte nouvelle. Mais en 1814, au moment de signer l'abdication de Fontai-

nebleau, il se rappellera le cercle du 15 août 1808.

Cependant l'accroissement subit et immodéré de l'état militaire de l'Autriche peut faire craindre à Napoléon une autre guerre d'invasion. C'est le comte de Stadion, l'implacable ennemi de l'Empereur et de la France, qui régit le cabinet de Vienne. Le comte de Stadion, l'homme des coalitions et des conjurations contre la France, est le Pitt du gouvernement autrichien. Il a hérité de la haine du fils de lord Chatam et des moyens familiers aux vengeances de ce ministre sans foi, sans pudeur, et sans aucun respect pour les droits et les engagemens les plus sacrés. D'après cet ensemble de circonstances graves, et les rapports de ses ministres de la guerre et des relations extérieures, Napoléon adresse, le 4 septembre, au Sénat un message où il s'exprime ainsi : « ..... Je suis résolu à pousser les affaires d'Espagne avec la plus grande activité, et à détruire les armées que l'Angleterre débarquera dans ce pays..... Mon alliance avec l'empereur de Russie ne laisse à l'Angleterre aucun espoir dans ses projets. Je crois à la paix du continent, mais je ne veux ni ne dois dépendre des faux calculs et des erreurs des autres cours; et puisque mes voisins augmentent leurs armées; il est de mon devoir d'augmenter les miennes... » Il était difficile de désigner plus clairement l'Autriche, et de lui donner, après l'entretien du 15 août avec son ambassadeur, un avertissement plus positif. C'était à la face de l'Europe que Napoléon déclarait à la France qu'il avait besoin de nouvelles forces pour repousser une agression qui la menaçait sous le voile de la paix de Presbourg. Dans sa séance du 14, le Sénat vota

cent soixante mille hommes. La France comptait alors douze armées : celle de Pologne, celle de Prusse, celle de Silésie, celle de Danemarck, celle de Dalmatie, celle d'Albanie, celle d'Italie, celle de Naples, celle d'Espagne, et des armées de réserve à Boulogne, sur les côtes, sur le Rhin et dans l'intérieur. Napoléon voulait renforcer ses armées d'Allemagne, et porter à deux cent mille hommes celle d'Espagne. Il avait aussi dessein d'aller commander celle-ci en personne, à son retour d'Erfurt. Il lui appartenait de combattre l'Angleterre sur le continent d'où il l'avait bannie. Aussi, à la parade du 11 septembre, en présence de l'avant-garde des troupes de la grande armée, l'Empereur parla ainsi :

« Soldats !

« Après avoir triomphé sur les bords du Danube « et de la Vistule, vous avez traversé l'Allemagne à « marches forcées ; je vous fais aujourd'hui traverser « la France sans vous donner un moment de repos. « Soldats ! j'ai besoin de vous. La présence hideuse « du léopard souille les continens d'Espagne et de « Portugal. Qu'à votre aspect il fuie épouvanté ! Por« tons nos aigles triomphantes jusques aux Colonnes « d'Hercule : *là aussi nous avons des outrages à venger !* « Soldats ! vous avez surpassé la renommée des ar« mées modernes : mais avez-vous égalé la gloire des « armées de Rome, qui dans une même campagne « triomphèrent sur le Rhin et sur l'Euphrate, en « Illyrie et sur le Tage ?... »

L'Empereur n'avait jamais mieux parlé à ses braves d'Italie. Le 22 septembre, il partit de Saint-Cloud

pour aller à Erfurt. Mais, avant son départ, le corps municipal de Paris a reçu l'ordre de rendre les plus brillans honneurs aux différentes divisions de la grande armée en marche pour l'Espagne; la ville leur offrit des couronnes d'or pour être ajoutées à leurs aigles. Des banquets, présidés par le préfet et par les maires de la capitale, furent donnés à chacun de ces corps dans le jardin de Tivoli; ces fêtes triomphales eurent lieu les 22, 28, 29, 30 septembre et 1er octobre.

Napoléon entre le 27 à Erfurt, et va au devant de l'empereur Alexandre, arrivé à Weymar depuis deux jours. Napoléon se trouve chez lui à Erfurt; à la tête des princes de la confédération, et sur la frontière du royaume feudataire de Frédéric-Guillaume, il est à la fois l'empereur des Allemands et celui des Français. C'est à son ban que, de toutes les parties de l'Allemagne, se rendent ses grands vassaux couronnés : il exerce envers eux à Erfurt, avec la splendeur de Charlemagne, son impériale hospitalité. Deux souverains seulement n'y sont point appelés : c'est le roi de Prusse à peine amnistié d'Iéna, et l'empereur d'Autriche déjà relaps de la trop généreuse paix de Presbourg. Mais ce prince, bien qu'irrité du refus fait à M. de Metternich, son ambassadeur, de la permission de suivre Napoléon à Erfurt, ne se contente pas d'y envoyer, comme l'Angleterre, des observateurs sans caractère, spectateurs inquiets de cette union solennelle de Napoléon et d'Alexandre, de cette représentation d'un partage de l'Europe et peut-être du monde en deux empires, dont l'un s'appuierait sur Gibraltar, l'autre sur les Dardanelles; il fait partir le baron de

Vincent, porteur d'une lettre pour Napoléon, datée de Presbourg du 18 septembre, et conçue en ces termes :

« Monsieur mon Frère,

« Mon ambassadeur à Paris m'apprend que V. M. I.
« se rend à Erfurt, où elle se rencontrera avec l'em-
« pereur Alexandre. Je saisis avec empressement l'oc-
« casion qui la rapproche de ma frontière pour lui
« renouveler le témoignage de l'amitié et de la haute
« estime que je lui ai vouées; et j'envoie auprès
« d'elle mon lieutenant-général, le baron de Vincent,
« pour vous porter l'assurance de ces sentimens in-
« variables. Je me flatte que V. M. n'a jamais cessé
« d'en être convaincue, et que si de fausses repré-
« sentations, qu'on avait répandues sur des institu-
« tions intérieures organiques que j'ai établies dans
« ma monarchie, lui ont laissé pendant un moment
« des doutes sur la persévérance de mes intentions,
« les explications que le comte de Metternich a pré-
« sentées à ce sujet à ses ministres les auront entiè-
« rement dissipés. Le baron de Vincent se trouve à
« même de confirmer à V. M. ces détails, et d'y
« ajouter tous les éclaircissemens qu'elle pourra dé-
« sirer... »

Le baron de Vincent arriva à Erfurt plusieurs jours avant Napoléon. L'empressement de l'empereur François, dans cette circonstance, signalait son déplaisir de n'avoir pas été appelé à l'entrevue d'Erfurt. Le déplaisir était d'autant plus vif que cette exclusion, suffisamment motivée par l'attitude hostile que l'Au-

triche a déployée depuis le voyage de Bayonne, prouvait fortemeut à ce prince que le sort de l'Europe devait se régler sans lui. Mais la destinée fera sortir bientôt de cette grande injure un contrat bien inattendu de Napoléon lui-même, un lien de famille, autre piège que la fortune, deux années après l'invasion du Portugal et le traité de Bayonne, lui aura tendu sous les lauriers de Wagram!

Un théâtre français était établi à Erfurt: rien de plus solennel que les représentations auxquelles assistaient journellement les deux empereurs, les souverains de l'Allemagne, leurs ministres, leurs courtisans. La tragédie d'*OEdipe* donna lieu à une scène à jamais mémorable. Au moment où Philoctète en parlant à Hercule prononce ce vers :

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des Dieux;

Je l'éprouve tous les jours, dit Alexandre en serrant fortement la main de Napoléon. Ces mots, entendus de tous les assistans, retentirent bientôt dans toute l'Europe. Deux jours après, on joua *la mort de César*, au grand étonnement des spectateurs; Napoléon ne se doutait pas qu'il fût entouré de Brutus couronnés.

On n'était qu'à cinq lieues de Weymar. Le 6 octobre, les deux empereurs, accompagés des rois de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg et de tous les princes de la Confédération, se rendirent dans cette résidence, où le duc les avait invités à une fête magnifique : il y eut une chasse au cerf, ensuite un banquet, et le soir spectacle sur le théâtre de la cour; on y représenta encore *la Mort de César*, apparemment pour bien apprendre aux Allemands qu'ils donnaient

l'hospitalité au maître du monde. Un bal brillant termina cette journée. Le lendemain, Napoléon reçut une autre fête, dont seul, et sans allusion, il était le héros. Il alla visiter le champ de bataille d'Iéna; il y trouva un temple à la Victoire, élevé au centre du plateau sur lequel il avait bivaqué deux ans auparavant. C'était le terrain même où le grand-duc de Saxe-Weymar, qui faisait les honneurs de cette fête triomphale, avait été battu à la tête d'une division prussienne; où le roi de Prusse, l'allié d'Alexandre, avait perdu sa couronne; où le roi de Saxe, l'allié du roi de Prusse, avait gagné la sienne. Les souvenirs que le sol d'Iéna retraçait à Napoléon, au milieu des illustres témoins qui l'entouraient, n'etaient honorables que pour lui. On ne pouvait sans doute pousser plus loin le dévouement de la servilité que ne le fit alors la famille de Saxe! Pendant ce court séjour de Napoléon à Weymar, les deux plus célèbres littérateurs de l'Allemagne, Gœthe et Vieland, lui furent présentés. Un décret daté d'Erfurt, le 12 octobre, leur accorda, ainsi qu'au médecin major et au bourgmestre d'Iéna, la décoration de la Légion-d'Honneur. Cet ordre du mérite français devenait insensiblement l'ordre du mérite européen, moyen de conquête tout à fait neuf et qui ne devait appartenir qu'à son fondateur. Gœthe et Veiland étaient les deux plus beaux génies de l'Allemagne. On prétend qu'admis à une audience particulière par Napoléon, ces deux hommes éminens agitèrent avec ce prince des questions qui n'étaient ni philosophiques, ni littéraires, telles que celle de la réorganisation de la patrie allemande luthérienne; mais que Napoléon éconduisit cette pro-

position au nom de la foi qu'il devait à la Prusse par le traité de Tilsitt. On attribua depuis à ce refus loyal la conjuration du *tugendbund prussien*, qui dès lors s'organisait pour un dessein bien différent de celui de venger la maison Brandebourg.

Napoléon attachait à cette entrevue d'Erfurt, placée sur le théâtre de sa gloire, un tout autre intérêt que celui d'y recevoir de vains hommages, et de présider avec Alexandre un congrès de rois et de souverains, dont aucun n'était initié à leurs secrètes délibérations. Sa grande affaire, but constant de sa politique, de ses victoires, celle qui seule l'avait précipité dans l'abîme de la double guerre de la Péninsule, c'était la paix générale. Napoléon savait bien qu'il n'avait pas plus besoin pour régner de joindre à la France les royaumes d'Espagne et de Portugal, que ceux de Prusse, de Bavière et de Wurtemberg. Cette Espagne, quoique devenue pour lui une royauté de famille par l'avénement de son frère, ce Portugal, quoique ouvert à ses armées par la fuite de la Maison de Bragance, ne formaient dès le principe, on ne peut trop le répéter, que des compensations qu'il voulait amasser pour la paix avec l'Angleterre. L'Empereur ne regardait ces deux pays que comme des champs de bataille britanniques qu'il se proposait de rendre à leurs possesseurs naturels le jour où il signerait le traité du repos de la terre. Pressés du désir de hâter ce résultat de leurs communs efforts, le 12 octobre, les deux empereurs, alors unis par un seul intérêt, écrivirent au roi d'Angleterre pour le prier *d'écouter la voix de l'humanité en faisant taire celle des passions; de chercher, avec l'intention d'y parvenir, à concilier tous les intérêts,*

et partant de garantir toutes les puissances qui existent et assurer le bonheur de l'Europe..... Beaucoup d'États ont été bouleversés, de plus grands changemens encore peuvent avoir lieu, et tous contraires à la politique de la nation anglaise..... Le ministre britannique répondit le 28 : « *Le roi a fait connaître à chaque occasion ses désirs et sa volonté d'entamer une négociation pour la paix générale, à des conditions qui pussent être compatibles avec la tranquillité et la sûreté de l'Europe..... Le roi d'Angleterre ayant pris des engagemens avec les rois de Portugal, de Sicile et de Suède, et avec le gouvernement espagnol actuel, il doit leur être permis de prendre part à la négociation à laquelle S. M. B. a été invitée.* » Cependant les deux empereurs n'auraient satisfait que trop imparfaitement leur prudence et leur politique personnelles, s'ils s'étaient uniquement confiés à la générosité d'une telle démarche. Ils en avaient donc calculé aussi le non-succès, et dans cette hypothèse, à laquelle pouvaient les encourager leurs antécédens avec le cabinet britannique, ils étaient convenus de détacher entièrement l'Amérique de l'influence anglaise; et, reprenant les anciens engagemens de Paul Ier, et ceux récemment consentis à Tilsitt, ils s'étaient livrés de nouveau au projet d'aller ensemble, par la Turquie et la Perse, ravir à l'Angleterre le sceptre de l'Inde. Les deux grands politiques n'avaient sans doute pas négligé l'examen de l'attitude qu'aurait pu prendre l'Autriche au sujet de cette gigantesque expédition, où l'empire, et non plus le partage du monde, se serait peut-être décidé, entre les deux conquérans, par une bataille sur les bords du Gange. Quoi qu'il en soit, il était

important pour Napoléon, pressé de terminer les affaires d'Espagne, de donner des gages à la Maison d'Autriche de ses intentions pacifiques. Ainsi il écrivit d'Erfurt aux princes de la Confédération du Rhin pour les inviter à faire rentrer leurs troupes dans leurs quartiers, d'après les nouvelles assurances d'amitié qu'il avait reçues de l'empereur François; et il remit au baron de Vincent la lettre suivante adressée à son maître :

Erfurt, le 14 octobre 1808.

« MONSIEUR MON FRÈRE,

» Je remercie V. M. I. et R. de la lettre qu'elle a
« bien voulu m'écrire, et que le baron de Vincent
« m'a remise; je n'ai jamais douté des intentions
« droites de V. M., mais je n'en ai pas moins craint
« un moment de voir les hostilités se renouveler
« entre nous. Il est à Vienne une faction qui affecte
« la peur pour précipiter votre cabinet dans des me-
« sures violentes, qui seraient l'origine *de malheurs*
« *plus grands que ceux qui ont précédé.* J'ai été le
« maître de démembrer la monarchie de V. M., ou
« du moins de la laisser moins puissante; je ne l'ai
« pas voulu. Ce qu'elle est, elle l'est de mon vœu;
« c'est la plus évidente preuve que nos comptes sont
« soldés, et que je ne veux rien d'elle. Je suis tou-
« jours prêt à garantir l'intégrité de sa monarchie;
« je ne ferai jamais rien contre les principaux intérêts
« de ses États. Mais V. M. ne doit pas remettre en
« discussion ce que quinze ans de guerre ont ter-
« miné; elle doit défendre toute proclamation ou dé-

« marche provoquant la guerre. La dernière levée
« en masse aurait provoqué la guerre, si j'avais pu
« craindre que cette levée et ces préparatifs fussent
« combinés avec la Russie. Je viens de licencier le
« camp de la Confédération. Cent mille hommes de
« mes troupes vont à Boulogne pour renouveler mes
« projets sur l'Angleterre. Que V. M. s'abstienne de
« tout armement qui puisse me donner de l'inquié-
« tude et faire une diversion en faveur de l'Angleterre.
« J'ai dû croire, lorsque j'ai eu le bonheur de voir
« V. M., et que j'ai conclu le traité de Presbourg, que
« nos affaires étaient terminées pour toujours, et que
« je pouvais me livrer à la guerre maritime sans être
« inquiété ni distrait. Que V. M. se méfie de ceux
« qui, lui parlant des dangers de sa monarchie, trou-
« blent ainsi son bonheur, celui de sa famille et de ses
« peuples; ceux-là seuls sont dangereux; ceux-là seuls
« appellent les dangers qu'ils feignent de craindre.
« Avec une conduite droite, franche et simple, V. M.
« rendra ses peuples heureux, jouira elle-même du
« bonheur dont elle doit sentir le besoin après tant
« de troubles, et sera sûre d'avoir en moi un homme
« décidé à ne jamais rien faire contre ses principaux
« intérêts. Que ses démarches montrent de la con-
« fiance, et elles en inspireront. La meilleure poli-
« tique aujourd'hui, c'est la simplicité et la vérité.
« Qu'elle me confie ses inquiétudes lorqu'on par-
« viendra à lui en donner : je les dissiperai sur-le-
« champ. Que V. M. me permette un dernier mot :
« qu'elle écoute son opinion, son sentiment; il est
« bien supérieur à celui de ses conseils. Je prie V. M.
« de lire ma lettre dans un bon sens, et de n'y voir

« rien qui ne soit pour le bien et la tranquillité de « l'Europe et de V. M. »

Mais le parti de l'Autriche était décidé; elle continua ses organisations militaires, et envenima la guerre de plume dans ses pamphlets. N'ayant point été appelée à Erfurt, elle ne reconnut pas le roi Joseph, comme l'avaient fait l'empereur de Russie et les autres princes de l'Allemagne, et malgré la promesse qu'elle en avait donnée par l'organe de M. de Metternich, à Paris, avant le voyage d'Erfurt, en retour de l'évacuation de la Silésie, qui s'était opérée immédiatement de la part de la France.

Le 14 octobre, Alexandre et Napoléon se séparèrent pour ne plus se revoir; ils s'étaient peut-être trop vus à Erfurt. Ils prirent le même jour la route de leurs États, ainsi que les autres souverains. Le 19, Napoléon était à Saint-Cloud, où le suivit le comte Romanzoff, ambassadeur de Russie.

Les conférences d'Erfurt ont laissé des questions à éclaircir, et à régler des intérêts inconnus de la diplomatie étrangère aux deux empereurs. De ce nombre étaient, comme je l'ai dit, l'Inde, l'Amérique, le sort de l'empire ottoman, celui de la Grèce, enfin tout ce qui restait à ordonner pour le complément du nouveau système qu'Alexandre et Napoléon réservaient à l'Europe et au monde, au détriment de la Grande-Bretagne. Les notes du comte de Romanzoff, sur ces importantes matières, ont disparu, je le dis encore, des archives fançaises en 1814, époque où la victoire retira les enjeux qu'une fortune contraire avait donnés à la puissance de Napoléon.

L'ouverture du Corps-Législatif avait été fixée au

25 octobre. L'Empereur y prononça un discours qui renfermait ces passages remarquables :

« J'ai fait cette année plus de mille lieues dans l'in-
« térieur de mon Empire..... La vue de cette grande
« famille française, naguère déchirée par les opinions
« et les haines intestines, aujourd'hui prospère, tran-
« quille et unie, a sensiblement ému mon ame. J'ai
« senti que pour être heureux il me fallait d'abord
« l'assurance que la France fut heureuse..... Une partie
« de mon armée marche contre celles que l'Angleterre
« a formées ou débarquées dans les Espagnes. C'est un
« bienfait particulier de cette Providence qui a con-
« stamment protégé nos armes, que les passions aient
« assez aveuglé les conseils anglais pour qu'ils renon-
« cent à la possession des mers, et présentent enfin
« leurs armes sur le continent. Je pars dans peu de
« jours pour me mettre moi-même à la tête de mon
« armée, et, avec l'aide de Dieu, couronner dans Ma-
« drid le roi d'Espagne, et planter nos aigles sur les
« forts de Lisbonne..... L'empereur de Russie et moi,
« nous nous sommes vus à Erfurt; notre première
« pensée a été une pensée de paix. Nous avons même
« résolu de faire quelques sacrifices pour faire jouir
« plus tôt, s'il se peut, les cent millions d'hommes que
« nous représentons, de tous les bienfaits du com-
« merce maritime. Nous sommes d'accord et invaria-
« blement unis pour la paix comme pour la guerre... »

Ces derniers mots pénétrèrent dans tous les cabinets avec des commentaires plus ou moins hostiles. On se rappela aussi qu'à Erfurt, Napoléon avait donné deux épées, la sienne à Alexandre, et une autre très-riche à Constantin, et qu'en recevant celle de Napoléon,

Alexandre lui avait dit : « *Je l'accepte comme une marque de votre amitié. V. M. est bien certaine que je ne la tirerai jamais contre elle.* »

A l'ombre des lauriers et même du trône de Napoléon, une conspiration sourde s'attacha dès lors à envenimer ses paroles, à noircir ses projets, à jeter sur les opérations de son gouvernement et sur ses victoires même une défaveur et une méfiance acharnées. Cette conspiration avait commencé par une coterie ouverte à certains étrangers, et n'était encore qu'à son origine au moment où les discordes et la lâcheté des princes d'Espagne précipitèrent Napoléon dans les affaires de Bayonne. Ce fut là qu'il apprit l'existence de cet ennemi domestique dont la hauteur de sa position ne lui permettait ni d'avouer ni de combattre la menace. Les hommes de ce parti veillaient sur les adversités de l'Empereur, comme ils avaient veillé sur ses prospérités à l'époque du Consulat et à celle de l'avénement à l'Empire; ils semaient dans la société de sinistres prophéties, et ne cessèrent de flétrir soit les succès, soit les malheurs de Napoléon, que lorsque, le voyant abattu, ils prirent hautement l'attitude du triomphe, et démasquèrent soudain, tout couverts des livrés impériales, leur longue et secrète conjuration.

Le 27 octobre, les députés des nouveaux départemens d'Italie furent admis à l'audience de l'Empereur : ils prononcèrent un discours auquel Napoléon répondit :

« ... J'ai été témoin des vices de votre ancienne
« administration. Les ecclésiastiques doivent se ren-
« fermer dans le gouvernement des affaires du culte.

« La théologie, qu'ils apprennent dans leur enfance,
« leur donne des règles sûres pour le gouvernement
« spirituel, mais ne leur en donne aucune pour le
« gouvernement des armées et pour l'administra-
« tion... La décadence de l'Italie date du moment où
« les prêtres ont voulu gouverner et les finances, et
« la police, et l'armée. Après de grandes révolutions,
« j'ai relevé les autels en France et en Italie....; je n'ai
« qu'à me louer de mon clergé de France et d'Italie;
« il sait que les trônes émanent de Dieu, et que le
« crime le plus grand à ses yeux, parce que c'est celui
« qui fait le plus de mal aux hommes, c'est d'ébranler
« le respect et l'amour qu'on doit aux souverains... Je
« saurai réprimer ceux qui voudraient se servir de
« l'influence spirituelle pour troubler mes peuples et
« leur prêcher le désordre et la rébellion..... »

C'était parler en Empereur très-chrétien des Français. Jamais, sous aucun règne, le clergé de France n'a joui d'une position plus convenable à son institution, et plus digne de la vénération des peuples : il ne fut ni un ordre ni une puissance dans l'État; il se sentait citoyen; il aidait le prince et les sujets; et, au jour du malheur, loin de partager le triomphe des ennemis de la France et de Napoléon, il se vit troublé tout à coup par l'apparition de cet autre clergé français qui menaça, en se montrant, la patrie désolée, au lieu de pleurer sur ses ruines et de s'interposer entre elle et le vainqueur.

Le 29 octobre, Napoléon part pour Bayonne, où il arrive le 3 novembre : le 4, il est en Espagne; la victoire y entre avec lui. Il est reçu, le 7, par le roi Joseph, à Vittoria, ville destinée à leur devenir éga-

lement fatale! L'Empereur marche vers Madrid, dont il faut conquérir la route; sur cette route, l'armée d'Estramadure, forte de vingt mille hommes, commandée par le comte de Belvédère, défend la ville de Burgos. Napoléon place toute la cavalerie sous les ordres du maréchal Bessières, et donne le commandement du deuxième corps au maréchal Soult. Celui-ci se met en mouvement le 10, et trouve l'ennemi en position à Gamonal, où il est reçu par une décharge de trente pièces de canon. La division Mouton bat le pas de charge, l'artillerie la soutient, et le duc d'Istrie a débordé l'ennemi. Enfoncés par l'attaque impétueuse de l'infanterie, les Espagnols éprouvent une déroute complète, laissent trois mille morts, trois mille prisonniers, perdent deux drapeaux et vingt-cinq pièces de canon; le reste se sauve à Burgos, où les Français pénètrent pêle-mêle avec les fuyards, et les poursuivent de tous côtés. Nos troupes occupent le château de Burgos, que l'ennemi avait bien approvisionné. L'Empereur entre avec sa garde à Burgos; on y recueille des magasins de laine pour une valeur de 30 millions : l'Empereur les fait transporter à Bayonne.

L'armée de Galice, de quarante-cinq mille hommes, battue à Bilbao, se voit poursuivie par le duc de Bellune dans la direction d'Espinosa, par le duc de Dantzick dans celle de Villarcayo, et tournée par le duc de Dalmatie dans celle de Raynosa. Le général Lasalle est à Lerma; le général Milhaud à Palencia. Valladolid tombe en notre pouvoir. Les Anglais ont débarqué à la Corogne; une de leurs divisions de Portugal tient Badajoz; notre armée brûle de se mesurer

avec eux. Pendant ce temps, défaite de nouveau dans les combats de Durango, Guenès, Valmaceda, l'armée de Galice est presque détruite; le 12, à la bataille d'Espinosa par le duc de Bellune, Blake perd dix mille hommes, dix généraux, cinquante pièces de canon. Parvenu à Reynosa, le duc de Dalmatie achève la ruine de cette armée et lui enlève ses parcs, ses bagages, ses magasins. Le 16, le duc d'Istrie arrive à Aranda, dirige des partis de cavalerie, d'un côté sur Léon, de l'autre sur Madrid. Le même jour, le duc de Dalmatie entre à Santander, où il s'empare de neuf mille fusils anglais, et saisit sur la côte plusieurs convois chargés d'artillerie, d'armes et de munitions anglaises. Le général Gouvion Saint-Cyr, avec le septième corps, fait le siège de la forte place de Roses, investie par les généraux Reille et Pino. Les Italiens emportent les hauteurs de San-Pedro, *avec cette impétuosité qu'ils avaient au quinzième siècle.* Le général Fontana se rend maître de Selva, en chasse les Anglais, et leur prend vingt-quatre pièces de canon. Le général Mazzuchelli avait vigoureusement repoussé deux sorties des assiégés.

Les armées de Galice et d'Estramadure, commandées par Blaze, la Romana et Galuzzo, ont à peu près disparu aux batailles d'Espinosa et de Burgos; il reste à atteindre la grande armée d'Andalousie, de Valence, de la Nouvelle-Castille, de l'Aragon, sous les ordres de Castanos, Penas et Palafox : portée à quatre-vingt mille hommes, elle occupe en partie Calahorra et Tudela. Le 22, l'Empereur transporte son quartier-général de Burgos à Lerma, et, le 23, à Aranda. Le duc d'Elchingen est entré dans Soria

(l'ancienne Numance) et dans Medina-Cœli. Les ducs de Montebello et de Conegliano ont fait leur jonction à Lodosa : le duc de Bellune est à Venta de Gomez. Les avenues de Madrid, du côté du nord, sont interceptées. Le duc de Montebello marche, depuis le 19, avec vingt-quatre mille hommes, pour présenter la bataille à l'armée espagnole : il la rencontre, le 23, en avant de Tolède, forte de quarante-cinq mille hommes, avec quarante pièces de canon, et conduite par le général Castanos. Cette armée ne peut résister à l'impétuosité de l'attaque que dirige le général Maurice Mathieu; son centre est enfoncé; la cavalerie du général Lefebvre y pénètre et enveloppe sa droite. Le général Lagrange complète la victoire en culbutant la ligne de Castanos. Les Espagnols, en pleine déroute, ont à regretter quatre mille morts, trois mille prisonniers, trois cents officiers, sept drapeaux, trente pièces de canon, et abandonnent à Tudela d'immenses approvisionnemens. Le duc de Conegliano avance sur Saragosse; le duc d'Elchingen s'est emparé de riches magasins à Agreda.

Ainsi le centre de l'armée espagnole a été battu à Burgos, la droite à Espinosa, et la gauche à Tudela. Le 29, le quartier-général de l'Empereur se porte au village de Bozeguillas : le 30, le duc de Bellune se trouve au pied de la fameuse montagne de Somo-Sierra, dont dix mille hommes de la réserve espagnole, que commande San-Benito, protégés par des retranchemens, et ayant en batterie seize pièces de canon, défendent le passage. A peine la fusillade et la canonnade sont engagées, que le général Montbrun, à la tête des chevau-légers polonais, gravit les hauteurs, exécute une

des plus belles charges qui aient honoré la cavalerie de la garde, dont ce corps fait partie, et décide l'affaire; ce régiment se couvre d'une gloire immortelle. Les Espagnols se dispersent dans les montagnes, en jetant leurs armes : ils laissent au vainqueur seize pièces de canon, dix drapeaux, deux cents chariots de bagages, les caisses militaires, et parmi les prisonniers on compte tous les officiers supérieurs de cette division. Après ce combat prodigieux, où une troupe de cavalerie légère emporte au galop les escarpemens et les batteries d'une position que la nature a rendue inexpugnable pour toute autre arme que l'infanterie, les Français n'ont plus qu'à marcher à Madrid. Le 1er décembre, le quartier-général impérial est à Saint-Augustin. Le 2, l'armée victorieuse célèbre l'anniversaire du couronnement de Napoléon sous les murs de la capitale. L'Empereur paraît le jour même sur les hauteurs qui environnent la ville; la cavalerie du duc d'Istrie et la garde impériale l'accueillent avec enthousiasme.

Madrid est toujours au pouvoir de l'ennemi; soixante mille hommes armés, composés en partie de la populace barbare et fanatique des campagnes, l'ont conquise sur ses propres habitans : la garnison régulière est de six mille hommes de ligne; cent pièces de canon défendent les remparts. On a barricadé les rues, les portes, les maisons; les cloches de deux cents églises sont en branle, les cris d'une multitude dont le désordre égale le délire, ajoutent une horreur particulière à la consternation qui frappe cette grande cité. Le duc d'Istrie envoie sommer Madrid, où s'est formé une junte militaire sous la pré-

sidence de Castellar; un général de la ligne vient y répondre, accompagné d'hommes furieux qui surveillent ses paroles et dictent son refus. L'aide-de-camp du duc d'Istrie, chargé de la sommation, n'a été sauvé de la furie de la populace que par les troupes de ligne : le général Montbrun n'a dû la vie qu'à ses armes. La veille, le marquis de Peralès, faussement accusé d'avoir fait remplir les cartouches de sable, a été déchiré par le peuple, et ses membres portés dans tons les quartiers. Voilà la situation de Madrid.

L'infanterie française est encore à trois lieues : Napoléon passe le reste de la journée à reconnaître la ville et à arrêter un plan d'attaque, qui concilie également les intérêts de l'humanité et ceux de sa gloire. Il ne médite pas de livrer l'assaut. C'est par l'impression de sa présence sur cette tourbe féroce et sur les honnêtes habitans qu'elle tyrannise, que Napoléon conçoit l'espérance de voir s'ouvrir devant lui les portes de Madrid. Le soir, à sept heures, il ordonne au général Maison de se loger dans les faubourgs; il le fait soutenir par le général Lauriston, avec quatre pièces d'artillerie de la garde. L'ennemi prend la fuite au premier feu. A minuit, le prince de Neuchâtel envoie un lieutenant-colonel, pris à Somo-Sierra, porter au gouverneur une nouvelle sommation. Castellar répond qu'il demande encore un délai. Mais, dans cet intervalle, le général Sénarmont, avec ses trente pièces d'artillerie, a fait une brèche aux murs du Retiro; un bataillon de voltigeurs s'y jette et chasse les quatre mille hommes qui le défendent. Tous les débouchés tombent au pouvoir de nos troupes; vingt pièces de canon de la garde trompent, d'un autre

côté, l'ennemi par une fausse attaque. La prise du Retiro a rendu désormais tout moyen de résistance inutile. Napoléon ne perd pas de vue son grand objet, celui de ménager la ville. Indépendamment de l'horreur que lui inspire l'idée des scènes de carnage et de désolation qu'offrirait une aussi vaste cité livrée à l'attaque d'une armée telle que la sienne, et à la défense d'une population fanatisée, telle que celle de Madrid, il songe à ne pas frayer un chemin à son frère sur les ruines de sa capitale. Napoléon se contente de faire avancer quelques compagnies de voltigeurs, et il ne veut pas qu'on les soutienne, afin d'éviter le pillage et la guerre des maisons. Cette politique est sage autant que généreuse.

A onze heures, le prince de Neuchâtel, n'ayant pas reçu de réponse du général Castellar, lui renouvelle sa sommation, et lui écrit que l'Empereur consent à suspendre l'attaque jusqu'à deux heures. Ce terme s'écoule, et cependant le drapeau blanc n'est pas arboré. Napoléon se décide encore à attendre. Enfin, à neuf heures, arrivent le général Morla et un député de la ville. Ils déclarent avec douleur, au major-général, que la population s'obstine à vouloir résister, et ils demandent la journée du 4 pour l'apaiser. Le prince de Neuchâtel les présente à l'Empereur, qui, s'adressant au général Morla, et passant tout à coup, des assassinats commis dans Madrid les jours précédens sur les Français, à la capitulation du général Dupont, lui dit :

« ..... L'inhabilité et la lâcheté d'un général avaient
« mis en vos mains des troupes qui avaient capitulé
« sur le champ de bataille, et la capitulation a été

« violée. Vous, monsieur Morla, quelle lettre avez-« vous écrite à ce général? Il vous convenait bien de « parler de pillage, vous qui, étant entrée en Rous-« sillon, avez enlevé toutes les femmes et les avez « partagées comme un butin entre vos soldats!..... « Violer les traités militaires, c'est renoncer à toute « civilisation, c'est se mettre sur la même ligne que « les Bédouins du désert. Comment donc osez-vous « demander une capitulation, vous qui avez violé « celle de Baylen?... J'avais une flotte à Cadix; elle « était l'alliée de l'Espagne, et vous avez dirigé contre « elle les mortiers de la ville où vous commandiez. « J'avais une armée espagnole dans mes rangs (celle « de la Romana); j'ai mieux aimé la voir passer sur « les vaisseaux anglais, et être obligé de la précipiter « du haut des rochers d'Espinosa, que de la désar-« mer. J'ai préféré avoir sept mille ennemis de plus « à combattre que de manquer à la bonne foi et à « l'honneur. Retournez à Madrid. Je vous donne jus-« qu'à demain six heures du matin. Revenez alors, si « vous n'avez à me parler du peuple que pour m'ap-« prendre qu'il s'est soumis; sinon, vous et vos troupes « serez tous passés par les armes. » Il faut remarquer que l'Empereur n'avait pas plus de 30,000 hommes devant Madrid.

Le 4, à six heures du matin, le général Morla revint apportant la soumission de Madrid. A dix heures, le général Belliard prend le commandement de la ville. Un pardon général est proclamé. Les boutiques restent ouvertes jusqu'à onze heures du soir; la sécurité règne dans Madrid comme par enchantement. Les habitans ont rendu cinquante mille fusils. Cepen-

dant, malgré la capitulation, la caserne des gardes du corps, dernier refuge des assiégés, vomissait encore la mort au milieu de la ville soumise, et ce ne fut qu'après deux heures de supplications, et au travers des plus grands périls, que le corrégidor et les alcades parvinrent à apaiser la fureur de ces hommes désespérés : effrayant caractère imprimé, dès l'origine et jusqu'au dernier moment, à cette guerre terrible! Une autre circonstance non moins remarquable, en raison de l'implacable haine que les Espagnols portaient à la royauté de Joseph, c'est le respect qui avait protégé son palais depuis sa fuite de Madrid. Les Espagnols sont les idolâtres de la royauté; un palais leur semble un temple dont la violation tiendrait du sacrilège. A l'Escurial, tout était à la place et dans l'état où Joseph l'avait laissé : ce prince retrouva même le portrait de sa femme, et Napoléon le sien, dans le tableau du fameux passage du Saint-Bernard, peint par David. Il fit de sérieuses réflexions sur cette nation qui proscrivait son roi et respectait ses propriétés; mais il était trop tard!

Ainsi, grace à la générosité et à la fermeté de Napoléon, la ville de Madrid coûta moins aux assiégés que la prise de la moindre citadelle. L'Empereur donne des ordres pour la poursuite des fuyards de Burgos, de Tolède, de Somo-Sierra, d'Aranjuez, qui se précipitèrent sur les routes l'Andalousie. Le neuvième et le huitième corps de la grande armée viennent de passer la Bidassoa avec trois divisions de cavalerie. Le duc de Dantzick et son corps sont entrés à Madrid.

La conquête de cette ville et de toutes les provinces du nord terminée, le guerrier dépose ses armes,

et le législateur le remplace. Le 7 décembre, Napoléon adresse aux Espagnols une proclamation qui renferme ces passages :

« ... Je vous avais dit, dans une proclamation du « 2 juin, que je voulais être votre régénérateur. Aux « droits qui m'ont été cédés par les princes de la « dernière dynastie, vous avez voulu que j'ajoutasse « le droit de conquête. Cela ne changera rien à mes « dispositions; je veùx même louer ce qu'il y eut de « généreux dans vos efforts... Tout ce qui s'apposait « à votre prospérité et à votre grandeur, je l'ai dé- « truit; les entraves qui pesaient sur le peuple, je les « ai brisées; une constitution libérale vous donne, « au lieu d'une monarchie absolue, une monarchie « tempérée et constitutionnelle. Il dépend de vous « que cette constitution soit encore votre loi... »

Et, en effet, le jour de son entrée à Madrid, le 4 décembre, Napoléon avait fermé l'exécrable tribunal de l'Inquisition; il avait réduit au tiers les couvens de l'Espagne. Une partie de la valeur des biens de ces couvens supprimés était affectée à augmenter le traitement des curés; une autre à la garantie des effets de la dette publique; une autre, enfin, à rembourser, au profit des provinces, des dépenses faites pour l'entretien des armées françaises et insurrectionnelles. Napoléon avait aussi annulé les droits féodaux, aboli les barrières de province à province, et transporté les douanes aux frontières; il avait enfin prescrit l'organisation immédiate d'une cour de cassation. La suppression de toute juridiction seigneuriale fut décrétée peu de jours après. Mais ces décrets de haute discipline civile ne signalèrent pas seulement l'ar-

rivée de Napoléon à Madrid, d'autres étaient nécessaire à la satisfaction de la justice politique. Egalement à la date du 4 décembre, parurent deux décrets dont l'un destituait les membres du conseil de Castille, comme lâches et indignes d'être magistrats d'un peuple généreux : ils avaient trahi l'Empereur après avoir proclamé ses droits à la couronne, et reconnu la renonciation de l'ancienne dynastie; le second mettait hors de la loi le duc de l'Infantado, et neuf autres personnages de la première distinction, qui, ayant tous prêté serment, à Bayonne, au roi Joseph, et accepté les plus brillantes places de sa maison et de son gouvernement, n'étaient rentrés en Espagne à sa suite que pour violer leur parole, et se réunir aux insurgés. Les dispositions décrétées dans la journée du 4 décembre honoraient pareillement la nation espagnole et le législateur. La capitulation de l'importante place de Roses, qui se rendit le 6, avec trois mille sept cents hommes, aux armes du général Gouvion Saint-Cyr, acheva la possession de toute l'Espagne septentrionale. On trouva à Roses plus de soixante pièces d'artillerie, et une grande quantité de munitions. Le général Sébastiani était en marche pour Talavera de la Reyna, où Napoléon a déjà dirigé les divisions de cavalerie Milhaud et Lasalle. Le général Valence était arrivé avec une belle division polonaise. Le 13 décembre l'Empereur reçut, à son quartier général de Chammartin, une députation de la ville de Madrid, composée de douze cents notables. Napoléon, après avoir récapitulé les bienfaits législatifs qui ont signalé, le 4, son entrée dans la capitale, dit à la députation :

« ..... Les Bourbons ne peuvent plus régner en Eu-
« rope. Les divisions dans la famille royale avaient
« été tramées par les Anglais. Ce n'étaient pas le roi
« Charles et le favori que le duc de l'Infantado, in-
« strument de l'Angleterre, comme le prouvent les
« papiers trouvés dans sa maison, voulait renverser
« du trône : c'était la prépondérance de l'Angleterre
« qu'on voulait établir en Espagne..... La génération
« présente pourra varier dans ses opinions : trop de
« passions ont été mises en jeu. Mais vos neveux me
« remercieront comme leur régénérateur. Ils place-
« ront au nombre des jours mémorables ceux où j'ai
« paru parmi vous, et de ces jours datera la pros-
« périté de l'Espagne. »

Au milieu de tant d'évènemens, un article que publia *le Moniteur* du 15 frappa vivement l'attention publique ; il n'était pas difficile de reconnaître la main qui l'avait tracé. Cet article est ainsi conçu :

« Plusieurs de nos journaux ont imprimé que S. M. l'Impératrice, dans sa réponse à la députation du Corps-Législatif, avait dit qu'elle était bien aise de voir que le premier sentiment de l'Empereur avait été pour le Corps-Législatif, qui représente la nation. S. M. l'Impératrice n'a point dit cela : elle connaît trop nos institutions ; elle sait trop bien que le premier représentant de la nation, c'est l'Empereur ; car tout pouvoir vient de Dieu et de la nation.

« Dans l'ordre de nos institutions, après l'Empereur est le Sénat, après le Sénat le Conseil-d'État ; après le Conseil-d'État est le Corps-Législatif ; après le Corps-Législatif viennent chaque tribunal et fonctionnaire public dans l'ordre de ses attributions. Car

s'il y avait dans nos constitutions un corps représentant la nation, ce corps serait souverain; les autres corps ne seraient rien, et ses volontés seraient tout.

« La Convention, même le Corps-Législatif, ont été représentans. Telles étaient nos constitutions alors. Aussi le président disputa-t-il le fauteuil au roi, se fondant sur ce principe que le président de l'assemblée de la nation était avant les autorités de la nation. Nos malheurs sont venus en partie de cette exagération d'idées. Ce serait une prétention chimérique et même criminelle, que de vouloir représenter la nation avant l'Empereur.

« Le Corps-Législatif, improprement appelé de ce nom, devrait être appelé Conseil-Législatif, puisqu'il n'a pas la faculté de faire les lois, n'en ayant pas la proposition. Le Conseil-Législatif est donc la réunion des mandataires des collèges électoraux. On les appelle députés des départemens, parce qu'ils sont nommés par les départemens.

« Dans l'ordre de notre hiérarchie constitutionnelle, le premier représentant de la nation est l'Empereur, et ses ministres, organes de ses institutions: la seconde autorité représentante est le Sénat; la troisième le Conseil d'État, qui a de véritables attributions législatives; le Conseil-Législatif a le quatrième rang.

« Tout rentrerait dans le désordre, si d'autres idées constitutionnelles venaient pervertir les idées de nos constitutions monarchiques. »

Cette déclaration de principes, envoyée de Madrid au milieu de circonstances assez graves pour dominer toutes les pensées de Napoléon, s'adressait

moins sans doute à l'Impératrice, qui n'avait attaché probablement aucune importance à sa réponse, qu'à ceux qui avaient pu la lui dicter. Au surplus, le motif qui détermina une telle publication a jusqu'ici échappé à l'investigation historique. Peut-être cependant, se voyant si loin de sa capitale, Napoléon voulut-il saisir cette occasion d'apprendre aux ennemis domestiques qu'il y avait laissés, que, du sein de Madrid même, il veillait sur leurs intrigues; car ces ennemis se servent de toutes armes contre lui. Comme ils appartiennent par leurs souvenirs, leurs services et leur fortune, à la royauté, à la république, à l'empire, ils sont entendus de tous les mécontens; avec les uns, ils crient à l'usurpation, avec les autres à la tyrannie, avec ceux-là au despotisme. Rappelant tour à tour le règne d'un soldat de fortune, l'oppression d'un dictateur et la souveraineté du peuple, qui résidait dans les représentans, la note du *Moniteur* semble répondre à toutes les allégations, et surtout à la dernière, que Napoléon redoutait le plus. D'ailleurs, une trame est ourdie dans Paris; on dirait qu'elle marche sympathiquement avec la conjuration austro-britannique, dont les symptômes, chaque jour plus visibles, avertissent Napoléon que son retour ne peut-être long-temps différé.

L'armée réunie à Madrid monte à soixante mille hommes, et traîne avec elle cent cinquante pièces d'artillerie. Le duc de Bellune est à Tolède, le duc de Dantzick à Talavera de la Reyna. Le général Saint-Cyr a fait sa jonction à Barcelone avec le général Duhesme. Six mille hommes travaillent aux fortifications de Madrid. Le huitième corps vient d'arriver à Burgos.

L'armée anglaise n'a pas encore dépassé Salamanque, où elle reste stationnaire depuis le 15.

Le 3 décembre, on lisait dans le *Statesman :* « On « assure que l'Amérique méridionale espagnole a re- « fusé de reconnaître, soit Joseph Bonaparte, soit « Ferdinand ou la junte suprême, et qu'elle a dé- « claré son indépendance. » Peu de jours après, les Espagnols de l'Amérique du Sud et les Portugais du Brésil s'emparèrent de la Guiane française et de l'île de Cayenne.

L'Empereur, ayant enfin appris le passage du Duero par l'armée anglaise, dont la cavalerie avait paru le 15 à Valladolid, et sa marche sur Saldagna, où se trouvait le duc de Dalmatie, quitta Madrid le 22 décembre, pour couper la retraite à l'ennemi. Avant de partir, il mit sous les ordres du roi Joseph, qu'il nomma son lieutenant-général, la garnison de Madrid, les corps des ducs de Bellune et de Dantzick, et la cavalerie des généraux Lasalle, Milhaud et Latour-Maubourg. Mais le mouvement de l'Empereur décide tout à coup les Anglais à rebrousser chemin; et la tourmente affreuse qui retient Napoléon et son armée, pendant deux jours, dans les défilés du Guadarrama, leur donne le temps d'échapper. Cependant le duc d'Istrie les poursuivit vivement avec neuf mille hommes de cavalerie. Le général Lefebvre-Desnouettes, à la tête de quatre cents chevaux, crut la la ville de Benavente évacuée, et passa la rivière à gué; mais attaqué par deux mille cavaliers de l'arrière-garde anglaise, il voulut rétrograder; son cheval fut tué, et lui-même, blessé, fut pris dans la rivière.

Le 30, le duc de Dalmatie a joint la gauche de l'en-

nemi et la culbute à Maveilla. Le lendemain il est à Léon. Les ducs de Trévise et d'Abrantès ont emporté tous les ouvrages extérieurs de Saragosse et la posi-de Monte-Torrero. La réunion des généraux Gouvion-Saint-Cyr et Duhesme porte à quarante mille hommes l'armée qui entre à Barcelone, le 17, après le combat livré sur le plateau, entre Llinas et Cardeden. L'Empereur est à Astorga le 1er janvier 1809. Dans la route de cette ville à Villefranche, le général Auguste Colbert, qui a remplacé Lefebvre-Desnouettes à l'avant-garde du duc d'Istrie, fait deux mille prisonniers. Deux jours plus tard, au combat de Pierros, où le général Merle, du corps du duc de Dalmatie, enlève les hauteurs défendues par les Anglais, le général Colbert tombe frappé d'une balle, et dit avant de rendre le dernier soupir : *Ma mort est digne d'un soldat de la grande armée ; je vois fuir les éternels ennemis de ma patrie.*

Le 24 décembre, le général Sébastiani avait forcé le pont de l'Arzobispo, et le général Valence celui d'Almaraz. Le corps du duc de Dantzick avait aussi passé le Tage et occupait L'Estramadure. l'Empereur reçoit positivement à Astorga la confirmation des préparatifs hostiles de l'Autriche, et des intrigues des malintentionnés de Paris. Il quitte Astorga, et laisse le duc d'Elchingen pour appuyer le duc de Dalmatie. Il porte d'abord son quartier-général à Benavente, et le 8 à Valladolid. Sorti de Barcelone, le général Gouvion-Saint-Cyr avait été attaquer le camp retranché de Llobregat qu'il emporta, et de là était allé s'emparer de Tarragone. Le 13 eut lieu le beau combat de Tarracona, où le duc de Bellune fit mettre bas les

armes au corps de Venegas, qui y périt. Trois cents officiers, douze mille Espagnols prisonniers, entrèrent le 17 à Madrid, avec leur artillerie et leurs drapeaux, sous l'escorte de trois bataillons français. Le 10, le duc de Dalmatie était à Lugo, ayant ses avant-postes sur la route de la Corogne, où se précipitent les Anglais, au nombre de vingt mille, fuyant devant une armée de la même force. Une bataille leur est livrée au pont del Burgo; le général en chef Moore y est tué et le général Baird dangereusement blessé. A la suite de cette victoire, la Corogne capitule. Mais une partie de l'armée anglaise a pu s'embarquer sur quatre cents bâtimens; elle est réduite aux deux tiers, et les armées espagnoles ne sont plus formées que de débris sans organisation. Les opérations marchaient de front dans les diverses provinces de l'Espagne avec un égal succès. La soumission morale du pays suivait insensiblement la soumission militaire. Les villes s'empressaient de prêter serment au roi. A Madrid, vingt-huit mille cinq cents chefs de famille lui ont juré fidélité dans la cathédrale, sur le Saint-Sacrement. Cet exemple venait d'être imité à Valladolid, dont les premières autorités avaient présenté une adresse à l'Empereur.

Si Napoléon avait pu continuer encore à conduire la guerre en personne, il aurait été permis d'en prédire la fin prochaine; car à lui seul appartenait d'entreprendre et d'opérer la destruction des Anglais et la conversion politique des Espagnols. Lui seul aussi pouvait à la fois commander plusieurs armées et en gouverner les généraux. Mais, le 17 janvier, l'Empereur reparaît tout à coup à Burgos qu'il a quitté le

matin : il avait parcouru en cinq heures, à cheval, une distance de trente cinq lieues. Le 23 il était à Paris. Le 28, le comte de Montesquiou remplaça le prince de Bénévent en qualité de grand-chambellan Cette mutation fut un évènement pour la capitale, encore étonnée du retour si subit de l'Empereur. En Espagne, son absence, qui surprit au moins autant son armée, avait tout à coup rendu le courage aux Espagnols. Quant aux Anglais, le 14, ils ont publié leur traité avec la junte insurrectionnelle, qu'ils reconnaissent comme gouvernement ; et seuls, en Espagne, ils étaient sans doute dans le secret du départ de Napoléon. Le signal de détresse fait à leur allié d'Autriche, depuis le moment où ils osèrent ouvrir leur campagne à Valladolid devant Napoléon, avait été entendu à Vienne, et ce prince s'était mis en route pour aller au devant d'une cinquième coalition, abandonnant à Joseph, au major-général Jourdan et à ses généraux, le soin de continuer les prodiges de ses armes. La veille du jour où il quitta Valladolid, le 16, l'Empereur reçut les députations des conseils d'État, des Indes, des finances, de la guerre, de la marine, de la junte de commerce, enfin du corps municipal et de toutes les corporations de la ville de Madrid, et il avait accordé à leurs vœux, ardemment exprimés, le retour du roi son frère dans sa capitale, où il fera le 22 sa rentrée solennelle. Cependant Napoléon sait bien qu'il doit conquérir sur le Danube une seconde fois les deux couronnes du Tage. L'histoire n'offre pas une plus grande perplexité dans la vie d'aucun de ses héros. Quatre cents lieues le séparaient à Madrid de ce nouvel ennemi qu'il est obligé, non de vaincre, mais d'anéantir,

afin, non d'assurer l'Espagne à son frère, mais de l'enlever aux Anglais.

Le service que l'Autriche rend à l'Angleterre, en multipliant alors sur ses fontières, après les préparatifs, les menaces de la guerre, est trop important pour qu'il puisse jamais s'oublier; car, je le répète, encore un seul mois peut-être passé dans la péninsule à la tête de ses armées, Napoléon achevait la ruine britannique sur le continent, et domptait l'insurrection espagnole. L'engagement qui lie de nouveau les cours de Londres et de Vienne remonte au commencement de la révolution française, à ces troubles de la Belgique qui en furent la première déclaration armée. Dès lors se cimenta entre tous les rois de l'Europe un pacte qui pendant vingt-cinq années, gardant son invariabilité et son caractère implacable, n'a cessé de combattre, d'abord collectivement, ensuite séparément, et toujours au nom de toutes les vieilles monarchies, ou la république ou l'empire français. Tout traité avec la France ne fut qu'une trahison qui prenait du repos; toute paix ne fut qu'une trève, surtout quand Napoléon, sorti des rangs de l'armée, après avoir étonné le monde par ses triomphes, fit subitement de la république indivisible la base du trône qu'il élevait sur l'Europe. Alors ce pacte devint encore plus terrible, et la guerre sacrée, que les Musulmans n'avaient pas voulu lui déclarer en Égypte, lui fut jurée comme à l'ennemi commun. La mort de Louis XVI affecta beaucoup moins les rois; cette mort ne leur offrit qu'un attentat qui devait rendre odieuse la révolution française. Le gouvernement atroce du Comité du salut public formait également une mons-

truosité analogue à leurs intérêts politiques. Mais l'avénement du général Bonaparte leur parut insupportable, parce qu'il plaçait réellement sur le trône cette révolution qui l'avait produit. Aussi les vieux commensaux de la monarchie virent avec horreur s'asseoir au banquet des souverains ce soldat, dont ils ne reconnurent la légitimité que comme une loi de la victoire. Cette proscription, d'une nature nouvelle, comme l'homme dont elle menaçait la fortune, engageait constamment la politique des conjurés sans engager leurs armes. Ils pouvaient lui jurer paix et amitié, s'allier avec lui, marcher sous ses drapeaux, l'aider même à détrôner les membres de l'association suprême ; tout devait être tenté et souffert par eux tous ou par chacun d'eux, jusqu'au moment opportun pour commencer sa destruction. Le lien de cette association mystérieuse, qui, depuis son triomphe, s'est proclamée *Sainte-Alliance*, était *la délivrance de l'Europe, le salut futur de l'Europe!* Le plan de la haute conspiration européenne se dévoile tout entier dans la communication officielle que fit l'Angleterre à l'ambassadeur de Russie à Londres, le 19 janvier 1805, en réponse à celle du cabinet russe. Le principal objet fut « de soustraire à la domination de « la France les contrées qu'elle a subjugées depuis « le commencement de la révolution, *et de réduire « la France à ses anciennes limites*, telles qu'elles « étaient avant cette époque. » Il était pourvu à l'agrandissement de la Prusse et à celui de l'Autriche. La république ligurienne était assurée au roi de Sardaigne, et, cinq mois après, l'Angleterre et la Russie, qui voulaient elles-mêmes disposer de ce qui ne leur

appartenait pas, s'indignèrent de la réunion de cette république à la France.

Ainsi avait été arrêtée en 1805 la catastrophe de 1814; ainsi tout, jusqu'à la paix qui serait signée avec Napoléon, tout doit le mener à sa ruine; ainsi l'alliance organique qui fut renouvelée entre les souverains, en 1805, sous le dictatorat de l'Angleterre et de la Russie, n'a pu être et ne pourra être que suspendue extérieurement entre l'Angleterre et l'Autriche par les défaites de l'empereur François; mais elle devra reparaître au grand jour, alors que Napoléon aura à craindre l'Autriche, ou se verra contraint de réclamer ses traités avec elle. Aussi l'Angleterre, qui vient de négocier avantageusément à Constantinople, où la mort de Sélim a relevé ses espérances, doit encore l'officieuse et opiniâtre intervention de l'Autriche auprès du divan à ces engagemens du pacte européen, qui, comme une confédération maçonnique, oblige les membres à s'entr'aider, à se servir, dans tous les périls. Conformément à ce pacte, l'internonce Sturmer a favorisé le traité que l'ambassadeur Adair, celui que la cour de Vienne avait congédié pour plaire à Napoléon, a conclu avec la Turquie, malgré la longue répugnance du gouvernement turc et la vive opposition de la France. Par un dernier scandale, une fête publique, donnée dans l'hôtel de la légation autrichienne, a signalé à Constantinople le triomphe de l'internonce, au mépris de l'état de paix qui subsiste entre son maître et Napoléon. Mais l'Autriche ne s'est pas bornée à attacher la Porte Ottomane, en la liant de nouveau avec l'Angleterre, au grand système de la conjuration européenne contre

Napoléon; elle a depuis quelques mois réitéré auprès de la Prusse les instances dont le succès n'avait été comprimé, en 1807, que par la défaite d'Austerlitz. Sans doute il en coûte peu d'efforts pour faire entendre à Frédéric-Guillaume que son intérêt l'oblige de chercher les moyens de se soustraire aux conditions de Tilsitt; mais ce prince doit aux sollicitations de l'empereur Alexandre, à Erfurt, l'évacuation de son territoire, une diminutïon de 20,000,000 sur la contribution alors imposée. Attaché par devoir et par position à la politique de Pétersbourg, il revient de cette capitale, où il a été dans le mois de janvier, accompagné de la reine, remercier l'empereur Alexandre de cet immense service. Qui sait jusqu'où l'aura engagé la reconnaissance? Il balance long-temps à se livrer aux demandes de l'Autriche; il lui reproche de l'avoir abandonné en 1806 et 1807; il craint le même sort s'il se déclare pour elle. Entraîné à la fin par ses conseils et encore par sa famille, il consent à négocier avec l'Autriche; et le prix de son accession à la cinquième coalition sera non-seulement la restitution de tout ce que lui a ravi le traité de Tilsitt, mais même la cession de la Pologne autrichienne. Le cabinet de Berlin se rangeait, à l'insu du roi, du parti de l'Autriche : il préparait la crise insurrectionnelle qu'il mit en œuvre avec tant de succès en 1813. On méditait déjà de faire marcher l'armée sans le consentement du monarque. Cette armée, limitée à Tilsitt à quarante mille hommes toujours présens, avait été portée secrètement à cent vingt mille par une double émission de congés qui successivement avaient triplé sa force. En attendant le moment de faire marcher

ces troupes, s'organisaient dans toutes les universités de la Prusse et de l'Allemagne ces associations occultes, véritables landwehrs politiques, qui, sous le nom de *Tugendbund*, se proclamant les légions de la patrie allemande, triomphèrent pour elle, mais qui, vaincues à leur tour par les trônes qu'elles avaient sauvés, eurent la douleur de voir qu'elles n'avaient été que des légions d'archers de la Sainte-Alliance.

Quant à la Russie, déjà son traité avec Napoléon inquiétait peu l'Autriche. On disait qu'il était résulté du voyage du roi et de la reine de Prusse à Saint-Pétersbourg des engagemens peu favorables à la France. On croyait à Paris, et on ne cachait pas à Vienne, que des officiers russes suivaient déguisés les quartiers-généraux autrichiens. L'ouvrage du colonel Boutourlin, aide-de-camp de l'empereur Alexandre, a jeté depuis un grand jour sur ces doutes du temps. Il y déclare nettement qu'Alexandre ne conclut le traité de Tilsitt que *parce qu'il s'agissait de gagner du temps pour se préparer à soutenir convenablement la lutte*. Le colonel déclare encore, et cette assertion suffit pour établir formellement l'état de trahison sous lequel Napoléon n'a cessé de traiter et de combattre, il déclare que si l'empereur Alexandre fournit, en 1806, un corps auxiliaire, qui d'ailleurs ne fit rien contre l'Autriche, ce fut parce que ce prince *n'aurait pu soutenir efficacement l'Autriche, à cause de l'éloignement de ses armées, occupées des affaires de Suède et de Turquie*. Cependant Napoléon, à qui aucune de ces arrières-pensées n'était connue, s'adressait franchement au comte de Romanzoff, à Paris, pour l'engager à se porter intermédiaire au nom de sa

cour entre l'Autriche et lui. Impérieusement occupé de l'Espagne, il était bien éloigné de vouloir faire la guerre à quatre cents lieues de Madrid. On voit aussi à présent pourquoi cette négociation dut échouer. Napoléon était d'autant moins préparé à suspecter sous ce rapport la foi d'Alexandre, que M. de Romanzoff suivait auprès de lui les intérêts de l'entrevue d'Erfurt, qui, comme je l'ai déjà dit, touchaient aux affaires de la Turquie et de la Perse, et à celles de l'Inde : négociation très-secrète dont les traces ont changé de portefeuille en 1814. L'Autriche donc, rassurée par les dispositions de la Russie, de la Prusse, et se trouvant prête, déclara à la France, en février 1809, que son armée était sur le pied de guerre. Elle protestait toujours de ses intentions pacifiques et amicales; le retour de Napoléon et l'ordre aux princes de la Confédération de se tenir préparés à marcher, voilà les seuls griefs qu'elle articulait. Mais cette puissance ne pouvait plus endormir Napoléon et le prendre au dépourvu : revenu d'Espagne, il siégeait au centre de son gouvernement, et sa présence venait d'en imposer aux machinations récemment ourdies contre lui; car peut-être à cette époque tout était-il déjà disposé dans la capitale pour la révolution qui éclata en 1814 avec l'emportement d'un complot long-temps comprimé. Le général Mallet avait été arrêté à Paris, pendant le séjour de Napoléon à Bayonne. Les ennemis intérieurs et extérieurs sentaient bien qu'ils ne seraient à même d'agir que pendant l'éloignement de l'Empereur; une fois de retour en France, il leur fallait tout ajourner à une autre absence. La guerre de 1812, qui devait naturelle-

ment entraîner Napoléon bien plus loin de ses frontières, n'eut peut-être pas une cause plus directe.

La lutte continue en Espagne. Le 27 janvier, le Ferrol s'est rendu au duc de Dalmatie, qui a trouvé dans le port onze vaisseaux de ligne, trois frégates et quinze cents pièces de canon. Le maréchal marche sur Oporto. Vigo a capitulé. Enfin la grande ville de l'Aragon, la véritable citadelle de l'insurrection espagnole, Saragosse est emportée, le 21 février, par le duc de Montebello, qui depuis le 20 janvier a pris le commandement supérieur de ce siège à jamais mémorable. Depuis la bataille de Tudela, Palafox s'était retiré dans cette ville à la tête de trente mille hommes. Là se déploya de la part des assiégés tout ce que le fanatisme peut produire de plus barbare. Les vainqueurs et les vaincus s'étonnent également de leurs efforts. Défendue par la rage, par le désespoir de soixante mille habitans et d'une armée nombreuse, Saragosse supporte vingt-huit jours de tranchée ouverte, après huit mois d'attaque, et résiste encore pendant vingt-trois jours, de rue en rue, de maisons en maisons. Chaque habitation, chaque monastère, chaque église, devient une forteresse sacrée qu'aucune capitulation ne doit livrer. Tous les habitans, hommes, femmes, enfans, prêtres, moines, tout combat, tout périt, et les Français prennent avec douleur possession de cette vaste enceinte de ruines fumantes et ensanglantées où fut Saragosse. Ils n'y voient debout que les potences élevées pendant le siège pour y attacher ceux qui parleraient de se rendre! Cette florissante et antique cité ne peut plus s'appeler que la ville des morts; plus de quarante mille personnes de

tout sexe, de tout âge, immolées pour elle, remplissent ses portiques, ses places, ses avenues. Les cadavres continuent la destruction des vivans; une affreuse épidémie moissonne près de mille individus par jour. Les hôpitaux, où s'entassent quinze mille malades, ne sont que de vastes cimetières. Quinze mille prisonniers échappent à la contagion en partant pour Bayonne. On a trouvé dans la ville cent mille fusils, presque tous de fabrique anglaise, et deux cents pièces de canon. Les malheureux habitans appartiennent à l'humanité du vainqueur. Le plus brave des Français, le noble maréchal Lannes, se charge d'acquitter cette dette de la victoire. Les restes de la population de Saragosse s'en souviendront toujours; et s'ils ne furent pas soumis, ils furent reconnaissans. Mais une vertu antique, inexorable, ce patriotisme qui ne peut jamais transiger sur les grands intérêts de l'indépendance et de l'honneur du pays, se retrempa encore au milieu des débris de Saragosse.

Partout où les troupes françaises portent leurs armes, elles sont illustrées par d'importans succès. Le 25 février, le général Gouvion-Saint-Cyr, au combat de Vels, non loin de Taragone, détruit à la baïonnette un corps espagnol après une action meurtrière, et s'empare de son artillerie. Le 27 mars, le général Sébastiani gagne la bataille de Ciudad-Real. Le lendemain, à Medelin, dans l'Estramadure, le duc de Bellune défait complétement le général Cuesta, et pousse ses avant-postes jusqu'à Badajoz. En Portugal, la fortune se montre encore plus brillante et plus favorable pour nous; elle y sera moins fidèle. La seconde expédition que commande le duc de Dalmatie,

contre ce royaume sans souverains, commence par la prise de Chavès, qui renferme un riche matériel d'artillerie. Le lendemain, 13 mars, les Portugais succombent, malgré une longue résistance, au combat de Lanhozo. Enfin, le 29, se donne la grande bataille que l'évêque d'Oporto livre au maréchal sous les murs de cette ville. Des lignes récemment formées, que défendent deux cents pièces de canon, sont enlevées par les Français, et vingt mille Portugais couvrent le champ de bataille. Cette victoire met entre les mains de la France la ville la plus opulente et la plus anglaise du Portugal après Lisbonne.

L'esprit de Napoléon anime encore les rangs français dans toute la Péninsule.

FIN DU LIVRE DIXIÈME.



LIVRE ONZIÈME

Cinquième Coalition.

CHAPITRE PREMIER.

(1809.)

RÉVOLUTION EN SUÈDE. — GUERRE D'AUTRICHE. — SECONDE ÉVACUATION DU PORTUGAL. — PRISE DE VIENNE — RÉUNION DES ÉTATS ROMAINS A L'EMPIRE. — BATAILLE D'ESSLING.

Un événement qui eût été une fortune pour les historiens de notre âge, sans le despotisme qu'exerce la révolution française sur tous les faits contemporains, vint tout à coup apprendre à l'Europe l'abdication du roi de Suède. C'était peu de chose sans doute après celles de Charles IV et de Ferdinand VII, mais cette abdication présenta un tout autre caractère ; car les Espagnols n'ont pris les armes que pour défendre la légitimité de leur prince, qui

l'a résignée à Napoléon et Joseph, et pour le forcer d'être malgré lui leur souverain, tandis que le peuple suédois tout entier, usant du droit primitif de possesseur du sol, et de la faculté inhérente à tout corps social de redresser ses propres griefs, a déposé Gustave-Adolphe IV.

Le mécontentement de la nation était à son comble; une guerre civile menaçait la capitale. Gustave rassemblait des troupes pour marcher contre l'armée du Nord et celle de Scanie; il avait fixé au 13 mars l'époque de son départ, et ce jour même il ordonne que le trésor de la Banque soit enlevé à une heure: le conseil était réuni, et c'est dans son sein que commence la révolution. On supplie le roi, mais en vain, au nom des maux sans nombre sous lesquels gémit la patrie par la prolongation d'une lutte insensée, impolitique, désastreuse, qui déjà lui a fait perdre ses plus belles provinces, la Poméranie et la Finlande; on l'adjure de remettre dans le fourreau cette faible épée avec laquelle Charles XII lui-même n'a pu ni élever ni défendre la Suède, Gustave demeure inexorable et se retire. Le feld-maréchal Klingsporr et le général Adlercreutz se rendent chez le roi, et lui déclarent qu'il doit céder aux vœux de son conseil, ou cesser de régner. Le roi répond qu'il n'y cédera jamais; il les traite de scélérats, tire son épée et veut en percer le général; mais on entre, et bientôt on le désarme. Alors le maréchal de la cour, Silfversparre, lui dit : « Sire, votre épée vous a été donnée pour la « tirer contre les ennemis de la patrie, et non contre « les vrais patriotes qui ne veulent que votre bonheur « et celui de la Suède. » A ces mots, il s'empare de

l'épée du roi; cependant Gustave trouve le moyen de saisir celle d'un officier et de se sauver par un escalier dérobé. On court après lui, il est arrêté par un colonel, comme il arrivait dans la cour du palais, et on le transfère au château de Drottmingholl, où des officiers le gardent à vue. Sur l'invitation du conseil, le vieux duc de Sudermanie, oncle de Gustave, prend les rênes du gouvernement dont la vacance est prononcée. Voilà le premier acte de ce drame populaire dont, le 13 mars, la ville de Stockholm offrait la singulière représentation à l'Europe. A quinze jours de là, le 29 mars, impérieusement conseillé par sa position, Gustave donne son abdication, *afin de consacrer le reste de ses jours à la gloire de Dieu.* Enfin, le 10 mai, les ordres réunis de la diète reçoivent la communication de l'abdication du roi; ils l'acceptent, et prennent une décision qui se termine par ces paroles : « D'après tous ces motifs du plus haut « intérêt et ces considérations importantes, auxquels « l'acte d'abdication, dressé volontairement et sans « contrainte par S. M. le roi, et écrit de sa propre main, « dont lecture nous a été faite aujourd'hui, *mais que* « *nous ne regardons pas comme nécessaire pour nos* « *démarches*, donne un nouveau poids, nous avons « pris la résolution, ferme et inaltérable, qui suit : « *Nous abjurons par le présent acte toute fidélité et* « *obéissance que nous devons, comme sujets, à notre* « *roi Gustave-Adolphe IV, jusqu'à présent roi de* « *Suède, et le déclarons, ainsi que ses héritiers nés et* « *à naître, pour le présent et à jamais, déchus de la* « *couronne et du gouvernement de Suède.* »

Ainsi se termina sans troubles, sans violence et sans

nulle opposition, le plus important changement dont un État puisse être le théâtre. Gustave avait tellement outragé la nation dans ses plus chers intérêts, dans ceux où le droit naturel, celui de la conservation de l'espèce, l'emporte sur tous les contrats politiques, qu'il y eut consentement unanime des Suédois à sa déchéance. Jamais, à aucune époque de l'histoire où un pays opprimé à cru devoir se faire raison lui-même, jamais la souveraineté du peuple, car il faut bien la nommer, n'a exercé sa haute magistrature avec plus de justice et de légalité. En effet, si en principe cette souveraineté est une loi suprême, on ne peut la considérer comme telle dans l'application, que si la révolution opérée obtient, de même que celle de Suède, le concours et l'unanimité des volontés. Il fallut dans le temps, ou que la cause nationale parût bien incontestablement juste aux rois, ou que d'autres motifs plus puissans leur commandassent l'oubli de la légitimité, qui dernièrement encore a reçu une atteinte en Russie, pour qu'aucune opposition de la part du cabinet de Vienne et Pétersbourg, ni de celui de Londres, à qui Gustave avait sacrifié son pays et sa couronne, ne vînt troubler la jouissance des droits dont l'exercice fit le salut de la Suède. Cet événement, qui honore à jamais le caractère noble et généreux, ainsi que l'esprit éclairé et la haute civilisation de tous les habitans de ce royaume, cet évènement n'a toutefois de grandeur que pour les Suédois. La guerre d'Espagne et la cinquième coalition, au milieu desquelles se passe la révolution de Stockholm comme une simple affaire domestique et particulière à un seul peuple, remuent et absorbent

totalement les intérêts et les passions prépondérantes de l'Europe. C'est entre ces deux tempêtes que la Suède, au moment d'être engloutie éternellement par une nouvelle alliance avec l'Autriche et par la continuation de la perfide amitié de l'Angleterre, ferme l'abîme que l'indomptable opiniâtreté de son roi allait rouvrir pour elle. Tandis que ce royaume rentre ainsi dans la carrière de la paix, soudain le cri de guerre retentit sur les bords de l'Inn et au sein de la Bavière. La lettre suivante est apportée à Munich le 9 avril :

A M. le général en chef de l'armée française en Bavière.

« D'après une déclaration de S. M. l'empereur d'Au-
« triche à l'empereur Napoléon, je préviens M. le
« général en chef de l'armée française que j'ai ordre
« de me porter en avant avec les troupes sous mes
« ordres, et de traiter en ennemi toutes celles qui
« me feront résistance.

« A mon quartier-général, le 9 avril 1809.

« CHARLES. »

Telle est la première pièce officielle de cette rupture qui, tout à coup, surprend la Bavière, où il n'y a point d'armée française. La seconde, qui est la proclamation du roi de Bavière en réponse à cette étrange publication, commence ainsi :

Dillingen, 17 avril.

« Sans déclaration de guerre, sans aucune expli-
« cation préalable, notre territoire a été envahi le 9

« de ce mois, et nous avons été contraints de quitter « notre capitale, qui a été occupée par les troupes « autrichiennes... »

Le roi de Wurtemberg publie aussi une déclaration par laquelle il en appelle au jugement de l'Europe pour une infraction notoire de la part de l'Autriche au traité de Presbourg, et pour l'agression qui menace ses États. D'un autre côté l'empereur d'Autriche adresse une proclamation à ses sujets, et l'archiduc Charles, généralissime, une à ses troupes. L'armée autrichienne est ainsi placée et composée: l'archiduc Ferdinand commande quarante mille hommes en Pologne; treize mille sont en Saxe. Sous les ordres plus directs de l'archiduc Charles, il y a en Bohême les cinquante mille hommes de Kolowrath et de Bellegarde; l'armée principale de cent vingt-cinq mille hommes en Bavière; trente mille Autrichiens et Tyroliens, sous le marquis de Chasteller, dans le Tyrol; l'archiduc Jean est en Italie, à la tête de quatre-vingt mille hommes. L'artillerie de cette armée de trois cent trente-huit mille hommes s'élève à sept cents pièces de canon. Voici, au 9 avril, la force et la position des Français : en Pologne, dix-huit mille hommes sous Poniatowski; Bernadotte, en Saxe, compte douze mille Saxons, et Gratien huit mille Hollandais; le roi Jérome a quinze mille hommes en Westphalie. L'armée principale, que Napoléon va commander, se compose du deuxième corps de vingt-cinq mille hommes sous le maréchal Lannes et le général Oudinot, à Augsbourg; du troisième, sous le maréchal Davoust, à Ratisbonne, fort de quarante cinq mille hommes; du quatrième, sous le ma-

réchal Masséna, à Ulm, de trente-mille hommes; du septième, de trente mille Bavarois, sous le maréchal Lefebvre, à Munich, à Landshut et à Straubing; du huitième, de douze mille Wurtembergeois, sous Vandamne, à Heydenheim, et de douze mille confédérés de l'Allemagne méridionale. Le vice roi et le maréchal Macdonald ont en Italie quarante-cinq mille hommes, et Marmont quinze mille en Dalmatie. L'artillerie est de cinq cent soixante pièces, l'armée de deux cent soixante-sept mille hommes; elle est inférieure de soixante-dix mille hommes à l'armée autrichienne; mais ce sont les français d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, et ils ont pour les conduire des chefs dont les noms sont ceux de nos victoires.

Il peut être permis de ne pas compter au nombre des combattans sous ses aigles les trente mille Russes qui apparaîtront si tard en Pologne, amis secrets de de l'Autriche, alliés honteux de la France. Mais il est plus juste de signaler parmi les utiles auxiliaires de l'Autriche, les corps du duc de Brunswick-Oëls, de Schill, de Dornberg, qui surprirent tout à coup la fidélité du cabinet de Berlin par une campagne toute prussienne en faveur de son ancien ennemi le cabinet de Vienne. Cet épisode était une opération de l'Angleterre, qui, en reconnaissance de l'immense service que la guerre d'Autriche lui rendait pour établir sa prépondérance dans la Péninsule ibérique, avait pris à sa solde, et combiné avec le mouvement de ses vaisseaux dans la mer du Nord et sur la Baltique, ces insurrections et ces trahisons armées.

Du 10 au 16, l'armée de l'archiduc marcha de l'Inn sur l'Iser; les Bavarois portèrent les premiers coups

à ceux qui violaient leur territoire. Napoléon apprend à Paris, par le télégraphe, dans la soirée du 12, le passage de l'Inn par les Autrichiens; un instant après cette nouvelle il est en voiture. Le 16, il voit le roi de Bavière à Dillingen; il lui promet de le ramener dans quinze jours à Munich, et de le faire plus grand que ses ancêtres. Le 17, le quartier-général se trouvait à Donawerth, où Napoléon donne ses ordres à ses maréchaux, et parle ainsi à son armée :

« Soldats!

« Le territoire de la Confédération a été violé. Le « général autrichien veut que nous fuyions à l'aspect « de ses armes et que nous lui abandonnions nos « alliés. J'arrive avec la rapidité de l'éclair. Soldats! « j'étais au milieu de vous lorsque le souverain de « l'Autriche vint à mon bivouac en Moravie : vous l'a- « vez entendu implorer ma clémence et me jurer une « amitié éternelle. Vainqueurs dans trois guerres, « l'Autriche a dû tout à notre générosité : trois fois « elle a été parjure! Nos succès passés nous sont un « sûr garant de la victoire qui nous attend. Marchons « donc, et qu'à notre aspect l'ennemi reconnaisse son « vainqueur! »

Le lendemain, l'Empereur porte son quartier-général à Ingolstadt. Il a si bien réglé la fortune du début de cette campagne, que chaque jour amène une action et chaque action donne une victoire. Le 19, le général Oudinot, parti d'Augsbourg, disperse quatre mille Autrichiens au combat de Pfaffenhoffen, le duc de Rivoli y arrive le lendemain. Le duc d'Auers-



DAVOUST.

Publié par Furne, à Paris.

taedt a quitté Ratisbonne pour marcher sur Neuds-

prince, et acquiert parmi les troupes de

Publié par Furne, à Paris.

taedt a quitté Ratisbonne pour marcher sur Neudstadt. Il atteint l'ennemi et gagne la bataille de Thann. Le soir il fait sa jonction avec le duc de Dantzick, qui, venu d'Abensberg, s'est montré à temps avec ses Bavarois pour compléter la défaite autrichienne. Le 20, Napoléon se dirige sur Abensberg, où il a résolu de charger de front et de détruire les soixante mille hommes de l'archiduc Louis et du général Hiller. Napoléon est fidèle à la tactique du général de l'armée d'Italie; il manœuvre pour couper la ligne d'opération de l'ennemi. Le duc d'Auerstaedt a ordre de contenir trois divisions autrichiennes, et le duc de Rivoli de leur intercepter les communications en se portant sur leurs derrières par Freysing. Le duc de Montebello doit attaquer avec la gauche, et Napoléon se réserve de commander la droite, uniquement composée de Bavarois sous les ordres du prince royal, et des Wurtembergeois conduits par le général Vandamne. Ce jour-la Napoléon se livra tout entier à la loyauté comme à la bravoure des Allemands; ils se montrèrent digne du grand capitaine qui les avait choisis pour triompher avec lui. Le choc fut terrible du côté de l'Empereur; les Bavarois et les Wurtembergeois avaient des injures personnelles à venger. On se battit long-temps dans une mer de sang : jamais victoire ne parut plus hideuse aux vainqueurs. Elle leur donna huit mille prisonniers, huit drapeaux et douze pièces de canon. La journée d'Abensberg, dont tout l'honneur appartient à la valeur des alliés et au caractère de Napoléon, prouve à l'empereur d'Autriche que son joug est brisé, rend la Bavière à son prince, et acquiert parmi les troupes de la Confédé-

ration une juste popularité au protecteur qui a vaincu par leurs armes l'ancien chef de l'empire germanique.

Le flanc de l'ennemi est découvert. Napoléon a voulu couper Landshut; il marche le 21 sur cette place. La cavalerie du duc d'Istrie et les grenadiers du général Mouton forcent les Autrichiens dans la plaine, s'élancent sur le pont qui est en flammes, et s'emparent de la ville. Neuf mille prisonniers, trente pièces de canon, six cents caissons, trois mille chariots de bagages, les hôpitaux, les magasins, furent les résultats de ce combat.

L'Empereur a battu l'armée de l'archiduc Louis l'avant-veille à Abensberg, et la veille à Landshut. A présent il veut mesurer ses armes avec le plus habile général de l'Autriche, l'archiduc Charles, qu'il connaît et qu'il apprécie depuis si long-temps. Le maréchal Davoust a répondu à la confiance de l'Empereur. Après l'occupation inattendue de Ratisbonne par les Autrichiens, le maréchal, voyant la plus grande partie des forces du prince Charles se porter sur lui, ne prend conseil que de la ténacité de son caractère, et par une opiniâtreté véritablement héroïque, il se prépare à cette belle bataille dont Napoléon va donner le nom à son intrépide lieutenant. L'armée de l'archiduc, composée de cent dix mille combattans, a pris position au village d'Eckmühl; elle est divisée en quatre corps, qui, au premier signal de Napoléon, se trouvent tout à coup attaqués sur tous les points, tournés par leur gauche et mis en fuite de toutes parts. Vingt mille prisonniers, une grande quantité d'artillerie, tous les blessés de l'ennemi et quinze dra-



Gautherot pinx — Pourvoyeur sc.

NAPOLÉON BLESSÉ DEVANT RATISBONNE.

peaux, sont les trophées de la victoire d'Eckmühl; [illegible] importante, qui ouvre la route de Vienne et

NAPOLÉON BLESSÉ DEVANT RATISBONNE.

peaux, sont les trophées de la victoire d'Eckmühl; victoire importante, qui ouvre la route de Vienne et que trois heures de combat ont décidé!

Napoléon appela ses mouvemens stratégiques dans les journées d'Abensberg, de Landshut et d'Eckmühl, *ses plus belles, ses plus hardies, ses plus savantes manœuvres;* il n'avait pas encore gagné la bataille de Wagram; il n'avait pas encore fait la campagne de Russie, ni celle de Silésie, ni cette immortelle campagne de France, qui termina sa vie militaire aussi glorieusement qu'il l'avait commencée en Italie.

Le 23, Napoléon est devant Ratisbonne, où le général autrichien a renfermé six régimens. Huit mille hommes de cavalerie, qui couvrent les approches de la ville, sont bientôt sabrés, et forcés de repasser le Danube. L'infanterie arrive sous les murs de Ratisbonne; l'artillerie bat en brèche; les échelles sont dressées. Le duc de Montebello y fait monter un bataillon qui ouvre une poterne, et l'armée se précipite dans la place. L'ennemi, en fuyant, oublie de couper le pont, et les Français passent aussitôt sur la rive gauche. Les Autrichiens perdent tout ce qui a fait résistance et environ huit mille prisonniers. Ratisbonne devient en grande partie la proie des flammes : mais elle appartient au roi de Bavière, et la haine autrichienne voit brûler avec plaisir cette ville qu'elle n'a pas défendue. Napoléon se charge de la restauration des maisons incendiés, qui est évaluée à plusieurs millions.

De Ratisbonne, où il a été blessé au talon, sans que cette circonstance l'ait retardé un moment, Napoléon dirige sur Straubing et sur Passau le duc de Rivoli, et le duc de Montebello sur Mühldorf. Le duc

d'Auerstaedt poursuit l'archiduc Charles, qui est en pleine retraite par les montagnes de la Bohême. Le duc de Dantzick fait évacuer Munich par l'ennemi. Le roi reparaît dans sa capitale et retourne à Augsbourg. Pour la première fois Napoléon a marché, combattu et vaincu sans sa garde, les Bavarois et les Wurtembergeois lui en ont servi depuis le triomphe d'Abensberg. Avant de quitter Ratisbonne, Napoléon remercie l'armée par l'ordre du jour du 24 avril :

« SOLDATS!

« Vous avez justifié mon attente. Vous avez suppléé au nombre par votre bravoure... En peu de « jours nous avons triomphé dans les trois batailles « de Thann, d'Abensberg, d'Eckmühl, et dans les « trois combats de Peissig, de Landshut et de Ratistisbonne... L'ennemi, enivré par un cabinet par« juré, paraissait ne plus conserver un souvenir de « vous. Vous lui avez apparu plus terribles que ja« mais : naguère il a traversé l'Inn et envahi le ter« ritoire de nos alliés; naguère il se promettait de « porter la guerre dans le sein de notre patrie; au« jourd'hui défait, épouvanté, il fuit en désordre. « Déjà mon avant-garde a passé l'Inn; avant un mois « nous serons à Vienne. »

Napoléon tient parole à son armée. Le 27, il est à Mühldorf, d'où il envoie le général de Wrède châtier l'ennemi à Lauffen et à Saltzbourg. Le 28, les ducs d'Istrie et de Montebello se joignent à Berghausen, dont les Autrichiens ont brûlé le pont; la journée du 29 le voit rétabli. Le 30, toute l'armée a passé la

Saltza. De son côté, l'empereur d'Autriche remplissait ses engagemens envers la Grande-Bretagne, en ordonnant l'ouverture de tous ses ports à la marine et au commerce anglais. Ce prince avait quitté Vienne pour se porter à Scharding, *position qu'il a choisie*, dit le Bulletin du 30, *précisément pour n'être nulle part, ni dans sa capitale pour gouverner ses États, ni au camp où il n'eût été qu'un inutile embarras.* Bientôt il lui fallut sortir de Scharding pour faire place au duc de Rivoli, et ensuite de Braunau pour faire place à Napoléon. Le 2 mai, Napoléon arrive à Ried et à Lambach; les ducs d'Istrie et de Montebello sont à Wels. Le lendemain, le duc d'Istrie et le général Oudinot font leur jonction avec le duc de Rivoli, qui, le même jour, est entré à Lintz. Le général Hiller, dans la crainte d'être tourné par le duc de Montebello, s'est porté sur la formidable position d'Ebersberg avec neuf mille hommes pour y passer la Traun. Le duc de Rivoli marche vers ce point : depuis le commencement des hostilités, il n'a encore donné son nom à aucune bataille, mais il va renouveler un de ces combats de géans qui ont tant de fois illustré l'*Enfant chéri de la victoire*. Ebersberg, qui domine la Traun, défendue, ainsi que le château, par une armée aussi forte que celle d'Hiller, verrait échouer les efforts de tout autre général que l'audacieux Masséna. Le maréchal suivait sa cavalerie légère, avec la division Claparède, et se trouva arrêté par un feu bien nourri, en avant du pont de la Traun. Le général Cohorn, à la tête des tirailleurs du Pô, débusque les quatre bataillons qui occupent les maisons et les jardins. Si le pont est brûlé, Ebersberg demeure

inattaquable. Cohorn se précipite en avant et poursuit l'ennemi l'épée dans les reins, sur le pont de la Traun, long de deux cents toises; l'artillerie autrichienne, qui bat ce défilé, met les vaincus entre deux feux. Le général français, dont rien ne ralentit l'ardeur impétueuse, jette dans la rivière les soldats, les voitures, et, malgré le feu terrible des batteries, il enfonce la porte de la ville : là commence un furieux combat, où sa brigade est obligée de croiser la baïonnette contre la foule d'ennemis qui l'entoure. Le maréchal envoie à son secours les deux autres brigades de la division Claparède, et les soutient par vingt pièces de gros calibre, en attendant que la division Legrand, à qui il expédie ordre sur ordre, se mette en ligne. Cependant Cohorn chassait tout devant lui et marchait au château. Le général Hiller, voyant qu'il n'a affaire qu'à une division, fait avancer des renforts et parvient à la rejeter au bas de la place. La division prend poste à son tour dans les maisons et y résiste aux efforts de l'ennemi. Cette lutte mémorable de sept mille hommes contre trente cinq mille, durait depuis trois heures. Enfin, Legrand paraît : il emporte la partie basse de la ville. Claparède s'empare du château qui foudroyait nos troupes; la porte en est brisée par ses sapeurs. Les Autrichiens déposent les armes; mais l'incendie a gagné la ville : ni la cavalerie, ni même l'infanterie, ne peuvent plus y pénétrer pour appuyer l'attaque des deux divisions. Maîtresses des hauteurs et du château, celles-ci renversent la première ligne sur la seconde, où s'engage un autre combat contre quatre nouvelles colonnes autrichiennes qui se précipitent à la baïonnette. On se battit long-temps au

milieu d'un affreux carnage, sur les corps des blessés et des morts, à demi dévorés par les flammes qui s'élançaient de toutes les maisons. Jamais boucherie plus hideuse, plus barbare, n'a souillé les regards et les armes des combattans; Eylau même fut oublié! Enfin le général Durosnel, que l'Empereur a détaché avec mille chevaux, prend part à l'action. La cavalerie du 4e corps traverse l'incendie. A la tête de cette cavalerie, le duc d'Istrie poursuit le général Hiller, qui, ayant perdu huit mille cinq cents hommes, dont sept mille prisonniers, se retire rapidement vers Ens, en brûle le pont, et continue sa fuite sur Vienne par Saint-Polten. Les Français et leurs alliés se hâtent d'abandonner l'horrible théâtre de leur victoire. Le 6, prince de Ponte-Corvo était à Retz, entre la Bohême et Ratisbonne. Le duc de Montebello, après avoir traversé l'Enns à Steyer, arrive à Mœlk; le duc de Rivoli le remplaçait à Amstetten. Le duc d'Auerstaed entre à Lintz. Le duc de Dantzick se dirige sur Inspruck. L'Empereur suit la route de Saint-Polten, où il établit, le 8, son quartier-général; il marchait entre les maréchaux Berthier et Lannes, quand le guide leur montra les ruines du château de Dierns-tein, qui avait servi de prison à Richard Cœur-de-Lion. Napoléon s'arrêta, et, les yeux fixés sur ces ruines : « ..... Celui-là aussi, dit-il, avait été guerroyer « dans la Palestine et la Syrie. Il avait été plus heu-« reux que nous à Saint-Jean-d'Acre, mais non plus « vaillant que toi, mon brave Lannes..... Il est vendu « par un duc d'Autriche à un empereur d'Allemagne, « qui l'enferme et qui n'est connu que par ce trait « de cruauté..... Tels étaient ces temps barbares,

« qu'on a la sottise de nous peindre si beaux..... Quels « progrès a faits notre civilisation! Vous avez vu des « empereurs, des rois en ma puissance, ainsi que « leurs capitales et leurs États : je n'ai exigé d'eux ni « rançon ni aucun sacrifice d'honneur!..... Et ce suc« cesseur de Léopold et de Henri, que nous tenons « plus qu'à moitié, il ne lui sera pas fait plus de mal « que la dernière fois, malgré son attaque assez fé« lonne. »

Ainsi, Napoléon se préparait déjà à être généreux, même avant la victoire. Il était loin de s'attendre que six ans après, il envierait ces sombres tours de Diernstein, dont il ne pouvait détacher ses regards.

Le 10, à neuf heures du matin, Napoléon se voit aux portes de Vienne. L'archiduc Maximilien veut défendre la ville, dont les immenses faubourgs, qui renferment les deux tiers de la population, son occupés par les troupes françaises. Le général Tharreau marche sur l'esplanade qui sépare ces faubourgs de la cité; on le reçoit à coups de canon. Le duc de Montebello envoie un parlementaire porter une sommation à l'archiduc; le parlementaire est assailli par la populace et blessé. Une députation des huit faubourgs de Vienne, que Napoléon vient de recevoir à Schœnbrunn, se charge d'aller remettre à l'archiduc une lettre du prince de Neuchâtel qui renouvelle la sommation; mais le feu des remparts redouble à l'arrivée des députés, et plusieurs d'entre eux sont tués par leurs concitoyens. Alors l'Empereur ordonne de jeter un pont sur un bras du Danube; quinze pièces de canon en protègent la construction. Il fait occuper la promenade de Prater. A neuf heures du soir, une

batterie de vingt obusiers, construite à cent toises de la place, lance en moins de quatre heures dix-huit cents obus dans la cité, qui bientôt paraît tout en flammes. On prétendit alors que l'archiduchesse Marie-Louise était restée malade dans le palais, et que Napoléon avait ordonné aussitôt de changer la direction des batteries : si ce fait est vrai, la circonstance singulière qui mettait sous la sauvegarde de Napoléon, au milieu d'une ville assiégée par ses armées, la princesse qu'il devait, l'année suivante, élever sur le trône de France, n'est peut-être pas un des pièges les moins perfides que la fortune lui ait tendus. Cependant l'archiduc Maximilien essaie de faire reprendre le Prater; mais déçu dans ses espérances, redoutant de se voir couper la retraite, il donne le signal de la fuite et repasse les ponts. Le 12, de grand matin, une députation composée de quinze personnes, en partie membres des États, se présente à Schœnbrunn, où elle est généreusement accueillie par l'Empereur. Le général Andréossy, nommé gouverneur de Vienne, reçoit la capitulation de cette ville, et le 13 Napoléon publie l'ordre du jour suivant :

« Soldats !

« Un mois après que l'ennemi a passé l'Inn, au « même jour, à la même heure, nous sommes entrés « dans Vienne. Ses landwehrs, ses levées en masse, « ses remparts créés par la rage impuissante des « princes de la maison de Lorraine, n'ont point sou- « tenu vos regards. Les princes de cette maison ont

« abandonné leur capitale, non comme des soldats « d'honneur qui cèdent aux circonstances de la « guerre, mais comme des parjures que poursuivent « leurs propres remords. En fuyant de Vienne, leurs « adieux à ses habitans ont été le meurtre et l'in- « cendie. Comme Médée, ils ont, de leurs propres « mains, égorgé leurs enfans. Soldats, le peuple de « Vienne, selon l'expression de la députation de ses « faubourgs, délaissé, abandonné, sera l'objet de vos « égards. J'en prends les bons habitans sous ma spé- « ciale protection : quant aux hommes turbulens et « méchans, j'en ferai une justice exemplaire. Soldats! « soyez bons pour les pauvres paysans, pour ce bon « peuple qui a tant de droits à notre estime; ne con- « servons aucun orgueil de nos succès; voyons-y « une preuve de cette justice divine qui punit l'in- « grat et le parjure. »

Napoléon a marqué, le 17 mai, son court séjour à Vienne par un acte solennel que lui conseillait l'abaissement de la maison d'Autriche, l'alliée dominante du Saint-Siége : c'est de Vienne, d'où partit en pénitent l'empereur Henri IV, pour aller placer sa tête sous les pieds du pontife de Rome, qu'est daté le décret qui réunit tout à coup les États romains à l'empire français. Cet événement si extraordinaire ne fait pas plus d'effet sur l'Europe que le détrônement de Gustave n'en avait produit sept jours auparavant; il en est de même de l'excommunication, qui jadis eût été si puissante, que le pape Pie VII lance, trois semaines après, sous l'anneau du pêcheur, contre Napoléon. Rome elle-même, indifférente à cette fulmination, n'y voit que la représaille

d'une vengeance temporelle. Quant à Napoléon, la réunion de Rome à son empire lui devient plus utile que l'occupation de Vienne : cette mesure enlève subitement à la coalition son arsenal le plus redoutable, celui qui alimente le pouvoir de l'Angleterre en Sicile, son influence en Espagne, l'esprit de soulèvement dans une partie de la Germanie, dans le Tyrol, dans les provinces limitrophes du royaume d'Italie, dans les Etats héréditaires d'Autriche. L'État romain séparait les intérêts des couronnes de Naples et d'Italie, en séparant leurs territoires. A présent la route politique et militaire de la France est tracée à travers toute la Péninsule, et Rome est fermée aux ennemis de Napoléon.

Nous tenons la capitale de l'Autriche, mais nous n'avons pas terminé la campagne, et le Danube est lui-même une terrible conquête à faire. L'empereur d'Autriche réside à Znaïm. L'empereur Napoléon a auprès de lui, à Vienne, les corps des ducs de Rivoli et de Montebello, du général Oudinot et la garde impériale. Le corps du duc d'Auerstaedt occupe Vienne et Saint-Polten ; le prince de Ponte-Corvo reste à Lintz, ayant une réserve à Passau ; le duc de Dantzick à Inspruck. En 1805, l'ennemi n'avait pas exposé Vienne à une défense inutile, il n'avait pas rompu ses ponts, et la ville s'était rendue de bonne foi ; la soumission manquait de sincérité en 1809. L'archiduc Maximilien y avait laissé un grand nombre d'affidés, et même de soldats déguisés, qui, soudoyés par l'ancienne police, entretenaient le peuple dans une fermentation qu'on fut obligé plusieurs fois de réprimer, et que l'on dut toujours contenir.

Cependant Napoléon veut, comme en 1805, jeter un pont sur le Danube à Nussdorf, et un autre à Ebersdorf; le maréchal Lannes est chargé du premier, le maréchal Masséna du second. Mais l'expédition de Nussdorf, que conduit le général Saint-Hilaire, échoue par l'imprudence du détachement qui, chargé de s'assurer de la possession d'une île, s'aventure, et succombe presque en entier devant des forces supérieures qui l'attaquent tout à coup. Le général Saint-Hilaire ne survécut pas long-temps au chagrin profond qu'il ressentit de cet événement; la mort du brave lui était réservée. Le général Pelet, dans son ouvrage si remarquable sur la guerre de 1809, attache à ce revers les plus graves conséquences; il penche à croire que, sans cet échec de cinq cents hommes, les batailles d'Essling et de Wagram n'auraient pas eu lieu, et que la paix aurait été faite cinq mois plus tôt. Masséna eut plus de bonheur que le méréchal Lannes; la division Molitor se porta sur Ebersdorf et protégea les travaux. Les quatre bras du fleuve présentent ici une largeur de quatre cents toises; mais ses îles, dont la principale se nomme Lobau, servent à appuyer les ponts, dont la construction est confiée aux généraux Bertrand et Pernetti. Le quatrième corps, qui doit passer le premier, garde toute la rive. Le 19, l'Empereur vint à Ebersdorf, et, en voyant tous les bateaux rassemblés, il ordonne de jeter les ponts. Masséna fait embarquer le reste de la divison Molitor, qui aborde à l'île de Lobau, d'où elle chasse l'ennemi après deux heures de combat. Le 20 à midi, tous les ponts sont terminés. Le quatrième corps parvient dans l'île : elle devient

une grande place d'armes, une grande tête de pont destinée à protéger l'occupation de la rive gauche. L'armée a commencé son passage. Vers le milieu du jour, il n'y a encore sur la rive gauche que cinq divisions, dont trois d'infanterie du quatième corps, et deux de cavalerie, celle de Lasalle et celle d'Espagne, en tout vingt-quatre mille fantassins et cinq mille cinq cents cavaliers. Une partie de l'infanterie occupe les villages d'Aspern et d'Essling; ces villages vont donner leurs noms, dans l'un et l'autre camp, à une terrible bataille de deux jours, qui sera perdue par les deux armées. Le quartier-général de l'archiduc Charles est à Ebersdorf; Napoléon se tient à la ferme de la Tuilerie, sur le champ de bataille. Le 21, l'armée ennemie se déploie, forte de quatre-vingt-dix mille hommes contre trente mille. L'Empereur charge Masséna de la défense d'Aspern, et Lannes de celle d'Essling. L'ennemi brise ses masses toute la soirée contre ces villages, où combattent les plus valeureux soldats de l'Europe, sous les yeux de son plus grand capitaine. Les trente mille hommes qu'il commande reçoivent le choc successif de tous les corps autrichiens, dont ils fatiguent les constantes attaques. Essling, Aspern, sont pris et repris cinq ou six fois. Au milieu de cette action, la division de cuirassiers, conduite par le duc d'Istrie, se couvre d'une gloire immortelle, mais elle perd son général, le brave d'Espagne, et ses trois colonels. La nuit vient mettre un terme aux sanglans combats livrés sur cet obscur théâtre; l'incendie éclaire le résultat de cette lutte inouïe dans les annales de la guerre. C'est à cette funeste clarté que Masséna garde les ruines d'Aspern,

et Bellegarde le cimetière et l'église du même village. Accablés de lassitude, les deux ennemis donnent trois heures au repos dans l'enceinte de la même commune. La division Boudet, du corps de Lannes, passe la nuit sur les débris d'Essling.

L'Empereur expédie continuellement des ordres pour hâter la marche de l'armée, qu'avaient retardée plusieurs accidens survenus aux ponts par le choc des bateaux lancés sur le fleuve. Le maréchal Davoust est venu au quartier-général annoncer l'arrivée prochaine de son corps et des autres troupes qui le suivent. Une partie de l'armée se trouve déjà réunie aux braves de la veille. Napoléon entend avec joie, au lever de l'aurore, retentir le signal d'une attaque générale sur Aspern et sur Essling, où l'archiduc a poussé encore une fois toute l'impétuosité de ses masses. Nos soldats résistent avec la même intrépidité que le jour précédent, et après les prodiges d'une telle défense contre des forces si supérieures, Napoléon conçoit à son tour le dessein de prendre l'offensive. Il adresse de nouveaux ordres à ses maréchaux pour enfoncer le centre de l'armée autrichienne, et la rejeter sur la Bohême et sur la Hongrie. Soudain commence cette grande manœuvre connue depuis long-temps des lieutenans de Napoléon; et déjà la violence avec laquelle se sont élancées ses troupes a formé le vide au centre de la ligne ennemie. Vainement le généralissime autrichien, le premier et le plus brave de son armée, semble multiplier au milieu des périls l'exemple du courage et le sacrifice de sa vie; en vain, saisissant le drapeau du régiment de Zach, emporté hors de la ligne par le mouvement

rétrograde, il veut le ramener au combat; entraîné à la fin lui-même, ce prince désespère du sort de la journée. Napoléon ne le cède pas à son antagoniste; il s'expose avec la témérité d'un soldat, et tellement qu'au fort de l'action, le général Walther, commandant des grenadiers de la garde, lui dit : « *Retirez-« vous, Sire, ou je vous fais enlever par mes grena-« diers.* » Il était à peine huit heures du matin; Napoléon pressait avec son ardeur ordinaire le succès de cette belle opération, quand, au lieu de voir arriver le corps du maréchal Davoust et ses parcs, il apprend que les ponts du Danube sont encore rompus!..... L'Empereur se trouve donc réduit aux forces présentes sur le terrain. Il entend avec calme cette désastreuse nouvelle, qui lui arrache une victoire certaine et décisive, et, tandis qu'il ordonne au maréchal Lannes de ralentir son mouvement, il envoie prendre des informations plus précises sur l'état des ponts. Le rapport qu'il reçoit ne lui permet plus de rien espérer de la rive droite. D'énormes barques chargées de pierres, des moulins abandonnés à la dérive par l'ennemi, ont brisé le grand pont et entraîné les bateaux qui portaient les pontonniers et leurs officiers. L'archiduc et son armée sont également frappés de l'affaiblissement du feu de l'armée française. L'archiduc connaît bientôt la cause qui nous arrête, et n'a pas de peine à ramener ses troupes sur le champ de bataille, où elles ne sont plus poursuivies. D'incroyables faits d'armes signalèrent du côté des Français cette seconde partie de l'action, que leur valeur entretint encore pendant douze heures autour et au milieu des enceintes ravagées d'Essling

et d'Aspern. Là le général Saint-Hilaire trouva la fin de sa carrière, et le brave des braves, Lannes, le compagnon de toutes les victoires de Napoléon, eut les deux genoux fracassés par un boulet. Napoléon le vit passer pendant qu'on le transportait à Ebersdorf; il le serra dans ses bras en pleurant, et s'écria: « Lannes! me connais-tu? c'est ton ami! c'est Bona« parte; Lannes, tu nous seras conservé. — Je désire « vivre, répondit le maréchal; mais je crois qu'avant « une heure vous aurez perdu votre meilleur ami. » Napoléon était à genoux auprès du brancard, et couvrait Lannes de ses larmes. On emporta le maréchal; ses dernières paroles furent touchantes : il espérait pouvoir encore monter à cheval et servir la France. Il perdit connaissance le 24, et mourut le 30. Napoléon le visita tous les jours, et il l'entendit, égaré par la fièvre, parler sans cesse de combats, donner des ordres à ses officiers, l'appeler lui-même à son secours, et exhaler ainsi son ame guerrière, non plus dans les adieux à la France et à Napoléon, mais dans un délire de gloire où, jusqu'au dernier moment, il eut le bonheur de croire qu'il combattait encore pour son ami et pour la patrie. Ainsi se termina la terrible bataille d'Essling, que les Français soutinrent le 21 et le 22 dans la proportion d'un contre trois en personnel et en matériel, le premier jour avec 30,000 hommes, le second avec 50,000, et qui fut abandonnée le soir 22, par la force d'un événement tottalement étranger à l'honneur et au courage des armées.

Napoléon prouva bien à la fin de la journée du 22, après les cruelles émotions que la nécessité de la re-

[illegible] Saint-Hilaire trouva la fin

après les cruelles émotions que la nécessité de la re-



Bellangé pinx. *Lefèvre aîné sc.*

NAPOLÉON À ESSLING.

traite et la mort de son plus ancien compagnon d'armes lui avaient causées, la puissance des facultés de son ame. Si son génie était fait pour commander à la victoire, son ame était trempée pour commander à la fortune. La prudence remplace tout à coup en lui l'ardeur qui, le matin, l'avait si brusquement inspiré; mais la force ne l'abandonne pas. Il appelle auprès de lui ses maréchaux et les consulte sur la situation de l'armée : tous sont d'avis de la mettre à couvert sur la rive droite. Davoust promet d'y arrêter l'archiduc, Masséna de conserver l'île Lobau.....

« Abandonnerons-nous nos blessés? répond Napoléon..... Dirons-nous à l'Europe que les vainqueurs sont aujourd'hui les vaincus?.... Vous voulez repasser le Danube? il nous faudrait courir jusqu'au Rhin; car *ces alliés, que la victoire et la fortune ont donnés, une apparente défaite nous les ôtera et les tournera même contre nous*. Il faut rester ici; il faut menacer un ennemi accoutumé à nous craindre, et le retenir devant nous... D'ailleurs, l'armée d'Italie arrive avec ses victoires... »

Paoli avait raison quand il disait de Bonaparte : *Il est taillé à l'antique, c'est un homme de Plutarque*. L'ordre fut donné aux troupes de se reployer à deux heures du matin. Masséna, et ce poste lui était bien dû, eut le commandement de la rive gauche et des îles : « Masséna, lui dit Napoléon, tu vas achever ce que tu as si glorieusement commencé. Il n'y a que toi qui puisses imposer à l'archiduc pour le retenir immobile devant nous. »

Que de génie dans ce peu de paroles, et que d'honneur pour Masséna! A une heure du matin, par la

nuit la plus orageuse, au milieu des débris qu'entraînent les débordemens du Danube, Napoléon entre avec Berthier dans une nacelle. Au lieu de chercher le repos dont il a tant besoin, Napoléon brave un danger immense pour aller consoler sur la rive droite, le corps de Davoust de n'avoir pu gagner la bataille d'Essling. Mais avant de partir il a songé aux blessés, que l'on place tous dans les hôpitaux de l'île de Lobau sous la garde de Masséna. Le deuxième corps et le quatrième étaient encore à minuit, l'un à Essling, l'autre à Aspern, et la cavalerie entre les deux villages, comme ils avaient été postés la veille. Ainsi le champ de bataille et ses deux grandes redoutes nous restèrent. La garde commença le mouvement rétrograde; elle fut suivie successivement de la cavalerie, des grenadiers d'Oudinot et des deuxième et quatrième corps, dont la destinée et la gloire étaient inséparables. Une division dut rester à Essling, une autre à Aspern, pour dérober notre retraite à l'ennemi : celui-ci avait aussi fait la sienne en reprenant les positions qu'il occupait la nuit précédente. Lannes, que l'on nommait l'*Achille de l'Armée*, Masséna, dit l'*Invincible*, Davoust et Bessières, ajoutèrent un nouveau lustre à leur renommée pendant cette première partie de la campagne. Parmi les généraux qui s'étaient le plus distingués sous leurs ordres, l'armée regrettait d'Espagne et Saint-Hilaire; quant à Lannes, il manquera toujours comme un homme irréparable à l'armée et à Napoléon.

CHAPITRE II.

CAMPAGNE DE POLOGNE. — INSURRECTION ARMÉE DANS LE NORD DE L'ALLEMAGNE. — CAMPAGNE DU TYROL, D'ITALIE, DE DALMATIE, DE LA PÉNINSULE. — AFFAIRES DE ROME ET DE NAPLES. — BATAILLE DE RAAB, GAGNÉE PAR LE PRINCE EUGÈNE.

LA guerre avec Napoléon, en 1809, occupe le plus vaste théâtre dont il soit parlé dans l'histoire militaire moderne; il ne s'agrandit qu'une fois, en 1812. Napoléon lutte contre l'Autriche dans les États héréditaires, en Pologne, dans le Tyrol, en Italie, en Dalmatie; contre l'Angleterre, en Belgique, en Espagne, en Portugal, et contre les deux peuples de la Péninsule; enfin dans les colonies françaises; contre des partis organisés et insurrectionnels dans le nord de l'Allemagne; à Rome contre les foudres du Vatican; à Paris contre une faction domestique. Seul il est chargé de faire face à tant de périls; seul il est responsable, vis-à-vis de la France, des diverses chances où tant d'élémens conjurés, à d'aussi grandes distances, peuvent entraîner la fortune publique et la sienne. Ses ennemis ne sont solidaires entre eux que pour sa ruine et non pour leurs défaites. Napoléon sait que dans les champs autrichiens il ne terminera que la guerre autrichienne : qu'il n'y a moyen

d'éteindre celle d'Espagne qu'en Espagne : celle de l'Angleterre ne le sera peut-être jamais. Repoussée de la terre par nos armes, elle se réfugie, elle se renouvelle sur la mer : quand même la terre et la mer viendraient à manquer à sa haine implacable, l'hospitalité de la Grande-Bretagne recèle et nourrit un orage qu'elle tient suspendu sur la tête de Napoléon, et dont il ne parviendra qu'à retarder l'explosion. Il se voit condamné à être sans cesse attaqué et à vaincre sans cesse; et le seul sentiment qui le fasse sourire à ses propres succès, c'est l'espoir de triompher enfin par son génie de cette fatale destinée d'une gloire sans repos ou d'une adversité sans terme. Mais il s'abuse, comme il l'a toujours fait, en signant ses traités. Il détruira toutes les armées de l'Europe, jamais l'esprit de coalition.

Le tableau rapide des principaux événemens de ces hostilités, toutes correspondantes et néanmoins éloignées du terrain où se bat Napoléon, doit être mis sous les yeux du lecteur.

L'archiduc Ferdinand, frère de l'impératrice d'Autriche, avait la conduite des opérations militaires en Pologne. Il entre sur le territoire du grand-duché le 15 avril, à la tête d'une excellente armée de quarante mille hommes, dont cinq mille de cavalerie, avec quatre-vingt-quatorze bouches à feu. Le roi de Saxe n'avait, sous les ordres du prince Joseph Poniatowski, ministre de la guerre, qu'un corps d'armée de douze mille hommes présens au drapeau, et composé de nouvelles levées. Malgré une telle infériorité, le prince Joseph, en véritable patriote polonais, résolut de commencer la campagne par livrer bataille

à l'archiduc. Il attendit l'ennemi à Raszyn, à quatre lieues en avant de Varsovie; on en vint aux mains le 19. Les Polonais eurent la gloire de soutenir pendant huit heures l'effort de nombreuses troupes d'élite : la nuit avait mis fin au combat; les deux armées se reployèrent avec des pertes égales : celle de l'archiduc sur Falenty, celle du prince Joseph sur Varsovie. Les Polonais étaient trop faibles pour défendre les lignes immenses tracées autour de cette capitale; cependant ils s'y placèrent fièrement, protégés par quarante-cinq pièces de canon dont on venait d'armer ces lignes à la hâte. L'archiduc parut bientôt devant Varsovie; il fit demander au prince une entrevue. Poniatowski, nonobstant l'impossibilité où il était de résister, obtint les conditions les plus honorables, entre autres la neutralité de Varsovie et l'exemption de toute contribution extraordinaire; mais dans deux jours la ville devait être et fut évacuée. Le sénat, les ministres, les conseils d'État, les autorités, voulurent partager la fortune de l'armée nationale, qui seule pouvait s'attribuer le salut de la capitale; car après le combat de Raszyn, la cavalerie et l'artillerie saxonnes avaient repris la route de leur pays. Poniatowski transporta les pénates militaires de la patrie sur la rive droite de la Vistule, entre les places du Bug et de Praga, au centre du royaume, en face de Varsovie. Cette résolution audacieuse étonna l'archiduc, qui croyait que Poniatowski profiterait de la convention pour se retirer vers la Saxe ou sur la Basse-Vistule. Ainsi les intrigues de l'Autriche, ourdies depuis un an en Pologne, se trouvèrent déjouées, et le patriotisme polonais reparut avec toute son exaltation.

Poniatowski se décide à prendre l'offensive. Sa petite armée s'aguerrit tout-à-fait dans quelques attaques qui coûtèrent un millier d'hommes au général Mohr. Un corps autrichien, posté à Ostroweck, protégeait la construction d'un pont à Gora; le prince chargea le général d'artillerie Pelletier d'aller l'enlever: cette expédition fut conduite avec autant de rapidité que de valeur. Les Autrichiens eurent à regretter deux mille prisonniers, trois canons et deux drapeaux. L'archiduc arrive, mais trop tard; le pont était détruit. Le 14 mai, Poniatowski occupe Lublin et marche sur Sandomirz, tandis que l'archiduc prend la route de Thorn. Ce fut après l'affaire d'Ostroweck qu'on enleva un courrier autrichien, portenr d'une lettre par laquelle *le général russe Gortzakoff félicitait l'archiduc, et lui montrait le désir et l'espoir de coopérer bientôt à ses succès.* Cette lettre passa dans les mains de Napoléon, qui la fit expédier à Saint-Pétersbourg. On se contenta de rappeler Gortzakoff.

Telles étaient les dispositions de l'allié de Napoléon envers l'Autriche, au moment où il croyait apprendre que les Russes avaient attaqué, et pouvoir appeler à lui le corps de Poniatowski. On se battait depuis le 17 avril; on était à la fin de mai; les Russes, au nombre de quinze mille hommes, au lien de cent cinquante mille qui étaient promis, se rendaient en Gallicie sous les ordres du prince Gallitzin. Ils avaient défense de dépasser la Vistule et les pays à la hauteur de Cracovie. L'indécision de la Russie entre la France et l'Autriche méritait encore plus de reproches que celle de la Prusse, qui n'était pas retenue par un traité de coopération à la guerre actuelle. En

Prusse, il y avait depuis Tilsitt deux pouvoirs bien distincts : le roi et le cabinet. Le roi voulait tenir ses engagemens avec la France sous le bon plaisir de la Russie, à qui il devait tout; le cabinet n'en voulait tenir aucun, et faisait la guerre germanique, ne pouvant faire celle de Prusse. Un grand lien politique, le démembrement de la Pologne, unissait secrètement et pour toujours les trois puissances co-partageantes. Cette idée simple, mais forte, suffisait pour déterminer Napoléon à prononcer le rétablissement du royaume de Pologne dans son intégrité primitive. Cette importante et juste restauration brisait tout-à-fait le pacte des trois couronnes de Vienne, de de Berlin, de Pétersbourg, et faisait renaître l'équilibre. Le lendemain d'une si noble résolution, qui eût parlé à la conscience de tous les peuples, la Pologne, amie de la France à laquelle elle aurait dû sa résurrection, s'alliait avec la Prusse et l'Autriche contre le grand ennemi de l'Europe continentale, contre la Russie, contenait le Czar dans ses limites, l'inquiétait même par ses Cosaques. Je persiste à croire, d'après les malheurs dont la guerre a accablé pendant tant d'années la France victorieuse et l'Europe vaincue, que si dès le principe la doctrine du rétablissement de la généreuse Pologne eût été adoptée par Napoléon, la plupart des événemens dont l'Allemagne a été le théâtre et la victime n'auraient pas eu lieu. La décision que les Polonais attendaient de Napoléon avait d'ailleurs pour elle-même un puissant mobile, la justice. Je pense que le manifeste de l'indépendance de la Pologne était la seule réponse à faire à celui de la troisième coalition, et que cette

indépendance devait être la première condition du traité de Presbourg. Napoléon a pu, en 1810, réaliser enfin ce noble projet, quand l'Autriche lui offrit les deux Gallicies; il les refusa malheureusement, pour ne pas avoir la guerre avec la Russie, qui la préparait contre lui dès le lendemain du traité de Tilsitt.

Le cabinet de Prusse lançait ses guérillas patriotiques dans le nord de l'Allemagne, pendant que Poniatowski, livré à ses propres forces et séparé par deux cents lieues de notre armée, sollicitait en vain, en faveur du grand-duché, l'intervention du prince Gallitzin. Le nouveau royaume de Westphalie vit éclater le premier l'insurrection du *Tugendbund*. Le 3 avril, le major prussien Katt souleva les anciens militaires dans la province de Stendal, parcourut la vieille Marche, et osa s'approcher de Magdebourg. Poursuivi par les troupes westphaliennes, il se sauva sur le territoire prussien d'où il fut chassé, et se retira en Bohême auprès du duc de Brunswick-Oëls, généralissime de la conjuration germanique. Le duché d'Anhalt eut aussi un rassemblement armé du côté de Coëthen. En Westphalie le chef secret de la conspiration était Doernberg, aide-de-camp du roi et colonel d'un régiment de sa garde; il avait commandé auparavant un bataillon de chasseurs-carabiniers, alors en Espagne. Il eut le crédit de le faire revenir à Cassel. La rébellion ayant éclaté le 22 avril dans plusieurs parties du royaume, le roi confia à Doernberg la direction des forces destinées à la réprimer. Doernberg, qui se croit découvert, vole à la tête des insurgés. Le roi n'avait que deux mille

hommes ; il se livre noblement à la loyauté de ses sujets et porte une partie de sa garnison en avant de sa capitale. Doernberg arrive avec un rassemblement d'une vingtaine de mille hommes, soldats et paysans. Mais au lieu d'entraîner la troupe fidèle qu'il voit sous les armes, il en est accueilli à coups de canon. La cavalerie du général Wolf acheva la déroute des bandes de Doernberg. Le lendemain une autre insurrection se présenta et fut aussi facilement dissipée. Le maréchal Kellermann envoya de Francfort des renforts qui délogèrent de Marbourg les révoltés; de leur côté les troupes westphaliennes reprirent Ziegenhagen, et le royaume fut totalement délivré des agitateurs par la fuite de Doernberg, qui alla chercher un asile auprès du duc de Brunswick. Le roi pardonna, et se contenta de porter plainte à Berlin contre le major Schill, directeur de l'association militaire du *Tugenbund* en Prusse, et ancien chef de partisans.

Ce major était sorti de Berlin, où il se trouvait en garnison, le 28 avril, avec cinq cents hussards de son régiment, sous prétexte de les faire manœuvrer. Rejoint par trois cents hommes d'infanterie légère d'un bataillon qui portait son nom, il se porte sur Wittemberg et rétablit dans plusieurs villes les autorités prussiennes. Il recrute pendant sa route, marche sur la Westphalie, et se voit bientôt à la tête d'une petite armée, publiant partout que le roi de Prusse venait de déclarer la guerre à la France : ce prince était resté à Kœnigsberg, mais son ministère résidait à Berlin; aussitôt la nouvelle de nos succès contre l'Autriche, il s'empressa de désavouer Schill. Après la bataille d'Essling, Schill reparut et tenta un

coup de main sur Magdebourg. Il fut repoussé, se retira sur le Bas-Elbe, et alla s'établir à Domitz, vieille forteresse que lui abandonnèrent les cent invalides qui la gardaient; il y laissa deux escadrons, et se dirigea sur Stralsund, dont il fit sommer le duc de Meklembourg de lui ouvrir les portes. Il espérait par là, non sans raison, communiquer librement avec l'escadre anglaise de la Baltique. La trahison l'accueillit dans toute la Poméranie. Les déserteurs de Stralsund grossirent ses troupes; il pénétra dans la ville, s'occupa aussitôt de sa défense, et mit en batterie cent pièces de gros calibre. Le corps de Schill s'élevait déjà à six mille hommes, mais il lui fut impossible d'entrer en communication avec la flotte anglaise.

Cependant le général Gratien, à la tête d'une division hollandaise de deux mille quatre cents hommes, augmentée de mille cinq cents Danois, avait suivi la marche du fugitif. Le 31 mai, Gratien se trouvait devant Stralsund, dont il s'empara de vive force par escalade. Le combat continua dans les rues; Schill fut tué, et une partie de sa troupe passée par les armes : le reste se dispersa. Les Anglais eurent le spectacle de la prise de Stralsund : ils arrivèrent quand Gratien y entrait. Quelques heures de résistance de plus de la part de Schill, Stralsund devenait, par les secours de l'escadre anglaise, une des plus importantes places d'armes de la coalition. La guerre des peuples s'établissait, sous le drapeau de Schill et de ses pareils, sur tout le littoral de la Baltique; la Prusse était entraînée tout entière dans ce mouvent. A cette époque, le colonel Steingenstegh remplissait une mission secrète

auprès du roi de Prusse, au nom de l'Autriche. Pendant que Schill quittait la Saxe, le duc de Brunswick, qui avait perdu à Iéna son père et ses États, devenus province westphalienne, pénétrait dans ce royaume avec un corps prussien qu'il avait levé à Nachold pour le compte de l'Autriche. Le général Thielmann, fidèle alors, marcha contre lui, et, le 22 mai, le força de se retirer en Bohême par Zittau.

Il faut remarquer, tant la conspiration était profonde dans l'Allemagne septentrionale, que nos succès, depuis Pfaffenhofen jusqu'après la bataille d'Eckmühl, ne faisaient qu'irriter la vengeance germanique au lieu de la comprimer. Aussi, quand la nouvelle d'Essling fut répandue par les bulletins autrichiens, l'animosité des chefs de la ligue ne connut plus de bornes, ni à Kœnigsberg, ni à Berlin, ni en Hanovre où trente mille soldats licenciés se seraient réunis au premier signal, ni enfin à la cour de Cassel, dont les principales dignités étaient dans les mains des plus grands personnages de tous ces pays si hostiles qui composaient le royaume de Westphalie.

Cependant l'archiduc Ferdinand n'était pas plus heureux en Pologne que les agitateurs de l'Allemagne, le major autrichien Nostilz, le major prussien Schill, le duc de Brunswick, avec les menées desquels il tâchait de faire correspondre ses mouvemens. Une diplomatie insurrectionnelle, nouveau droit public de fabrique anglaise, unissait secrètement tous les ennemis de Napoléon, et finit par consommer sa ruine, parce que la force des armes ne peut rien contre l'esprit de trahison. Le 14 mai, époque des succès de Schill, le jour même où Poniatowski entrait

à Lublin, l'archiduc se présenta devant Thorn, qu'il attaqua vivement, mais en vain, sur les deux rives de la Vistule. Il perdit beaucoup de monde, et dut se rapprocher de Varsovie. Dombrowski, dont le nom se rattache glorieusement aux combats de la liberté dans son pays, et à ceux de la république française, avait quitté l'armée de Poniatowski avec un escadron; il était revenu de Posen à la tête d'un corps nombreux. Sokolniki, parti de Lublin, avait, dans la nuit du 18 au 19, fait capituler la garnison autrichienne de Sandomirz; deux mille deux cents prisonniers, vingt pièces de canon, furent le résultat de cette brillante entreprise. Zamosz était enlevée de vive force le 20 par le général Pelletier, qui prit deux mille hommes et soixante pièces de canon. Le 21, Poniatowski, que ses lieutenans secondaient avec tant de courage, d'audace et de talent, était maître de la communication de Lemberg sur Cracovie, menaçant la Hongrie par les revers des monts Krapacks. Lemberg ouvrit ses portes. De tels triomphes enflammèrent les habitans. Des armées parurent au nom de Dombrowski; et de généreux compagnons de Poniatowski, parmi lesquels on comptait Zayoncheck, ancien aide-de-camp du général en chef de l'armée d'Orient, vinrent aussi prendre part à cette lutte patriotique. Cependant Poniatowski envoya au prince Gallitzin le général Pelletier, chargé de l'inviter à marcher de concert avec les Polonais contre l'archiduc. Gallitzin donna à Pelletier un ordre qui prescrivait au général Suwarow de se porter tout de suite en avant. Suwarow répondit franchement au général Pelletier qu'il ne voulait pas passer pour un lâche à ses yeux, et qu'un

aide-de-camp de Gallitzin, arrivé depuis une demi-heure lui avait dit *de regarder cet ordre comme non avenu.* Le 30, Ferdinand quitte Varsovie; le 2 juin, Zayoncheck entre avec ses milices dans cette capitale. L'archiduc mit le siège devant Sandomirz, qu'il fit attaquer dans la nuit du 15 au 16 par dix mille hommes, pendant dix heures. Sokolniki défendit la place, tua quinze cents Autrichiens, en prit cinq cents; mais se voyant sans munitions, menacé d'un nouvel assaut, il capitula et rejoignit Poniatowski. Le mouvement des Russes avait commencé le 4 juin seulement. La guerre de Pologne offrit dès lors un aspect singulier. Les Autrichiens abandonnèrent aux Russes les pays qu'ils ne pouvaient pas garder. La ville de Lemberg, reprise et évacuée, fut remise à Suwarow qui eut l'air de l'avoir enlevée.

Le Tyrol, antique possession de la maison d'Autriche, sous laquelle il avait joui pendant plusieurs siècles de tous les avantages d'un gouvernement vraiment paternel, le Tyrol, concédé à la Bavière par le traité de Presbourg, avait le premier levé l'étendard de l'insurrection. La conspiration dans cette contrée portait l'empreinte du caractère sauvage de ses localités. Le Tyrolien sembla s'attacher à surpasser l'audace des anciens libérateurs de la Suisse, dont il avait conservé les mœurs au sein de la même nature. Mais la conjuration tyrolienne, n'ayant pas le même mobile : l'aversion des tyrans, fut loin de compter les chefs et des héros tels que Guillaume Tell et ses compagnons; elle se ressentit du fanatisme religieux qui dominait la population; fomentée par les moines et les prêtres, elle se montra perfide et cruelle. Les Tyro-

liens étaient la seule armée que la cour de Rome pouvait opposer en Allemagne à Napoléon, et le peuple entier s'insurgea au commencement d'avril, non en haine du gouvernement doux et éclairé de la Bavière, ni pour les intérêts politiques de l'Autriche, mais uniquement contre Napoléon, que le Vatican avait excommunié. Cette crise, toute populaire, marcha sous la devise des Croisades : *Dieu est avec nous.* Ses principaux acteurs furent un aubergiste et un capucin. André Hofer, le premier, espèce d'Hercule fanatique, exerça tout d'abord, par sa stature athlétique et par l'exaltation de sa piété, un grand empire sur ses compatriotes. Il était allé à Vienne aux approches de la guerre; on l'y avait accueilli comme le libérateur futur de sa patrie. Le système barbare d'hostilités qu'Hofer mit en usage, et les secours de toute espèce qu'il reçut des ennemis de la France, firent bientôt connaître les instructions et les promesses que ce partisan avait rapportées de la capitale de l'Autriche. Le Voralberg, séparé du Tyrol par la seule vallée de l'Inn, également enlevé à l'Autriche, s'unit à la même cause. Les signaux parurent subitement allumés sur les rochers, dans les premiers jours d'avril. Les habitans de la montagne et de la plaine reconnurent les télégraphes de l'antique patriotisme de leurs aïeux : chacun courut aux armes. La Bavière, se reposant sur la fidélité de ses nouveaux sujets, n'avait dans le Tyrol que cinq bataillons disséminés à Inspruck, à Brixen, à Trente, à Küfstein, et quelques centaines de chevaux. Napoléon lui-même était si éloigné d'avoir la moindre inquiétude au sujet des Tyroliens, dont il avait oublié la complicité lors des

pâques vénitiennes, qu'il faisait traverser leur pays par quatre mille conscrits en deux détachemens. Le 8 avril, jour où l'armée autrichienne commença son mouvement, une insurrection générale éclata dans le Tyrol. Partout les Bavarois sont assaillis; partout ils tombent les armes à la main sous le nombre de leurs amis de la veille. Inspruck fut forcée et prise par vingt mille paysans : cette journée coûta beaucoup de sang; les officiers et les soldats bavarois, au nombre de quinze cents environ, succombèrent presque tous. Surpris dans une route de montagne, l'un des deux détachemens français mit bas les armes; l'autre parvint par son courage à se frayer un chemin, et arriva à Trente. En quatre jours les Tyroliens ont délivré leurs pays tout entier. Ils firent six mille prisonniers, dont deux mille Français. Le reste des Bavarois périt, soit pendant, soit aussi auprès les combats, car de lâches et féroces assassinats complétèrent le carnage d'Inspruck. « A midi, dit le *Bulletin Autrichien*, tous « les ennemis étaient morts, blessés ou pris.... Aucun « homme n'échappa au furieux acharnement des « Tyroliens. » L'aubergiste Hofer fit son entrée à Inspruck entre deux capucins. On promena la statue de la Vierge sur un char attelé de quatre chevaux blancs, et la fête du Sacré-Cœur de Jésus, qu'on retrouve dans toutes les révolutions où le fanatisme domine, fut instituée comme fête nationale. Rien ne manque à cette insurrection pour être digne en tout du quinzième siècle.

Le général autrichien Chasteller, arrivé à Inspruck le 15, envoya des troupes sur Küfstein, qui tenait toujours, et même sur Munich. La Souabe fut inondée

d'insurgés tyroliens. La rébellion, organisée par Chasteller, descendit sur les plaines de la Lombardie et donna la main à l'archiduc Jean, qui commandait l'armée opposée au prince Eugène. La Valteline se souleva également. Les bandes de tous ces montagnards avancèrent jusqu'à vingt lieues de Milan. Leurs chefs proposèreut aux Autrichiens de se lier aux conjurés du Piémont. Les guinées des Anglais et les indulgences de Rome avaient pénétré dans toutes les régions des Alpes.

Après avoir établi les gouvernemens insurrectionnels, Chasteller alla rejoindre l'armée du prince Jean. Mais ayant appris, le 28 avril, les brillans succès de Napoléon, il revint à Inspruck avec un corps de troupes. Cependant le maréchal Lefebvre suivait Jellachich, qui avait dû abandonner la capitale de la Bavière. Le général de Wrède l'atteignit et le poussa jusqu'à Saltzbourg, où les Bavarois entrèrent. Lefebvre mit cette ville en état de défense et marcha sur Inspruck; il y arriva le 19, après neuf jours de combats dans les défilés dont la contrée est hérissée. Vainqueurs à Abensberg, les Bavarois, généraux, officiers et soldats, qui avaient à venger le massacre de leurs compatriotes égorgés au sein de la paix, exercèrent de terribles représailles. On ne comptait de Français dans cette armée que le maréchal Lefebvre, chargé par l'Empereur de la difficile mission de pacifier le Tyrol. La nouvelle de la prise de Vienne venait d'enlever tout à coup aux révoltés leur plus ferme appui. Chasteller avait été impérieusement rappelé par l'archiduc. La junte insurrectionnelle livra le pays à la clémence du roi de Bavière, et Inspruck

ouvrit ses portes au maréchal. La soumision du Voralberg suivit de près celle du Tyrol, et ne fut pas plus sincère. Elle eut lieu par les mêmes causes : la marche des Français et des Wurtembergeois, et l'éloignement des Autrichiens. La perfidie des supplians n'eut d'égale que la confiance des vainqueurs. Le maréchal, croyant la paix rétablie, partit pour Saltzbourg, laissant à Inspruck une division bavaroise. Bientôt la nouvelle de la bataille d'Essling se répandit dans le Tyrol, et Inspruck se vit bloquée par une seconde insurrection.

Les troupes d'Italie aux ordres du vice-roi composaient l'aile droite de la grande armée, dont l'aile gauche se battait en Pologne sous le prince Poniatowski. De ses bivouacs de l'Inn, de la Saltza et du Danube, Napoléon dirigeait les mouvemens de ces parties si éloignées du centre vers lequel toutes leurs opérations devaient les attirer. L'armée du prince Eugène, échelonnée d'Isonzo à la Chiusa, attendait des corps qui se trouvaient encore à une grande distance ; sa force ne dépassait pas cinquante mille hommes. L'armée de l'archiduc Jean s'élevait à plus de quatre-vingt mille hommes, traînait avec elle cent soixante-neuf pièces de canon, avait pour auxiliaires les insurgés des Alpes, les escadres anglaises qui couvraient l'Adriatique, les Anglo-Siciliens, et la neutralité du Saint-Siège. Eugène se voyait donc réduit à un système de défense dont l'Adige formait le point d'appui. Le 10 avril, la guerre, qu'un parlementaire autrichien vient dénoncer à un petit poste du vice-roi, commence à l'instant comme une invasion de barbares. Après divers engagemens, l'archiduc arrive à

Udine. Le vice-roi crut devoir l'attendre à Sacile, où il fut battu le 16. Il perdit sept mille hommes, dont moitié prisonniers, et quinze pièces de canon; l'ennemi eut à regretter trois mille six cents soldats. C'était la proportion des deux armées. Eugène avait eu affaire à des forces doubles des siennes. Malgré le funeste résultat de cette bataille imprudemment livrée, il fut heureux pour les Français d'avoir soutenu le choc de la masse autrichienne pendant douze heures. Eugène, que les Autrichiens ne poursuivirent point, se retira lentement sur l'Adige. Au 26 avril, son armée occupait la forte position de Caldiero. L'archiduc campait vis-à-vis de nous, et s'était encore renforcé du voisinage de l'insurrection tyrolienne, dont Chasteller, déjà prévenu près de Brescia, avait réuni quinze mille hommes à son corps. La position du vice-roi devenait critique. L'archiduc se mit en marche, le 27, avec l'assurance d'entrer dans Vérone. Le soir, le canon se fit entendre du côté de cette ville; l'archiduc, qui venait d'avoir un engagement avec l'armée italienne sur les bords de l'Alpon crut que les Tyroliens, répondant à son attaque, se battaient contre l'aigle gauche du vice-roi. Pendant un certain temps, l'espérance est au camp autrichien et l'alarme au camp italien; mais bientôt les courriers arrivent. Ce sont les triomphes de Napoléon que le canon de Vérone annonce aux deux armées; c'est la victoire d'Eckmühl qui sauve l'Italie. Le courrier de l'empereur François, parti le 24 de Scharding, en apporte la nouvelle à l'archiduc. Chasteller n'a pas attendu les ordrès de l'archiduc; il repart à tire d'aile avec ses Tyroliens,

dont la révolte va être jugée par le roi de Bavière, et cinq jours plus tard il est à Inspruck. Après de vaines démonstrations pour tourner Caldiero, et un combat où les régimens italiens méritèrent d'être appelés les frères d'armes des régimens français qui combattaient avec eux, l'archiduc décida sa retraite; le 1er mai elle commença. Ce coup de théâtre change tout à coup le rôle des deux armées. Le vice-roi suit celle de l'archiduc. Le 8, il l'atteint sur la Piave, dont il force le passage devant lui. Cette action opiniâtre coûte à l'ennemi dix mille hommes et quinze pièces de canon. Ainsi fut brillamment réparée notre défaite de Sacile, où l'archiduc rentra avec des souvenirs qui rendaient sa situation plus amère. Les deux armées passèrent le Tagliamento, l'une le 10, au gué de Spilimbergo, l'autre le lendemain à Valvasone. L'arrière-garde autrichienne fut battue à Saint-Daniel et à Venzone, où elle perdit deux mille hommes. Le 18, le vice-roi fit occuper Trieste; il s'empare des retranchemens de Malborghetto et enlève la position de Tarvis. Le 20, il porte son quartier-général à Villach. Le 22, son aile droite oblige le camp retranché, ainsi que la ville de Laybach, de capituler, et prend quatre mille hommes. La marche des deux princes se ressent de leur destination. L'un est appelé par la victoire, et la victoire l'accompagne; l'autre est appelé par les désastres de son pays, et dans sa route il essuie des défaites presque journalières. Le 25, le vice-roi détruit à Saint-Michel le corps de Jellachich, qui se sauve avec deux mille hommes; le 26, il est à Léoben. L'archiduc Jean attendait, le 27, à quarante lieues de Vienne, à Gratz,

les troupes de Jellachich pour arrêter le vice-roi; mais quand il vit arriver les débris des troupes autrichiennes fuyant en désordre devant l'avant-garde d'Italie, il partit précipitamment, le 26, de Gratz, et se retira en Hongrie sur Kormond. Le lendemain, le prince Eugène opère à Bruck, sur la Murh, en Styrie, sa jonction avec la grande armée. Il a laissé le général Broussier chargé d'assiéger la citadelle de Gratz.

Le général Marmont commandait en Dalmatie un corps de douze mille hommes destinés à appuyer, soit les Russes, soit les Musulmans, selon les circonstances, et à fermer aux Anglais d'excellens ports militaires. L'agression de l'Autriche vint tout à coup l'isoler du théâtre de la guerre actuelle. Il était observé par les troupes de Stoichewitz, qui faisaient partie de l'armée de l'archiduc Jean; mais ayant reçu du vice-roi la nouvelle de la retraite de ce prince, Marmont commença son mouvement le 14 mai, jour du passage de l'Isonzo, et après une affaire très-vive à Mont-Kitta, où le général ennemi fut pris et lui blessé, il défit de nouveau les Autrichiens à Gospiez et à Ottoszacz, arriva le 28 à Fiume et le 3 juin à Laybach. Marmont continuait rapidement sa marche, afin d'opérer sa jonction avec la division Broussier; mais il avait été prévenu par le général Giulay, ban de Croatie, qui, à la tête de vingt mille hommes, poussa, le 24, jusqu'aux faubourgs de Gratz, et força Broussier de se reployer à deux lieues sur la route de Vienne; celui-ci, instruit de l'approche de Marmont, se reporta en avant, délogea l'ennemi de Kalsdorf, et osa envoyer deux bataillons pour réoccuper Gratz, en présence des dix-huit mille Autrichiens,

campés non loin des murailles de la ville. Ces deux bataillons appartiennent au 84e régiment; il ne forment que treize cents hommes, commandés par le colonel Gambin. Tout à coup ils se jettent dans les maisons, où ils reçoivent l'attaque de forces trop considérables. Obligés à la retraite, ces braves se rallient, percent en colonne serrée la masse autrichienne, parviennent au cimetière Saint-Léonard, qui devait être leur dernier asile, s'y retranchent, et pendant dix heures soutiennent seuls, avec deux pièces de 3, le siège le plus mémorable peut-être de l'époque, contre toute l'armée de Giulay. Enfin Broussier a envoyé trois bataillons qui dégagent par un nouvel exploit leurs intrépides compagnons, et, réunis, ils s'emparent des faubourgs de Groben, après avoir enlevé quatre cents prisonniers et mis douze cents hommes hors de combat. Ce glorieux fait d'armes assure la jonction de Marmont et de Broussier. Napoléon fit graver sur l'aigle du 84e cette inscription héroïque, digne des beaux temps de Sparte : *Un contre dix !* Le 1er juillet, Marmont alla avec le 11e corps rejoindre la grande armée dans l'île de Lobau.

Telle était la situation des affaires militaires, depuis la Baltique jusqu'à l'Adriatique, à l'époque de la bataille d'Essling, qui fut célébrée, partout où la coalition exerçait quelque influence, comme une victoire décisive dont la conséquence serait la destruction de Napoléon et de l'armée française. Le comité de Paris agissait dans le même sens; il resserrait ses liens et faisait cause commune avec les agens de l'Angleterre et de l'Autriche. Une grande expédition anglaise était prête. On attendait la nouvelle de son

arrivée sur les côtes de la Belgique et de la Hollande. On attendait avec plus d'impatience encore le résultat de la première bataille qui devait sortir du repos des deux armées. D'après ces dispositions, l'Autriche recommença à se livrer à son système insurrectionnel. Le général Am Ende et le duc de Brunswick reparurent sur la scène avec neuf mille hommes. Le 12 juin, ils se réunirent à Dresde et se portèrent sur Leipsick, semant partout des proclamations pour engager les Saxons à s'unir à leurs drapeaux. On répéta les mêmes manœuvres en Franconie. Dans le pays de Wurtemberg, l'insurrection offrit un caractère plus alarmant, en raison du voisinage du Voralberg et du Tyrol. Le roi de Wurtemberg prit lui-même la direction des moyens employés pour anéantir les révoltés. A Mergentheim, à Bareuth, à Stockack, les habitans s'étaient soulevés; le roi fit marcher contre eux le peu de troupes qu'il avait, et les rebelles, forcés de mettre bas les armes, furent jugés selon toute la rigueur des circonstances. Le Tyrol, excité de nouveau par l'Autriche, qui lui annonce l'archiduc Jean, et par le général Chasteller, qu'un ordre du jour de Napoléon condamnait à la peine de mort, comme sujet français, a rompu son traité. L'armée insurrectionnelle de Hofer, que conduisaient et soutenaient les divisions régulières du corps de Chasteller, a repris une offensive redoutable, et, après un violent combat livré en avant d'Inspruck, le général Deroi, entouré par toute la population des montagnes, a dû battre en retraite et évacuer cette ville. Enfin les montagnards du Tyrol et du Voralberg étaient descendus dans les bassins du Danube et du

Pô, menaçant Ulm, Munich, Villach, Bellune, Bassano et Vérone. Ils occupèrent Bellune, Bassano, Feltre, et communiquaient avec les Autrichiens rentrés dans la Carniole. Les insurgés présentaient déjà une masse de vingt mille hommes organisés en corps réguliers. La marche du prince Eugène sur l'archiduc avait totalement dégarni la Lombardie. Les escadres britanniques, les Autrichiens revenus sur l'Isonzo, les Tyroliens, peut-être aussi les montagnards du Piémont, inquiétaient également le royaume d'Italie et les départemens français. Le pape semblait leur donner le signal de l'invasion par l'excommunication fulminée le 10 juin contre Napoléon. Ce signal fut entendu aussi des hérétiques. L'amiral Stuart, sorti des ports de Sicile avec une grande flotte qui portait une armée de quinze mille Anglais et Siciliens, sous les ordres du prince Léopold, parut, le 12, sur les côtes de Naples, et le 25 devant la capitale. La marine napolitaine oublia sa faiblesse et se souvint des barbaries de Nelson; elle combattit avec gloire, elle repoussa vigoureusement le pavillon britannique. Les Anglais descendirent à Procida et à Ischia, dont le château sut résister à leurs attaques. Ils tentèrent aussi de se rendre maîtres du fort de Scilla en Calabre; mais le général Parthouneaux les précipita dans la mer et s'empara du matériel préparé pour le siége. Ne pouvant pas faire avec succès une guerre d'action, les Anglais se bornèrent à en faire une de corruption et de menaces; ils se placèrent aux îles de Ponza, qui sont entre Naples et Rome, espérant qu'un signal de la côte romaine ou napolitaine leur annoncerait l'insurrection de quelque pro-

vince et leur permettrait un débarquement. En attendant, ils jetèrent dans les deux pays des bandes de malfaiteurs qui portèrent la terreur et le meurtre jusqu'aux portes de Rome. D'autres agens répandirent de l'or et des proclamations. Le général Miollis, gouverneur des États romains, se trouvait placé au milieu des plus grands périls. Rome n'est distante de la mer que de cinq lieues. Il pouvait, il devait entrer dans les combinaisons de l'expédition anglaise de fomenter une révolte, au moyen de laquelle le Saint-Père aurait pu gagner la flotte britannique; c'eût été un véritable triomphe pour les apostats de la Grande-Bretagne, de conduire le souverain pontife à Palerme et surtout à Cadix. Rome se montrait partagée entre le Vatican que l'on respectait et l'excommunié que l'on craignait.

La sagesse, la vigueur du général Miollis, l'estime dont il jouissait, attachaient et contenaient les esprits; mais la ville n'était pas à l'abri d'un coup de main soutenu par un parti intérieur; aussi le roi Joachim, qui sentait toute l'importance de la conservation de cette capitale pour sauver la sienne, expédia quelques troupes de sa garde au général Miollis. Il crut également devoir renouveler, auprès de la consulte que l'Empereur avait chargée d'organiser les États romains, l'invitation de faire sortir Pie VII de Rome et de l'envoyer en France jusqu'à la paix. Le roi motivait cette demande sur le péril que courait le pape lui-même si la guerre s'allumait dans Rome, divisée par les factions; il présentait en outre le Saint-Père, tant qu'il serait en Italie, comme un des chefs les plus dangereux de la coalition, et comme l'instrument

le plus puissant dont se servait l'Angleterre pour exciter et alimenter les divisions et les complots dont Spolete venait d'être le théâtre. Le roi de Naples avait encore un autre intérêt qu'il n'avouait pas, c'était celui de s'emparer de quelques portions du territoire pontifical, de la marche d'Ancône, par exemple, qu'il convoitait depuis long-temps. Cependant la consulte ne pouvait prendre la détermination que sollicitait le roi de Naples : cette commission n'avait pas même la mission de suivre, auprès du pape, l'exécution du traité proposé par l'Empereur, traité en vertu duquel Pie VII continuerait de résider à Rome, avec un revenu de 2,000,000, et consentirait à la réunion de ses États à l'Empire français. Joachim résolut de recourir à d'autres moyens.

Les premiers jours du mois de juin avaient été employés par Napoléon à préparer des mesures puissantes de répression contre les insurrections du Tyrol, du Voralberg, de l'Allemagne, contre les incursions des troupes autrichiennes dans la Saxe et dans la Franconie. Le roi de Westphalie, le maréchal Kellermann, le général Junot qui venait de remplacer ce dernier au commandement de l'armée d'observation de l'Elbe, le général de Beaumont, ont rempli les intentions de l'Empereur. L'armée du roi de Westphalie, forte de quinze mille hommes, avait expulsé le 25 les Autrichiens de Leipsick, et le 30 de Dresde. Un corps de huit cents hommes occupa Bregentz, un autre entra de vive force à Nuremberg, et chassa de cette place les Autrichiens, que Junot rejetta en Bohême. Le maréchal Davoust s'empare d'Engerau sur le Danube, s'y fortifie, et porte son quartier-général

à Haimbourg et bloque le port de Presbourg. La ville de Neudstadt était le point de réunion des divisions de l'armée d'Italie; mais avant de les appeler auprès de lui, Napoléon veut qu'elles achèvent sous le prince Eugène ce qu'elles ont si glorieusement commencé. L'archiduc se trouvait toujours à Kormond; le 9 juin, le vice-roi eut ordre de se mettre en mouvement sur cette ville; l'archiduc l'évacua le 7 et se dirigea sur Raab qu'il atteignit le 13, après avoir été inquiété dans sa marche par les troupes d'Italie: il trouva à Raab son frère l'archiduc Palatin à la tête de l'insurrection hongroise. Le prince rangea son armée en bataille sur les hauteurs; ses forces réunies formaient quarante-cinq mille hommes. Il eut affaire le jour même avec le général Montbrun, qui ne l'avait pas perdu de vue depuis son départ de Kormond. Le lendemain 14, Eugène présenta le combat, et prévint d'un jour les desseins de son adversaire. Le vice-roi saisit l'occasion de célébrer la journée de Marengo qui avait reconquis la patrie italienne, et d'illustrer l'anniversaire de Friedland. Jamais bataille ne fut livrée par un général français sous de plus brillans auspices. L'action très-vive dura quatre heures, et coûta aux Autrichiens plus de six mille hommes. Les archiducs se retirèrent sur Kormond, où le vice-roi les poursuivit inutilement; ils avaient passé le Danube. La victoire de Raab devient pour Napoléon le signal de la reprise des opérations qu'il a méditées depuis la bataille d'Essling; mais Raab reste encore aux Autrichiens, et le blocus de Presbourg n'est pas assuré. En conséquence, Napoléon presse la prise de Raab, investie depuis le 15 par le maréchal Lauriston. La

tranchée s'ouvre le 19; le 21 le feu commence; le 22 la place capitule : elle avait deux mille hommes de garnison. Aussitôt que l'Empereur eut appris la reddition de cette forteresse, il ordonna au maréchal Davoust d'attaquer Presbourg et de sommer le commandant; cette sommation ayant été repoussée, le 27 notre artillerie lança des obus dans la ville. La sommation fut renouvelée et rejetée de nouveau; le feu continua jusqu'au milieu de la journée du 28. Alors l'archiduc Charles fit parvenir quelques plaintes à Napoléon sur ce bombardement, et Napoléon y eut égard : l'attaque cessa; mais le 29 le maréchal reçut l'ordre de faire enlever à tout prix la tête de pont de Presbourg ou l'une des îles qui la flanquaient. Le général Gudin, chargé de cette expédition, la dirigea avec habileté, et en confia l'exécution au colonel Decouz, qui fit quatre cents prisonniers.

Tout est prêt dans l'île de Lobau, qui, pendant quarante jours, devenue la place d'armes la plus formidable de l'Europe, a vu s'accomplir, grace au génie de l'Empereur, et sous la direction du général Bertrand, des miracles de conception et d'audace pour le passage du Danube. Trois grands ponts parallèles portés sur des pilotis, destinés à servir de route à une armée de cent cinquante mille hommes, à une artillerie de cinq cents pièces de canon, n'attendent qu'un signal pour s'élever au-dessus des terribles eaux du Danube, et lier entre elles ces îles, à qui la piété guerrière de Napoléon a décerné les noms glorieux de Lannes, d'Espagne et de Saint-Hilaire, tués à Essling.

CHAPITRE III.

BATAILLE D'ENZERSDORF, DE WAGRAM, ARMISTICE DE ZNAÏM. — EXPÉDITION DES ANGLAIS SUR L'ESCAUT. — ENLÈVEMENT DU PAPE A ROME. — AFFAIRES D'ESPAGNE. — CAMPAGNE MARITIME DES ANGLAIS.

L'ARMÉE de l'archiduc Charles occupe Essling, Aspern, Enzersdorf et la rive droite du Danube, liés par des ouvrages hérissés d'une artillerie formidable.

Le 30 juin au soir le maréchal Masséna apporta, dans l'île de Lobau, l'ordre de rétablir l'ancien passage qui avait servi pour la bataille d'Essling. En cinq quarts d'heure le pont se termine, sous la protection de l'artillerie. Une brigade franchit le fleuve, et enlève deux bataillons autrichiens.

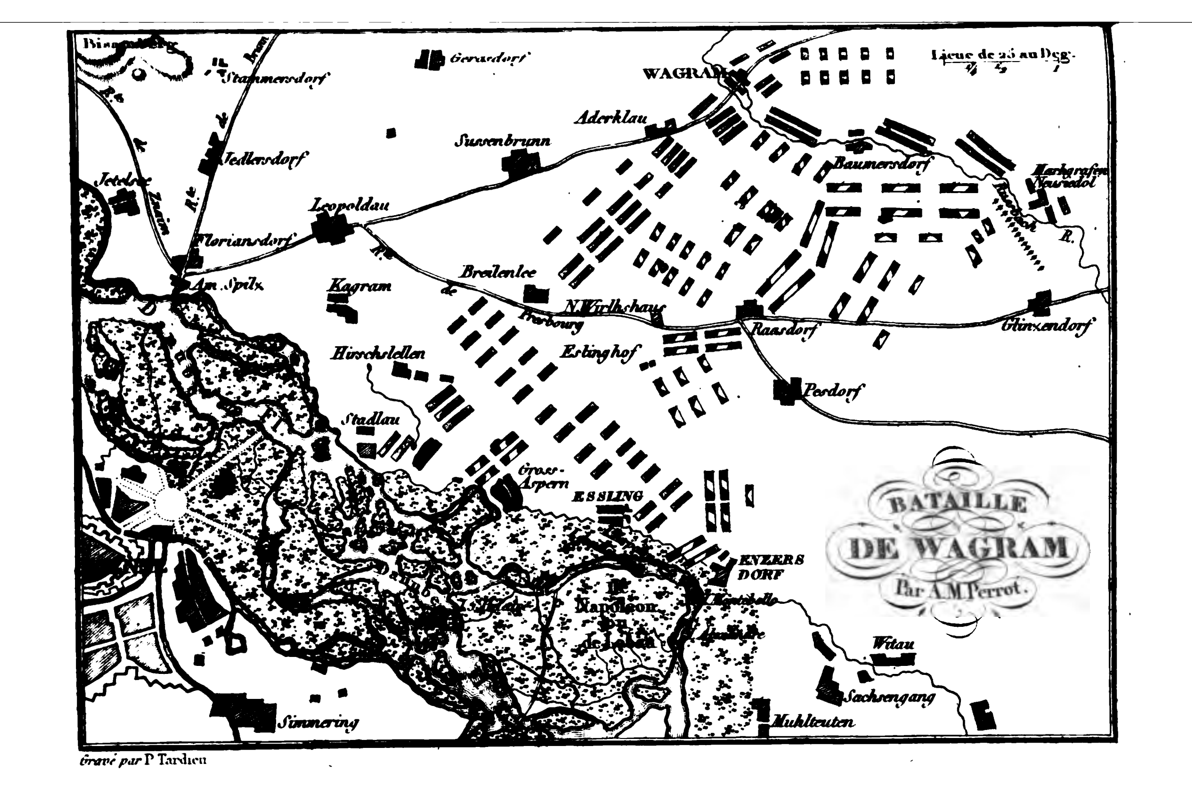
Le 1er juillet, l'Empereur commande de s'emparer de l'île du Moulin. Le chef de bataillon Pelet, aide-de-camp de Masséna, se charge de cette expédition réputée impossible ; le 2, il prend six cents voltigeurs, et, sous le feu le plus terrible, il opère sa descente, tue cent Autrichiens, repousse toutes les attaques, tandis que derrière lui, en deux heures, malgré tout l'effort de l'artillerie ennemie, s'élève un pont de soixante-dix toises : de nouvelles troupes s'y précipi-

tent. L'île était prise, et fut armée de plusieurs batteries. Ces deux expéditions, de même que celle de Davoust devant Presbourg après le bombardement, ont pour but d'attirer les regards de l'archiduc, et de le tromper sur le véritable point d'attaque.

Rien n'arrêtait plus l'exécution du plan que Napoléon avait mûri pour la bataille, pendant le repos de Schœnbrunn et de Lobau. L'ordre est donné aux troupes qui occupent Komorn, Gratz, Lintz, de rallier la grande armée. Le 4, dans la nuit, tous ces corps étaient réunis sous l'étendard impérial. Il forment cent cinquante mille hommes, avec une artillerie de quatre cents pièces. Le même jour, à une heure après midi, l'empereur ordonne d'engager l'action à huit heures du soir. On consacra la nuit du 4 au 5 au passage de toute l'armée. Le feu continuel de cent neuf pièces de gros calibre, joint aux roulemens de la foudre et aux sillonnemens des éclairs, annonça et montra à l'archiduc la route que Napoléon s'était réservée. Mais cette fois la tempête fut maîtrisée, et Napoléon préluda, par la victoire des élémens, à celle qu'il allait remporter sur les Autrichiens. Enfin le soleil se lève dans tout son éclat, et l'armée radieuse se range fièrement en bataille sur la rive gauche du fleuve. Les plaines de Marchfeld sont le théâtre où le sort de l'Autriche, et non celui de la coalition, va se décider. Napoléon avait employé toute cette terrible nuit à diriger lui-même, à pied, le passage de ses colonnes sur tous les ponts. Aux premiers rayons du jour il était à cheval, parlant à son armée. Les deux masses s'observèrent pendant quelque temps. A midi Napoléon se porta en avant;

bientôt l'archiduc vit tous ses ouvrages tournés, et dut évacuer Enzersdof, qui ne tarda pas à paraître en flammes. Les villages d'Essling et d'Aspern, qui avaient coûté tant de sang à l'une et à l'autre armée, ne devaient pas être les seuls témoins d'une lutte entre les deux empires; ils furent traversés par la bataille. L'archiduc a pris retraite sur Wagram et sur Stramersdorf; vers six heures, l'armée française est sur le Russbach; elle s'étend vers Breitenlée. Nous attaquons le centre de l'archiduc. Macdonald enfonce sa ligne, mais le prince accourt avec ses réserves : au milieu de la mêlée, il reçoit une blessure; les troupes autrichiennes partagent les périls et l'impétuosité de leur chef. Les divisions de Macdonald et d'Oudinot sont ramenées en-deça du Russbach; une terreur panique s'est emparée de ces braves soldats, que le nombre n'avait jamais effrayés : la nuit trompa peut-être leur courage. Enfin, ralliés autour de l'invincible garde, il se reforment sous les regards de Napoléon, et volent reprendre leur position sur le Russbach. Bernadotte, qui devait enlever Wagram, ne fit qu'y paraître; ses Saxons furent chassés de ce village et se retirèrent sur Aderklaa, que, peu d'heures après, ils quittèrent sans ordre. Le Russbach vit terminer à onze heures du soir la journée d'Enzersdorf; une grande partie de l'armée ennemie n'avait pas encore été engagée. L'archiduc passa la nuit sur les hauteurs de Wagram.

C'est aussi Wagram qui frappe les yeux de Napoléon au réveil de son armée; mais, au moment où il va donner la bataille, les Autrichiens prennent l'offensive. Quatre mille toises règnent sur le front des



Gravé par P. Tardieu

deux armées : Napoléon les parcourt avec la rapidité de l'éclair, et en courant il désigne de la main à ses maréchaux les hauteurs de Russbach, de Neusiedel, Baumersdorf, Wagram; pantomime éloquente, terrible, que chaque chef comprend, à laquelle chaque soldat brûle d'obéir. Un vivat général répond à cet ordre muet de vaincre ou de mourir.

L'attaque commence à Aderklaa, poste important aux deux armées, poste que Bernadotte a abandonné, que l'archiduc a repris. Ce village rappelle aux combattans les scènes d'Aspern et d'Essling; il change plusieurs fois de maître en peu d'instans, et demeure en définitive à l'archiduc, qui y lance de nombreux renforts. Bernadotte est revenu à Aderklaa avec ses Saxons; ils fuient de nouveau, et Masséna les fait charger pour les ramener à l'ennemi. Cependant Napoléon a paru, et l'ordre se rétablit à la gauche, que le dernier choc a troublée; Napoléon met pied à terre et monte dans la calèche de Masséna. La direction d'Aspern, occupée par Boudet avant le jour, est donnée à l'armée; le quatrième corps défile en tête. La droite de l'archiduc entre en ligne à dix heures; elle s'étend du Danube à Wagram; soixante pièces la précèdent : elle prend à revers l'armée française, menace l'île de Lobau et les ponts. Napoléon marche aussi; cent pièces d'artillerie, qui couvrent une demi-lieue de terrain en avant de son armée, vomissent la mort et brisent les masses terribles dont rien ne semblait pouvoir arrêter le mouvement. Notre artillerie reste engagée entre les deux armées, mais elle est bientôt soutenue par Macdonald, par la garde à pied et à cheval. Napoléon se

tenait au milieu du feu, à la gauche de la division Lamarque, qui souffrait beaucoup; ce général court à lui, et au nom du salut de l'armée le conjure de se retirer. Tout à coup un aide-de-camp de Masséna arrive pour avertir l'Empereur que le corps de Klenau est derrière son armée; que Boudet, repoussé dans l'île de Lobau, a perdu ses canons. Napoléon regardait la tour de Neusiedel, et ne répondait pas; enfin il aperçoit le feu de Davoust qui la dépasse : « *Allez*, dit-il à l'aide-de-camp, *courez dire à Masséna qu'il attaque, et que la bataille est gagnée.* » Macdonald, Oudinot, Davoust, reçoivent l'ordre de presser, de forcer leurs attaques. Il est près de midi; le clocher de Süssenbrunn est le centre de l'archiduc : là se précipite la tempête, à qui Napoléon vient de donner le signal. Rien ne lui résiste; déjà le fameux poste d'Aderklaa et celui de Breitenlée sont derrière nous. La terrible colonne de Macdonald, comme un coin de granit lancé par un volcan, se fait jour et perce le centre des Autrichiens. Macdonald se trouve avec quinze cents hommes seulement au-delà de la ligne ennemie, les autres sont restés dans la route sanglante qu'il a frayée; il s'arrête en avant de Süssenbrunn, et compte les braves qui l'ont suivi. Ces débris de huit bataillons ne forment plus qu'un bataillon sacré qui a vaincu à Wagram. Le général Lamarque eut quatre chevaux tués sous lui, et vit tomber ses six ordonnances; jamais la mort n'a moissonné de si près. Cependant l'heure de la victoire n'était pas encore arrivée; elle avait été préparée par les prodiges de valeur du corps de Davoust et de celui d'Oudinot, qui ont dispersé les troupes de Hohenzollern, après



Maulet sc

LASALLE.

Publié par Furne, à Paris

le champ de bataille, ou entrèrent aux hôpitaux; trente pièces de canon, plusieurs drapeaux, vingt

Publié par Furne, à Paris

les avoir chassées des hauteurs de Russbach. Rosemberg a subi le même sort autour de Neusiedel; six généraux autrichiens furent mis hors de combat dans l'affreuse mêlée qui précéda la prise de la tour de Neusiedel. Cette tour avait cédé enfin à l'opiniâtreté de Davoust; le brave général Gudin y fut blessé quatre fois, à côté du maréchal. De même, à l'extrémité de la ligne, Masséna a poursuivi, sans s'étonner un seul moment, sa marche de flanc, malgré le feu d'une artillerie formidable et les assauts de la cavalerie ennemie. Déjà le maréchal avait repris Essling et avançait sur Aspern, lorsque le canon du centre l'avertit que c'était contre l'aile droite des Autrichiens qu'il devait lancer ses colonnes.

A une heure, la face de la bataille a changé; la grande armée a repris l'offensive. Davoust et Oudinot ont appuyé Macdonald, qui, après avoir encore enlevé le village de Gerasdorf, bivouaqua à Brunn, où la nuit vint interrompre le feu. L'aile droite achevait aussi son mouvement en combattant. Davoust s'établit à Wagram; Masséna à Léopoldau : là succomba le premier, peut-être, de nos généraux de cavalerie, Lasalle, dans une charge à fond pendant laquelle sa bouillante ardeur l'entraîna au milieu des carrés autrichiens; la balle d'un fantassin l'atteignit au front : sa mort fut vengée, et sa mémoire ne périra point. On dressa la tente de Napoléon entre les villages d'Aderklaa et Rachsdorf, qui avaient coûté tant de sang aux deux armées. Leurs pertes furent à peu près égales; cinquante mille hommes environ restèrent sur le champ de bataille, ou entrèrent aux hopitaux; trente pièces de canon, plusieurs drapeaux, vingt

mille prisonniers, tombèrent entre nos mains. Les Français eurent à regretter les généraux Lasalle, Gauthier, Lacour, et sept colonels; le maréchal Bessières et vingt généraux avaient reçu des blessures. Napoléon embrassa Macdonald et le nomma maréchal, ainsi qu'Oudinot et Marmont; il prononça aussi la dissolution du neuvième corps que commandait Bernadotte. L'ennemi eut trois généraux tués, et dix blessés; parmi ces derniers on comprit l'archiduc Charles, qui, pendant toute cette journée, n'avait manqué aucune occasion de payer de sa personne, et avait été atteint pour la seconde fois au fort de la mêlée, vers le milieu de la bataille. Il déploya, comme toujours, le courage du guerrier intrépide et les talens du grand capitaine; il n'avait point été obéi de son frère Jean, depuis l'arrivée de ce prince à Kormond. Le généralissime fit sa retraite en bon ordre.

Napoléon suivit ou plutôt chercha l'armée autrichienne; le soir, il porta son quartier-général à Wolkersdorf. Bernadotte s'y présenta, mais l'Empereur ne voulut point le recevoir; Napoléon et toute l'armée avaient contre lui d'anciens et de nouveaux griefs: Bernadotte s'était montré faible à Austerlitz; à Auerstaedt, il laissa Davoust se battre seul contre le roi de Prusse; après Essling, sa conduite donna lieu aussi à de justes reproches. Le 5 juillet au soir, il attaqua mollement Wagram; il abandonna le poste important d'Aderklaa, sous prétexte qu'il se voyait trop aventuré. Dans la matinée du 6, la déroute de ses Saxons avait été un scandale pour l'armée. Ce fut, assure-t-on, après la journée d'Essling, que Bernadotte osa dire à Napoléon *que l'armée française n'était*

plus celle de 1795. L'Empereur lui répondit : « Mon « armée est toujours la même ; il n'y a de changé que « quelques hommes que je ne reconnais plus. » Le 7 juillet, Bernadotte, qui, dès le début de la campagne, n'avait cessé d'écrire et de faire dire à Napoléon qu'il ne pouvait rien exécuter avec les Saxons, publia à son bivouac de Léopoldau un ordre du jour dans lequel on lisait « que les Saxons, au nombre de sept à « huit mille, avaient, à la bataille du 5, percé le « centre de l'armée ennemie, malgré les efforts de « quarante mille hommes et cinquante bouches à « feu ; qu'ils avaient combattu jusqu'à minuit, et bi- « vouaqué au milieu des lignes autrichiennes ; que le « 6 ils avaient recommencé le combat. Au milieu des « ravages de l'artillerie ennemie, disait encore l'ordre « du jour, vos colonnes vivantes sont restées immo- « biles comme l'airain. Le grand Napoléon vous « compte aussi parmi ses braves. » Cette pièce parut dans les journaux allemands. Bernadotte, après le refus qu'il avait éprouvé à Wolkersdorf, était parti mécontent pour Paris. Bientôt l'Empereur donna, à Schœnbrunn, un ordre du jour dans lequel « il témoi- « gnait son mécontentement au maréchal prince de « Ponte-Corvo pour son ordre du jour, et le décla- « rait contraire à la vérité, à la politique et à l'hon- « neur national... ; ajoutant que, loin d'avoir été « immobile comme l'airain, le corps du prince de « Ponte-Corvo avait battu le premier en retraite..., « et que c'était au maréchal Macdonald et à ses troupes « qu'était dû l'éloge que Bernadotte s'attribuait...... « S. M. désire que ce témoignage de son méconten- « tement serve d'exemple, pour qu'aucun maréchal

« ne s'attribue la gloire qui appartient aux autres... »

Cependant Davoust et Marmont ont l'ordre de suivre l'ennemi sur Nicolsbourg, et Masséna sur Znaïm; Napoléon, avec la garde, le corps d'Oudinot et l'armée d'Italie, occupaient l'intervalle de ces deux directions. Il visita le théâtre de son triomphe, et chargea spécialement les ducs de Frioul et de Bassano du soin de faire enlever les blessés des deux armées; on en transporta trente mille aux hôpitaux de Vienne. M. Bignon, appelé de sa légation de Carlsruhe à Vienne, avait, accompagné des auditeurs du Conseil d'État restés dans cette ville, pourvu aux premiers besoins en ordonnant de distribuer des vivres et des médicamens aux blessés, avant de les placer sur les voitures. L'hospitalité du champ de bataille fut constamment inséparable de la gloire militaire de Napoléon.

Masséna, dans sa marche, enleva la ville de Korneubourg. Il apprit, des prisonniers et des habitans, qu'il était sur les traces de l'archiduc. Ce prince attendait les Français sur les hauteurs de Mallebern. Le 8 au soir, Masséna reçoit l'ordre de suivre en toute hâte la route de Znaïm, et Davoust celle de Wülfersdorf. Napoléon veut prévenir la jonction des deux archiducs, qui peuvent opérer un mouvement combiné sur Vienne. Toujours habile et prévoyant, il ordonne, à Vienne, de porter l'armement à cent bouches à feu, la garnison à six mille hommes, avec des vivres pour six mois; de rétablir le pont sur pilotis et d'élever des ouvrages pour le conserver. Passau, Lintz, Mœlk, Gottweig, Raab, seront mises également en état de défense. Le prince Eugène,

renforcé des Saxons de Bernadotte et des Wurtembergeois, est chargé, avec une armée de cinquante mille hommes, de veiller sur l'archiduc Jean et sur Vienne. Macdonald garde le théâtre de sa gloire, le pays entre la March et le Danube, le Marchfeld. Davoust fait enlever, le 9, la ville de Nicolsbourg par ses dragons. Après une affaire très-vive, Masséna s'empare d'Hollabrünn, L'archiduc n'est qu'à deux lieues de cette ville, à Guntersdorf; il occupe la route de Znaïm : il soutient sa retraite avec des forces supérieures; mais, dans la crainte d'être à la fois prévenu à Znaïm par Marmont, poursuvi par Masséna, pris en flanc par Napoléon, il se porte vivement à Brenditz, d'où il peut dominer la poursuite des deux maréchaux, et il s'arrête jusqu'au 12.

En effet Marmont, ayant passé la Taja, s'avançait sur Znaïm, et, le 10, parut en face de Tesswitz. Très-étonné de trouver devant Znaïm toute l'armée autrichienne, il s'établit à Tesswitz, s'y vit bientôt attaqué, eut l'honneur d'y soutenir un combat très-chaud, pendant lequel ce bourg, pris et repris plusieurs fois, finit par nous rester. Le soir, le général Bellegarde écrivit au maréchal que le prince de Lichtenstein se rendait auprès de l'empereur Napoléon pour demander une suspension d'armes. Tandis que Marmont se battait à Tesswitz, Masséna s'emparait de vive force de Guntersdorf, et l'Empereur se dirigeait sur Znaïm; il arriva devant cette ville comme Masséna était déjà engagé. Il mit bientôt en mouvement le corps de Marmont; il pressa la marche de Davoust et d'Oudinot, afin de réunir autour de lui, avant l'arrivée du prince Lichtenstein, les moyens de

recevoir avec plus d'avantage la demande dont le négociateur autrichien était chargé. On se battait dans les faubourgs de Znaïm, quand, à sept du soir, au moment où Masséna ordonnait l'attaque de la ville et où l'action était le plus acharnée, arriva la nouvelle de la conclusion d'un armistice : les officiers des deux armées qui sont envoyés pour la faire connaître aux combattans, n'y parviennent qu'au péril de leur vie, et reviennent blessés rendre compte de leur mission. Napoléon, dans la nuit du 11 au 12, avait reçu le prince de Lichtenstein, qui lui était déjà connu par le traité de Presbourg, et il avait voulu soumettre l'importante question de l'armistice aux principaux personnages civils et militaires qui se trouvaient près de lui. Cette question fut agitée avec la plus grande liberté; la majorité se prononça pour la continuation des hostilités; mais Napoléon mit fin à la discussion en disant : « *Il y a eu assez de sang versé.* » Il y en eut bien davantage, pour n'avoir pas poussé cette guerre à outrance! Cet homme, que l'on s'est vainement efforcé de présenter comme insatiable de combats, était toujours désarmé par l'aspect du champ de bataille, où il restait victorieux. Là, pensif, assis sur d'immenses trophées, il guettait avec autant d'impatience l'arrivée d'un parlementaire, qu'il avait saisi le matin l'occasion de la victoire. Ce n'était point ainsi qu'avaient agi Alexandre, César et Charlemagne. Aussi ne furent-ils pas arrêtés par les retours de la fortune. La modération dans le succès a tué Napoléon; une conduite contraire a fait triompher tous ses ennemis. Presbourg et Tilsitt devaient changer le sort de l'Europe, et donner un Charlemagne au

XIXe siècle. A Wagram, il était déjà trop tard. Le vieux Thugut paraît avoir pressenti cette destinée; car en 1805 il parla à son maître de préluder *par un lien de famille* à l'alliance de 1756, dont il conseillait le rétablissement. Probablement l'empereur François s'en souvint quand, après la bataille de Znaïm, il écrivit à l'empereur Napoléon *que le plus beau temps des deux cours était celui où elles avaient été étroitement liées.*

L'armistice était d'un mois, avec quinze jours d'avertissement; il livrait à l'armée française plus du tiers du territoire autrichien, et plus de huit millions d'habitans. L'empereur François ne reconnut cette trève que le 18 juillet. Il désavoua d'abord son frère, qui avait si vaillamment combattu pour défendre la monarchie, qui la sauvait par la convention de Znaïm et lui conservait sa dernière armée; en effet, à quelques heures près, l'archiduc manqua d'être écrasé avec elle devant Znaïm. L'armistice ne fut également pas reconnu, pendant toute sa durée, des insurgés tyroliens, avec lesquels Napoléon dut traiter par l'entremise du général Rusca, lorsque Lefebvre eut encore échoué dans cette guerre implacable. Il en fut de même de toutes ces contrées de l'Allemagne où l'Autriche guerroyait, soit par ses partisans, soit par le duc de Brunswick et les chefs déjà connus de l'Allemagne septentrionale. Le 9, le général Kienmayer battit Junot, à Gefrees. Le roi de Westphalie conduisit pendant cette époque une campagne laborieuse, dont l'esprit de désertion parmi ses troupes fut le principal fléau. Le duc de Brunswick rentra dans ses États, revit sa capitale, sa patrie, combattit

avec gloire, et ne céda le champ de bataille qu'avec l'espérance d'y reparaître bientôt à la tête d'une armée anglaise qu'il alla attendre à Heligoland. Plusieurs débarquemens de troupes britanniques avaient eu lieu du 7 au 8 juillet, à Cuxhaven et sur les côtes. Heligoland servait de place d'armes à ces expéditions. Tout le pays d'Osnabruck s'était soulevé. Le Hanovre partagea un moment ce mouvement insurrectionnel. Tout conspirait contre l'armistice de Znaïm. La disgrace du généralissime offrit la preuve la moins honorable des mauvaises dispositions et de la perfidie de la maison d'Autriche. Après avoir soutenu une lutte glorieuse pour ses armes, l'archiduc Charles tomba dans une embûche de cabinet, et succomba à la même intrigue qui avait résolu cette guerre, intrigue qui, dans le moment même, par la violation de la convention jurée à Znaïm, mettait l'empire d'Autriche à deux doigts de sa perte. Tandis que Napoléon, avant de quitter son camp et de retourner à Schœnbrunn, où il arriva le 14, donnait une dernière audience au prince Lichtenstein, le chargeait de ses vœux pour la paix et pour une prompte négociation, l'empereur François, livré, à Bude, à la haine de l'impératrice et du comte de Stadion contre la France et son souverain, ainsi qu'aux conseils de lord Bathurst et de sir Walpole, consacrait ce repos d'un mois à changer son système de guerre et à en transporter le théâtre dans la Hongrie. Napoléon dut alors adopter de nouvelles dispositions et se préparer à tout événement. Si, d'un côté, la convention était foulée aux pieds dans le Tyrol et en Allemagne, les négociations ouvertes à Altenbourg traînaient en longueur. Ce grand

système de l'Autriche, celui de gagner du temps, s'étendait encore par les lenteurs habituelles de ses chancelleries. M. de Metternich, plénipotentiaire de l'empereur François, n'avait pas, pendant son ambassade à Paris, donné des gages rassurans pour la mission de paix. M. de Champagny, ministre des relations extérieures de France, traitait au nom de Napoléon. Le 12 août, on prolongea l'armistice; les conférences ne s'entamèrent que le 17.

L'Autriche avait un motif puissant pour temporiser, en contenant l'armée française par les opérations d'une négociation. L'Angleterre était partout: à Walcheren, sur les côtes de Hollande; à Cuxhaven, sur celles du Weser; elle inquiétait aussi celles de l'Elbe et de la Baltique; une de ses armées marchait à Madrid. L'escadre anglo-sicilienne stationnait devant Naples. Les vaisseaux de la Grande-Bretagne avaient bombardé Gallipoli et tenaient la Calabre en échec. L'escadre de Collingwood avait quitté les parages de Toulon, et menaçait les îles Ioniennes qu'elle devait occuper. Mais le principal objet des attaques de l'Angleterre était l'Escaut, vers lequel elle dirigeait une grande expédition composée de soixante-quatorze bâtimens de guerre, dont trente-six frégates, et d'une foule de navires. Cette flotte portait cent mille hommes, parmi lesquels on comptait quarante-cinq mille soldats. Lord Chatam, ministre et grand-maître de l'artillerie, dont le nom seul était une hostilité héréditaire contre la France, commandait l'armée; sir Richard Strachan commandait la flotte. Jamais l'Angleterre n'avait lancé un manifeste plus fort contre la paix. Ce n'est pas la faute de l'Autriche

si l'Angleterre, au lieu d'intervenir contre sa négociation avec une démonstration aussi formidable, ne la déploya pas pour la guerre en temps utile. Son ambassadeur Stahremberg avait inutilement pressé à Londres, dans le mois de mai, le concours de ces forces imposantes, qui appareillèrent le 29 juillet seulement, huit jours après que la nouvelle de l'armistice de Znaïm, conclu le 13, fut connue du gouvernement anglais. L'expédition de l'Escaut était donc réduite à n'être qu'un désaveu donné à la négociation autrichienne, et l'Angleterre courait gratuitement le risque d'une lutte sans alliés. Mais le roi de Suède avait aussi poussé l'audace jusqu'à rester seul dans la lice contre Napoléon après le traité de Tilsitt, comme la Russie après celui de Presbourg. L'Angleterre, avec plus de raison que la Russie, dont une ou deux batailles perdues décidèrent la querelle, jugea pouvoir porter la guerre dans les parties occidentales du territoire français, pendant que Napoléon et ses armées se reposaient sur le Danube des terribles victoires qu'ils venaient de remporter. La possession de l'Escaut, devenu en quelque sorte pour la France un fleuve de famille par le canal Saint-Quentin, importait plus à l'Angleterre que la défaite de Napoléon à Wagram. Anvers était un autre Plymouth qu'à tout prix il fallait enlever à son ennemi; car le système de ses hostilités découlait nécessairement de sa position géographique. L'Angleterre ne se battait point dans la vue de conquérir des concessions pour une paix future, à l'exemple des puissances continentales et de Napoléon lui-même; elle se battait afin de faire du mal à la France, sans lui laisser l'espoir des com-

pensations. Elle ne convoitait de la Belgique qu'Anvers, pour le détruire, comme port militaire, comme atelier de constructions, comme arsenal, comme citadelle. Elle se rappelait Toulon et cherchait à obtenir une revanche éclatante de sa défaite, et surtout du chagrin de n'avoir pu consommer la ruine totale de cette ville, autrefois sauvée de ses mains par le jeune commandant de l'artillerie républicaine. Elle voulait détruire Flessingue, s'emparer de l'île Walcheren, des Bouches de l'Escaut, et brûler la flotte française dans le port d'Anvers; 20 millions sterling (500 millions de fr.) furent dépensés pour cette opération, pour ce coup de main, car tel est le nom resté à l'expédition. L'Angleterre n'avait rien négligé afin de réveiller en Hollande le souvenir des intérets qui attachèrent si long-temps ces contrées à sa fortune. Napoléon réédifiait militairement Flessingue et Anvers, mais les fondations en étaient toutes commerciales; l'Angleterre, qui sentait cette vérité, s'efforçait d'en prévenir les conséquences. La Hollande offrait par elle-même, à cette époque, une singularité très-remarquable sous le règne d'un des frères de Napoléon, au milieu de la guerre que soutenait l'Empereur aux deux extrémités de l'Europe et dans les États limitrophes de cette nation; le roi Louis, que dominaient les conseils d'une politique plus qu'étrangère à la France, venait de licencier une partie de son armée, de désarmer dans ses ports et de congédier ses marins : aussi le peuple hollandais en prit-il occasion de donner à son souverain une leçon de morale, en se montrant tout à coup aussi peu fidèle à ses sermens envers lui, que ce prince à ses enga-

gemens envers Napoléon ; ce fut alors que l'Empereur chargea son ministre de la guerre d'écrire au roi Louis *que le royaume de Hollande était beaucoup moins utile à la cause commune que ne l'avait été l'ancienne république.*

La flotte ennemie s'empara facilement de Walcheren et de Middelbourg, malgré les efforts du brave général Osten, qui se vit contraint, avec quinze cents hommes de se retirer devant dix-huit mille Anglais. Le général hollandais Bruce n'avait pas attendu l'approche de l'ennemi pour évacuer le fort de Batz qui défendait les deux branches de l'Escaut et les avenues d'Anvers. Trois jours après le débarquement, l'armée anglaise se trouvait à quatre lieues de cette ville, l'unique objet de l'expédition. Mais au lieu de marcher droit sur elle par le gué du canal de Bergo-op-Zoom, Chatam alla mettre le siège devant Flessingue, dont la prise d'Anvers nécessitait la chute. Ainsi Anvers, qui ne pouvait résister à l'attaque d'une aussi forte armée, dut son salut à l'impéritie du général anglais. Anvers n'avait pour toute garnison que quelques dépôts de régimens. Le général Fauconnet, qui la commandait, fut puissamment aidé par le colonel Lair, à la tête des ouvriers militaires de la marine, et par le chef de bataillon du génie Bernard, depuis aide-de-camp de Napoléon. Les forts et les batteries furent armés ; l'escadre mouilla sous la forteresse : les marins devinrent des troupes de terre. Le sénateur Rampon arriva de Saint-Omer avec des gardes nationales. On était maintenant en état de défendre Anvers ; on voulut même sauver Flessingue, devant laquelle les sorties de la garnison, composée de six

bataillons, retinrent quinze jours lord Chatam; et les Anglais ne seraient point entrés dans cette place, si son gouverneur, le général Monnet, eût fait couper les digues. Il capitula le 15 août, avec quatre mille hommes qui furent conduits prisonniers en Angleterre. A la vérité, d'après l'enquête qui eut lieu, on décida qu'il n'y avait pas eu de siège, et que le général Monnet était coupable.

Le télégraphe avait annoncé à Paris le débarquement de l'armée anglaise, le 1er août. Bernadotte offrit ses services; ou plutôt il fut appelé par le duc d'Otrante, son ancien ami de révolution, lequel cumulait alors les ministères de l'intérieur et de la police générale. Fouché triompha bientôt de la répugnance que Bernadotte témoignait à aller se mettre à la tête de l'armée d'Anvers, surtout après l'ordre du jour de Schœnbrunn. On ne sait ce qui se passa entre ces deux personnages. Napoléon venait d'échapper deux fois aux proscriptions de ses ennemis, d'abord par la fortune d'Essling, et ensuite par la victoire de Wagram. Fouché voulut aussi attacher son nom à cette mémorable époque; il leva l'élite des gardes nationales des dix départemens du Nord, les mit en marche, proposa au conseil de nommer Bernadotte général en chef, et il publia cette circulaire où il osait dire : « Prouvons *à l'Europe* que si « le génie de Napoléon peut donner de *l'éclat* à la « France, sa présence n'est pas nécessaire pour re- « pousser l'ennemi... » Cette circulaire de Fouché ne devait pas être mieux accueillie de l'Empereur que l'ordre du jour de Bernadotte. Cependant Napoléon, dans sa lettre du 29 juillet au ministre de la guerre,

récapitulait tous ses griefs contre le prince de Ponte-Corvo. Le conseil rejeta la proposition de Fouché: le roi de Hollande, en sa qualité de connétable de l'Empire, dut prendre la direction des troupes. Mais ce prince se trouva bientôt embarrassé de ses nouvelles fonctions. Il tremblait pour ses États, et demandait instamment un maréchal à qui il pût remettre le fardeau de la guerre: alors on appela Bernadotte à l'armée du Nord, et tout fut organisé pour la garantie de cette importante mission. Le maréchal Kellermann réunit une réserve à Wesel; le maréchal Moncey, une autre à Lille: le général Sainte-Suzanne conserva le commandement des côtes; le ministre Dejean alla commander le génie à Anvers; Moncey se mit en marche pour l'Escaut, et le maréchal Bessières, que l'Empereur destinait à remplacer Bernadotte, se rendit à Lille. Les sénateurs Collaud et Vaubois arrivèrent, l'un à Anvers et l'autre à Ostende, en qualité de gouverneurs. Il résultait de ces dispositions, ainsi que du choix des autres généraux envoyés de l'armée, comme Reille, Lamarque, etc., que Bernadotte, dont la nomination avait eu pour principal objet son éloignement de Paris, serait au moins autant surveillé qu'aidé par ceux qui étaient placés à la tète des troupes. Au surplus, que Bernadotte ne partit de Paris que le 12 août, et n'entra que le 15 à Anvers, où l'on était déjà complétement en mesure contre toute attaque. En effet, lord Chatam la jugea impossible, dans un conseil de guerre, sans chercher par aucun mouvement offensif à s'assurer si l'on ne pouvait tenter quelque chose d'heureux. D'ailleurs les maladies causaient chaque jour des pertes im-

menses à son armée. La retraite de la flotte anglaise fut décidée immédiatement après le conseil, et le fort de Batz évacué le 4 septembre. Lord Chatam laissa à Flessingue seize mille hommes que la fièvre dévora en grande partie. Le 24, le maréchal Bessières remit à Bernadotte l'ordre par lequel il le remplaçait dans son commandement; la nature des correspondances que le prince avait entretenues avec Paris lui fit encore interdire le séjour de la capitale, et il eut ordre de rejoindre la grande armée. Le ministre reprocha au prince une proclamation dans laquelle il réduisait son armée à quinze mille hommes, tandis qu'elle en comptait soixante mille; erreur qui devenait funeste à accréditer dans le moment où l'expédition anglaise inquiétait la Hollande et la rive gauche de l'Escaut. Ainsi Bernadotte quitta l'armée de Belgique plus mécontent et plus suspect qu'il n'avait quitté celle d'Allemagne. L'armée anglaise sortit de Flessingue le 26 décembre, après la démolition des forts. A cette époque, le défaut de résolution et d'habileté de la part du général ennemi, les ravages de la maladie et le dévouement des Français, les sauvèrent du péril le plus redoutable qui eût peut-être encore menacé la France. Privée qu'elle était de ses deux grandes armées régulières, occupées, l'une sur le Danube, l'autre sur le Tage, et au moment où la prolongation de l'armistice de Znaïm pouvait passer aux yeux de l'Empereur pour le résultat d'une combinaison entre l'ennemi, à qui il accordait généreusement la paix, et celui qui venait tout à coup en troubler la négociation avec un armement aussi formidable; l'inquiétude et la victoire au dehors, l'in-

quiétude et le patriotisme au dedans, furent inséparables dans la pensée de Napoléon depuis l'ouverture des conférences d'Altenberg jusqu'à la signature de la paix. On conçoit qu'il s'effrayât dès lors de voir que le génie et la fortune ne suffisaient plus au maintien de sa puissance.

Cependant ce grand échec que venait d'éprouver l'orgueil britannique donna aussi à l'Empereur une nouvelle confiance dans sa destinée. Effectivement, en moins de soixante jours, lord Chatam et son armée avaient dû évacuer le pays, sans avoir croisé le fer que dans les petits combats du général Osten et dans les sorties de la garnison de Flessingue. La flotte anglaise abandonna aussi jusqu'à ses stations, et revit les ports britanniques. Mais l'expédition avait éprouvé des pertes bien plus considérables que si elle eût combattu sur terre et sur mer, car elle compta plus de trente mille morts ou malades. « Nous sommes « heureux, écrivait Napoléon à son ministre de la « guerre, de voir les Anglais s'entasser dans les ma- « rais de la Zélande; qu'on les tienne seulement en « échec, et bientôt le mauvais air, les fièvres parti- « culières à cette contrée, auront détruit leur armée. » Le déshonneur se joignait encore à la grandeur du désastre : l'Angleterre, en effet, n'a recueilli de ses immenses armemens que la honte d'une retraite devant des gardes nationales rassemblées à la hâte, que le regret humiliant de n'avoir produit aucune diversion, ni en faveur de l'Autriche ni en faveur de l'Espagne; et enfin de ne citer pour trophées que la démolition de l'arsenal et du chantier de Flessingue.

Bernadotte venait de perdre le commandement de

l'armée du Nord; Fouché perdit aussi le portefeuille de l'intérieur. Napoléon devait faire justice des soupçons que lui avait inspirés, soit l'intelligence qui unissait le prince de Ponte-Corvo et le duc d'Otrante, soit aussi la hardiesse de ce dernier à user de la puissance que lui donnaient ses deux ministères pour lever, organiser, armer et mettre en marche les gardes nationales de tant de départemens. Il était naturel que ce pouvoir d'improviser une armée nationale et de la mettre sous les ordres d'un rival ancien et mécontent portât ombrage au chef de l'État. D'ailleurs, Napoléon ne sera que trop justifié, en 1814 et en 1805, de sa sévérité envers celui qui, alors prince royal de Suède, dirigera encore, en qualité de généralissime des ennemis de la France, une armée du Nord sur le même théâtre : mais il ne le sera jamais de la clémence qu'il déploiera envers le sénateur chargé d'une mission à Naples, et le ministre infidèle, correspondant de Metternich et de Wellington pendant les Cent jours.

On a vu, chapitre II de ce Livre, que Joachim n'ayant pu obtenir de la consulte française le renvoi du pape, se réservait d'accomplir ses desseins par lui-même. En effet, vers la fin de juin, il fit demander au Saint-Père une réponse catégorique sur la proposition de l'Empereur. Pie VII, qui y avait déjà répondu par l'excommunication, refusa d'autres explications. Le 6 juillet, jour de la bataille de Wagram, le général Radet, commandant la gendarmerie, renouvela au pape, de la part du roi de Naples, la même demande, manaçant Sa Sainteté d'un enlèvement, si elle persistait dans son refus. Pie VII

répliqua que, dès le premier jour, sa résolution avait été signifiée à l'Empereur; il donna ordre de barricader son palais et s'y renferma noblement, attendant l'événement. Le général Radet osa pénétrer jusqu'à lui, en escaladant les murailles. Il était de la dignité et du caractère du pontife romain de bien constater la violation de sa demeure et de n'opposer ensuite aucune résistance. Pie VII monta avec Radet dans une calèche, et partit comme un criminel d'État sous l'escorte de la gendarmerie. Voilà par quels moyens Joachim, de sa seule autorité, tenta de terminer la lutte entre les deux pouvoirs qui seuls alors dominaient l'Europe. Le pape gagna à cette odieuse et impolitique violence la couronne du martyre; la tiare prisonnière n'en devint que plus sacrée : toutefois, hors de Rome, elle devait être moins menaçante et surtout moins dangereuse. Rome, l'impassible Rome, se rappelant sans doute les vicissitudes de son histoire, assista presque sans émotion à l'enlèvement de son souverain. Elle se crut destinée, et avec raison, à redevenir la capitale de l'Italie entière sous un prince impérial de France; elle sacrifiait sans arrière-pensée, à cet avantage réel, le vain titre de métropole du monde chrétien, dont Paris, grace à la victoire de Wagram, venait de recevoir l'investiture. Rome vit donc partir le pape, non pas seulement comme un monarque, mais même comme un gouvernement qu'elle ne reverrait plus. Cependant toute la Haute-Italie se trouva à genoux sur le passage du Saint-Père; il arriva ainsi à Grenoble, bénissant les populations. Il eut le triomphe de la sainteté et celui de la persécution. Les peuples, prosternés sur sa

route, ne savaient pas qu'il ne fallait regarder cette auguste infortune que comme un sacrifice tout mondain, offert à la défense d'intérêts purement temporels, résultat de cette guerre peu religieuse, dont l'excommunication, fulminée le 10 juin contre Napoléon et ses gouvernans de Rome, avait été le manifeste si expressif.

La violence exercée sur le pape, dans son propre palais, asile que l'histoire est loin de nous montrer comme inviolable de la part des princes catholiques et même de la noblesse romaine, donne l'idée de la grandeur de Napoléon. Elle était alors portée si haut dans l'opinion, que le détrônement, que l'enlèvement du souverain pontife, ne paraissait au yeux des rois, lieutenans de l'empereur des Français, qu'une application naturelle de leurs attributions. On n'a plus de doute à présent sur l'auteur d'un pareil évènement. On sait comment Napoléon exécutait les résolutions qu'il prenait; s'il avait pu concevoir le projet de faire sortir le pape de sa capitale, il n'en eût pas chargé une brigade de gendarmerie; malgré le caractère d'iniquité d'une semblable détermination, il l'aurait revêtu de formes politiques; il aurait fait tout disposer sur la route du Saint-Père, dont la destination eût été connue des hauts fonctionnaires résidant en Italie : le coup d'État se fût voilé de la pompe impériale; de grands honneurs, pendant tout le voyage eussent calmé et peut-être éclairé l'étonnement des peuples. Au lieu de cela, le pape alla jusqu'à Grenoble sans s'arrêter, et sans être arrêté par aucun hommage officiel, traversant comme un simple prisonnier l'État de Toscane, où régnait une sœur de

Napoléon, et le Piémont, que gouvernait son beau-frère. Ni la grande-duchesse Élisa, ni le prince Camille Borghèse, n'avaient reçu l'avis du passage de l'auguste captif : cette observation seule, que l'histoire réclamait, suffit pour répondre aux accusations dont se vit alors assiégé celui qui, le 6 juillet, jour de l'enlèvement du pape, répondit aux foudres du Vatican par la foudre de Wagram : en effet, l'excommunication du 10 juin avait pu être regardée comme un complément du Bulletin de Vienne sur la bataille d'Essling. La France s'étant soustraite à la puissance pontificale pendant tout le cours de sa révolution, le cabinet de Vienne rencontra dès le principe une alliée plus dévouée dans la cour de Rome. Cette alliance n'avait été interrompue ni par les traités du pape, ni par ceux de l'Autriche avec le gouvernement français, ni par le couronnement de Napoléon : le cardinal Albani suivit à Vienne, pendant plus de vingt ans, les intérêts publics ou cachés de cette alliance, et ne revint à Rome qu'après la chute de Napoléon.

Quelque irrité que se montra Napoléon dans son intérieur, au palais de Schœnbrunn, quand il apprit le départ du pape, il sentit qu'il ne pouvait publiquement désavouer son beau-frère, ni charger la faible tête du dignitaire de la petite royauté napolitaine, d'un délit qui eût soulevé contre lui ses propres sujets, altéré l'influence française en Italie, et laissé sans appui à Rome le gouvernement provisoire et purement civil de la consulte. Napoléon trouva d'ailleurs une telle action si audacieuse, qu'il jugea avec raison que l'Europe ne l'attribuerait qu'à lui seul. Il prit sur lui, par son silence, l'enlèvement du pape, comme

il avait fait, non pour l'enlèvement et le jugement, mais pour l'exécution du duc d'Enghien. Bientôt les ordres de Schœnbrunn arrivèrent à Grenoble. Le 12 août, le pape fut mis en possession du palais épiscopal de Savone. Un service de la maison impériale y fut attaché, avec cent mille francs par mois, et le frère du prince de Neuchâtel César Berthier, nommé maître du palais pontifical. Mais Pie VII n'accepta du palais que la chambre qu'il occupait; il refusa la dotation d'entretien qui lui était assignée; il refusa aussi la cathédrale de Savone, érigée en chapelle papale. Il attira les regards par le mépris des grandeurs dont un ennemi voulait honorer sa captivité. Il reprit sa vie monacale, et son modeste oratoire fit à Napoléon, maître de Vienne, la guerre des miracles. De là il combattit toutes les dispositions que prenait l'Empereur relativement au clergé; de là il enchaînait par ses décisions les anciens comme les nouveaux titulaires des sièges épiscopaux de la France. Cette inaltérable opposition mit Napoléon dans la nécessité de pourvoir à ces interdits par le gouvernement des vicaires apostoliques, et de former auprès de lui une haute commission ecclésiastique. Cependant une propagande secrète, active, s'échappait de Savone, et filtrait au travers des pompes et des trophées du grand empire : elle trouva bientôt un asile dans une de ses métropoles, à Lyon, où la trahison introduisit les bulles et les vengeances du Saint-Siège. Ce crime fut connu plus tard, et moins puni que réprimé. Ainsi, en 1809, il ne manqua rien à la scène du moyen âge : il y eut excommunication, violence, captivité, miracles, trahison.

La péninsule ibérique était le théâtre d'une autre lutte. Le 18 juin, le général Suchet défit complètement, au combat de Belchite, le général Blake, qu'il avait déjà battu, le 15, sous les murs de Saragosse. Le 28 juillet, Joseph, à qui Napoléon n'avait pas laissé son génie militaire, fit un malheureux essai de ses armes à Talavera de la Reyna, où le maréchal Victor attaqua sir Arthur Wellesley avec une trop faible armée, au lieu d'attendre d'après les engagemens pris, la coopération du maréchal Soult et la jonction des maréchaux Ney et Mortier. La bataille de Talavera ne fut pas à beaucoup près une répétition de celle des Arapiles, que Marmont perdit aussi parce qu'il ne voulut pas attendre l'armée du roi. Cependant Joseph a pour major-général et pour conseil le maréchal Jourdan; ce prince ne réfléchit pas que le droit ne lui appartient point de compromettre sa fortune militaire dans une guerre où des succès constans peuvent seuls soutenir sa fortune politique. Wellesley eut à regretter six mille hommes, le roi presque autant. La victoire resta indécise, car les Français couchèrent sur le champ de bataille. Toutefois, le 9 août, à l'arrivée de son courrier, Wellesley fut fait vicomte de Wellington de Talavera, bien qu'il fut contraint d'abandonner cinq mille blessés. A trois lieues de là, le 8 août, le maréchal Soult, avec les corps de Ney et de Mortier, avait franchi le Tage au-dessus du pont de l'Arzobispo. Le même jour, le maréchal Victor surprenait le passage du Tage au duc d'Albuquerque, et le 21, le général Sébastiani mettait en déroute à Almonacid l'armée de Venegas. Le 19 novembre, le maréchal

Mortier, à la tête de vingt-cinq mille hommes, détruisit à Ocana, près d'Aranjuez, l'armée des insurgés qui comptait cinquante mille combattans. L'occupation des défilés de la Sierra Moréna n'avait fait qu'ouvrir l'Andalousie aux Français : la victoire d'Ocana décida l'invasion de cette province. Le 25, à cinq lieues de Salamanque, le général Kellermann livra le beau combat d'Alba de Tormès, battit avec quelques régimens de cavalerie une nombreuse armée espagnole et lui enleva son artillerie. Enfin, après cinq mois d'un siège mémorable, habilement conduit par le général Gouvion Saint-Cyr, la forte place de Gironne capitula, et se rendit, le 10 décembre, au maréchal Augereau : on trouva dans la ville deux cents pièces de canon.

La victoire d'Ocana, qui pacifiait le midi de l'Espagne, amena cependant un fâcheux résultat. Ce succès alors si important arrêta malheureusement Napoléon, qui, depuis les nouvelles de Talavera, avait résolu d'aller prendre lui-même la direction de la guerre. Déja la garde impériale était en pleine marche : une partie venait d'arriver à Bordeaux à la fin de décembre; la cavalerie était à Poitiers; l'infanterie et l'artillerie sur la Loire. Cent mille hommes se dirigeaient vers les Pyrénées. L'empereur avait le projet de battre séparément l'armée anglaise cantonnée du côté de Badajoz, et l'armée espagnole réunie dans la Manche. Le nœud de ces opérations était l'occupation de Cadix et de Lisbonne. Indépendamment de l'influence que la présence du vainqueur de Wagram devait exercer sur ses ennemis de la péninsule, elle eut été toute puissante pour

réduire au silence les rivalités qui s'élevaient parmi les chefs de ses armées : on sait combien ces divisions furent fatales. Le maréchal Soult remplaçait, comme major-général de larmée, le maréchal Jourdan, qui avait instamment demandé et enfin obtenu de retourner en France. L'armée vit partir avec regret un de ses plus anciens et de ses plus illustres capitaines. Joseph n'avait pas sur les maréchaux cette autorité du génie à laquelle sous les yeux de Napoléon, ils étaient habitués à sacrifier leur ambition et leurs jalousies.

Le 14 janvier 1810, après avoir parlé de l'exécution d'un adjudant-major du 18e de dragons nommé *d'Argentou*, convaincu d'espionnage et d'intelligence avec le général Wellesley en Portugal, *le Moniteur* ajoutait : « A cette occasion, des bruits injurieux se sont répandus sur le compte du duc de Dalmatie. Nous sommes autorisés à déclarer que ces bruits sont controuvés et faux. S. M. n'a pas cessé d'avoir confiance dans la fidélité et les bons sentimens du duc de Dalmatie; elle lui en a donné une nouvelle preuve en le nommant major-général de son armée d'Espagne.»

Cette insertion imposa silence à une calomnie alors accréditée : on prétendit que le maréchal avait été au moment de se faire reconnaitre roi de Portugal, sous le nom de *Nicolas* Ier ; on disait même que la proclamation de cette royauté avait été faite à Lisbonne et à Oporto, et que la cérémonie du baise-main avait eu lieu. Cette fable se soutint pendant quelques temps parce qu'elle était absurde. Les hommes de bon sens savaient bien qu'Alexandre n'avait eu de successeur qu'après sa

mort et que Napoléon n'encourageait pas ses lieutenans à hériter, lui vivant, d'aucune de ses conquêtes. Quoi qu'il en soit, une pareille anedocte, inventée par une malveillauce aussi aveugle que passionnée, donne l'idée de l'esprit qui régnait à cette époqne dans les armées françaises de la péninsule, où jamais n'avait été plus nécessaire la présence de celui devant lequel devaient se taire toutes les ambitions et toutes les rivalités. Napoléon apparaissant en Espagne, couvert des lauriers de Wagram, eût peut-être fait de Joseph un roi, et des Espagnols une véritable nation.

Le pavillon britannique avait été plus heureux dans les mers occidentales et sur les côtes de France, qu'aux Bouches de l'Escaut et dans les mers de Naples. Les Anglais avaient fait capituler à la Martinique le capitaine-général Villaret-Joyeuse, le 14 février, et ils étaient restés maîtres de cette colonie. Le général Ferrand, avec une poignée de Français de l'expédition du général Leclerc, avait pu se maintenir pendant cinq ans à Saint-Domingue contre l'insurrection triomphante des noirs; mais assailli à la fois par les habitans espagnols devenus ennemis de la France, et par les anglais, il dut se soumettre le 7 juillet à une convention en vertu de laquelle l'île Saint-Domingue vit tomber le dernier drapeau français. Nos établissemens du Sénégal subissaient également la loi britannique le 14 juillet. Ces exploits de la marine anglaise sont obscurs en comparaison de ses défaites partout où elle a trouvé de la résistance, soit aux bouches de l'Escaut, soit enfin aux rives du Bosphore et en Égypte.

Les véritables succès de l'Angleterre en 1809 sont purement maritimes. Ainsi au combat du 12 avril devant l'île d'Aix, de quatorze vaisseaux français, mouillés sous le feu des batteries, qu'une escadre anglaise armée de brulots attaqua vivement, six furent réduits à s'échouer, six autres brulés, et deux seulement parvinrent à remonter la Charente, sans que l'ennemi perdit un seul de ses batimens. Avec non moins de malheur, le contre-amiral Baudin, rencontré par les anglais sur les côtes du département de l'Hérault où il escortait un convoi, se vit pareillement obligé de s'échouer et de mettre le feu à deux de ses vaisseaux. Le convoi alla se réfugier dans la baie des Roses. Au reste, malgré les efforts de Napoléon, et quoiqu'il ait touché au moment de s'assurer l'empire du monde par une grande expédition maritime, on peut dire que la marine française ne survécut pas à Louis XVI, qui en porta si haut la gloire dans les deux hémisphères. L'Angleterre avait achevé de se venger de ce prince et de la France royale à Quiberon. Ce n'était pas la première fois qu'elle aidait de son or et de ses armes les passions démagogiques, dont le triomphe momentané mit plusieurs fois en péril la liberté conqnise par la révolution.

CHAPITRE IV.

PAIX DE VIENNE. — ATTENTAT DU JEUNE STAPS CONTRE LES JOURS DE NAPOLÉON. — RETOUR DE NAPOLÉON A PARIS. — DISSOLUTION DE SON MARIAGE.

L'EMPEREUR célébra le jour de sa fête, à Vienne, par des récompenses militaires. Il nomma Berthier prince de Wagram, Davoust prince d'Eckmühl, Masséna prince d'Essling; ce dernier titre et celui de duc de Rivoli, réunis sur la tête du héros de Zurich, prouvent surtout que Napoléon ne craignait pas d'attacher au nom de ses premiers lieutenans le souvenir des actions où leur influence personnelle avait le plus contribué au triomphe de ses armes. Les soldats n'eurent pas moins de part que leurs chefs à la munificence de l'Empereur. Il accorda des dotations aux amputés, pensionna les veuves des guerriers morts au champ d'honneur, adopta leurs enfans et décréta en outre l'érection d'un obélisque avec cette inscription : *Napoléon au peuple français.* On reconnait dans cette idée, ainsi que dans beaucoup d'autres, l'homme qui avait reçu la profonde empreinte de la révolution, qui ne pouvait s'em-

pêcher de lui emprunter des institutions populaires, et souvent le seul langage capable d'émouvoir les masses. Le monument qui associait la nation aux victoires de l'Empereur devait occuper le terre-plein du Pont-Neuf, où s'élève aujourd'hui la statue de Henri IV: il était dans la déstinée de ce bel emplacement de ne pas échapper à la gloire nationale. Napoléon fonda encore le même jour l'Ordre des Trois-Toisons, ordre purement militaire, à l'instar de ceux de Marie-Thérèse et de Saint-Georges: on le nomma plaisamment l'*Ordre du Sépulcre*, en raison de la difficulté de remplir les conditions exigées des candidats, soit pour le nombre des combats auxquels il fallait avoir assisté, soit pour le nombre des blessures. La dénomination consacrée à la nouvelle institution désignait la possession de la Toison de Bourgogne et les conquêtes de celles d'Autriche et d'Espagne. Une pareille création était également impolitique à l'égard de l'Europe au moment de la paix, et à l'égard de la France, où la Légion-dHonneur, qui reposait sur des principes d'égalité, suffisait à toutes les ambitions et à tous les services rendus au pays. Aussi l'Ordre des Trois-Toisons fut-il bientôt abandonné comme trop contraire à l'esprit et aux intérets du siècle: cette pensée avait échappé au vainqueur des Autrichiens: l'Empereur des Français la réprima.

Cependant les conférences d'Altenbourg ne se terminaient point. On négociait de part et d'autre, l'épée au côté. Le quartier-général autrichien parlait assez hautement de dénoncer l'armistice le 20 septembre, pour que Napoléon se crût forcé de s'occu-

per du plan d'une nouvelle campagne, qui porterait le théâtre des hostilités en Bohême. La présence des Anglais devant Flessingue, et l'activité imprimée par eux à la lutte espagnole, continuaient d'exercer une influence très-directe sur les dispositions du cabinet de Bude. A Altenbourg, le duc de Cadore articulait de dures prétentions, et le comte de Metternich au lieu de les discuter, les éludait en émettant d'autres propositions d'une véritable perfidie, telle que celle de céder les deux Gallicies. Le retard et la mollesse des mouvemens du général russe Gallitzin pendant la guerre, et ses refus de coopération avec le prince Poniatowski, ne pouvaient permettre au négociateur français de s'appuyer sur l'alliance de la Russie, que la cession des deux Gallicies eût trop directement menacée. Les plénipotentiaires d'Altenbourg restaient en présence sans rien finir, quand le 8 septembre, le comte de Bubna arriva à Schœnbrunn, porteur d'une lettre par laquelle son souverain déclarait rejeter les conditons du duc de Cadore. Cette circonstance devenait grave et amena des conférences entre le duc de Bassano et M. de Bubna: toutefois, comme la lettre de l'Empereur d'Autriche était menaçante, Napoléon, après y avoir répondu, avait pris la résolution de charger le maréchal Masséna de la conquête de la Bohéme, avec une armée de quatre-vingt mille hommes. Il partit lui-même le 15 pour aller visiter les divers corps, et ce fut sur le champ de bataille d'Austerlitz qu'il donna ses ordres au maréchal Davoust. Il est vrai que le présent ne ressemblait pas au passé: Napoléon n'avait plus la même armée: celle qui se composait des débris de

toutes les armées de la République, de vainqueurs du Rhin, du Danube, des Pyramides, des Alpes, de l'Italie, de l'Egypte, de Marengo et de l'immortelle campagne que termina la bataille des trois empereurs. La cavalerie d'Austerlitz manquait aussi à Napoléon, qui perdit entre autres tout le corps des cuirassiers à Essling. Il sentait bien que sa positisn n'était plus la même; d'aillcurs la jeune armée, dont il avait obtenu des prodiges, n'était pas encore reposée de ses derniers succès; mais Napoléon savait mieux que son ennemi quelle puissance morale la victoire exerçait sur ses soldats, auxquels il savait si bien l'art de parler, et ils venaient de recevoir dans leurs rangs trente-six mille blessés sortis des hopitaux, six mille prisonniers échangés, et des détachemens arrivés de France. De son côté l'archiduc avait bien reconnu aussi la différence de ses armées d'aujourd'hui avec ses vieilles bandes d'autrefois; néanmoins ses forces se trouvaient encore imposantes, et Napoléon ne pouvait pas maintenant commander impérieusement la paix comme à Presbourg. Dans les nouvelles idées qui motivèrent l'inspection solennelle de ses troupes au moment où la guerre semblait toujours imminente, on admettra sans peine la tentatation et même le dessein de donner à l'Europe le spectacle du dénombrement de la monarchie autrichienne, résultat peut-être infaillible de la conquête d'un de ses trois royaumes, de cette Bohême dont Masséna avait déja fait explorer toutes les avenues; mais cette grande opération, à laquelle Napoléon, dans ses *Mémoires*, affirme qu'un archiduc n'eut pas resté ètranger, était bien autrement facile après Austerlitz,

où l'armée russe exterminée se voyait hors de la question, qu'après Wagram, puisque, demeurée intacte durant la campagne, elle aurait nécessairement, au premier indice qu'un semblable projet de la part de Napoléon, révélé brusquement, à un allié qu'elle trompait, le secret de son inaction depuis le commencement jusqu'a la fin de la guerre. Tel fut, sans aucun doute, indépendamment des justes craintes que devaient lui inspirer les obsessions de l'Autriche auprès du cabinet de Berlin, depuis l'ouverture des hostilités, tel fut le véritable et important motif qui fit supporter à Napoléon les dégouts de la négociation d'Altenbourg. La Russie continuait d'offrir au cabinet autrichien la médiation armée, que, sans trop de ménagment pour la France, elle n'avait cessé de déployer pendant la campagne de Pologne, au lieu d'une coopérarion active contre la Maison d'Autriche. La Russie sauva l'Autriche après Wagram. Ce bienfait ne devait pas être perdu. La même position vis-à-vis de la France dicta la même conduite à l'Autriche deux ans plus tard, en faveur de la Russie !

Cependant la réponse de l'empereur Napoléon ne parut pas avoir aplani les difficultés, malgré l'abandon des Bouches de l'Escaut par la flotte anglaise : cet événement, grave pour la politique autrichienne, loin de l'amener à des sentimens de conciliation, l'irrita davantage. Le comte de Stadion réclama avec hauteur de lord Bathurst, en dédommagement du départ de l'expédition britannique, l'exécution de l'engagement antérieur que l'Angleterre avait contracté, c'est-à-dire une diversion armée dans le nord

de l'Allemagne. C'était cette diversion sur laquelle le duc Brunswick et le partisan Schill avaient inutilement compté, et dont le défaut causa la ruine de leurs entreprises. Ainsi, tandis que M. de Champagny et M. de Metternich traitaient de la paix à Altenbourg, la cour de Bude revendiquait de son allié de Londres les moyens de reprendre les hostilités. Plus constante, plus ferme encore dans ses refus aux propositions françaises, le 19 septembre, elle les déclarait de nouveau inadmissibles, attentatoires à l'existence de la monarchie; elle alla même jusqu'à dire qu'elle se voyait obligée de circonscrire la durée des négociations. Ce n'était point là le langage de l'empereur François au bivouac de Napoléon, après Austerlitz.

Mais pendant que les plénipotentiaires des deux cours faisaient à Altenbourg la grande guerre diplomatique, MM. de Bassano et de Bubna manœuvraient à Schœnbrunn sur un terrain moins orageux. Le premier découvrit que la faiblesse présumée de notre armée était en dernier terme la raison secrète de la résistance du cabinet autrichien; en conséquence il saisit l'occasion de laisser voir à M. de Bubna un état détaillé des forces françaises ainsi que de celles qui étaient en marche, et ne lui cacha point que l'expédition anglaise sur l'Escaut ayant tourné entièrement à la confusion du gouvernement britannique, l'empereur Napoléon, se disposait à rouvrir la campagne et fermerait aussitôt tout accès à des négociations. Une semblable déclaration frappa M. de Bubna, qui se retrancha dès ce moment dans la recherche des conditions finales de la paix. Cette négociation, d'abord incidentelle, devint alors la principale; elle

amena bientôt la discussion et la fixation précise des bases du traité. M. de Bubna courut à Dotis rendre compte de l'état des choses à son souverain : ce prince ne tarda pas à demeurer convaincu que la nouvelle guerre dont il était menacé pouvait, peut-être en peu de jours, compromettre bien plus l'existence de sa couronne que le refus des propositions d'Altenbourg ne pouvait la garantir : passant donc subitement d'une résistance pleine de hauteur à une extrême facilité, il envoya à Schœnbrunn, avec le comte de Bubna, le prince de Lichtenstein, muni de pleins pouvoirs pour traiter. En vingt-quatre heures, le prince et le duc de Bassano eurent arrêté les clauses générales. Le ministre des relations extérieures, duc de Cadore, fut rappelé d'Altenbourg par une lettre du 27 septembre pour conclure la négociation défitive. Le prince Jean de Lichtenstein était plénipotentiaire, au lieu de M. de Metternich dont les deux empereurs paraissaient également mécontens. La France demandait cent millions de contributions de guerre, l'Autriche n'en voulait donner que la moitié. Un événement inattendu mit fin à cette discussion, qui de part et d'autre n'était pas sans opiniâtreté.

On était au 13 octobre; les troupes défilaient à Schœnbrunn devant Napoléon : un étudiant, nommé Frédéric Stabs, âgé de dix-huit ans, fils d'un ministre protestant de Hambourg, s'avança tout d'un coup vers l'Empereur, placé entre le prince de Neuchâtel et le général Rapp, aide-de-camp de service, et lui adressa la parole en allemand. Napoléon accueillit ce jeune homme avec bonté, et le renvoya au général Rapp qui parlait sa langue. Stabs, passant

derrière la foule, se rapprocha encore de Napoléon. Rapp, en éloignant Stabs, sentit une arme cachée; il le fit saisir par un gendarme qui l'entraîna. On trouva sur ce jeune fanatique un grand couteau et un portrait. Amené en présence de Napoléon, il déclara qu'il était venu pour délivrer son pays de l'oppresseur de l'Allemagne. Napoléon inclinait à le regarder comme malade ou comme fou. « Ni l'un ni l'autre! » s'écria Stabs. Corvisart, ayant été consulté, lui tâta le pouls et répondit : « Monsieur se porte bien. — Je vous l'avais bien dit, » reprit Stabs avec une sorte de satisfaction. Napoléon, vivement frappé de l'assurance de ce malheureux, lui promit sa grâce s'il demandait pardon de son crime. Stabs affirma qu'il n'avait que le regret de n'avoir pu réussir. « Il paraît qu'un crime n'est rien pour vous? — Vous tuer n'est pas un crime, c'est un devoir. — Quel est ce portrait trouvé sur vous? — Celui de ma meilleure amie, de la fille adoptive de mon vertueux père. — Quoi! votre cœur est ouvert à des sentimens si doux, et, en devenant un assassin, vous n'avez pas craint d'affliger, de perdre les êtres que vous aimez? — J'ai cédé à une voix plus forte que celle de ma tendresse. — Mais en me frappant au milieu de mon armée, pouviez-vous échapper? — Je suis en effet étonné d'exister encore. — Celle que vous chérissez sera bien affligée. — Elle sera bien affligée de ce que je n'ai pas réussi; elle vous hait autant que je vous hais moi-même. — Si je vous faisait grace..... — Je ne vous tuerais pas moins. » Stabs fut encore interrogé en prison et persista dans ses aveux. Il refusa toute nourriture depuis le jour de son arrestation jusqu'au 17,

où il subit son arrêt; il dit qu'il avait assez de force pour aller à la mort. Arrivé au lieu de l'exécution, on lui annonça que la paix venait d'être signée, et il s'écria : « *Vive la liberté! Vive l'Allemagne!* » Ce furent ses dernières paroles. Jusqu'au moment fatal, Napoléon penchait pour le pardon, et peu s'en fallut que Stabs ne conservât la vie.

Cependant, le 11, de sérieuses difficultés s'étaient élevées entre les plénipotentiaires, et nos corps d'armée avaient reçu les ordres. Frappé de la responsabilité qui pesait sur sa tête, le prince de Lichtenstein se sacrifia. Il accorda quatre-vingt-cinq millions de contributions au lieu de cinquante, et le 14, dans la nuit, il signa, les larmes aux yeux, le traité de Vienne.

Par ce traité, conquis les armes à la main, l'Autriche dut abandonner : 1° aux souverains de la Confédération rhénane les pays de Saltzbourg et de Berchtolsgaden, et la partie de la Haute-Autriche, située au-delà d'une ligne partant du Danube, depuis Strass jusqu'au lac de l'Alter, frontière de Saltzbourg; 2° à la France les pays de Gorietz, Montefalcone, Trieste, la Carniole, le cercle de Villach, une grande partie de la Croatie, Fiume, le littoral hongrois, l'Istrie autrichienne, la rive droite de la Save devenue limite entre les deux États; 3° au roi de Saxe les enclaves de la Bohême situées dans son royaume, et en sa qualité de grand-duc de Varsovie, la nouvelle Gallicie, l'arrondissement de Cracovie, etc.; 4° à la Russie un territoire de quatre cent mille ames dans l'ancienne Gallicie, etc. Cette cession à la Russie du district de Tarnopol ne pouvait compenser pour elle

la cession de la Gallicie occidentale au grand-duché de Varsovie, qu'elle dut regarder comme la base du rétablissement prochain du trône de Pologne, outre qu'une disposition formait une infraction au traité de Tilsitt. C'était menacer ou au moins inquiéter la Russie, avec laquelle Napoléon ne se trouvait pas en état de solder le compte de la conduite militaire du prince Gallitzin en Pologne. Cette clause en faveur du grand-duché de Varsovie cimentait nécessairement une secrète et vindicative intelligence entre Vienne et Pétersbourg. Napoléon, je crois l'avoir déjà dit, n'avait pas à beaucoup près, pour conduire une négociation, le génie qui, dans aucune époque de sa vie, ne lui manqua pour conduire une guerre. L'Autriche s'engageait aussi à reconnaître tous les changemens survenus et à survenir en Espagne, en Portugal et en Italie, et elle adhérait au système continental..... Voilà les principales clauses du traité de Vienne. Il était déclaré commun aux rois d'Espagne, de Hollande, de Naples, de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, de Westpalie; au prince Primat; aux grands-ducs de Bade, de Berg, de Hesse-Darmstadt, de Wurtzbourg et à tous les princes de la Confédération du Rhin. Telle se présentait à cette époque la clientèle de l'empire français! Peut-être une victoire, une seule victoire remportée en Bohême, eût-elle joint à cette nomenclature de souverains un roi de Bohême, un roi de Hongrie, un roi ou un duc d'Autriche. La soumission du cabinet de Bude à de semblables conditions, qui dépouillaient l'Autriche de toutes ses frontières défensives et offensives, prouvait suffisamment l'etat de désespoir où l'avait ré-

duite, non la bataille de Wagram, bataille moins bien gagnée par l'armée de Napoléon que celle d'Austerlitz, mais l'accroissement successif de nos forces au milieu des négociations. D'un autre côté, je le répète, on ne saurait douter que, dans le projet qu'il avait conçu de reconstruire la vieille Europe et de la doter de constitutions représentatives, Napoléon n'eût songé à la division de l'empire d'Autriche en trois États indépendans, dont chacun conserve encore à présent les formes, et invoque peut-être les souvenirs de son antique constitutionnalité. Mais le temps seul est le juge de ces deux grands procès sans cesse débattus dans l'histoire des peuples; le premier est le droit de la conquête sur leur indépendance, le seconde est le droit de leur indépendance sur la conquête.

Le 15, Napoléon partit pour Passau et pour Munich, où il devait attendre la ratification encore incertaine de l'empereur d'Autriche. Des signaux furent placés sur la route, afin d'informer promptement Napoléon de ce qui arriverait. Jamais aucune paix ne ressembla autant à la guerre. Avant son départ, l'Empereur avait remis le commandement au major-général, en lui donnant les ordres les plus précis et les plus circonstanciés pour le cas de l'évacuation, qu'il régla de manière à préserver nos troupes de toute surprise. Par la lettre qui contenait ces dispositions, il enjoignait à Berthier de faire sauter les bastions de Vienne, et plus tard les fortifications de Brunn, Raab, Gratz, de démolir entièrement les travaux de Spitz, mais seulement après l'échange des ratifications, qui eut lieu le 19. Le 22, Napoléon en

reçut la nouvelle à Munich, ainsi que la réponse de l'empereur d'Autriche à la lettre qu'il lui avait écrite après la signature du traité : cette réponse respirait le sentiment d'une union à laquelle semblait attachée la prospérité des deux nations. La paix était dans la lettre de François, mais la guerre resta dans son cabinet. Napoléon quitta la capitale de la Bavière le 23, et le 26 il arriva à Fontainebleau.

Tandis que Napoléon revenait triomphant de Munich dans ses États, Frédéric-Guillaume, après trois ans d'absence, reprenait, le 20 novembre, à Berlin, le faible trône que le traité de Tilsitt lui avait laissé; il remontait sur ce trône sous la protection, non du souverain qui le lui avait rendu, mais de celui qui en avait obtenu la restitution. Frédéric trouva à Berlin un auxiliaire puissant dans une affiliation étroite avec les secrets ennemis de la France. Son conseil venait de lui faire faire pendant sa retraite à Memel, et à son insu peut-être, la campagne de 1809, par les armées du duc de Brunswick, du major Schill, et de concert avec l'Autriche et l'Angleterre. Ce n'étaient pas là d'heureux présages pour la conduite future du roi envers Napoléon.

Vienne et Berlin sortant de captivité, Londres humiliée, Paris dans l'ivresse des fêtes de la victoire et de la paix, présentent un contraste que l'histoire s'empresse de saisir, tant l'inconstance de la fortune lui est connue. Les rois nouveaux de la vieille Europe, les grands vasseaux de Napoléon sont tous accourus dans sa capitale; ils y sont appelés, non-seulement comme légataires du testament politique que la cour de Vienne a signé en leur faveur sous la

dictée du conquérant qui domine le continent, depuis les frontières de la Russie et de la Turquie jusqu'aux derniers rivages de la Méditerranée européenne, mais encore pour être les témoins d'un grand acte de réconciliation que leur présence doit en quelque sorte sanctionner.

FIN DU LIVRE ONZIÈME.



LIVRE DOUZIÈME

CHAPITRE PREMIER.

(1809-1810.)

MARIAGE DE L'EMPEREUR AVEC L'ARCHIDUCHESSE MARIE-LOUISE. — LE PRINCE EUGÈNE APPELÉ A L'HÉRÉDITÉ DU GRAND DUCHÉ DE FRANCFORT. — PAIX DE LA SUÈDE AVEC LA FRANCE. — ABDICATION DU ROI DE HOLLANDE. — RÉUNION DE LA HOLLANDE A L'EMPIRE. — LE PRINCE DE PONTE-CORVO APPELÉ A L'HÉRÉDITÉ DU TRÔNE DE SUÈDE. — EXPÉDITION DE SICILE. — RÉUNION DU VALAIS ET DES VILLES ANSÉATIQUES A LA FRANCE.

Rome venait d'être le théâtre d'une scène du moyen âge; Paris devint celui d'une véritable pompe de l'empire romain. Parmi les courtisans couronnés de Napoléon, la capitale distingue à peine cette troupe de petits souverains d'Allemagne, qui, fiers alors de faire partie de la Confédération rhénane, victorieuse de l'Autriche, se sont hâtés d'offrir à son protecteur le vasselage de l'orgueil germanique. L'Europe entière est représentée par les plus brillantes ambassades, sauf l'Angleterre, dont l'absence balance à elle seule toute cette clientèle diplomatique : cette lacune est immense. Napoléon sent bien qu'elle laisse à découvert une partie de sa puissance; aussi se pro-

pose-t-il d'opposer à ce grave danger l'influence du blocus continental. Dans la foule de ces princes, de ces rois, se cache le vainqueur de Raab, le fils adoptif du maître du monde; il cherche à se dérober aux hommages qu'on lui adresse, et chargé d'une mission déchirante pour son cœur, mais non funeste à sa gloire, il se voit, après Napoléon, le personnage sur lequel se porteront tous les regards. Vice-roi de la belle Italie, que sa valeur vient d'arracher à l'invasion autrichienne, et dont la couronne lui est assurée si Napoléon meurt sans postérité; fils de l'impératrice Joséphine, Eugène a été appelé pour la disposer à briser le nœud nuptial auquel son époux a attaché tant d'éclat. Le prince doit contribuer à se dépouiller lui-même du magnifique héritage qu'il a su défendre par ses armes, et que lui garantit la continuation du bonheur de sa mère. Napoléon avait bien choisi son interprète; jamais l'héroïsme de la reconnaissance ne mérita plus d'être admiré : ce sentiment devait triompher de la nature elle-même, et, en sacrifiant deux couronnes, Joséphine et Eugène allaient donner au monde l'exemple du dévouement le plus rare. Depuis long-temps Joséphine redoutait ce grand changement dans sa destinée; inquiet du simple contrat civil qui l'avait unie au général Bonaparte en 1796; devenue impératrice, elle fit d'abord consentir l'Empereur à demander secrètement avec elle la bénédiction nuptiale au cardinal Fesch. La crainte d'un divorce, dont elle était constamment obsédée, avait aussi poussé Joséphine à employer tous les moyens pour obtenir de Napoléon qu'elle pût recevoir en même temps que lui la consécration du pape.

Le 15 décembre le prince Cambacérès, archichancelier de l'empire, et le comte Renauld, secrétaire de l'état civil de la Maison impériale, furent appelés par lettres closes dans le cabinet de l'Empereur, à neuf heures du soir; tous les princes et toutes les princesses de la famille de Napoléon, ainsi que le vice-roi et la vice-reine d'Italie, faisaient partie de cette réunion, excepté le roi d'Espagne et la grande-duchesse de Toscane. L'Empereur s'adressant au prince archi-chancelier, lui dit : «..... La politique de « ma monarchie, l'intérêt et le besoin de mes peu- « ples, qui ont constamment guidé toutes mes « actions, veulent qu'après moi je laisse à des « enfans, héritiers de mon amour pour mes peu- « ples, ce trône où la Providence m'a placé. Cepen- « dant, depuis plusieurs années, j'ai perdu l'espé- « rance d'avoir des enfans de mon mariage avec ma « bien-aimée épouse l'impératrice Joséphine; c'est « ce qui me porte à sacrifier les plus douces affec- « tions de mon cœur, à n'écouter que le bien de « l'État et à vouloir la dissolution de notre mariage. « Parvenu à l'âge de quarante ans, je puis concevoir « l'espérance de vivre assez pour élever dans mon « esprit et dans ma pensée les enfans qu'il plaira à « la Providence de me donner... Ma bien-aimée « épouse a embelli quinze ans de ma vie,..... elle a « été couronnée de ma main..... Je veux qu'elle con- « serve le rang et le titre d'impératrice.....» L'impératrice Joséphine prit ensuite la parole et dit : «..... Je « me plais à donner à notre auguste et cher époux la « plus grande preuve d'attachement et de dévouement « qui ait jamais été donnée sur la terre; je tiens tout

« de ses bontés : c'est sa main qui m'a couronnée,
« et, du haut de ce trône, je n'ai reçu que des
« témoignages d'affection et d'amour du peuple
« français. Je crois reconnaître tous ces sentimens,
« en consentant à la dissolution d'un mariage qui,
« désormais, est un obstacle au bien de la France,
« qui la prive du bonheur d'être un jour gouvernée
« par les descendans d'un grand homme, évidem-
« ment suscité par la Providence pour effacer les
« maux d'une terrible révolution, et pour rétablir
« l'autel, le trône, et l'ordre social.....» Cette dernière phrase, dans cette réponse toute politique, était sans doute la manifestation des principes sur lesquels l'Empereur voulait s'appuyer plus fortement que jamais, en contractant une alliance avec une ancienne maison régnante en Europe. L'obéissance d'une reine répudiée n'avait pas encore été mise à une aussi grande épreuve. Il fut donné acte à l'Empereur et à l'Impératrice des déclarations qu'ils venaient de faire de leur consentement à la dissolution de leur mariage; on dressa un procès-verbal, que signèrent les membres de la famille impériale, l'archichancelier et le secrétaire de l'état civil. Aussitôt un projet de sénatus-consulte fut adressé à l'archichancelier, qui convoqua le Sénat le lendemain 16. La séance s'ouvrit par l'admission au serment du prince vice-roi, qui paraissait pour la première fois au Sénat, le jour où la dissolution du mariage de sa mère allait être décrétée; mais le sacrifice était commencé depuis le dernier voyage de Napoléon à Milan. Si l'épreuve avait été cruelle en présence de sa mère, dans le cabinet de l'Empereur, elle ne le fut pas moins au Sénat; car,

après que le comte Regnauld eut développé les motifs du sénatus-consulte, le prince vice-roi dut aussi avoir le courage de prendre la parole, et dit : «..... Lors« que ma mère fut couronnée devant toute la nation « par les mains de son auguste époux, elle contracta « l'obligation de sacrifier toutes ses affections aux « intérêts de la France : elle a rempli avec courage, « noblesse et dignité, ce premier des devoirs ; son « âme a été souvent attendrie en voyant en butte à « de pénibles combats le cœur d'un homme accou« tumé à maîtriser la fortune et à marcher d'un pas « ferme à l'accomplissement de ses grands desseins. « Les larmes qu'a coûtées cette résolution à l'Empe« reur suffisent à la gloire de ma mère... »

Alors le Sénat nomma une commission chargée de l'examen d'un projet du sénatus-consulte ; elle se retira pour délibérer. A quatre heures et demie, on reprit la séance au retour de la commission. Le comte de Lacépède rendit compte de la délibération, dont le résultat, comme on le pense bien, n'était pas contraire au projet. Son discours offrit ce passage remarquable : « En ne portant même nos regards que « sur les prédécesseurs de Napoléon, nous voyons « treize rois que leur devoir de souverain a con« traints à dissoudre les nœuds qui les unissaient à « leurs épouses ; et, ce qui est bien digne de remar« que, parmi ces treize princes nous devons compter « quatre des monarques français les plus admirés et « les plus chéris, Charlemagne, Philippe-Auguste, « Louis XII et Henri IV... » On vota au scrutin sur l'adoption proposée. *Le scrutin*, dit le Moniteur, *donne, en faveur du projet, le nombre de voix exigé*

par l'art. 56 *de l'acte des constitutions du* 4 *août* 1802. Il résulte de cette rédaction la certitude que l'assentiment du Sénat ne fut pas unanime; sa minorité exprima réellement le vœu national. La France, qui aimait Joséphine; la France, pour qui Napoléon n'avait pas eu besoin d'aïeux, s'affligea au bruit de cette résolution, qui brisait en quelque sorte son lien de famille avec son héros et son empereur. Napoléon se rendit immédiatement à Trianon, où il s'occupa de son nouveau mariage. Trois princesses convenaient presque également : la princesse royale de Saxe, une grande-duchesse de Russie et une archiduchesse d'Autriche. On entama trois négociations; les deux dernières surtout étaient très délicates; il fallait sonder les intentions sans s'engager. Avec l'Autriche tout se passa à Paris dans les formes les plus confidentielles. Les pourparlers préliminaires eurent lieu entre le prince de Schwartzemberg, deux jours après le divorce, le 19 décembre, et le comte Alexandre de Laborde, à qui le duc de Bassano avait confié cette mission. Les ordres pour les communications à la Russie étaient en route. Au mois de janvier 1810, M. de Metternich avait jeté un mot sur le sujet des intentions actuelles du cabinet des Tuileries, dans une conversation avec le comte de Narbonne. Mais déjà on s'était entendu à Paris avec l'ambassadeur d'Autriche, sans cependant s'être lié définitivement. On restait libre de désavouer l'intermédiaire sans importance qui avait porté les premières paroles, et l'on attendait les réponses de Pétersbourg : elles annonçaient que l'empereur Alexandre n'avait pas semblé hésiter pour donner sa

sœur, mais que l'impératrice-mère demandait du temps, plusieurs mois pour se décider, qu'elle objectait la trop grande jeunesse de sa fille et la différence de religion : c'était un refus mal coloré. Après la démarche qu'il avait faite, Napoléon se voyait forcé de prendre un parti ; il le prit sans aucun regret. Le gouvernement s'était effrayé, je ne sais pourquoi, de l'inconvénient d'admettre dans l'intérieur une chapelle grecque, avec ce que l'on appela les intrigues des papes ; l'Empereur ne pouvait d'ailleurs se réduire à attendre peut-être inutilement le terme des délais ou des objections de l'impératrice-mère, sans s'exposer à perdre les dispositions favorables que montrait la cour de Vienne. Le projet de l'alliance avec la Maison de Saxe n'avait pas tenu devant les facilités de l'Autriche; la dignité impériale se trouvait plus satisfaite du consentement de Vienne que de celui de Dresde; et, puisqu'il faut le dire, la princesse de Saxe n'était déjà plus d'assez bonne maison pour le mari de Joséphine de la Pagerie. Le soir même du jour où arriva la dépêche de Pétersbourg, le prince Eugène se vit encore dans la cruelle nécessité de conclure et de signer le dernier acte politique qui déshéritait sa mère, c'est-à-dire la convention du mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise.

Cependant il avait fallu soumettre à l'officialité de Paris la validité du mariage religieux de l'impératrice Joséphine, pour en obtenir la rupture. Le 14 janvier, il fut déclaré nul, en vertu de la disposition du concile de Trente : « Que tout mariage est « nul, du moment qu'il n'est point fait en présence

« du curé de l'une des deux parties contractantes; « ou de son vicaire, assisté de deux témoins. » On ignore par quelle raison le cardinal Fesch avait négligé de se conformer à cette disposition, trop importante pour permettre de croire qu'il ne la connût pas. Quoiqu'il en soit, Napoléon, parce qu'il ne l'avait point observée, fut condamné par l'officialité à une amende de 6 francs envers les pauvres.

Le 3 mars, le prince de Neuchâtel, chargé de demander la main de l'archiduchesse Marie-Louise, arriva à Vienne le même jour; l'Empereur déclara le titre de grand-duc de Francfort reversible sur la tête d'Eugène après la mort du prince Primat.

Ainsi, dès lors Napoléon réservait dans sa pensée la couronne d'Italie, et probablement de l'Italie entière, pour apanage au second fils qui naîtrait de son nouveau mariage. Il est certain que déjà, à cette époque, tel était le vœu de l'Italie et même de cette Rome qui, depuis les victoires du général Bonaparte, et surtout depuis son avénement à la couronne de fer, avait sécularisé sa politique, et aspirait hautement à voir occuper, non le trône de l'Église, mais le trône des Césars, par un autre que par le successeur de Saint Pierre.

Cependant, le 11, le prince de Neuchâtel avait épousé solennellement, au nom de son souverain, la fille de l'empereur François. Le 13, cette princesse quitta Vienne, accompagnée de plus de trois cents personnes, parmi lesquelles on comptait plusieurs dignitaires de l'empire d'Autriche, douze dames du palais, douze chambellans, etc., sans y comprendre les militaires. Une vaste baraque, divisée en trois

salons, l'un regardant l'Autriche, l'autre la France, et celui du milieu déclaré neutre, avait été construite avec une promptitude et une magnificence extraordinaires, entre Braunau et Altheim. Cette construction rappelait celle du radeau du Niémen, à Tilsitt, et ne devait pas laisser un souvenir plus heureux. La reine de Naples, entourée d'une suite nombreuse, avait été envoyée par Napoléon pour recevoir la princesse des mains de sa famille. Le 16, la remise se fit en présence des deux cours, avec une pompe dont Napoléon lui-même avait pris le soin de dicter le cérémonial. Tout ce que renfermait la corbeille était un véritable miracle de cette industrie parisienne qui, sous le nom de modes, continue l'empire d'une domination française dans l'univers entier. Le luxe de la cour autrichienne et du cortége militaire, la qualité des personnes qui les composaient, donnèrent alors la mesure de la haute importance que la Maison d'Autriche attachait à ce mariage.

Après la cérémonie, Marie-Louise partit pour Braunau, où elle fut tout à coup transformée en impératrice des Français; elle y quitta ses vêtemens de Vienne, et ne vit plus autour d'elle que la maison que Napoléon lui avait formée. La princesse trouva sur la route, à chaque coucher, une lettre de son époux. Le 29, elle se mit en route, pour Compiègne, où résidait l'Empereur, entouré des princes de la famille impériale et de la cour la plus brillante. Napoléon s'était aussi occupé d'un cérémonial pour l'entrevue, fixée par lui au lendemain. Mais, cette fois, l'étiquette céda à son impatience, et le législateur passa par-dessus sa propre loi. Au lieu d'attendre le

jour suivant et de se rencontrer avec l'Impératrice *dans la tente du milieu, où la princesse devait s'incliner pour se mettre à genoux, et l'Empereur la relever, l'embrasser et s'asseoir à côté d'elle*, Napoléon sortit furtivement du palais, accompagné du roi de Naples, dans une simple calèche, sans livrées. Vêtu de la redingote grise de Wagram, il se plaça en embuscade, à cause de la pluie, sous le porche d'une petite église, au-delà de Soissons, dans le village de Courcelles; l'Impératrice devait y relayer. Aussitôt qu'elle arriva, il monta brusquement dans la voiture, et le lendemain il fit servir le déjeûner près du lit de l'Impératrice. Ce fut ainsi que se passa *l'entrevue de Compiègne*, que l'on appela *la surprise de Courcelles*. Le 30, toute la cour se réunit à Saint-Cloud pour la célébration du mariage civil. Napoléon habita à Saint-Cloud le pavillon d'Italie, comme à Compiègne, il avait habité l'Hôtel de la Chancellerie. Le 1er avril, le mariage fut prononcé par l'archichancelier; le soir, on donna sur le théâtre de la cour *Iphigénie en Aulide*, devant l'Achille français, qui alors était le roi des rois.

Le 31, l'Empereur et l'Impératrice firent leur entrée solennelle dans la capitale, au milieu d'un concours immense de peuple. Ils reçurent la bénédiction nuptiale du grand-aumônier de France, le cardinal Fesch, qui, cette fois, n'oublia pas l'assistance du curé de Saint-Germain-l'Auxerrois, paroisse du château des Tuileries. On déploya dans cette occasion la plus grande magnificence. On avait disposé en chapelle une salle de la galerie du Louvre, avec des tribunes pour les rois, les autres souverains et

les ambassadeurs. Les rois, reines, princes et princesses de la famille impériale, assistèrent l'Empereur et l'Impératrice à cette majestueuse et brillante solennité, qui eut aussi pour témoins les membres du sacré collège : quelques cardinaux seulement voulurent soutenir les droits du sacre pontifical, s'abstinrent de paraître et furent éloignés. Tous les corps de l'État, toutes les dignités civiles et militaires, enfin tout ce que la cour de France et les cours étrangères pouvaient, indépendamment de la capitale, offrir de plus distingué, se trouvaient réunis, au nombre de huit mille personnes, dans la grande galerie. Pendant toute la journée, la cour et la ville furent dans l'ivresse d'une fête générale. Cependant le souvenir fatal de celle du mariage de l'archiduchesse Marie-Antoinette attristait involontairement la pensée; et, trois mois après, le 1er juillet, l'incendie qui embrasa tout à coup la maison où le prince de Schwartzemberg donnait un bal à la fille de son souverain, renouvela cruellement ce souvenir. L'Impératrice courut quelque danger, dont Napoléon la préserva. Une belle-sœur de l'ambassadeur périt, ainsi que quelques autres personnes. Un grand nombre reçurent des blessures graves. Les témoins du mariage de Louis XVI avaient prédit une issue funeste à la nouvelle alliance avec la Maison d'Autriche : leur prophétie ne s'accomplit que trop bien. Cette alliance avait été contractée dans les remparts de Vienne détruits par Napoléon; quatre ans plus tard, elle sera dissoute à jamais dans les murs de Paris envahis par l'empereur François.

Le jour même de la célébration du mariage civil

de l'Empereur à Saint-Cloud, les princes d'Espagne donnèrent à Valencey une fête brillante, précédée d'un *Te Deum* solennel et suivie d'un banquet. Ferdinand porta un toast ainsi conçu : « *A nos Augustes souverains le Grand Napoléon et Marie-Louise, son auguste épouse!* » Mais la fête fut un peu troublée par l'arrestation d'un baron de Kolli, irlandais, qui se présenta au prince des Asturies avec deux lettres du roi d'Angleterre, en date du 31 janvier, contre-signées lord Wellesley, et relatives à l'enlèvement de Ferdinand. Celui-ci s'empressa de dénoncer cet agent au chef d'escadron Berthemy, gouverneur de Valencey, et lui dit : « Les Anglais ont fait bien du mal à « la nation espagnole : sous mon nom, ils font encore « couler le sang. Le ministère anglais, trompé lui-« même par la fausse idée que je suis ici retenu de « force, me fait proposer les moyens d'évasion. » Après cette noble et courageuse dénonciation, le baron de Kolli, envoyé au ministre de la police générale, partit sous bonne garde pour Paris, avec toutes les pièces de conviction. Ferdinand, dans le dessein de mieux prouver à l'Empereur combien il était étranger à cet événement, écrivit au commandant Berthemy : « J'ai voulu, Monsieur, vous faire savoir « moi-même que je suis informé de cette affaire, et « manifester itérativement, dans cette occasion, mes « sentimens de fidélité inviolable pour l'empereur « Napoléon, et l'horreur que m'inspire ce projet « infernal, dont je désire que les auteurs et les com-« plices soieut punis comme ils le méritent. » Deux jours avant, ce même prince avait aussi écrit au commandant Berthemy : « Mon premier désir est de

« devenir le fils adoptif de S. M. l'Empereur, notre « auguste souverain. Je me crois digne de cette adop- « tion, qui serait véritablement le bonheur de ma « vie, par mon amour et mon attachement parfait « pour la personne sacrée de S. M., comme par ma « soumission et mon obéissance entières à ses inten- « tions et à ses ordres... » Il terminait sa lettre en demandant de quitter Valencey. De son côté, le baron de Kolli déclara au ministre qu'il avait deux cent mille francs et un crédit ouvert, et que quatre bâtimens de guerre étaient à sa disposition sur la côte de Quiberon.

Le 17 avril, l'Empereur et l'Impératrice partirent de Compiègne pour aller visiter le canal de Saint-Quentin, Cambrai, Anvers, Bruxelles. Le roi et la reine de Westphalie, et le prince vice-roi, accompagnaient Napoléon. A Anvers, l'Empereur vit lancer le plus fort vaisseau que l'on eût construit sur les bords de l'Escaut; il était de quatre-vingts canons. Ce bâtiment reçut la bénédiction de M. l'archevêque de Malines, à la tête de son clergé. Le roi de Hollande vint rejoindre l'Empereur à Anvers. Napoléon parcourut les principales villes de la Belgique, de la Zélande, et l'île de Walcheren. Ce voyage était une grande reconnaissance des Bouches de l'Escaut, sur lesquelles l'expédition britannique dans la dernière campagne avait fortement attiré l'attention de Napoléon, qui voulait en outre aller inspecter lui-même les pays cédés par le roi son frère, conformément à la convention du 16 mars, ratifiée le 31, et dont la remise venait d'être faite le 27 avril, jour de son départ de Compiègne. Cette cession comprenait le

Brabant hollandais, la Zélande, l'île de Schoonen, une partie de la Gueldre, et limitait au cours du Vahal la France et la Hollande. Le voyage de l'Empereur devait encore produire d'autres fruits.

Des fêtes de toute nature célébrèrent dans chaque ville l'union de Napoléon et de Marie-Louise, et partout le cri de la paix se confondit avec les bénédictions des peuples. En visitant les côtes septentrionales de son empire et les derniers départemens réunis, Napoléon s'applaudit des nouvelles conquêtes du blocus continental. Le 6 janvier la Suède y avait accédé, en recevant la restitution de la Poméranie pour prix de sa soumission. Désormais les traités n'auront plus d'autre base, les ruptures d'autres motifs, les alliances d'autre lien. L'année 1810 présente le système qui exclut les Anglais de l'Europe, comme une guerre à outrance faite à leur commerce. C'est aussi la seule que la France puisse entreprendre contre ses implacables ennemis, avec ses alliés peu fidèles du continent, avec les Hollandais, sujets du connétable de son empire. Pour ces nations, l'alliance de Napoléon est une tyrannie véritable, mais nécessaire. Cette terrible raison d'État plane sur l'Europe entière à qui la force et le génie l'imposent comme une loi sans modification, comme un arrêt sans appel: aucune considération ne pourra y soustraire les plus puissans princes. C'est la peine de mort contre l'infracteur du cordon sanitaire autour d'un canton pestiféré. Le système continental dans toute sa rigueur devient la condition du trône pour ceux qui l'occupent; l'inexorable nécessité prescrivait ce despotisme à la volonté de Napoléon, afin de réduire la Grande-

Bretagne à l'extrémité de la paix. Toujours occupé de ce dessein, Napoléon continua la tournée des côtes en revenant vers la capitale. Il visita Bruges, Gand, Lille, Calais, Dunkerque; il revit Boulogne et la tour de César. Le 27 mai il était à Dieppe, le 29 au Havre, le 30 à Rouen, et le 1er de juin à Saint-Cloud. Partout il laissa des traces de sa sollicitude pour la prospérité des peuples. Son passage fut marqué, ici par de hautes dispositions administratives, là par des créations maritimes, par d'importantes concessions aux villes du Nord, et par de nobles récompenses à ceux qui avaient bien mérité de l'État dans toutes les carrières. En même temps il faisait partir les croix d'honneur pour ses braves du Portugal. Les fêtes du mariage furent consacrées dans les principales villes par l'union d'une foule de soldats qu'il dota. Déjà l'année 1810 avait été inaugurée par un décret qui ordonnait de placer sur le pont de la Concorde les statues décernées aux généraux Saint-Hilaire, Espagne, Lasalle, Lapisse, Cervoni, Colbert, Lacour, morts au champ d'honneur. Peut-être le voyage impérial embrassa-t-il encore d'autres intérêts; peut-être, pendant le séjour d'Anvers, Napoléon découvrit-il la trace des inquiétudes que lui donna à Vienne le dictatorat militaire du duc d'Otrante, lorsque ce ministre créa pour la défense du Brabant hollandais, une armée qui fut confiée à Bernadotte. On voit du moins qu'aussitôt le retour à Saint-Cloud, *le Moniteur* publia une lettre par laquelle Napoléon remerciait Fouché de ses services, et le nommait gouverneur général de Rome; le duc de Rovigo le remplaçait à la police générale. Napoléon

écrivit à Fouché : « .... Nous attendons que vous con« tinuerez dans ce nouveau poste à nous donner des « preuves de votre zèle pour notre service, et de votre « attachement pour notre personne.... » Et Fouché répondit : « .... Je ne dois pas dissimuler que j'éprouve « une peine très-vive en m'éloignant de V. M. Je « perds à la fois le bonheur et les lumières que je « puisais chaque jour dans ses entretiens.... »

Le public, qui, à Paris surtout, est toujours plus ou moins dans le secret, goûta singulièrement la publication de cette correspondance. Dans tout autre pays, ou plutôt sous tout autre souverain, le renvoi d'un homme aussi considérable que le semblait alors le duc d'Otrante eût été une véritable révolution de cabinet; mais comme Napoléon composait à lui seul tout le gouvernement, il n'existait point de solidarité pour ses ministres. Ils n'avaient qu'une responsabilité individuelle vis-à-vis de lui; ils étaient, dans toute l'acception du mot, de simples secrétaires d'État. Aussi ce qu'on appelle influence ministérielle parut-il totalement inconnu sous le règne de Napoléon. L'éloignement de Fouché ne laissa d'autre trace dans l'action qui régissait l'Empire, que la conviction que nul n'était inamovible : déjà on en avait eu la preuve, lors des événemens de brumaire, quand le ministère des relations extérieures fut ôté au prince de Bénévent. A la vérité, la disgrace de Fouché désigna un chef de plus aux mécontens. Cependant elle comprima beaucoup d'intrigues, et atteignit clairement celles dont Napoléon eut connaissance à Bayonne l'année précédente, celle que Bernadotte avait admise dans sa tente pendant la bataille de Wagram, et cel-

les enfin, qui, l'ayant suivi du champ de bataille à Paris, l'avaient investi du commandement de l'armée du Nord!!!

Le traité du 16 mars faisait perdre au roi de Hollande plusieurs provinces maritimes. Napoléon avait appris sur les lieux à connaître les alliés secrets et nécessaires de l'Angleterre; par une conséquence naturelle de cette découverte, il tenait son frère pour suspect. Aussi, loin de le rassurer sur l'existence future de son royaume, le voyage de l'Empereur avait pu inspirer des alarmes sérieuses au souverain des Bataves. Dans une position qui poussait les choses à l'extrême entre les deux colosses qui se disputaient le monde, sous la condition d'être ou de n'être pas, tout devenait légitime, même l'usurpation d'un État de famille, surtout quand il ne fut plus possible de douter que la Hollande n'avait d'autres intérêts que ceux de l'ennemi mortel du grand empire. Éclairé par cette conviction, Napoléon jugea qu'il était plus avantageux pour la Hollande d'être réunie à un pays de quarante millons d'habitans, que de garder une apparente indépendance, sous le joug inévitable du système continental. Cependant cette rigoureuse question pouvait être subordonnée à deux événemens d'une haute importance, c'est-à-dire à la paix maritime, ou à un changement notable dans les principes du blocus et les résolutions du conseil britannique; car le système continental, nécessité terrible pour Napoléon et pour ses alliés, leur avait été imposé comme la plus juste et la plus puissante représaille contre cette guerre d'extermination que le cabinet de Saint-James avait jurée à la France, comme le moyen de

résistance le plus énergique à cette loi d'avanie générale qui pesait sur le commerce de toutes les nations; en un mot, à ces ordres si tyranniques signifiés au monde, par l'Angleterre, le 11 novembre 1807, dans le décret suivant :

« Tous les ports de la France et de ses alliés, tous « les pays dont le pavillon anglais est exclu, sont « soumis aux mêmes interdictions maritimes et com« merciales que s'ils étaient rigoureusement bloqués « par les forces navales britanniques. Tout com« merce d'objets susmentionnés est déclaré illégal. « Tout navire sortant de ces pays ou devant s'y ren« dre, sera légitimement capturé. Les bâtimens des « puissances neutres et même alliées de l'Angleterre « sont assujettis *non-seulement à la visite des croi« seurs anglais, mais encore à une station obligée « dans un des ports de l'Angleterre*, et *à une impo« sition sur leur chargement, qui sera réglée par la « législation anglaise.* » Telle était la loi britannique. La Hollande connaissait depuis long-temps cette insolente loi et ses violentes applications. En 1780, au mois d'avril, la cour de Londres, afin de punir les Provinces-Unies de leur adhésion à la neutralité armée, publiée sous les auspices de Catherine II, avait fait condamner par ses amirautés un grand nombre de navires hollandais, d'après ce principe qu'elle osa déclarer, *que les ports français étant, en raison de leur position, naturellement bloqués pas ceux d'Angleterre, il n'était pas permis de naviguer auprès d'eux !!!*

Le royaume de Hollande se trouvait pour ainsi dire écroué entre les deux pavillons, et il ne pouvait

commercer qu'avec celui qu'il était forcé de rejeter. Son souverain, plus attaché à ses devoirs de roi qu'à ses devoirs de prince français, n'avait pas balancé à préférer le bien-être de ses peuples à la politique de la France; il s'était attaché, autant qu'il était en lui, à leur rendre moins onéreuse la servitude de la loi commune. Il avait reçu à cet égard beaucoup d'avis du gouvernement français; et la réunion récente des départemens des Bouches-du-Rhin et des Bouches-de-l'Escaut annonçait assez énergiquement à Louis le sort qui attendait le reste de ses États s'il ne consentait pas à les enfermer dans le cercle tracé autour du littoral de l'Europe. Aucune considération ne permettait de relâcher ni d'interrompre la chaîne qui environnait l'Angleterre pour lui interdire l'approche du continent et rejeter à la fois ses marchandises et ses agens : un seul anneau de moins ouvrait la porte à la destruction du système entier.

Mais Louis se refusa un peu tard à croire qu'il n'était roi de Hollande que par la grace de la France, et à se réduire au rôle d'administrateur responsable d'une succursale de l'empire. D'ailleurs, uniquement frappé des besoins présens du commerce, il ne comprit pas peut-être la grande question du sort futur des Hollandais, et il en déclina les conditions inévitables. Dans la position difficile où le mettaient ses principes et sa manière de voir, Louis n'avait plus pour lui d'autre moyen de conservation que de tenter auprès de l'Angleterre, au nom des intérêts anciens des deux pays, le grand œuvre de la paix maritime, ou l'allégement au moins des ordres du conseil du 11 novembre 1807. Le peuple hollandais, qui calcule

bien, consulté sur le choix entre son indépendance au prix de la fidélité au blocus continental, et sa réunion à la France, avait répondu que des relations avec quarante millions de compatriotes étaient préférables à l'état de nation sans commerce avec l'Angleterre. En conséquence, Napoléon autorisa son frère, à Paris, à charger ses ministres d'envoyer en leur nom au marquis de Wellesley un agent accrédité; ils confièrent cette mission à M. la Bouchère, riche négociant : on ne pouvait mieux choisir. Mais le ministre anglais refusa la négociation. Alors Napoléon mit à exécution le projet qu'il tenait en réserve : une armée de vingt mille hommes, sous le commandement du maréchal Oudinot, entra dans le royaume pour y faire observer le blocus continental. Ce fut le dernier avis que reçut le roi, il abdiqua le 3 juillet en faveur de son fils. Napoléon rejeta cette abdication, et, le 9 juillet, un décret impérial réunit la Hollande à l'empire. Napoléon commençait à se désintéresser des royautés de ses frères, qui avaient eu une place trop forte dans le système de sa grandeur, mais qui n'en conservaient aucune dans celui de sa politique. L'Espagne, comme la Hollande, faisait déjà partie des compensations pour la paix générale. Immédiatement après son abdication, le roi Louis quitta secrètement la Hollande et prit la route de Tœplitz. Le 22 juillet, *le Moniteur* publia cette allocution de Napoléon au grand-duc de Berg, que le roi Louis avait désigné pour son successeur: « Venez, « mon fils, je serai votre père : vous n'y perdrez rien. « La conduite de votre père afflige mon cœur; sa « maladie seule peut l'expliquer. Quand vous serez

« grand, vous paierez sa dette et la vôtre. N'oubliez » jamais, dans quelque position que vous placent ma « politique et l'intérêt de mon empire, *que vos pre-* « *miers devoirs sont envers moi, vos seconds envers la* « *France : tous vos autres devoirs, même ceux envers* « *les peuples que je pourrais vous confier, ne viennent* « *qu'après.* » La publicité que reçut cette déclaration en disait plus que la déclaration elle-même. Elle rappelait l'article que *le Moniteur* avait inséré dans ses colonnes, au sujet d'une réponse de l'Impératrice à une députation du Corps-Législatif, pendant le séjour de l'Empereur à Bayonne. C'était en peu de mots accuser son frère Louis et justifier son abdication; c'était aussi donner un grand avantage à ses ennemis, que de proclamer une telle doctrine dans un journal officiel. Quant à la réunion de la Hollande, bien qu'elle présentât la forme d'une violence faite au souverain et au pays, elle n'était, je le répète, ainsi que l'occupation du Portugal et les autres agrégations qui eurent lieu, à la fin de l'année, des provinces littorales de la mer du Nord et de la Baltique, qu'une compensation en réserve pour la paix générale. Napoléon venait de délimiter les frontières légitimes de la France par l'incorporation des Bouches-de-l'Escaut et des Bouches-du-Rhin. Cette précieuse conquête complétait dans le Nord son système maritime et son système défensif. Jamais on ne vit de temps politiques plus difficiles et plus durs; on faisait la guerre à outrance. L'envahissement d'une partie du continent, l'usurpatiou d'un royaume de famille, étaient devenus les seuls instrumens de la paix.

Pendant que ces choses se passaient en Hollande; un événement qui devait avoir pour l'Europe, et surtout pour la France, les conséquences les plus graves, attira faiblement d'abord, mais fixa bientôt après, les regards du corps social sur le petit royaume de Suède. Le roi Charles XIII, vieux et sans enfans, avait adopté le prince Charles-Auguste de Holstein-Augustembourg, d'une branche cadette de sa maison et de celle de Danemarck. Le 10 janvier, le nouveau prince-royal lui avait prêté serment de fidélité; mais, le 29 mai suivant, à une manœuvre de cavalerie, il était tombé de cheval et mort presque subitement. On répandit le bruit qu'il avait été empoisonné, et on accusa de ce crime le grand-maréchal du royaume, comte de Fersen, toujours attaché au roi Gustave. Le 21 juin, à la cérémonie des funérailles du prince, le comte de Fersen, qui, en sa qualité de chef de la maison du roi, précédait le convoi; se vit assailli par la populace à coup de pierres : malgré ses efforts pour se soustraire à ce danger, on le poursuivit, et il tomba massacré avec une affreuse barbarie. C'était ce même comte de Fersen, ancien colonel de Royal-Suédois au service de France, qui n'avait cessé, lors des premiers troubles de la révolution, de s'occuper des moyens de sauver le roi, la reine et leurs enfans, et qui avait fait faire la voiture dans laquelle la famille royale partit pour Verdun. Pendant la détention de Louis XVI et de Marie-Antoinette au Temple, il s'était courageusement exposé à mille périls pour les servir. Il était de la destinée du comte de Fersen de périr victime de la fureur populaire. L'accusation d'empoisonnement, que la malignité rendait

commune à sa sœur, la comtesse Piper, fut loin d'être prouvée. Cepentant la vieillesse du roi et l'intérêt de la Suède exigeaient impérieusement le choix d'un prince royal. La reconnaissance de trois officiers suédois envers un général français, pourvut à cette nécessité de l'État. Dans la guerre de 1807, ces trois officiers, faits prisonniers à Stralsund, reçurent du général en chef Bernadotte le meilleur traitement. Il adoucit par des services particuliers leur longue captivité; il obtint même pour eux en France la résidence de la ville qu'ils désiraient habiter jusqu'à leur échange. Son affection les avait suivis dans leur nouveau séjour; et quand il leur fut permis de revoir leur pays, ils allèrent remercier le maréchal de tous les actes de bienveillance dont ils gardaient le profond souvenir. A la mort du prince d'Augustembourg, ils se le rappelèrent plus vivement que jamais, et formèrent ensemble le projet de témoigner leur gratitude à Bernadotte d'une manière éclatante, en le faisant monter sur le trône de Suède. Ces militaires tirèrent habilement parti, auprès des membres des États, de l'influence que pouvait leur donner leur position sociale; ils n'eurent pas de peine à démontrer que, dans ce siècle de guerre et de tumulte politique, le royaume, de toute part circonvenu par des alliés ou des voisins jaloux et puissans, avait besoin d'un prince guerrier qui sût commander le respect de sa couronne. Les libertés suédoises trouveraient d'ailleurs leur garantie dans le choix spontané d'un homme qui, sans droits et sans aïeux, appelé à l'honneur de siéger parmi les souverains, se regarderait comme invinciblement engagé

envers la nation qui lui aurait confié sa destinée. Ces considérations réussirent; elles balancèrent déjà si fortement les opinions, partagées entre trois princes de race royale, que ces officiers furent investis des pouvoirs nécessaires pour aller à Paris offrir le sceptre de la Suède au prince de Ponte-Corvo, et demander l'agrément de l'empereur Napoléon. Les prétendans étaient le fils du dernier roi Gustave IV, bien innocent sans doute des torts de son père, un frère du prince d'Augustembourg lui-même, et le roi de Danemarck : ce dernier choix eût sauvé la France en 1813, par la puissante diversion des armées de la Suède et et du Danemarck, ou il eût hâté la rupture de la Russie, à qui la Grande-Bretagne, justement alarmée de la réunion de ces deux couronnes sur la tête d'un prince ami de la France, aurait mis deux ans plus tôt les armes à la main. Dans ce dernier cas, des événemens d'une tout autre nature, avec des résultats bien différens, auraient occupé les annales des années 1812, 1813 et 1814; mais Bernadotte accepta les offres de la Suède.

Napoléon, dans sa pensée, destinait, dit-on, cette couronne au prince Eugène, à qui il croyait devoir un dédommagement pour celle d'Italie On assura dans le temps que le prince, soit par la répugnance qu'il éprouvait à changer de religion, soit par attachement pour l'Italie, refusa cette proposition. Bernadotte ayant été choisi, Napoléon trouva dans ce choix, si imprévu de tous deux, encore un gage de la faveur de la fortune, qui faisait monter un de ses maréchaux sur un trône du Nord, quand un autre occupait déjà un trône du midi. Aussi pensa-t-il qu'il

était de sa gloire d'approuver les États, et de donner au nouveau prince royal les moyens de paraître d'une manière convenable dans le rang qui l'attendait. Mais le consentement qu'il accorda à l'élection du prince de Ponte-Corvo, son ennemi depuis douze ans, fit plus d'honneur à sa générosité qu'à sa prudence; car il ne pouvait croire que Bernadotte lui serait plus soumis que ne l'avait été le roi de Hollande. Il était à craindre qu'une fois sur le trône, n'ayant pu prétendre à être le rival de Napoléon comme homme de guerre, Bernadotte ne fût tenté de lutter avec lui comme souverain. La volonté unanime des États proclama, dans leur séance du 21 août, le maréchal prince de Ponte-Corvo prince royal de Suède. Le roi Charles XIII l'adopta aussitôt pour fils. Le 1er novembre, Bernadotte, qui avait embrassé la religion réformée, prêta serment en qualité de prince de la couronne de Suède. Le 15, le gouvernement suédois déclara son adhésion au système continental. On verra que les déclarations des cours du Nord, à l'exception du fidèle Danemarck, n'étaient que les manifestes de la grande trève qui couvrait les apprêts d'une guerre nouvelle.

L'affaire de la Hollande n'avait pas seule occupé les conseils de Napoléon pendant le séjour des rois de la famille impériale à Paris; il fut question aussi, entre l'Empereur et Joachim, d'une expédition en Sicile que devait soutenir une forte escadre de Toulon. La Sicile était pour les Anglais une vice-royauté, une immense place d'armes, un vaste port militaire et commercial. De là ils menaçaient, tenaient en échec le blocus continental de la Méditerranée, et

l'attaquaient par une contrebande active, où leur politique consentait à sacrifier la moitié de la valeur de leurs produits industriels. Pour combattre cette fraude, Napoléon rendit, le 17 août, un décret qui ordonnait le brûlement de toutes les marchandises anglaises dans la France et dans les États confédérés, et attacha à ses douanes des cours prévôtales dont les jugemens n'étaient pas susceptibles du recours en cassation. Par ces terribles moyens, l'importation devenait une opération à peu près impraticable. Cependant il était impossible de se passer d'objets de première nécessité, non manufacturés, tels que les productions naturelles aux colonies. Le dangereux système des licences pourvut aux besoins publics, non sans les plus grands abus; et les produits des fabriques françaises furent livrés aux Anglais en échange des denrées brutes provenant des possessions des Deux-Indes.

Dans le mois d'avril, le roi Joachim avait écrit de Paris à son ministre de la guerre, le comte Daure, que l'intention de l'Empereur était de former une expédition pour s'emparer de la Sicile et la réunir au royaume de terre-ferme. En conséquence, ce ministre reçut ordre de faire préparer, dans les ports de Calabre les plus rapprochés de Reggio, les approvisionnemens nécessaires à une armée de vingt-cinq mille hommes. De retour à Naples, Joachim imprima la plus grande activité aux deux services de terre et de mer; il alla lui-même près de Scylla, où campait une partie de l'armée, forte de quinze mille Français et de dix mille Napolitains. Le passage devait être protégé par une flottille. Malheureusement on avait mal

armé cette flottille, et l'expédition, déjà trop onéreuse, eu égard aux ressources du royaume, se trouvait de plus beaucoup trop faible pour atteindre le but qu'on s'était proposé, sans le concours de la flotte française. L'armée anglaise, par sa situation, était pour ainsi dire invulnérable : elle se composait de vingt mille hommes, dont quinze mille Anglais, sous les ordres du général Stuart, militaire d'une haute réputation. Ce général avait concentré ses forces près de Messine. Toutes les places situées sur le littoral étaient bien armées et approvisionnées : de fortes batteries défendaient les côtes; en outre, indépendamment d'une flottille anglo-sicilienne, une escadre de plusieurs bâtimens de guerre anglais croisait dans le détroit. Il y avait donc bien peu de chances de succès en faveur de l'expédition napolitaine, tant qu'elle ne verrait arriver les dix vaisseaux de guerre français portant des troupes de débarquement qui devaient partir de Toulon pour appuyer l'attaque de la Sicile. Cependant, au mois d'octobre, malgré la privation de ce secours indispensable, le roi de Naples donna l'ordre de mettre à la voile. La division Cavagnac, composée de régimens napolitains, passa le détroit, et débarqua dans la nuit à la Scaletta. Au point du jour, se trouvant seule, elle se rembarqua et revint sans obstacle. Elle laissa en Sicile quelques compagnies qui, s'étant aventurées dans les montagnes, se virent couper la retraite. Cette tentative n'eut d'autres résultats pour le roi de Naples qu'une dépense de huit millions et une perte de douze cents hommes. Toutefois Napoléon avait atteint son but, qui n'était pas la réunion de la Sicile

au royaume de son beau-frère, mais seulement d'attirer sur ce point toute l'attention des Anglais, afin de les empêcher d'envoyer de nouvelles forces en Portugal, qu'il faisait attaquer pour la troisième fois, dans le même temps, et aussi afin de les éloigner de Corfou, dont il voulait faciliter le ravitaillement.

Conformément aux intentions de l'Empereur, la campagne du Portugal s'était ouverte au mois de mai, au moment où commencèrent les préparatifs de l'expédition de Sicile. Le prince d'Essling commandait l'armée; il arriva le 2 à Valladolid : il avait sous ses ordres le maréchal Ney, le duc d'Abrantès et le général Reynier; la cavalerie obéissait au général Montbrun. Masséna débuta par trois sièges importans : celui d'Astorga, qui, le 6 mai, se rendit au duc d'Abrantès; celui de Ciudad-Rodrigo, qui capitula le 10 juillet entre les mains du maréchal Ney, et enfin celui d'Almeida, qui se soumit aussi le 28 août : le magisin à poudre de cette dernière ville sauta avec une explosion si forte, que des affûts de 24 en batterie sur les remparts de la citadelle, furent lancés à plus de quinze cents toises. Les deux clefs du Portugal, sur la frontière de la province de Salamanque, tombées au pouvoirs de l'armée du prince d'Essling, il s'avança sur Busaco le 15 septembre, marchant sur Lisbonne dont il avait l'ordre de s'emparer. Mais l'Empereur avait enjoint à Masséna de ne commencer ses opérations que quand il aurait réuni soixante mille hommes; or, à la bataille de Busaco, il n'en comptait que quarante-cinq mille. Au contraire, les forces dont lord Wellington pouvait disposer paraissaient immenses; les débats du parlement d'Angle-

terre les portaient à cent quatre-vingt-cinq mille hommes. Malgré cette énorme disproportion, le général anglais n'avait ni défendu ni secouru Ciudad-Rodrigo et Almeida. Il était naturel alors à un courage de la trempe de celui de Masséna de prendre conseil de cette circonspection, et de se précipiter sur la route de Lisbonne avec la confiance de ses anciens et de ses nouveaux succès. On doit regretter qu'il ait cédé si facilement à cet entraînement : au lieu de tourner l'ennemi, qui avait fait de Busaco une position formidable, il l'attaqua de front et fut battu, laissant sur-le-champ de bataille trois mille morts, et abandonnant à Coimbre autant de blessés. Cependant Wellington, pour couvrir Lisbonne, se retirait lentement devant les Français vers les lignes de Torrès-Vedras. La lenteur de cette retraite fut moins attribuée à l'attitude que la supériorité numérique de son armée devait lui donner devant celle du maréchal, qu'à une affreuse combinaison résultant des ordres de la régence de Lisbonne. Effrayée de la reddition si prompte des places fortes de Ciudad-Rodrigo et d'Almeida, la régence avait arrêté l'exécution d'un plan de dévastation générale de toute la fertile province de la Beyra, c'est-à-dire d'une étendue de pays de plus de huit cents lieues carrées, et d'en refouler toute la populace sur Lisbonne, et sur ses lignes. Cette mesure exécrable d'un gouvernement qui fait détruire la fortune de ses sujets par leurs propres compatriotes, constitue un des crimes les plus atroces du pouvoir. De tels ordres, il faut le dire aussi à la honte des peuples, sont toujours rigoureusement accomplis. Les milices portugaises, qui figuraient

pour quatre-vingt mille hommes dans l'armée de Wellington, pendaient et fusillaient impitoyablement ceux qui se refusaient à incendier leurs récoltes, leurs champs, leurs habitations. A Coimbre, ville de vingt-cinq mille habitans, l'armée française n'avait trouvé que quelques vieillards, qui durent à leur faiblesse la permission de mourir au sein de leurs foyers. Elle avait laissé ses blessés dans les hôpitaux de cette ville; ils furent massacrés par des Portugais. Le drapeau anglais protégeait tous les genres de barbarie.

Le prince d'Essling voulut en vain poursuivre sa marche sur Lisbonne; il trouva dans les lignes de Torrès-Vedras, tracées par Wellington en avant de la capitale, une triple enceinte de défense, inexpugnable pour une armée aussi faible que la sienne. Il aurait pu, sans doute, après une affaire brillante du général Clausel, se rendre maître de la première enceinte; mais il eût échoué contre les deux autres, que les Anglais avaient eu le temps de hérisser de la plus formidable artillerie. Le but de cette troisième campagne une fois manqué, Masséna dut songer à la retraite. Elle fut protégée par le maréchal Ney, qui exécuta à Miranda d'admirables manœuvres. Le général en chef n'avait plus qu'un objet, celui de ravitailler Almeida et de prendre position. Cette place était investie par soixante-dix mille Anglo-Portugais; et, vers le 20 décembre, Masséna, qui avait paru avec trente-trois mille hommes devant Torrès-Vedras, n'en comptait plus que vingt-trois mille devant Almeida. Aussi, ne pouvant réussir à secourir cette ville, la nécessité le contraignit à chercher

le moyen d'envoyer au général Brenner, qui y commandait, l'ordre d'en faire sauter les fortifications. Cet ordre reçut son accomplissement dans la nuit du 9 au 10 mai 1811. Sur dix-huit cents hommes qui composaient la garnison d'Almeida, la moitié rejoignit l'armée. Les armes de Masséna furent moins heureuses en Portugal que dans toutes les autres contrées de l'Europe, où il avait mérité le nom d'*invincible.*

Pendant le cours de cette campagne, la plus grave mésintelligence régna entre les maréchaux Ney et Masséna; elle éclata devant Busaco, et divisa même les autres généraux : elle compromit le sort de la campagne. L'histoire recueille à regret cette particularité, d'où résultait la preuve d'un grand changement dans l'esprit de l'armée. Mais qui oserait prononcer entre Ney et Masséna? un seul homme sans doute, si, comme eux, il n'avait cessé de vivre.

Cependant le prince d'Essling put encore s'enorgueillir d'avoir, avec moins de quarante mille hommes, tenu en échec, depuis le fatal combat de Busaco, c'est-à-dire depuis le 15 septembre jusqu'au 15 mai, cent vingt mille Anglo-Portugais. Les pertes, non de l'armée de Wellington, mais, ce qui lui importait beaucoup moins, de la malheureuse population de la province de la Beyra, refoulée par ses troupes et par ses ordres dans les lignes de Torrès-Vedras, se montèrent, pendant l'hiver de 1810 à 1811, au nombre effrayant de quatre cent mille individus qui périrent de faim, de froid et de misère! destruction que n'aurait jamais pu causer la rage la plus meurtrière de vingt batailles. L'histoire d'aucune nation

barbare, combattant pour la conservation de sa sauvage patrie, n'a laissé le souvenir d'un sacrifice humain aussi énorme que celui qui, pendant cinq mois, moissonna les habitans de la Beyra sous les yeux de l'étranger accouru à leur défense. De tels captifs, de telle victimes, étaient inconnus jusqu'alors. Le peuple de Lisbonne se souleva, mais la régence chargea encore les Anglais de le contenir, et elle dut passer elle même sous le joug britannique.

En Espagne, la guerre fut heureuse pour la France, si une semblable guerre pouvait l'être. La victoire d'Ocana, remportée le 19 novembre précédent, avait ouvert l'Andalousie à nos armes. L'armée du roi, commandée par le maréchal Soult, prit le nom de sa conquête. Dans sa marche rapide et triomphante, elle occupa Baylen, sans croire effacer la honte de la capitulation du général Dupont; elle vit Jaën, l'antique Cordoue, Carmona. Le 7 janvier, le général Sébastiani dispersa l'armée espagnole sous les murs de Grenade, et le lendemain il entra dans cette place. Le 9, il était maître de Malaga. Le 1er février, la résidence de la junte suprême, Séville, se rendit au maréchal Soult. La junte se réfugia à l'île de Léon, et ensuite à Cadix, noms à jamais tristement célèbres dans l'histoire des deux nations. Le maréchal Victor eut l'ordre d'assiéger ou plutôt de bloquer avec le premier corps les avenues de cette ville, défendue par plus de vingt mille hommes du côté de la terre, et sur mer par vingt-cinq vaisseaux de ligne, dont cinq anglais et vingt français et espagnols qu'avait commandés l'amiral Rosilly. Le 26 mai, une action brillante illustra le nom français dans la rade

de Cadix : six cents prisonniers de la capitulation de Baylen, presque tous officiers, détenus sur les pontons, voient de loin flotter sur le rivage le drapeau tricolore; soudain ils s'emparent d'un mauvais navire sans agrès, traversent audacieusement les escadres anglaise et espagnole sous le feu des chaloupes canonnières et des batteries, et vont aborder la plage, où l'armée du maréchal Victor les reçoit avec transport sous ses aigles.

Au nord de l'Espagne, la guerre était ralentie par les places fortes qui tenaient dans la Catalogne et dans le royaume de Valence. La prise d'Hostalrich avait entraîné celle de Gironne; mais le château de la première de ces deux villes ne fut évacué que le 12 mai, et sa garnison périt dans sa fuite. Le combat de Vich, où le général Souham battit le général O'Donnel, avait eu lieu le 20 février. Le 14 mai, le maréchal Suchet ouvrait la tranchée devant la forte ville Lérida; dix-sept jours après, cette place capitula. Le 8 juin, Mequinenza tomba aussi au pouvoir des Français.

Mais tandis que le continent espagnol de l'Europe se débat sous l'invasion française, le 19 avril, le continent espagnol de l'Amérique, déjà trop vieux pour consentir à rester la province d'une métropole d'outre-mer, jette les bases de sa future indépendance en proclamant le gouvernement fédératif de Vénézuela : exemple dont la séduction puissante, inspirée par la prospérité des États-Unis, doit gagner insensiblement tous les royaumes américains d'Espagne et de Portugal. Cette immense révolution, qui donne une nouvelle face au monde politique, est la plus

grande époque du règne de Napoléon; elle aura tous les périls qui font triompher les nations engagées avec ardeur et persévérance dans la lutte contre la domination étrangère. La gloire des armes sanctionnera, pendant une guerre opiniâtre de plusieurs années, le serment d'être libre, juré par le peuple américain contre ce même peuple espagnol dont il imite la généreuse résolution. Les Espagnols sont tout à coup, en Amérique, déclarés étrangers et ennemis, comme les Français le sont en Espagne. Il a fallu vingt ans à la liberté française pour traverser l'Océan, depuis dix ans elle cherchait une patrie; elle ne trouvait plus de place en Europe, où désormais l'on ne pouvait faire que la guerre des trônes contre celui qu'un homme nouveau avait élevé en France. Ce n'était point toutefois pour la légitimité qu'on attaquait son empire, puisqu'on venait de laisser nommer Bernadotte prince royal de Suède; la lutte reposait sur l'opposition des intérêts de la Grande-Bretagne et de la France. La liberté et la royauté n'étaient pour rien dans cette querelle : c'était la prépondérance de la France qui armait l'Europe docile aux conseils et aux volontés de l'Angleterre.

Ce grand motif préparait déjà dans le Nord une sourde tempête, au milieu de la paix. La Russie organisait ses immenses ressources militaires; elle rappelait ses divisions de la Courlande, les portait sur la Dwina, et celles de l'armée du Danube sur le Haut-Dniester; elle rassemblait la majeure partie de ses forces sur les frontières de la Pologne, insensiblement elle ouvrait ses ports aux marchandises anglaises; elle violait sans provocation, sans prétexte,

les stipulations de Tilsitt. La Russie faisait plus encore : le 31 décembre elle prohibait les produits de notre industrie. L'exclusion donnée par elle au commerce français, la préférence d'Alexandre n'était plus douteuse. Des avis secrets prévinrent Napoléon de ces mouvemens et de ces dispositions. Il feignit de les ignorer, et ne changea rien à ses relations amicales avec l'Empereur de Russie, qui envoya le général Czernicheff *voyager* à Paris.

Au mois de décembre 1810, le nom de la France, ainsi que sa fortune, s'étend, ou plutôt s'égare, depuis le détroit de Carybde jusqu'au détroit du Sund, soit par les réunions, soit par les vassalités des peuples ; et afin que toute trace républicaine disparaisse, le 13 décembre, le même jour qui voit décréter cent soixante mille hommes pour les armées de terre et de mer, les villes anséatiques et le Valais sont enclavés dans le grand empire. La France compte alors trente départemens maritimes, et l'Angleterre n'a plus d'asile en Europe que la Sicile et le Portugal. L'esprit s'effraie justement, aujourd'hui, de cette puissance multiple de la volonté d'un seul homme, qui ordonnait en même temps aux navigateurs de la Baltique, aux pasteurs des Alpes-Juliennes et à cent soixante mille soldats, de prendre rang parmi les sujets et les instrumens de sa gloire et de ses desseins. Aussi la carte de cette partie du monde qui s'appelle France présente 24 degrés de longitude sur 7 de latitude, habités par 41 millions d'hommes, que divisent entre eux quatre idiomes et autant de religions : mais la domination directe de Napoléon et de sa famille comprend quatre-vingt-cinq millions cinq cent mille

sujets; réunis aux seize millions d'hommes placés sous sa domination indirecte, ils offrent la masse effrayante de plus de cent millions d'Européens qui lui obéissent.

CHAPITRE II.

(1811.)

GUERRE D'ESPAGNE. — RÉUNION DE L'OLDENBOURG A L'EMPIRE. — NAISSANCE DU ROI DE ROME, LE 20 MARS. — AFFAIRES ECCLÉSIASTIQUES AVEC LA COUR DE ROME.

Les Cortès s'étaient assemblées à Cadix le 25 septembre 1810, composées de cent cinquante députés environ, au lieu de deux cent huit prescrits pour la représentation des trente-deux provinces. Elles contemplaient de là, comme d'un observatoire, les événemens de la Péninsule, sans s'abandonner aveuglément aux influences britanniques. Leur attitude était purement politique; et, entourées par la guerre, dont la fortune devait inspirer leurs résolutions, elles travaillaient à poser les bases du grand acte qui avait pour objet d'établir les nouvelles libertés de l'Espagne. Les Cortès pouvaient encore compter sur des forces nombreuses, malgré les succès des Français. Indépendamment des troupes anglaises et de l'insurrection portugaise attachée aux drapeaux de Wellington, l'armée régulière et une foule de guérillas sous des chefs entreprenans combattaient la royauté de Joseph. Mina commandait dans la Navarre et dans l'Aragon, Porlier dans la Gallicie; l'Empecinado, el Medico, Duran, dans les montagnes de la

Castille et de l'Aragon; Santo Childes dans le royaume de Léon; Sanchez, Julian, près de Salamanque; le baron d'Eroles et Rovirac dans les montagnes de la Catalogne et d'Aragon; Castanoz et d'autres dans celles de Ronda et de Murcie.

Mais les Cortès, fatiguées de cette plaie désastreuse qu'une lutte implacable étendait sur l'Espagne, semblaient hâter de tous leurs vœux la victoire qui devait proclamer l'indépendance où même la soumission de leur patrie. Cependant la régence de Cadix, probablement dans la pensée généreuse de se soustraire à la domination britannique, avait député secrètement, au mois de mai 1810, à Palerme, auprès du duc d'Orléans, l'invitant *au nom de la liberté*, par une lettre très-pressante, à venir prendre le commandement général de la Catalogne. Le prince accepta la proposition. Toutefois, arrivé à Tarragone, le gouverneur espagnol de cette place lui déclara qu'il n'avait pas reçu l'autorisation de lui remettre le commandement. Le prince n'eut pas de peine à juger par quelle influence agissait ce gouverneur, et il alla à Cadix, espérant y obtenir l'explication d'une conduite si étrange; mais il trouva la régence également contraire à la démarche qu'elle avait faite auprès de lui. L'envoyé britannique osa même requérir impérieusement de forcer le duc à s'embarquer pour Londres sur une frégate dépêchée à cet effet. Le prince refusa de souscrire à une pareille violation, et resta un mois à Cadix, dans le dessein d'attendre la convocation des Cortès et de réclamer leur autorité. Le gouvernement anglais les menaça de rappeler ses troupes d'Espagne, si le duc d'Orléans ne s'éloignait pas.

Néanmoins ce prince se rendit dans l'île de Léon où elles tenaient leur session, mais la séance était secrète, et une députation vint déclarer au duc que les Cortès regardaient son départ comme nécessaire au salut de l'Espagne. Ainsi l'intrigue anglaise réussit complètement. Le duc d'Orléans dut retourner à Palerme sur la même frégate espagnole qui l'avait amené de Sicile; et le despotisme britannique affermit davantage son joug sur les destinées de la malheureuse Espagne.

L'année 1811 a commencé d'une manière brillante pour les armes françaises. Elle présente une lutte de succès presque sans interruption entre le maréchal Soult et le général Suchet. Tortose supporta dix jours de tranchée ouverte; foudroyée le 29 décembre par quarante-trois bouches à feu, elle se rendit le 2 janvier au général. Le 22 du même mois, Soult, après avoir battu les généraux Mendizabal et Ballesteros, forçait l'importante ville d'Olivenza à capituler; le 19 février, il cueillait de nouveaux lauriers sur la Geborra, où l'ennemi perdit plus de cinq mille hommes: cette bataille ouvrit au maréchal, le 11 mars, les portes de Badajoz, capitale de l'Esdramadure. Quelques semaines ont suffi à Soult et à ses vingt mille hommes pour détruire deux armées espagnoles, faire vingt-deux mille prisonniers, et prendre deux places fortes, Olivenza et Badajoz. Cependant, deux mois après, cette dernière ville est investie par le maréchal Beresford, à la tête de vingt-cinq mille hommes que couvrait en outre une armée espagnole. Soult réunit des forces pour secourir Badajoz : Beresford en lève le siége et se porte en avant de cette ville, sur

les bords de l'Alboirra, avec les troupes anglaises, portugaises et espagnoles. Le combat fut opiniâtre autant que meurtrier; les alliés le célébrèrent comme un triomphe, quoiqu'ils eussent à regretter dix mille hommes et leurs positions. Le maréchal Soult put donner avec plus de raison le nom de victoire à une bataille qui l'avait conduit au but qu'il s'était proposé, c'est-à-dire de dégager Badajoz, et de faire entrer des secours dans la place. Toutefois ce succès ne fut pas assez décisif pour déterminer une députation des Cortès, arrivée à Séville, à aller remplir sa mission auprès du roi Joseph. Après avoir assuré la défense de Badojoz, le maréchal Soult revint à Séville. Mais, vers les premiers jours de juin, Wellington, ayant opéré sa jonction avec Beresford, reprit le siège de Badajoz, et ouvrit la tranchée. La ville soutint et repoussa deux assauts; elle devait encore être délivrée. Les maréchaux Soult et Marmont se réunirent à Mérida. L'armée combinée ennemie jugea prudent de ne pas les attendre; le 17 juin elle repassa la Guadiana. Le maréchal Soult chercha vainement à l'engager; fidèle à ses habitudes de retraite, Wellington reprit de nouveau ses lignes, et rentra en Portugal. Il en fut de même du blocus de Ciudad-Rodrigo: dans le mois de septembre, Wellington se vit contraint de l'abandonner devant le maréchal Marmont et le général Dorsenne. Après deux affaires malheureuses pour les ennemis, nous parvînmes à débloquer et à ravitailler Ciudad-Rodrigo. La prise de Murcie termina la campagne du maréchal Soult en 1811.

De son côté, le général Suchet continuait le cours

des plus brillans faits d'armes. A la fin d'avril il marcha sur la forte ville de Tarragone; il l'investit le 4 mai, l'attaque le 16 juin; et le 28, après cinq assauts, dont le premier a eu lieu le 21, son armée se précipite dans la place avec la fureur d'un triomphe chèrement acheté. Cinq mille hommes sont passés au fil de l'épée, dix mille sont pris; Tarragone est livrée au pillage. Ce fut dans ses remparts sanglans que l'intrépide général Suchet trouva son bâton de maréchal. Le 29 octobre, la bataille de Sagonte ou de Murviedro, qu'il gagne complètement sur les généraux Blake et O'Donnel, lui donne le lendemain la ville de Sagonte, dont la position, fortifiée par la nature, par les Romains, par les Maures, et par des constructions récentes, le rend maître des routes de Valence, de Barcelone, de Saragosse, et assure son établissement dans l'est de la Péninsule. Le 26 novembre, attaché aux traces du général Blake, qui voulait lui fermer le chemin de Valence, il le force d'abandonner son camp retranché derrière le Guadalaviar, et le rejette dans la place. Un mois après, le 26 décembre, Suchet a franchi le Guadalaviar; et, au bout de quinze jours, la grande ville de Valence, jadis capitale d'un beau royaume, devenue le dépôt général de toutes les forces et de tous les approvisionnemens des insurgés, se voit réduite à se rendre au nouveau maréchal, avec une garnison de dix-huit mille hommes, que commandaient dix généraux, neuf cents officiers, et que défendaient quatre cents pièces de canon. Suchet avait ouvert la campagne de 1811 par la prise de Tortose le 2 janvier; il ouvrit celle de 1812 par la prise de Valence le 9 janvier. Le titre



de duc d'Albuféra conquis sur les remparts de Valence, le grade de maréchal gagné à Tarragone, payèrent dignement la plus belle année sans doute de sa vie militaire. L'armée qui lui était dévouée, puisqu'il exécuta avec elle de si grandes choses, trouva dans ces hautes distinctions données à un chef aimé et respecté de tous une nouvelle récompense de ses nobles travaux.

Tel est le tableau de la guerre de la Péninsule pendant l'année 1811; cette guerre continua la gloire et prouva la supériorité de nos armes. Mais, par une fatalité attachée aux entreprises contre le droit le plus sacré des peuples, les Espagnols se retrempaient au sein de leurs revers, et semblaient sortir victorieux des combats qu'ils avaient perdus. Le temps n'était pas éloigné où, n'ayant plus que Cadix et l'île de Léon, ils s'applaudiraient de ne pouvoir désormais être renfermés dans des murailles, et d'avoir pour forteresses, pour campemens, pour champs de bataille, les montagnes, les forêts, des fleuves, les déserts de leur patrie. Toute la terre espagnole conspire, fermente, se lève, alors que Napoléon, maître de toutes ses villes, la croit désarmée, vaincue, asservie. Jamais le fanatisme de la nationalité n'avait agi plus puissamment sur un peuple. Il se battait pour les rois qui l'avaient livré, pour les moines qui le tenaient abruti. C'est à cette stupide indépendance comme à une inquisition originelle, qu'il s'offrait chaque jour en sacrifice. Pour l'Espagne, la liberté était ce qu'elle est encore aujourd'hui, un sacrilège. L'Angleterre s'empara habilement de cet élément barbare. Saisie tout à coup d'une inspiration gigan-

Publié par Furne à Paris

[illegible] s'empara habilement de cet élément
Saisie tout à coup d'une inspiration gigan-



Pollet 1833.

SUCHET

Publié par Furne à Paris

tesque, elle inventa la combinaison d'une gravitation terrible qui placerait, pour l'étouffer, le colosse guerrier de la France entre ce peuple serf du Midi et ce peuple serf du Nord, qui, également défendu par la nature, également courbé sous un double fanatisme, lui présentait dans la Russie l'alliée naturelle de l'Espagne. La nécessité suggère cette vaste et profonde conception à la Grande-Bretagne : en effet, elle voit chaque jour le blocus continental triompher de son blocus maritime; elle se sent opprimée sous le poids de l'immense commerce qui entasse vainement dans ses ports les produits des Deux-Indes; elle est condamnée à redouter et à combattre cette merveilleuse industrie qui subit dans ses ateliers révoltés les arrêts de Napoléon. Deux ans encore de cette loi inflexible, et la Grande-Bretagne est aux pieds de sa rivale : il n'y a plus à balancer pour détourner ce malheur. Le Tage est armé, il faut armer la Newa; il faut que le géant qui tant de fois a vaincu les Russes et les Espagnols périsse sous leurs armes combinées. La politique de Londres va réunir contre l'ennemi commun deux nations que sépare toute la civilisation de l'Europe. Les Espagnols ont de vieux souvenirs : ils descendent de ceux qui eurent le spectacle de la chute des Carthaginois et des Romains; ils sont aussi les enfans de ces hommes du Nord qui chassèrent les califes. Quant aux Russes, ils n'ont point d'aïeux, et tous leurs souvenirs sont récens ou barbares; mais ils ont vu la Suisse et l'Italie : ils commencent à se croire Européens; ils peuvent devenir conquérans.

Cependant Napoléon, entouré de toutes les pros-

pérités humaines, ne se repose point sur la foi de Tilsitt, ni sur les assurances simulées d'Erfurt. Des avis secrets signalent à son attention les rassemblemens militaires qui s'opèrent silencieusement dans le Nord. Tout le porte à ménager la Russie et à lui ôter le moindre prétexte d'un mécontement, au moment où l'Espagne et l'Angleterre occupent nos armées. Encore un an de guerre, et la Péninsule est soumise, et l'orgueilleuse Tamise aura revu les fugitifs du Tage comme elle a revu ceux de l'Escaut. Napoléon sait aussi que son frère supporte avec peine les embarras de la conquête de son trône. « Qu'importe, dit-il en grand politique, que ce soit « Joseph ou Ferdinand qui règne, pourvu que l'An-« gleterre disparaisse de la Péninsule!..... » Ce sentiment le domine exclusivement, et l'emporte sur toute autre considération, même sur celle qui peut justifier, au moins en apparence, les armemens du Nord. Ne voyant la Russie que dans le lointain, tandis que l'Angleterre est vis-à-vis de lui, il s'aperçoit qu'une lacune manque à l'interdit qu'il a jeté sur la Baltique, et, le 18 février, il prononce la réunion à l'empire du duché d'Oldembourg, dont le souverain est beau-frère de l'empereur Alexandre. Au lieu de s'irriter de cette impolitique violation, l'Angleterre se réjouit de l'imprudence qui la fait commettre, et s'empare de ce nouveau grief pour s'introduire officiellement dans les conseils de Saint-Pétersbourg.

En France, cependant, un événement auquel est attaché le sort de la nouvelle dynastie occupe Napoléon tout entier; bientôt il sera père, et l'ambitieuse espérance, qui enflamme et soutient toujours les

hommes de sa trempe, lui promet un fils. Le 20 mars, le moment décisif arrive; mais la délivrance de Marie-Louise rencontre des obstacles imprévus, et tels que ses jours ainsi que ceux de son enfant sont également en péril : ils dépendent d'une opération pénible et douteuse. Le chirurgien Dubois vient consulter Napoléon. « *Ne pensez qu'à la mère*, répondit-il, *et* « *traitez l'Impératrice comme une bourgeoise de la rue* « *Saint-Denis.* » Alors il se rend au lit de Marie-Louise, l'exhorte, l'encourage. Après vingt-six minutes d'un travaille douloureux, l'enfant est mis au monde par le secours des fers; mais pendant sept autres minutes, il ne donne aucun signe de vie. Enfin à force de soins l'enfant respire, il vit, il vivra. Transporté, hors de lui-même, l'Empereur se précipite à la porte du salon où la France et l'Europe semblent attendre leurs destinées; il l'ouvre, il s'écrie : *C'est un roi de Rome!* Cent un coups de canon annoncèrent à la capitale la naissance de Napoléon II; l'ivresse fut générale. A l'Hôtel-de-Ville, M. Bellart et les membres du conseil qui proclameront en 1814 la déchéance de Napoléon, votèrent dix mille francs de rente au premier page qui vint leur apporter la nouvelle impatiemment attendue. Ce fut la dernière fois qu'un même sentiment de bonheur unit la France et Napoléon. La nature sembla n'avoir produit qu'à regret cet enfant sur lequel se confondaient les vœux de deux grandes monarchies; il avait fallu le lui arracher : aussi en contemplant, après une anxiété si cruelle, le berceau qui venait de recevoir son fils, Napoléon dut s'applaudir de ce que sa fortune triomphait de la nature elle-même.

Le roi de Naples s'était rendu à Paris pour le baptème du roi de Rome; il eut avec Napoléon les explications les plus vives; les résultats en sont jusqu'à présent plus connus que les causes : elles étaient graves. Joachim reprocha à Napoléon les obstacles qui avaient frappé, l'année précédente, son expédition en Sicile, devenue une échauffourée dérisoire et ruineuse; il l'attribua notamment à la non-coopération de l'escadre de Toulon, qui lui avait été annoncée, et sans laquelle cette entreprise ne pouvait réussir. Il se plaignit de n'être plus que l'instrument d'une puissance à laquelle il se trouvait forcé de sacrifier ses États. Joachim ne cacha pas non plus à Napoléon l'inquiétude que devait causer à sa couronne celle que l'Empereur venait de mettre sur la tête de son fils. Le roi de Naples se voyait menacé par le roi de Rome : mais Napoléon, qui n'avait pas habitué les rois étrangers ni les rois de sa famille à de pareilles représentations, saisit cette occasion de faire pressentir à son beau-frère la nécessité de se démettre un jour du trône de Naples pour revenir au grand-duché de Berg. C'était de la part de l'Empereur une résolution déjà arrêtée, et qui s'étendait également aux trônes d'Espagne et de Westphalie, comme l'avait laissé soupçonner la réunion de la Hollande. L'exécution de cette grande mesure politique, subordonnée aux événemens, était ajournée à l'époque de la paix générale, où le sacrifice de ces royautés conditionnelles apparaîtrait comme une concession à ce premier besoin de la France. Dès ce moment, le roi de Naples laissa éclater des dispositions hostiles contre Napoléon; son imprudence, sa légèreté

naturelle, ne lui permirent pas de les dissimuler. Il quitta Paris à la fin de mai, avant la célébration du baptême du roi de Rome, auquel assistèrent les souverains de la famille impériale, et entre autres le roi d'Espagne. De retour à Naples, Joachim parla assez hautement de se déclarer contre l'Empereur.

Cependant l'Italie était le théâtre d'une autre guerre entre le Saint-Père et Napoléon. Cette guerre ne cessa de présenter un caractère singulier, qui sert à donner la preuve du déplacement des intérêts européens à cette époque. Napoléon et Pie VII avait changé leurs rôles. L'Empereur militait pour son Église, le pape pour ses États. L'Empereur demandait vainement au pape l'institution canonique des évêques de France, que le Saint-Siége aurait dû provoquer, et le pape la refusait, parce qu'il avait perdu sa domination temporelle. Pie VII confondait la tiare avec la couronne, l'anneau du pêcheur avec le sceptre; le sacre de Napoléon était même un mauvais argument en faveur du pontife de Rome. La haute commission ecclésiastique, que l'Empereur avait été obligé de former auprès de lui, députa en avril au Saint-Père, et lui proposa d'établir des évêchés à Bar-le-Duc, à Rotterdam, à Hambourg, à Brême; d'instituer les évêques nommés; de retourner à Rome s'il voulait prêter le serment prescrit par le Concordat, sinon de demeurer à Avignon, où il exercerait la souveraineté spirituelle; d'avoir à sa cour des résidens des puissances chrétiennes; enfin, de renoncer à la souveraineté temporelle de Rome. Le pape était aussi informé de la prochaine convocation d'un concile national. Pie VII, par sa note du 19 mai, accepta presque toutes

ces propositions, et le concile s'assembla à Paris le 9 juin suivant. Il était composé de cent évêques, français, allemands et italiens : ce concile se reconnut compétent pour statuer sur l'institution des évêques. En vertu du Concordat, le pape devait ordonner cette institution; et, sur son refus, celle du métropolitain devenait suffisante : telle fut le décret rendu le 5 août par le concile. Le 20 septembre, un bref du pape, daté de Savone, confirma ce décret; toutefois, la terre l'emportera encore sur le ciel, la cour pontificale refusera ce qu'elle a solennellement promis, et jusqu'à la fin de 1819, cinq ans après la chute de Napoléon, et pendant les cinq premières années de la restauration, la France, presque sans évêques, pourra croire que son roi n'est plus *le Fils aîné de l'Église.* Mais nous sommes en 1811 : Napoléon, au faîte de la gloire, règne sur la France; jaloux de rendre la majesté impériale digne de sa nation au dix-neuvième siècle, le père de l'arrière-petit-fils de Marie-Thérèse aura satisfait aux droits de sa couronne, aux vieilles libertés de l'Église gallicane, aux lois de son Concordat, et à cette étiquette spirituelle qui consacre les relations entre les trônes catholiques et la chaire de saint Pierre.

Le discours par lequel Napoléon ouvrit le Corps-Législatif, le 16 juin, exprima nettement sa pensée. « Les affaires de la religion ont été trop souvent « mêlées et sacrifiées aux intérêts d'un État du troi- « sième ordre. Si la moitié de l'Europe s'est séparée « de l'Église de Rome, on peut l'attribuer spéciale- « ment à la contradiction qui n'a cessé d'exister entre « les vérités et les principes de la religion, qui sont

« pour tout l'Univers, et des prétentions et des inté-
« rêts qui ne regardent qu'un très-petit coin de
« l'Italie. J'ai mis fin à ce scandale *pour toujours*. J'ai
« réuni Rome à l'empire. J'ai accordé des palais aux
« papes à Rome et à Paris. S'ils ont à cœur les inté-
« rêts de la religion, ils viendront séjourner souvent
« au centre des affaires de la chrétienté... »

Napoléon aborda moins franchement les secrets d'une nouvelle conjuration britannique; mais il laissait toutefois connaître qu'il les avait pénétrés: « ... Les
« Anglais mettent en jeu toutes les passions. Tantôt
« ils supposent à la France tous les projets qui peu-
« vent alarmer les autres puissances... Tantôt ils font
« un appel à l'amour-propre des nations pour exciter
« leur jalousie.... C'est la guerre sur toutes les parties
« du continent qui peut seule assurer leur prospé-
« rité. Je ne veux rien qui ne soit dans les traités
« que j'ai conclus... *Je me flatte que la paix du conti-*
« *nent ne sera point troublée.* »

Puis, en parlant de la guerre d'Espagne:

« ..... L'Angleterre, dit-il, s'est trouvée contrainte
« à en changer la nature, et d'auxiliaire elle est de-
« venue partie principale..... Cette lutte contre Car-
« thage, qui paraissait devoir se décider sur le champ
« de bataille de l'Océan, ou au-delà des mers, le sera
« donc désormais dans les plaines des Espagnols!
« Lorsque l'Angleterre sera épuisée, qu'elle aura
« enfin ressenti les maux qu'avec tant de cruauté
« elle verse depuis vingt ans sur le continent, que la
« moitié de ses familles seront couvertes du voile fu-
« nèbre, un coup de tonnerre mettra fin aux affaires
« de la Péninsule, aux desseins de ses armées, et ven-

« gera l'Europe de l'Asie en terminant cette seconde « guerre punique. »

Le désordre énergique de ces dernières paroles exprimait la passion dont Napoléon était dominé, et avertissait en même temps l'Angleterre du péril qui la menaçait si elle ne parvenait pas à détruire son ennemi. Aussi se prépara-t-elle à terminer par un coup de tonnerre, non les affaires de la Péninsule, mais la lutte de son implacable haine; car elle sentit qu'il n'y avait plus pour elle de salut que dans la guerre.

Trois mois après, le 19 septembre, Napoléon est parti pour aller revoir ses nouvelles provinces de Hollande et examiner lui-même les immenses travaux qu'il a ordonnés, à son dernier voyage, dans les places fortes, dans les ports, dans les chantiers. Le 4 octobre il est à Anvers, et peut admirer les miracles de ses créations. Sur la rive gauche de l'Escaut, où il n'existait il y a deux ans qu'une redoute, s'élève une ville de deux mille toises de développement; vingt-un vaisseaux de guerre, dont huit à trois ponts, sont en construction; on a creusé un bassin, ayant vingt-six pieds d'eau, capable de contenir quatre-vingt-dix vaisseaux de ligne. L'Escaut, désormais praticable pour les plus gros bâtimens de toute espèce, depuis son embouchure jusqu'à Anvers, présente une rade continue que défendent Flessingue et cinq autres petits forts ou forteresses. La Hollande semble un vaste port inexpugnable.

L'Empereur visita Willemstadt, Helvoetsluys, Dordrecht, Gorcum, l'île de Gorée, fit son entrée solennelle à Amsterdam, inspecta les fortifications du Helder, la flottille du Texel, séjourna à Rotterdam,

à Delft, à Leyde, et revint le 11 novembre à Saint-Cloud par Dusseldorf et Cologne. Ce voyage de deux mois fut consacré à l'amélioration civile, politique, militaire et maritime de la Hollande. L'Empereur donna à ce beau pays le secret de sa force, et il lui eût laissé d'éternels souvenirs de son génie, si, deux ans après, il ne fût devenu la proie de l'invasion étrangère. Le grand travail de l'empire suivait et atteignait l'Empereur dans quelque lieu qu'il se trouvât. Les décrets relatifs aux provinces illyriennes sortirent du palais d'Amsterdam; une foule d'autres furent rendus à bord du *Charlemagne*, sur l'Escaut. Depuis le retour de l'Empereur, l'Université impériale reçut une organisation définitive et son régime intérieur. Mais on s'étonna de voir émaner de la même pensée trois décrets bien disparates entre eux : l'un supprimait la féodalité dans les nouveaux départemens des Bouches-du-Weser et des Bouches-de-l'Elbe; l'autre prorogeait l'amnistie accordée aux émigrés; le troisième, enfin, déterminait la grande loi organique des constitutions françaises, celle de la liberté de la presse. La nature, les titres, et jusqu'au nombre des feuilles périodiques; les noms même de villes où ces feuilles pourraient paraître, furent irrévocablement fixés et spécifiés. Une censure inquiétante, soupçonneuse, minutieuse, hostile, sous la responsabilité des autorités locales, sera l'argus de cette illusoire périodicité. Napoléon se montrait moins jaloux du domaine de la conscience que de celui de la pensée. Aurait-il été malgré tant de grandeur, et à l'insu de l'univers qui le contemplait, le juge craintif de sa toute puissance, en soumettant son génie à la terreur

devant la presse? Ce dernier décret eut le résultat qu'il devait avoir : il aliéna les hommes généreux dont l'opinion et les talens font la force des États; il produisit une scission qui, au temps même du péril, ne disparut point : il y eut d'un côté l'armée et ceux qui tenaient au pouvoir, de l'autre la nation. Dès ce moment, celle-ci fut frappée d'engourdissement, parce que les organes de ses intérêts se trouvèrent condamnés au silence. L'invasion d'un million d'étrangers, les conjurations des ennemis politiques de l'intérieur, n'auraient point détruit Napoléon; il dut sa perte à l'immobilité de la France, dont pourtant il était admiré et même aimé.

L'Espagne est conquise ou occupée, tout le continent en paix ou soumis : on se demande avec inquiétude pourquoi le mois de décembre 1811 appelle, comme celui de 1810, cent vingt mille conscrits sous les drapeaux? Napoléon seul le savait. Au sein de la paix, sous la foi des traités, sous l'habitude des relations les plus amicales, la Russie a fait descendre du Nord de nombreuses armées; la Lithuanie a vu arriver successivement les divisions les plus éloignées; la guerre des Turcs seule retient encore en Moldavie l'armée de Kutusoff.

La France avait atteint la plénitude de la prospérité. Cette prospérité, dont ils recueillaient leur part, sembla avoir corrompu les chefs de l'armée. Ils se disaient rassasiés de gloire; ils l'étaient. Mais l'Angleterre ne voulait pas que cette gloire devînt, par son repos, une puissance solide et permanente; elle avait conçu le projet de l'épuiser sur les champs de bataille, au prix de tout le sang européen. L'année 1811

expire dans le malaise de cette haute fortune qui désormais ne peut que descendre, parce qu'elle ne peut plus monter.

FIN DU LIVRE DOUZIÈME.



LIVRE TREIZIÈME.

Sixième et dernière Coalition.

CHAPITRE PREMIER.

(1812.)

TRAITÉS DE LA FRANCE AVEC LA PRUSSE ET L'AUTRICHE. — TRAITÉS DE LA SUÉDE AVEC L'ANGLETERRE ET LA RUSSIE. — COALITION DE L'ANGLETERRE, DE LA RUSSIE, DE LA SUÈDE, DE L'ESPAGNE, CONTRE LA FRANCE, L'AUTRICHE, LA PRUSSE, L'ALLEMAGNE ET L'ITALIE. — NAPOLÉON A DRESDE AVEC L'EMPEREUR D'AUTRICHE. — PAIX DE BUCHAREST ENTRE LA TURQUIE ET LA RUSSIE. — ENTRÉE DE NAPOLÉON EN POLOGNE.

UNE guerre générale planait sur l'Europe. Les gages en étaient donnés, on peut le dire, avec profusion par les hautes parties qui rassemblaient les élémens de ce nouvel orage. La réunion à la France de la Hollande, des villes anséatiques, du Lawembourg, en un mot des Bouches du Rhin, de l'Escaut, du Weser, de l'Elbe, et du

duché d'Oldembourg, avait en 1810 et 1811, commencé le blocus de la mer du Nord et de la Baltique. Ce blocus fut complété, le 26 janvier 1812, par l'occupation de Stralsund et de la Poméranie suédoise, dont le général Friant s'empara au nom de la France. Le même jour aussi, la Catalogne était divisée en quatre départemens français. L'attitude guerrière d'Alexandre datait du traité de Tilsitt, impatiemment supporté. Cependant, au retour de la conférence du Niémen, l'empereur de Russie avait dit à l'empereur des Français *qu'il voulait être son second contre l'Angleterre*. Quant à l'entrevue d'Erfurt, où Alexandre avait montré des dispositions si favorables, elle n'avait été pour ce prince qu'un voile spécieux jeté sur sa politique. Le système continental imposait une dure condition à la Russie, mais cette condition sans doute était maintenant juste à ses yeux, puisqu'elle l'avait acceptée. La Russie eut d'autant plus de raison de signer le traité de Tilsitt, que sur son refus l'Empereur Napoléon, au lieu de suivre contre elle dans ses déserts une lutte qu'elle ne pouvait soutenir, se serait probablement décidé à former avec les démenbremens de la Pologne et de la Prusse ce grand État intermédiaire qui protégé par une armée française permanente et gardienne de sa frontière, jusqu'au moment où l'armée nationale aurait acquis toute la force nécessaire, serait devenu pour toujours la sauvegarde de la civilisation et de la paix du continent: et plût à Dieu que Napoléon eût pris une résolution si haute et si sage à la fois! Le cabinet russe prévit cette terrible conséquence d'un refus qui ne lui avait pas réussi après Austerlitz, et il s'humi-

lia sous la loi de Tilsitt. Il jugea habilement qu'il était question sur le radeau du Niémen, ou de faire partie de la patrie européenne, ou d'en être exilé à jamais, et de perdre en un moment l'héritage politique de Pierre et de Catherine. La foi punique présida au traité, la Russie y souscrivit, déterminée en secret à l'éluder d'abord, et à le rompre ensuite avec éclat. La France ne tarda point à pénétrer les dispositions de cette puissance. La conduite de la Russie, pendant la campagne de 1809, ne permit plus à Napoléon de douter qu'elle ne fût bien éloignée de vouloir contribuer à l'abaissement de l'Autriche, qui cependant venait de faire une guerre d'invasion à la France son alliée. En 1810, l'expression de la politique russe fut plus prononcée: le 19 décembre, elle avait brisé le nœud de Tilsitt par un ukase qui ouvrait ses ports à l'Angleterre et les fermait à la France. La réunion de ses armées sur les frontières de la Lithuanie, et la menace d'envahir le grand-duché de Varsovie, sous le prétexte d'indemniser le duc d'Oldenbourg, signalèrent depuis l'énergie des nouveaux conseils qui dirigeaient la cour de Saint-Pétersbourg. Dans le mois de février 1811, Napoléon avait cru devoir non-seulement demander à la Russie des explications sur le prodigieux changement opéré dans son système à la fin de 1810, mais encore engager le roi de Saxe à concentrer sur la Vistule les troupes du duché de Varsovie pour les mettre à l'abri d'une attaque soudaine.

L'important ouvrage du colonel Boutoulin, aide-de-camp de l'empereur de Russie, renferme des aveux dont la source justifie suffisamment la con-

fiance du lecteur. L'écrivain, en quelque sorte officiel, est venu de lui-même au secours des déclarations que fit à cette époque le cabinet impérial de France. Ces déclarations, relatives à l'attitude provocatrice de la Russie depuis 1810 jusqu'à la prise d'armes de 1812, avaient jusqu'alors été étouffées par les passions les plus contraires, par celles qui aveuglèrent également et les hommes qui s'applaudirent de la chute de Napoléon et ceux qui la lui reprochèrent. L'officier russe déclare « que l'empereur Alexandre ne pouvait méconnaitre l'esprit des dispo-« sitions du traité de Tilsiltt, mais que les circons-« tances malheureuses où se trouvait l'Europe lui « prescrivaient d'éloigner à tout prix la guerre. *Il « s'agissait surtout de gagner le temps nécessaire pour « se préparer à soutenir convenablement la lutte que « l'on savait bien être dans le cas de se renouveler un « jour.* Dès lors l'empereur Alexandre s'appliqua à « organiser sourdement ses moyens de défense, et « jugea nécessaire de rassembler la majeure partie « de ses forces sur la frontière occidentale de son « empire... Dès le lendemain de la signatnre du traité « d'alliance avec la Prusse, c'est-à-dire le 15 février, « Napoléon expédia le général Czernicheff à Péters-« bourg avec la proposition de travailler à faire dis-« paraître les griefs des deux parties. Ces griefs étaient « principalement, de la part de la Russie, la prise de « possession du duché d'Oldembourg. Mais l'empereur « Alexandre sentait trop bien que les griefs avoués « ne portaient que sur des accessoires. On n'eut pas « avancé grand'chose en obtenant le redressement « des griefs sus-mentionnés, *car la question principale*

« *celle du pouvoir dictatorial de la France sur toutes*
« *les autres puissances, n'était susceptible d'être ré-*
« *solue que par la voie des armes.* »

Dès l'année 1811, la Russie avait annoncé l'envoi à Paris de M. de Nesselrode; ce négociateur, chargé d'aplanir les différends, devait arriver en novembre; quatre mois après, on l'attendait encore. Napoléon, instruit enfin que la mission de M. de Nesselrode n'aurait pas lieu, fit effectivement appeler, comme on l'a vu plus haut, le colonel Czernicheff, aide-de-camp d'Alexandre, et lui communiqua le traité d'alliance offensive et défensive signé à Paris, le 12 février, avec la Prusse, trop heureuse d'échapper à sa ruine en se réunissant à Napoléon, qui aurait nécessairement commencé par elle la guerre qu'il se voyait obligé d'entreprendre contre la Russie et ses alliés. Napoléon accompagna cette confidence de toutes les explications conciliatrices qu'il pouvait offrir, et rendit Czernicheff porteur d'une lettre particulière adressée à l'empereur Alexandre. Czernicheff partit pour Saint-Pétersbourg, le 25 février; deux jours après, Napoléon apprit que cet envoyé, abusant de son caractère et de sa position près du gouvernement français, avait acheté à prix d'or et emporté *l'état effectif de nos armées.* On courut après lui, il était déjà hors de toute atteinte. Le commis de la guerre, que Czernicheff avait corrompu, paya de sa tête la déloyauté de l'agent moskovite, à qui Napoléon lui-même avait, deux ans auparavant, reproché avec bonté la nature de ses relations et l'objet de ses recherches dans la capitale.

Dans le même moment, Napoléon, qui jugeait la

guerre inévitable, se dispose à confier à la garde nationale le territoire de l'empire, *pendant que nos armées vont s'éloigner*; il a rattaché aussi l'Autriche à la cause de la France par un traité conclu Paris, le 14 mars, entre le duc de Bassano et l'ambassadeur prince de Schwartzemberg; traité qui prévoyait le rétablissement du royaume de Pologne. En expédiant cet acte diplomatique à M. de Neipperg, ministre d'Autriche en Suède, M. de Schwartzemberg écrivait: « Que leur « souverain avait épuisé vainement toutes les démarches tendant à la conservation de la paix sur le continent, auprès du cabinet de Pétersbourg, et que, « dans un état de choses où tout devait être dirigé « vers le but commun, il l'engageait à employer tout « son crédit auprès du gouvernement suédois pour « le lier à la cause actuelle, en lui faisant espérer, « de l'immense avantage qu'une pareille diversion « apporterait aux mouvemens des alliés dans le Nord, « le recouvrement de la province de Finlande. Les « nœuds d'amitié et de famille qui existent entre « notre cour et celle de France, ajoutait l'ambassadeur, viennent d'être renforcés aujourd'hui par un « lien qui devait en être la suite naturelle, pour établir d'une manière solennelle des relations de confiance et d'intimité entre les deux empires. » Tels étaient au mois de mars 1812, les sentimens avoués et confidentiels de la cour d'Autriche pour la cour de France. Neuf mois plus tard, la fortune devait les transporter à cet ennemi contre lequel le cabinet de Vienne voulait armer la Suède et marcher lui-même. Les tentatives de ce cabinet et toutes celles de Napoléon échouèrent devant les mauvaises dispositions

de Bernadotte, qui oubliant la source de sa gloire et foulant aux pieds le souvenir de sa première patrie, s'engageait, le 24 mars, par un traité avec la Russie, à combattre contre nous. Le prix de cette désertion était l'assurance donnée au prince royal qu'Alexandre l'aiderait à porter une guerre injuste dans le sein du Danemarck pour lui enlever la Norwège. Des trahisons présentes ou futures, des spoliations révoltantes et méditées de loin, voilà les commencemens de cette ligue qui a osé prendre le nom de *Sainte-Alliance*, et invoquer la liberté, afin de mettre la religion et les peuples de son côté. Napoléon essaya aussi d'empêcher la Porte de conclure la paix avec la Russie, et chercha tous les moyens de décider le sultan, auquel la France et l'Autriche garantissaient l'intégrité de ses États, à entrer en campagne avec cent mille hommes : on verra plus tard comment le succès de cette démarche fut compromis, malgré la reprise des hostilités sur le Danube.

La conduite de Czernicheff, le long silence opposé à la lettre dont il était chargé, ne faisaient pas augurer heureusement des déterminations qu'adopterait Alexandre, ou plutôt présageaient une issue peu favorable pour les négociations; d'ailleurs, des avis indirects, mais positifs, annonçaient des intentions hostiles. D'un autre côté, tout démontrait qu'Alexandre était dans les mains de l'Angleterre; en conséquence, Napoléon crut devoir s'adresser à cette puissance. Par ses ordres, M. de Bassano écrivit au lord Castelreagh pour lui donner connaissance des dispositions pacifiques de la France. La lettre du ministre fut expédiée pour Londres le 17 avril. La

France déclarait « renoncer à toute extension du côté « des Pyrénées. Elle garantissait l'intégrité de l'Espagne; la dynastie actuelle serait déclarée indépen- « dante, et l'Espagne serait régie par une constitu- « tion nationale des Cortès. La maison de Bragance « règnerait en Portugal. Le royaume de Naples res- « terait au roi Joachim, et le royaume de Sicile serait « garanti à la maison actuellement régnante. Par « suite de ces stipulations, l'Espagne, le Portugal et « la Sicile, seraient évacués par les troupes fran- « çaises et anglaises de terre et de mer. » Le 23 avril, lord Castelreagh répondit qu'il ne pouvait traiter que si la dynastie de Ferdinand était reconnue en Espagne.

Sur ces entrefaites arrive enfin M. le baron de Serdobin avec la réponse de Saint-Pétershourg à la lettre que Napoléon avait remise à M. de Czernicheff. Le prince Kourakin se rend chez M. de Bassano, le 24 avril, et l'avertit que la Russie exige, avant tout, que les armées françaises évacuent la Prusse, et se retirent derrière le Rhin. Le 25, Napoléon, qui ne veut pas prendre à la lettre ces arrogances diplomatiques, donne l'ordre au comte de Narbonne, son aide-de-camp, de partir pour Saint-Pétersbourg. Le prétexte de sa mission est de communiquer au cabinet russe les pièces de la correspondance anglaise; mais le voyage du nouvel envoyé a pour but véritable de connaître la pensée dernière du Czar. Peu de jours après, le 30, les négociations suivies à Paris depuis dix-huit mois par le duc de Bassano avec le prince Kourakin échouent devant l'ultimatum dans lequel persiste cet ambassadeur, qui demande plusieurs fois

ses passeports, et annonce le 11 mai qu'il se retire à la campagne en les attendant.

Cependant, au milieu des soins et des occupations de toute espèce où les anxiétés de ces discussions orageuses avec la Russie et celles de la guerre terrible dont il était menacé entraînaient Napoléon, il donnait, le 29 janvier 1812, à son empire, un ministère du commerce et des manufactures, institution qui semblait être le gage d'un état de paix assuré. L'immense étendue des côtes de l'empire, et les efforts prodigieux résultant des encouragemens accordés à l'industrie, avaient néccessité cette création qui était en même temps une grande disposition auxiliaire destinée à resserrer l'interdit jeté sur tous les ports qui obéissaient à la France. Le blocus contre l'Angleterre était, comme je l'ai dit plusieurs fois, l'unique loi de la politique de l'empire français. La moindre infraction renversait tout le système d'attaque et de défense de Napoléon; elle empêchait l'œuvre de la paix générale, cette condition exclusive du salut de Napoléon et de son empire; enfin, cette infraction présageait infailliblement une rupture. Aussi la Russie avait rassemblé quatre cent mille hommes pour appuyer, sur ses frontières, l'ukase du 19 décembre 1810. L'imminence d'une nouvelle lutte, dont la longue et mystérieuse préparation avait quelque chose d'implacable, la continuation de celle d'Espagne et de Portugal, où l'Angleterre employait avec profusion ses trésors, ses armées et ses flottes, devaient nécessairement absorber toutes les forces militaires de la France, et appeler, soit aux bords du Tage, soit aux bords du Niémen, les troupes qui soutenaient sur

toutes les côtes de l'empire la guerre sédentaire du blocus continental. Il fallait donc pourvoir au remplacement de ces troupes, que les circonstances pressantes où se trouvait Napoléon rendaient aux mouvemens de la guerre active. En conséquence, le 10 mars, l'Empereur soumit à la sanction du Sénat un projet de sénatus-consulte qui divisait en trois bans la garde nationale : le premier comprenait les hommes de vingt à vingt-six ans, le second de vingt-six à quarante, le troisième les hommes de quarante à soixante. Le sénatus-consulte, voté à l'unanimité, mit à la disposition du gouvernement, sur les six cent mille citoyens dont se composait le premier ban, cent cohortes de mille hommes, pour être, en vertu des constitutions de l'empire, chargées de la garde des frontières, de celle des établissemens maritimes, des arsenaux et des places fortes. Des cent cohortes accordées, on n'en organisa que quatre-vingt-huit. Elles furent levées sur les cent huit départemens qui formaient nos trente-deux divisions militaires, depuis Rome jusqu'à Hambourg. Ce partage du peuple français en trois bans n'était pas sans grandeur, mais il prouvait aussi que Napoléon mesurait bien l'étendue des dangers de la patrie. Ainsi toute l'armée active était ou allait être en marche, et la plus forte partie avait déjà pour point de réunion ce fleuve lointain qui bornait la Pologne septentrionale, ce fleuve qui vit offrir et accepter avec tant d'empressement la paix de Tilsitt, contre laquelle la Russie entière venait encore de s'armer.

Parmi les nombreuses adresses apportées alors au pied du trône par les députations des collèges élec-

toraux, on remarque celle du département du Cher. « Sire, disait-elle, un de vos prédécesseurs, « Charles VII, qu'on appelait le roi de Bourges, fut « redevable de la conservation de sa couronne au « dévouement de ses sujets du Berry. De toutes les « provinces soumises à sa puissance, celle du Berry « fut presque la seule qui lui resta fidèle, et lui offrit « corps et biens. Ce fut à l'aide de ses habitans qu'il « parvint à reconquérir son royaume et à chasser les « Anglais de la France. » Cette communication d'une des plus douloureuses époques de notre histoire paraissait alors au moins intempestive; elle frappa Napoléon, qui répondit : « Ni moi ni mes descendans « ne serons jamais dans le cas d'éprouver votre pa- « triotisme dans des circonstances pareilles à celles « de Charles VII. Des dissensions civiles faisaient à « cette époque le malheur de la France. Divisée en « plusieurs États, elle fut déchirée par des armées « étrangères. De pareilles circonstances ne sauraient « plus revenir. Nous sommes un seul peuple, nous « avons une seule loi et un seul trône. Loin de « recevoir la loi, nous la donnerons à cette nation « qui, habile à profiter de nos divisions, a fait tant « de mal aux générations qui nous ont précédés. » Quel faible espace de temps sépare cette époque de celle où les Anglais occupèrent Paris, où Napoléon abdiqua à Fontainebleau, et où l'armée de la Loire fut licenciée à Bourges!

Le 9 mai, l'Empereur partit pour Mayence avec l'Impératrice, qui devait l'accompagner jusqu'à Dresde, lieu de réunion indiqué à la famille impériale d'Autriche; le 17, il était arrivé dans la capitale

de la Saxe. Le 20 mai, Napoléon, craignant que M. de Narbonne n'eût pas été admis auprès de l'empereur Alexandre, veut tenter une démarche plus imposante et plus décisive par l'entremise de son ambassadeur. En conséquence, il dit au duc de Bassano: « Écrivez à Lauriston de se rendre de Pétersbourg à « Wilna. Il dira que, pressé d'écarter cette querelle « de gens de plume, je lui ai donné l'ordre de fran« chir les intermédiaires et de parvenir jusqu'à l'Em« pereur, pour obtenir de sa bouche un mot d'expli« cation qui puisse laisser la voie ouverte à notre « accommodement; il ajoutera que je suis persuadé « que le prince Kourakin est allé au-delà de ses in« structions, etc. » Au reçu de cette lettre, Lauriston demanda au gouvernement russe des passeports pour exécuter l'ordre qu'il venait de recevoir.

Une cour de rois se réunit à Dresde autour de Napoléon. L'empereur et l'impératrice d'Autriche, de leur propre mouvement, avaient quitté Vienne pour se trouver à Dresde sur le passage de leur gendre, et sanctionner par toutes les démonstrations de l'amitié l'intérêt qu'ils prennent, en vertu des liens de famille et d'un traité solennel, à la guerre contre le Czar qui semble devenir l'ennemi commun du continent. Le roi de Prusse offrit le prince royal pour aide-de-camp à Napoléon, qui, n'écoutant qu'une délicatesse trop généreuse, le refusa. Tous les monarques, de la Baltique au Rhin, dont les contingens grossissent la grande armée, attestent par des vœux publics la part qu'ils ambitionnent d'avoir dans les victoires de Napoléon. Les princes confédérés sous ses aigles se livrent avec enthousiasme à l'espoir de le voir triom-

pher; le peu de fierté qui leur reste ne consiste qu'à vouloir soumettre à la même domination le seul souverain continental qui soit encore indépendant.

Au moment où Napoléon recevait tant d'hommages et tant de garanties, un traité secret pour une paix définitive était signé à Bucharest entre les Russes et les Ottomans. Ouvrage de l'Angleterre, la paix subite de Bucharest eut lieu, grace à l'emploi d'une pièce fausse que le cabinet de Londres fit parvenir à la connaissance du grand-visir; c'était une prétendue lettre de Napoléon dans laquelle il proposait à Alexandre, pour moyen d'arrangement, le partage de l'empire turc. Joseph Fonton, dès long-temps stipendié de l'Angleterre, consulté par Galib-Effendi, certifia la vérité du document. Le fait matériel de la présence du comte de Narbonne à Wilna aida encore à convaincre les stupides Ottomans. L'Empereur ne fut pas le seul trompé dans cette circonstance : le sultan le fut également; quand il apprit l'entrée de Napoléon en Russie, il refusa de ratifier le traité, et ne s'y détermina que par l'influence menaçante de l'Angleterre. Ce retard à la ratification retint l'armée russe en Moldavie, et lui permit de s'ébranler seulement au mois d'octobre. Elle ne rejoignit l'armée française, comme on le verra par la suite, que pendant la retraite, à ce fameux passage de la Bérésina, où elle éprouva une défaite décisive. Les États-Unis viennent de déclarer la guerre à l'Angleterre; mais qu'est-ce que cette faible et lointaine querelle auprès de l'importante diversion que Napoléon attendait de la Porte-Ottomane, auprès des graves inconvéniens de l'alliancee de la Suède avec la Russie!

« la première; *mais la paix que nous conclurons portera avec elle sa garantie*, et mettra un terme à la « funeste influence que la Russie a exercée depuis « cinquante ans sur les affaires de l'Europe. »

CHAPITRE II.

CAMPAGNE DE RUSSIE.

NAPOLÉON entre en campagne avec quatre cent mille hommes, français et étrangers, partagés en dix corps d'armée. Sur ce nombre immense de soldats, deux cent mille passent avec lui le Niémen aux environs de Kowno, le 24 juin, presque sans opposition de la part des Russes, qui paraissent avoir ignoré ce grand mouvement, tant il y a eu de secret dans les desseins de Napoléon et de célérité dans sa marche. La journée du 25 nous apprend que, la veille, Macdonald a également franchi le Niémen à Tilsitt; désormais nous sommes maîtres du fleuve, que nos approvisionnemens, retenus dans la Pregel, vont remonter sans obstacle. Quelques troupes détachées en avant ont occupé Kowno : l'Empereur, après avoir donné aux officiers du génie l'ordre de mettre cette place à l'abri d'un coup de main, fait avancer les cinq corps d'armée qu'il avait tenus en arrière sur la droite, rejoint les avant-postes du prince d'Eckmühl et la cavalerie aux ordres de Murat, en pleine marche sur Wilna, capitale de la Pologne russe, ville forte et influente, autour de laquelle l'empereur Alexandre, surpris au bal par la nouvelle du passage du Niémen, a voulu d'abord concentrer son armée. Tout annonce une bataille générale : Napoléon s'y prépare

comme à une victoire infaillible; son attente est trompée : l'ennemi fait sauter le pont de la Willia, brûle ses magasins, et nous livre Wilna. La rapidité de nos progrès a déterminé cette retraite; elle se fait dans le plus grand désordre, et en abandonnant les corps éloignés au hasard des événemens. En effet, les premières manœuvres de Napoléon ont réussi au point que les généraux Baggovouth, Wittgenstein, Doctoroff, Dorokoff, Platoff, le chef des Cosaques, après s'être heurtés tour à tour contre nos bataillons sur toutes les avenues de Wilna, sont forcés de se jeter, comme ils peuvent, dans des directions opposées : de même qu'eux, Bagration et son armée errent à l'aventure, séparés de Barclai de Tolly, qu'ils essaient en vain de rejoindre. Napoléon continue à diriger ses forces, soit contre les troupes qui viennent se réunir devant nous sur la Dwina, soit contre les colonnes en dehors de ce mouvement, particulièrement contre l'armée de Bagration qu'il espère détruire, soit contre ce qui reste d'ennemis sur nos derrières. Napoléon est à la poursuite de la grande bataille au cœur de la Russie. Cependant il s'arrête dix-sept jours à Wilna. Ce long repos au début d'une campagne aussi active n'est point dans les habitudes du vainqueur d'Italie; il étonne également ses soldats et ses adversaires. L'histoire, jusqu'à présent, n'a point recueilli le secret de ce retard, qui empêchera Napoléon d'arriver quinze jours plus tôt à Moskou! Mais elle rend compte des soins multipliés qu'il prend lui-même pour qu'il soit pourvu à tous les besoins du service et de l'administration de l'armée, et à l'établissement d'une police militaire, afin de répri-

mer les désordres, cent fois plus dangereux que les défaites. Il s'occupe aussi à créer un gouvernement provisoire pour la Lithuanie, qui nous accueille en libérateurs, malgré le mal que lui cause le passage de tant de milliers d'hommes sur son territoire. Cependant, le 26 juin, la diète de Varsovie avait proclamé le rétablissement du royaume de Pologne, et donné le signal de la liberté à toute la nation. Immédiatement après ce grand acte de patriotisme et d'audace qui fit tressaillir en Europe tous les cœurs généreux, les regards de l'assemblée s'étaient portés vers le conquérant dont on attendait la résurrection de la patrie de Sobieski et de Kosciusko. Une députation, ayant à sa tête le sénateur Wibicki, apporte une adresse de la diète à Napoléon, et lui dit « que les Polonais n'a« vaient été soumis ni par la paix, ni par la guerre, mais « par la trahison; qu'ils étaient donc libres de droit « devant Dieu comme devant les hommes; qu'au« jourd'hui, pouvant l'être de fait, ce droit devenait « un devoir;..... mais que c'était à lui qui dictait au « siècle son histoire, en qui la force de la Providence « résidait, à appuyer des efforts qu'il devait approu« ver; qu'ainsi ils venaient demander à Napoléon-le« Grand de prononcer ces seules paroles : *que le « royaume de Pologne existe*, et qu'il existerait. » Na« poléon leur répondit entre autres choses : « Dé« putés de la confédération de Pologne, j'ai entendu « avec intérêt ce que vous m'avez dit. Polonais, je « penserais et agirais comme vous; j'aurais voté « comme vous dans l'assemblée de Varsovie. L'amour « de son pays est le premier devoir de l'homme civilisé. « Dans ma situation, j'ai beaucoup d'intérêts à con-

« cilier, beaucoup de devoirs à remplir. J'aime votre « nation : pendant seize ans, j'ai vu vos soldats à « mes côtés. J'applaudis à ce que vous avez fait; j'au« torise les efforts que vous voulez faire. Je ferai tout « ce qui dépendra de moi pour seconder vos réso« lutions. Si vos efforts sont unanimes, vous pouvez « concevoir l'espérance de réduire vos ennemis à re« connaître vos droits.... Je vous ai tenu le même « langage dès ma première entrée en Pologne : je « dois y ajouter que j'ai garanti à l'empereur d'Au« triche l'intégrité de ses domaines. » Cette réponse, que dictaient la loyauté, la plus saine politique et des circonstances impérieuses, désenchanta la Pologne sans l'empêcher de nous donner encore des preuves de dévouement, mécontenta la France qui s'était plu à prononcer d'avance la restauration du royaume dévoré par le coupable triumvirat du Nord : elle fit croire que Napoléon, en doutant de sa force, doutait de son succès, et commettait une grande faute. Peu avant cette réponse, le général Balachoff, aide-de-camp de l'empereur Alexandre et son ministre de la police, était venu à Wilna, comme parlementaire de la part de ce prince, qui proposait de rentrer dans le système continental, et de s'entendre sur tous les autres points en litige, sous la condition que l'armée française se retirerait derrière le Niémen. Napoléon demandait à traiter sur-le-champ à Wilna même; et tout porte à croire que les deux empereurs se seraient conciliés. M. Balachoff fut accusé depuis de n'avoir pas peu contribué à exciter l'irritation de son maître, en dénaturant les termes de la réponse de Napoléon à une proposition qui lui rap-

pelait l'offensant *ultimatum* du prince Kourakin; la guerre dut continuer.

Les armées des ducs de Tarente, de Reggio, d'Elchingen et du roi de Naples, se rangent l'une après l'autre sur les bords de la Dwina, qui protège les Russes dans leur camp retranché de Drissa, où l'empereur Alexandre, ayant Barclai de Tolly sous ses ordres, attend avec anxiété des nouvelles de ses autres généraux dispersés au loin, et surtout de Bagration, dont Napoléon, de son côté, a préparé la ruine. Mais le roi de Westphalie a perdu deux fois un temps précieux pour la poursuite de l'arrière-garde de ce général; et si Davoust, chargé de le détruire, a montré beaucoup d'audace et de fermeté devant lui, il n'est pas sorti ou n'a pu sortir à propos de Minsk pour l'écraser. Néanmoins Napoléon, convaincu de la possibilité de réparer encore le mal, transmet de nouvelles instructions à son lieutenant, ainsi qu'au roi Jérome, et prescrit au prince de Schwartzemberg, qu'il a lancé aussi sur les traces de Bagration, de venir se placer entre la forêt de Bobruisk et les marais de Pinsk. Tel est l'emploi connu des dix-sept jours passés à Wilna, et qu'on a tant reproché au grand capitaine accoutumé à terrasser ses ennemis par des coups de tonnerre.

Alexandre, dans de fastueuses proclamations, ayant promis de combattre et de vaincre à Drissa, Napoléon marche de Bloukoboë à une bataille pour laquelle il a tout disposé. A son approche le Czar n'ose pas compter, pour nous résister, sur deux armées divisées l'une de l'autre, et ordonne d'évacuer ce fameux camp, le fruit d'une année de travaux consi-

dérables, tandis qu'il va se rendre à Saint-Pétersbourg afin de presser la levée générale que réclame le salut de son empire. Ainsi la grande bataille échappe encore à Napoléon. L'abandon subit du camp de Drissa présente à ses armes une guerre toute nouvelle. D'après ses ordres, tous nos corps d'armée, partis du Niémen à des époques et par des routes différentes, arrivent le même jour, à la même heure, à Bechenkowilchi, sur les rives de la Duna; mais il ne trouve plus que des traîneurs au-delà du fleuve. Devancé par Barclai de Tolly à Witepsk, il y court après avoir mis en mouvement le duc de Tarente qui s'avance sur Riga, et le duc de Reggio qui doit démolir d'abord le camp de Drissa, ensuite occuper Polotsk, devancer Wittgenstein à Sébége, et lui couper la retraite sur Saint-Pétersbourg. En cet instant le bruit du canon semble annoncer une bataille avec Barclai de Tolly, résolu à nous disputer Witepsk. Mais ce n'était qu'une affaire d'avant-garde à Ostrowno, affaire sérieuse toutefois, et dans laquelle la brillante valeur de Murat et d'Eugène, secondée par l'intrépidité de nos braves soldats, triompha de l'inébranlable constance des Russes. Une autre action, plus acharnée encore, eut lieu au-delà d'Ostrowno avec le corps de Pahlen et d'Ostermann. L'Empereur survint au moment nécessaire pour achever la seconde victoire, en chassant l'ennemi d'un bois dans lequel on n'avait pas osé s'engager, et qu'il paraissait vouloir tenir après sa retraite. A la pointe du jour nous n'étions plus qu'à deux lieues de Witepsk. Le 27 juillet, l'Empereur, présent à l'avant-garde, fut témoin d'un troisième engagement avec dix mille hommes de ca-

valerie et d'infanterie russes. L'avantage de leur position, l'artillerie qu'ils démasquèrent, l'obligation où nous étions de passer devant eux, sur un seul petit pont, le ravin qui les défendait, rien ne put empêcher leur défaite. C'est là que deux cents voltigeurs parisiens, du 9e de ligne, excitèrent l'admiration de toute l'armée par une héroïque et victorieuse résistance à une nuée de lanciers, au retour d'une charge terrible dont nous n'avions pu supporter le choc. A ce spectacle, Napoléon s'écria : « *Ils méritent tous la croix !* » Touchés de ces paroles qu'on leur répéta de sa part, ces braves répondirent en mettant leurs bonnets sur leurs baïonnettes, aux cris de *vive l'Empereur!*

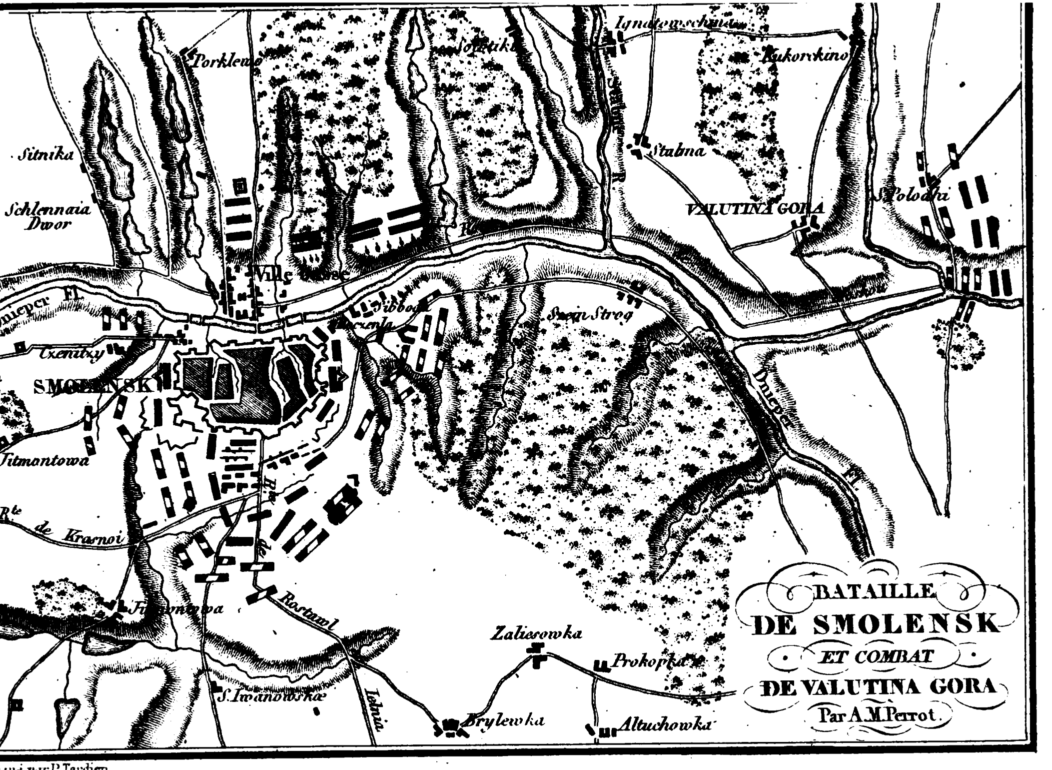
Les deux armées, en présence, ne sont plus séparées que par le ruisseau de la Lutchissa. Barclai de Tolly a résolu de recevoir la bataille qu'il ne peut éviter sous peine de renoncer entièrement à sa réunion avec Bagration; s'il persiste dans le dessein de combattre, il est accablé. Napoléon en a l'assurance; aussi se prépare-t-il, avec une joie héroïque, à saisir l'occasion offerte; mais tout change : un courrier de Bagration, sauvé de nos mains par miracle, fait reculer Barclai, et nous livre tout le pays entre la Duna et le Borysthène, avec Witepsk entièrement abandonné de ses habitans.

Napoléon accorde, autour de cette ville, un repos nécessaire à son armée, renforcée de tous les corps envoyés contre Bagration et ramenés par Davoust. Pendant ce temps, ses ordres font marcher au secours de Reynier, contraint de céder devant Tormasoff, dans le grand-duché, les armées que commandent

Schwartzemberg, le duc de Bellune et le duc de Castiglione, chargés de détruire le général russe, et d'assurer l'entière liberté de nos communications. Le général Saint-Cyr, à la tête des Bavarois, ira soutenir le duc de Reggio, d'abord forcé à la retraite, ensuite victorieux avec un immense avantage, mais inhabile à profiter de ses succès sur Wittgenstein qui le fait reculer jusqu'à Polotsk. Le duc de Reggio doit reprendre aussitôt l'offensive et poursuivre, jusqu'à leur ruine totale, les Russes qui lui sont opposés. Le duc de Tarente, maître de Dunabourg, qu'il a occupé sans coup férir, doit concourir à cette importante opération. La plus puissante activité signale la présence de Napoléon à Witepsk. Recevoir les dépêches, dicter les ordres, s'entretenir avec ses généraux, veiller sur les subsistances, sur le service des hôpitaux, sur les besoins de ses soldats, s'enquérir de leurs souffrances, leur distribuer des récompenses pour leurs exploits, administrer, gouverner avec autant de régularité qu'aux Tuileries, voilà l'emploi de ses jours; ses nuits sont consacrées aux plus hautes méditations de la guerre, et aux moyens d'assurer le succès d'une campagne qui peut terminer enfin la lutte implacable de la Grande-Bretagne. Au lieu de se laisser effrayer par les nouveaux obstacles que lui suscitaient l'inconcevable paix de Bucharest, la défection de Bernadotte, plus étonnante encore, la réunion des armées ennemies, la profonde exaltation du peuple moscovite, auquel le Czar lui-même a mis le glaive et la torche à la main au nom du ciel, il sent redoubler sa constance, même au milieu du réfroidissement et des murmures du quartier-général.

Il veut la guerre afin de conquérir la paix; et tandis que les russes quittent les environs de Smolensk pour marcher droit sur Witepsk, son génie, enflammé par la grandeur des circonstances comme par l'importance du but, enfante l'admirable conception de se porter rapidement sur la rive gauche du Dniéper, où Davoust nous attend déjà, de surprendre Smolensk, de repasser le fleuve sur les ponts de cette ville, et de revenir attaquer en queue les corps qui l'ont quittée. En quarante-huit heures, cent quatre-vingt-cinq mille hommes ont exécuté ce mouvement avec une telle précision et un tel secret, que les deux généraux ennemis apprirent seulement par Smolensk le danger qu'ils couraient. Pendant les marches incertaines, désordonnées, de Bagration et de Barclai de Tolly, Smolensk prise au dépourvu n'aura personne pour fermer ses portes aux Français victorieux dans deux combats. Bagration, instruit le premier de cette grande manœuvre, retourne sur ses pas; Barclai le suit bientôt. La ville allait tomber, le 16 août, devant l'impétuosité des troupes du maréchal Ney, elle est secourue par l'arrivée dans ses murs des vingt mille hommes de Rajewski, que Bagration ne tarde pas à appuyer avec trente autres mille hommes. En voyant les deux généraux accourir à la tête de toutes leurs forces, Napoléon s'écria comme à Austerlitz : *Je les tiens!* Mais les ennemis n'avaient garde de s'exposer à une aussi terrible chance contre le premier homme de guerre du siècle et une armée digne de lui, qui avaient soif et besoin de combattre. Au mouvement de Barclai de Tolly qui, craignant de perdre la route de Moskou, a envoyé Bagration s'en

saisir, et reste en réserve sur les hauteurs de la rive droite, Napoléon juge qu'il faut renoncer à une bataille générale, et se résout à enlever Smolensk. L'action commence le 17, à deux heures après-midi, par l'attaque des faubourgs de Roslaw et de Mitislaw, confiée aux généraux Morand et Gudin. Sur la gauche du Dniéper, Ledru, placé sous les ordres du maréchal Ney, pénètre dans le faubourg de Krasnoï; nous trouvons partout une opiniâtre et forte résistance. Vers notre droite, les Polonais, que conduit Poniatowski, enflammés à la vue de Smolensk, théâtre des exploits de leurs pères, et attachée pendant un siècle à la Lithuanie, enveloppent le faubourg Nicolskoï, où ils font un affreux carnage. Alors la cavalerie du général Bruyères, ayant chassé celle des Russes des abords du faubourg de Raczewska, occupe un plateau qui domine la ville; c'est de là que bientôt une batterie de soixante pièces tire à mitraille sur les masses qui couvraient le bord opposé. Une vive fusillade se fait entendre. A cinq heures tous les faubourgs de la rive gauche sont emportés avec la plus rare intrépidité, sous les yeux de l'Empereur, qui voit l'ennemi acculé aux pieds des murs. Le corps tout entier de Baggowouth vient au secours de Doctoroff, réduit à la dernière extrémité. Le prince Eugène de Wurtemberg, avec une division de grenadiers, s'élance pour disputer à Davoust la porte Malakouska; d'un autre côté, le maréchal Ney, devenu maître d'une position hors de Smolensk, après un combat obstiné, va pénétrer par la brèche du bastion; un nouveau renfort s'oppose à son dessein, tandis que deux bataillons de la garde russe secondent ceux qui luttaient à la



Gravé par P. Tardieu

porte Nicolskoï contre les Polonais victorieux. A six heures du soir le canon bat les murailles de la ville; des obus dépostent les Russes des ouvrages avancés; en même temps, les batteries, disposées par le général Sorbier, enfilent tous les chemins couverts, dont l'occupation devient dès lors impossible aux ennemis. L'assaut se prépare. Pour rendre décisif l'effet de cette terrible résolution, et enfermer la garnison dans un cercle de feu dont elle ne puisse sortir, nous avons resserré la place du côté du Dniéper, et nos pièces foudroient les passages des ponts. Smolensk, qui ne saurait nous échapper, va nous livrer les restes formidables de ses quarante mille défenseurs; mais Barclai les rappelle à la faveur de la nuit. Nous entrons dans Smolensk au milieu des flammes et des débris qu'elles achevaient de dévorer. Cette journée, où cent mille hommes furent engagés de part et d'autre, attestait notre supériorité sur un ennemi protégé par des fortifications, par un grand fleuve, et par tous les avantages d'une positiou admirable; elle causa des pertes immenses aux Russes, et nous coûta aussi bien cher. Le récit d'une action aussi acharnée, qui ne donnait à Napoléon qu'une ville en cendres, produisit en France une impression douloureuse comme le bulletin de la bataille d'Eylau. Mais, en prenant possession de sa conquête, le soldat français, malgré le plus affreux spectacle offert à ses regards, marche fièrement au son d'une musique guerrière, et ne pense qu'à la gloire. Quelques-uns de ses chefs seuls commencent à faire des réflexions pénibles et mêlées de quelques découragement. Napoléon demeure inébranlable dans ses desseins, et non pas

inaccessible à la pitié; ses secours et ses ordres sauvent tout ce qu'on peut sauver, hommes et choses, dans un tel désastre; il est à la fois la Providence des vaincus et des vainqueurs. Cependant il pousse en avant le prince d'Eckmühl, les divisions Gudin et Compans, la cavalerie du général Bruyères, et celle du roi de Naples, sur les traces de Barclai de Tolly; il commande encore au duc d'Abrantès de se placer derrière l'ennemi, au-delà des défilés de Valoutina. Si cette manœuvre est exécutée, peut-être l'armée russe mettra bas les armes, ou du moins elle éprouvera l'une de ces défaites dont on se relève jamais!

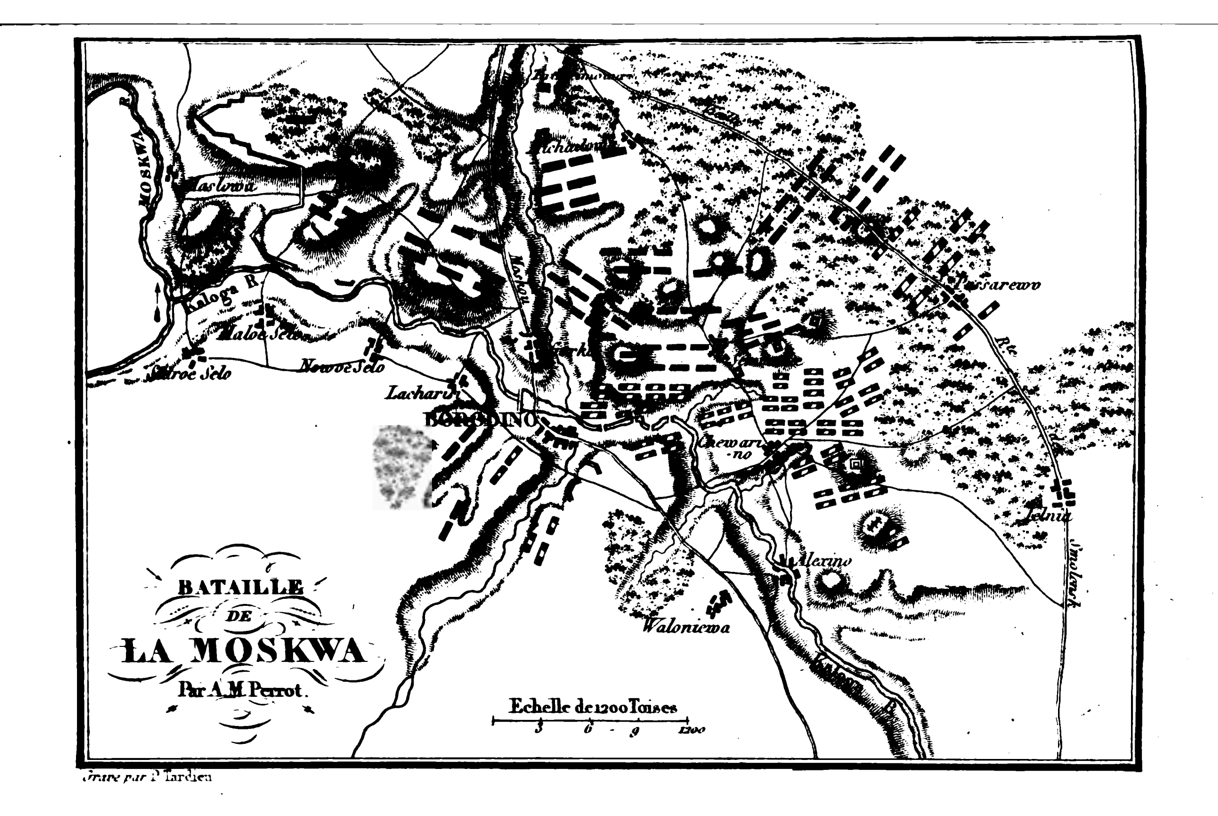
Barclai de Tolly s'était d'abord retiré sur Saint-Pétersbourg; ensuite il avait changé de marche, et opérait pour se réunir à Bagration, sur le chemin de Moskou. Napoléon, qui l'apprend, y envoie en toute hâte le maréchal Ney. Celui-ci trouve, de hauteur en hauteur, un ennemi qui résiste et recule tour à tour; à chaque pas le nombre augmente devant nous. Napoléon expédie des renforts à son lieutenant, et charge en même temps le général Gourgaud d'aller s'informer de l'état des choses. A minuit cet officier revient. Les renforts sont arrivés; le maréchal a livré un combat aussi terrible que glorieux; mais Junot, après avoir passé le Dniéper au point indiqué, n'a voulu obéir ni aux instances du roi de Naples, ni aux ordres de l'Empereur. Il a préservé de la ruine, par sa coupable inaction, l'armée de Braclai de Tolly, séparée de celle de Bagration, divisée elle-même en deux parties, embarrassée dans un étroit défilé, d'où elle ne peut sortir qu'homme à homme, et dont la prévoyance du génie avait d'avance fermée l'issue.

Napoléon se rend, le 20 août, auprès du maréchal Ney. Amis ou ennemis, tout le monde s'accorde à penser que Barclai de Tolly était perdu sans l'inconcevable désobéissance de Junot. A Rome, jadis, elle eût attiré la mort sur la tête de son auteur : Napoléon pardonna. Sans doute il se souvint du sergent de la Côte-d'Or, son intrépide secrétaire au siége de Toulon, et des nombreux services de l'officier qui lui avait sauvé la vie en Égypte. Malgré le regret que devait lui laisser le résultat imparfait de la victoire de Valoutina, il reprit toute sa sécurité pour distribuer de magnifiques récompenses à ses soldats, dans une cérémonie dont le théatre était un champ couvert de sanglans débris, et où l'enthousiasme de la gloire, excité au plus haut dégré par sa présence et par ses paroles, tantôt affectueuses et paternelles, tantôt guerrières et sublimes, effaçait à tous les yeux les images de la mort répandues de tous côtés.

A Smolensk, la faute du duc d'Abrantès et ses funestes conséquences; le miracle du salut de l'armée russe; la fatalité qui s'attache en son absence aux opérations les mieux conçues et les plus décisives; la bataille générale qui reculait toujours devant lui; la mollesse du prince de Schwartzemberg à soutenir le général Reynier victorieux, à Ghorodeczna, de Tormazoff, déjà effrayé de l'arrivée du duc de Bellune avec son corps sur la Vistule; en Volhynie, l'insuccès inattendu des soixante mille hommes confiés au duc de Reggio, contre Wittgeustein beaucoup plus faible que nous: telles sont les idées qui poursuivent Napoléon à son retour de Valoutina. Des méditations profondes et voisines du dégout s'emparent de

lui et semblent devoir l'arrêter à Smolensk. Mais tout à tout à coup le général Gouvion-Saint-Cyr a réparé les fautes ou le malheur du duc de Reggio à Polotsk, et mérité le bâton de maréchal qu'il obtient; les nouvelles du roi de Naples, du prince d'Eckmühl, du général Grouchy, sont favorables; les Russes, consternés, se replient en toute hâte, abandonnant leurs blessés: l'armée française va marcher en avant, malgré les murmures de la faiblesse, du découragement, et les alarmes d'un certain nombre d'hommes qui de feu dans les combats, sont de glace dans le conseil, et tremblent d'envisager d'avance des dangers ou des obstacles qu'ils affronteront tous avec le plus grand courage. D'après de nouveaux renseignemens, Napoléon met en mouvement l'armée du prince Eugène, et part de Smolensk; il a jugé qu'une bataille était devenue indispensable aux ennemis pour calmer et rassurer la Russie, aussi indignée que consternèe de la prise de Smolensk; cette bataille, Barclai de Tolly la veut, Napoléon la demande, et court la livrer sur la route de Moskou.

Le 29 août nous sommes à Wiasma; nous trouvons la population fugitive et la ville incendiée: nous en arrachons aux flammes une moitié, avec beaucoup d'approvisionnenens. Là on apprend que Barclai de Tolly, craignant l'arrivée du feld-maréchal Kutusoff, son successeur, se dispose à tenter la fortune des armes entre Wiasma et Ghjath; mais Kutusoff, qui a pris le commandement, veut choisir une autre position, et prépare tout pour nous combattre dans celle du village de Borodino, à deux petites marches de la ville de Ghjath, où Napoléon s'arrête les trois



Gravé par P. Tardieu

premiers jours de septembre Le 5, l'armée française, à deux heures, découvre toute l'armée des Russes en ordre de bataille sur une rangée de collines. La redoute importante de Schwardina, construite en avant sur un mamelon, défendue avec acharnement contre la division Compans par Bagration en personne, tombe devant nous, ainsi que toutes les pièces dont elle était armée: c'est le premier présage de notre triomphe. Pendant la nuit, nos troupes, successivement développées, achèvent d'occuper leurs rangs respectifs. Après quelques heures de repos sous sa tente, l'Empereur est à cheval aux premiers rayons du jour. Au milieu de la matinée, ses reconnaissances et ses dispositions sont interrompues par deux courriers; l'un, M. de Bausset, appporte, avec des lettres de l'Impératrice, le portrait du petit roi de Rome: Napoléon redevient père un moment. Le second courrier, le colonel Fabvier, lui apprend la perte de la bataille des Arapiles par le maréchal duc de Raguse, si fatale à nos armes. Ce crime militaire indigne Napoléon, mais ne le décourage pas; il y puise au contraire de nouvelles forces pour la victoire qui l'attend. Il achève sa dernière reconnaissance sous la mitraille de l'ennemi, en face de Borodino. La journée se termine par les derniers préparatifs. Le lendemain 7, Napoléon, sorti de sa tente, se montre à ses officiers et leur dit: « Voilà un beau soleil, *c'est le soleil d'Austerlitz.* » Cette comparaison était audacieuse au cœur de la Russie, dont l'armée avait été foudroyée à Austerlitz, sur un lac glacé qui se brisa sous nos boulets et sous ses bataillons. Cependant toute l'armée a pris les armes, et

chaqne compagnie entend la lecture de cette proclamation dont le caractère grave et l'énergique simplicité contrastent avec la brillante exaltation des proclamations d'Italie.

SOLDATS!

« Voilà la bataille que vous avez tant désirée. Dé-
« sormais la victoire dépend de vous : elle nous est
« nécessaire; elle nous donnera de l'abondance; de
« bons quartiers, et un prompt retour dans la patrie.
« Conduisez-vous comme à Austerlitz, à Friedland,
« à Witepsk, à Smolensk, et que la postérité la plus
« reculée cite avec orgueil votre conduite dans cette
« journée; que l'on dise de vous : *Il était à cette grande*
« *bataille dans les plaines de Moskou!* »

Bientôt parvenu en avant des talus de la redoute prise par le général Compans, Napoléon met pied à terre, et l'action s'engage. Sous le feu des deux batteries du général Sorbier, les divisions Compans et Desaix, que le prince d'Eckmühl a lancées, marchent sur les positions de Bagration; Poniatowski attaque par la vieille route de Smolensk; Eugène agit sur la grande route de Moskou : tout réussit d'abord; mais Compans, Desaix et Rapp, blessés, le prince d'Eckmühl, renversé avec son cheval atteint d'une balle, ont compromis le premier succès : le maréchal Ney reçoit de l'Empereur, presque placé sur la ligne d'attaque; l'ordre de recommencer le combat. Cependant le vice-roi a enlevé Borodino. Le même triomphe couronne la valeur des maréchaux Ney et Davoust, réunis dans le but d'emporter les redoutes de Bagra-

tion, et, malgré l'opiniâtreté de ses tentatives pour les reprendre, elles restent en notre pouvoir. L'aile gauche des Russes n'a plus d'appui. Pendant le nouveau mouvement que Napoléon fait faire au prince d'Eckmühl, Bagration en péril, appelle à son secours Kutusoff; mais assailli par le prince Eugène, maître de Borodino, Kutusoff n'a pu nous empêcher de forcer sa grande batterie du centre, vers laquelle il envoie incessamment des secours à la division Paskevitch; et ce n'est qu'avec des efforts inouïs qu'elle parvient à rentrer dans la redoute que le général Bonami, qui l'a prise, s'obstine à défendre jusqu'au dernier soupir. Alors Kutusoff porte ses masses sur sa gauche : Napoléon, qui l'a prévu, engage ses réserves et fait avancer une batterie de quatre-vingts canons. Les Russes se précipitent pour l'attaquer. Les carabiniers de Lepaultre et de Chouars, les cuirassiers de Saint-Germain, les hussards de Pajol et de Bruyères, s'élancent à leur tour et remportent une sanglante victoire. Enfin l'Empereur, un moment attiré par le *hourra* de huit régimens d'Ouvaroff et de quelques milliers de Cosaques de Platoff vers le prince Eugène, s'apprête, suivant sa coutume, à percer la ligne de l'ennemi, qui vient d'être renouvelée pour la troisième fois. Sur notre front tonne avec fureur une artillerie immense, à laquelle répond toute l'artillerie russe : huits cents pièces de canon vomissent la mort des deux côtés dans l'espace d'une demi-lieue. A droite, Poniatowski marche malgré tous les obstacles; à gauche, le prince Eugène dirige trois divisions sur les parapets de la grande redoute; au centre, l'Empereur s'avance jusqu'à la position de Semenowskié : long-

temps impassibles sous la mitraille des Russes, comme ceux-ci sous la nôtre, les soldats français vont droit à l'ennemi, qui s'ébranle à son tour. On se joint, on charge à la baïonnette, au milieu d'une troisième mêlée plus affreuse encore que les autres. L'attaque et la résistance sont également acharnées; mais enfin, grace aux efforts de Davoust et à l'héroïsme du maréchal Ney, notre cavalerie, conduite par Murat, peut se développer et décider l'action, en enfonçant le centre de Kutusoff. Pendant ce temps, Montbrun s'élance à la tête des cuirassiers, il tombe mort; Auguste Caulaincourt lui succède, et pénètre par la gorge dans la grande redoute, que le prince Eugène envahit d'un autre côté. Un combat terrible se renouvelle sur ce point; il se termine par le massacre de tous les Russes : leur retraite, que presse la cavalerie de Grouchy, le brillant succès des Polonais de Poniatowski sur les troupes de Toutchkoff et de Baggowouth, achevèrent notre triomphe : toutefois les débris de l'armée de Kutusoff s'arrêtent sur le ravin de Psarewo, et demeurent, on ne sait pourquoi, exposés au feu de nos batteries, qui causent d'effroyables ravages dans leurs rangs jusqu'à la fin du jour, et les forcent enfin à s'éloigner. Il dépendait de nous d'exterminer les Russes, mais il fallait faire donner la garde et entamer un corps encore intact qui pouvait sauver l'armée dans un péril ou assurer la victoire dans une autre action : une prudence si hautement justifiée par le reste de la campagne, empêcha Napoléon de porter un second coup à Kutusoff.

Cette bataille trop peu décisive, nous coûta douze à treize mille hommes hors de combat, et neuf mille

tués : il n'y eut presque pas de division qui ne déplorât la mort d'un ou de plusieurs de ses chefs. Nous perdîmes les généraux Plauzolle, Romeuf, Marion, Bonami, Compère, Huart, Lanubère, Montbrun et Auguste Caulaincourt, tué comme lui dans la terrible redoute; un grand nombre d'officiers supérieurs furent blessés. Les Russes eurent à regretter environ cinquante mille hommes, parmi lesquels on comptait le prince Bagration, le général Koutaisoff et les deux Toutchkoff. Les Français s'emparèrent de cinquante pièces de canon, et firent plusieurs milliers de prisonniers. Le maréchal Ney, digne de la plus magnifique récompense, reçut le titre de *prince de la Moskowa;* Davoust, et surtout le vice-roi, n'avaient pas moins mérité que lui peut-être, et ne se montrèrent point jaloux; Compans, Gérard, Morand, Caulaincourt, Montbrun, Poniatowski et ses Polonais, enfin les généraux d'artillerie Forestier, Sorbier, Lariboissière, etc., avaient aussi puissamment contribué au triomphe de nos armes.

Après sa retraite décidée, Kutusoff, poursuivi sur la route de Moskou, annonça par une vive résistance à Mojaïsk l'intention de nous livrer une seconde bataille dans la belle position de Fili, à une demi-lieue en avant de Moskou; mais le 14 septembre, les troupes du feld-maréchal eurent la douleur de quitter encore cette position sans combattre, et de traverser en vaincus l'antique capitale de la Russie et le berceau de l'empire. On dit que des officiers et des soldats pleuraient de rage et de désespoir. L'abandon de Smolensk, qui passait pour une lâcheté et presque pour une trahison, avait répandu le deuil et l'indi-

gnation dans tous les cœurs russes : qu'on juge de l'effet de l'évacuation de Moskou, la ville sainte, par une armée que la veille encore on disait victorieuse, par le vainqueur des Turcs à Roudschouk, par le général qu'on avait appelé comme un libérateur, et qui, apres avoir juré sur ses cheveux blancs de défendre à toute extrémité la vieille capitale des czars, la laissait à la merci de Napoléon! Mais, chose à peine croyable, à l'instant où sa défaite le forçait, pendant la nuit qui suivit la bataille, d'ordonner la retraite pour ne pas être coupé, le lendemain, de la route de Moskou, et acculé contre la Moskowa, Kutusoff ne craignait pas d'écrire aux deux généraux en chef qui relevaient de son commandement, que l'armée française avait été écrasée à Borodino; il fit proclamer à Moskou cette nouvelle, qui allait être démentie au moment même; il eut l'audace d'annoncer à son souverain une victoire complète. Deux bulletins venus du quartier-général, et publiés dans Saint-Pétersbourg, portaient que les Français avaient été taillés en pièces à Mojaïsk, et la garde impériale détruite: qu'outre cent pièces de canon restées entre ses mains, Kutusoff avait fait mille prisonniers, parmi lesquels on comptait le prince vice-roi, le prince d'Eckmühl et le duc d'Elchingen, et que l'ennemi était poursuivi par Platoff, avec trente mille Cosaques qui avaient culbuté notre cavalerie dans l'action générale. Les plus brillantes récompenses devinrent le prix comme elles avaient été le motif de ces mensonges, qui déshonorent à jamais le nom de Kutusoff. Cependant son arrière-garde, serrée en queue par le roi de Naples, et menacée de flanc par le prince vice-roi,

qui pouvait lui barrer le passage, courait le danger d'être prise ou tuée dans les rues de Moskou. Miloradowich, pour la sauver, proposa une suspension d'armes, et déclara qu'il mettrait le feu à la ville, si l'on voulait inquiéter sa retraite; une convention verbale lui donna la sécurité. Mais déjà Murat se dispose à enlever d'assaut le Kremlin, défendu par quelques milliers de misérables que Rostopchin avait excités. Des hauteurs du mont du Salut, qui domine Moskou, on voit cette grande cité, moitié orientale, moitié européenne, avec ses huit cents églises, ses mille clochers, ses coupoles dorées que le soleil fait étinceler. A cet aspect, nos soldats, frappés d'étonnement et d'admiration, comme autrefois leurs compagnons devant la Thèbes aux cent portes, s'écrient en battant des mains, « Moskou! Moskou! » Ils répétèrent, en pénétrant dans la ville, la même acclamation et ce vers de l'hymne des Marseillais, qui n'était pas encore oublié entièrement:

Le jour de gloire est arrivé.

Les chefs partagent cet enthousiasme; Napoléon lui-même en est saisi un moment : une exclamation de bonheur lui échappe. A deux heures il s'arrête dans l'une des premières maisons du faubourg de Dorogomilow; le lendemain il descend au Kremlin: c'est là que, satisfait d'avoir exécuté, malgré tous les obstacles, son gigantesque projet, fier de posséder l'antique capitale de l'empire moskovite, il contemple avec quelque orgueil le trône et l'image de Pierre Ier. Ah! que les désastres de Charles XII étaient alors

loin de la mémoire du vainqueur! Cependant, au faîte de la gloire, il touchait à une effroyable catastrophe! Quoiqu'elle dût éclater avant vingt-quatre heures, aucun signe ne la laissait entrevoir. A la vérité Moskou avait vu partir ses habitans désabusés des mensonges de Kutusoff seulement par le passage de l'armée fugitive de Kutusoff; mais une partie de la population était restée. Nous avions trouvé cinq cents palais ouverts, avec les domestiques aux portes tout prêts à nous recevoir. Les plus riches propriétaires avaient annoncé leur prochain retour, et recommandé par écrit leurs maisons aux officiers qui les occuperaient. L'arsenal du Kremlin renfermait soixante mille fusils anglais, autrichiens et russes, et cent pièces de canon; hors de la ville, de vastes bâtimens contenaient quatre cents milliers de poudre, et plus d'un million pesant de salpêtre. Moskou, encore debout et intact, nous offrait des ressources immenses et d'admirables quartiers d'hiver. Napoléon dispose tout dans sa pensée pour mettre à profit sa conquête, rétablir l'ordre dans la ville, la discipline dans son armée, et coordonner tous les élémens du nouveau système qu'il a conçu. Quelles craintes peuvent l'atteindre? Kutusoff, battu, a trop bien senti la supériorité de l'armée française pour tenter de nous inquiéter au sein de Moskou! Si les autres généraux russes font leur jonction avec le feld-maréchal, nous comptons derrière nous deux cent soixante mille hommes échelonnés de manière à venir successivement accroître la grande armée. D'ailleurs, le caractère d'Alexandre, que Napoléon croit avoir bien pénétré, et ce fut son erreur depuis Tilsitt, lui donne

l'espérance de la paix au printemps. De leur côté, les soldats, qui avaient regardé Moskou comme le terme de leurs souffrances et le but de leurs travaux, remplis d'ailleurs d'une confiance sans borne pour le grand capitaine qui semblait jusqu'alors avoir toujours commandé à la fortune, se reposaient avec un plaisir mêlé d'orgueil, entourés des magnificences de la ville des czars. Autour de nous tout respirait l'espoir, le calme et la sécurité.

Mais le gouverneur même de Moskou, Rostopchin, émule et peut-être agent de cette politique britannique à qui nul crime ne coûte pour la ruine de ses ennemis, après avoir fait construire par l'anglais Smidt un ballon incendiaire destiné à dévorer Napoléon au milieu de son armée, n'ayant pas réussi dans une si cruelle tentative, s'était vengé de ce non-succès en chargeant son digne complice de fabriquer des fusées, des étoupes soufrées et goudronnées. Au signal de Rostopchin, soudain un affreux incendie éclate: une multitude de forçats, qu'il ose appeler de vrais enfans de la Russie, et dont il a ouvert les cachots, se répandent, ivres de vin et d'une joie féroce, de tous les côtés, avec des torches et les autres instrumens de destruction qu'on leur a distribués; ils portent le ravage et la flamme de maison en maison, de palais en palais. Cependant les efforts de la garde et du duc de Trévise ont sauvé un quartier qui renfermait l'hôpital des Enfans-Trouvés. Mais toutes les pompes ont disparu par les soins de Rostopchin; nous ne pouvons lutter contre le fléau. Le 16, Moscou tout entier présente l'image d'une vaste fournaise; au-dessus de cette ville roule un océan de feu qui, comme

la bouche d'un volcan; vomit des tourbillons de fumée et d'énormes débris avec un bruit horrible. Les flammes s'élancent, elles mugissent, elles courent dans tous les sens, et des milliers d'incendies partiels accroissent sans cesse l'incendie général, auquel le soufle des vents opposés communique les mouvemens contraires et les fureurs d'un ouragan. Quel spectacle pour Napoléon! avec quel douleur il sent alors l'impuissance de son génie, de sa volonté, de ses ressources et de ses soldats contre un tel désastre! Accoutumé à tout regarder sans s'étonner de rien, il conçoit d'autant moins cette détermination sans exemple que jamais semblable barbarie ne fût entrée dans sa pensée, même quand il eût fallu acheter au prix de la ruine de Moskou l'empire du monde! « Quoi! brûler leur capitale! eux-mêmes! Quelle effroyable horreur! » s'écrie-t-il. L'armée qui s'est épuisée en efforts inutiles pour sauver sa conquête, tombe dans la stupeur. Au milieu de cette tempête, les exécrables instrumens du gouverneur sont saisis en flagrant délit; Napoléon les interroge lui même: ils avouent hautement leur crime, et sont fiers d'avoir obéi aux ordres de Rostopchin; jugés par une commission militaire et fusillés sur l'heure; leurs cadavres disparaissent dans le gouffre de flammes qu'ils ont allumé.

Rostopchin n'est plus : mais pendant le long séjour qu'il fit à Paris, depuis la chute de Napoléon, il osait publiquement prétendre à la gloire comme ayant pris une des plus grandes résolutions qu'ait pu enfanter l'amour de la patrie. Vainement on a voulu lui chercher un complice, tant l'énormité d'un pareil

crime paraissait trop forte pour peser tout entière sur un seul homme, sur un sujet. Mais par quelle politique, au nom de quelle morale et de quelle autorité légitime son maître aurait-il pu, aux yeux de sa nation, de ses boyards surtout, colorer une telle action? Quoi! ce monarque serait venu lui-même dans la vieille capitale de l'Empire enflammer toutes les ames d'un généreux enthousiasme! il aurait demandé, obtenu des habitans toutes les preuves, tous les sacrifices d'un dévouement sans bornes, et dans l'instant où il invoquait au nom du Ciel les secours de Moskou, il aurait eu d'avance devant les yeux l'image de la ville sainte condamnée à l'incendie par lui-même! Rostopchin seul est coupable, quand même il n'eût fait qu'obéir. Moskou peuplée assurait probablement le triomphe de Napoléon. Mais Moskou déserte n'était pour lui qu'une station malheureuse de la victoire, et peut-être plus perfide que Moskou en cendres. Aucune politique, aucun sentiment énergique de patriotisme, aucune nécessité, n'ont mis la torche dans les mains de l'incendiaire. Il n'y a qu'une sombre, qu'une aveugle fureur qui ait pu pousser un Scythe du XIXe siècle à braver les malédictions de trois cent mille de ses compatriotes réduits au désespoir, et les cris de trente mille blessés menacés de brûler dans les hôpitaux, où ils attendaient les secours de la patrie pour laquelle leur sang venait de couler!!!

Tandis que l'incendie dévorait Moskou, le Kremlin, environné de hautes murailles, paraissait à l'abri de toute atteinte; mais les flammèches qui tombaient dans la cour de l'arsenal pendant la visite de l'Em-

pereur, les brandons enflammés qui volaient de toutes parts, pouvaient causer l'explosion des caissons de la garde : déjà deux fois le feu a été mis à la forteresse; on n'y respire que de la cendre et de la fumée; la nuit approche, le vent redouble avec violence, chaque instant ajoute à l'intensité du mal, et diminue les chances de salut. Assailli des instances et des supplications de ses principaux officiers, Napoléon consent avec peine à quitter ce fatal séjour, où la grandeur même du danger semblait le retenir par une espèce de puissance qui n'agit que sur des hommes d'une trempe comme la sienne, et qui n'aiment à reculer devant aucnn obstacle. Un chemin brûlant le conduit au château impérial de Petrowskoïe, au milieu des cantonnemens du prince Eugène. C'est là que se voyant privé de Moskou, qui ne peut plus servir à ses desseins, il conçoit et déclare, après deux jours de méditation, le projet de marcher sur Saint-Pétersbourg en effectuant la retraite sur la Basse-Dwina, pour aller traverser les routes des provinces de Velikié-Louki et de la grande Novogorod, prendre Wittgenstein à dos, et donner la main aux armées du maréchal Saint-Cyr, des ducs de Tarente et de Bellune, qui s'avanceront vers Pskow. Ce mouvement hardi, qu'Alexandre redouta au point d'évacuer sur Londres ses archives avec ses trésors les plus précieux, et d'appeler de la Podolie l'armée de Tchitchagoff pour couvrir Saint-Pétersbourg, décourage les plus entreprenans, excepté le vice-roi. C'est vers le midi, vers la Wolhynie, dit-on, qu'il faut tourner ses pas, cantonner sous un climat plus doux, refaire notre armée, réunir tous nos moyens, et revenir en-

suite au printemps attaquer les Russes au cœur de l'empire. Il fallait aussi décider l'Empereur à partir le jour même pour la Wolhynie. Napoléon a cédé, mais malheureusement il rentre au Kremlin le 18 septembre. Moskou, malgré sa destruction, pouvait encore faire vivre l'armée dans une certaine abondance : on avait sauvé plusieurs grands magasins particuliers; les caves, pour la plupart, étaient restées intactes; les nombreux jardins étaient remplis de légumes de l'arrière-saison. Napoléon appliqua tous ses soins à établir l'ordre dans l'usage de toutes ces ressources devenues d'un prix inestimable. D'ailleurs il a mis toute sa gloire, toute son espérance à attendre la paix à Moskou! Fatale illusion d'une ame héroïque, qui trompa son génie! L'incendie de Moskou disait assez qu'il n'y avait point de terrain en Russie pour la paix. Alexandre l'avait déclaré à Narbonne, à Lauriston, et à Napoléon par Kourakin et par Balachoff. Napoléon ne se souvenait que de l'Alexandre de Tilsitt et d'Erfurt, qu'il n'avait point pénétré, et il espérait encore le retour de ces souvenirs, malgré le grand crime de Moskou! Un incident vint bientôt lui offrir une occasion de sonder les dispositions du Czar. La maison des Enfans-Trouvés, placée sous la protection spéciale de l'impératrice-mère, avait été préservée des flammes. Admis devant *le sauveur de tous ses enfans*, M. de Toutelmine, sous-directeur de l'établissement, demanda la permission d'adresser son rapport à l'impératrice, dans lequel il fut autorisé à glisser des ouvertures de paix. Une autre tentative plus directe fut faite aussi par Napoléon dans une lettre à l'empereur Alexandre, remise entre les

mains de M. de Jakowleff, qui partit le 24 septembre pour Saint-Pétersbourg, en assurant qu'il parviendrait jusqu'au Czar. Dix jours après, toujours plus impatient de la paix, l'Empereur envoya au camp des Russes l'ambassadeur Lauriston, avec des propositions d'entrer en négociations, et d'y préluder par un armistice. Le feld-maréchal Kutusoff, alléguant le défaut de pouvoirs, se contenta d'expédier à Saint-Pétersbourg le prince Volkonsky, chargé de communiquer au ministère les offres de Napoléon. Kutusoff, le coryphée du parti anglais en Russie, était entièrement opposé à la paix, et l'empereur Alexandre, qui aurait penché à l'accepter, se trouvait placé sous l'influence, je dirai même sous la terreur de ce parti, et presque menacé du sort de son père. Voilà comment la politique trompa l'attente de Napoléon, qui, ne connaissant pas la position critique et dangereuse de son ancien ami, s'abusait sur ce qu'il pourrait se croire en droit d'espérer d'Alexandre livré à lui-même.

Cependant les Russes avaient continué leur retraite par la route de Bronnitzy et de Kolomna, dans l'intention de nous donner le change sur leur destination véritable; et soudain, à la faveur de la nuit, ils tournent vers le sud, pour se rendre par Padol entre Kalouga et Moskou. Cette marche autour de la ville dont les flammes éclairaient l'armée, tendait à exciter au plus haut degré l'indignation et la rage des soldats russes, auxquels leurs officiers ne cessaient de répéter : « Non content d'avoir brûlé Smolensk, l'antique boulevart de notre patrie, d'avoir incendié toutes les cités qui font partie de son antique héritage, les

Français portent une main sacrilège sur la ville sainte. Les flammes qui dévorent l'ancienne capitale vous prouvent qu'ils veulent la destruction de notre nation et le renversement de notre religion. » Napoléon ne tarde point à connaître le vrai mouvement de l'armée russe, et trace en conséquence des instructions au roi de Naples, à Poniatowski, au duc d'Istrie. Cependant les tentatives hardies de l'ennemi, à moitié chemin de Mojaïsk à Moskou, dont bientôt une colonne de trois mille Russes a intercepté la route, attirent toute son attention : il les fait poursuivre avec vigueur pour les rejeter derrière l'Oka. Dans l'intervalle du départ de ses ordres à leur exécution, il apprend, par différens courriers qui se succèdent au quartier-général, les fatales lenteurs de Schwartzemberg devant Tormazoff, et sa retraite à l'approche de l'armée de l'amiral Tchitchagoff; mais, réduisant ce renfort a sa juste valeur, et comptant les soldats de l'amiral comme s'il les avait vus, il écrit au général autrichien pour l'engager à ne pas croire aux exagérations accoutumées des Russes sur leurs forces, et à les attaquer sans retard; en même temps, par un surcroît de prudence, il demande à François II de nouveaux secours. Ses lettres excitent de même le zèle de la Prusse et de nos autres alliés du continent. En ce moment, les dépêches de l'Espagne dévoilent les funestes conséquences de la défaite du duc de Raguse : on reçoit aussi au quartier-général des nouvelles peu favorables des bords de la Dwina et de la Baltique. Les ordres de Napoléon partent avec la rapidité de l'éclair pour réparer ou prévenir le mal; il s'applique surtout à tracer des règles de conduite

sûres et précises au duc de Bellune, qu'il retient à Smolensk afin de surveiller Minsk et Wilna. Sur l'armée de ce maréchal reposent maintenant les combinaisons de la haute prévoyance de Napoléon et le succès des opérations qu'il a méditées, et qui sauveront l'armée si son lieutenant exécute avec exactitude et fidélité les mesures qui lui seront confiées.

Napoléon se préparait depuis le 5 octobre à quitter Moskou, qui ne pouvait plus être une position militaire; c'est ce qu'attestent ses ordres réitérés sur l'artillerie, sur les remontes, sur les vivres et l'habillement, et la surveillance sévère qu'il exerçait sur toutes les parties du service. Il avait annoncé sa retraite au roi de Naples, aux ducs d'Abrantès et de Bellune, à son ministre des relations extérieures, le duc de Bassano, en leur prescrivant, jusque dans les moindres détails, tout ce qu'ils avaient à faire, soit pour seconder son mouvement, soit pour la sûreté de la route et des communications de Moskou à Smolensk, soit pour réunir sur les points les plus nécessaires les hommes, les armes dont il a besoin. Napoléon va ramener son armée dans le carré entre Smolensk, Mohilow, Minsk et Witepsk. Là, entouré de ses imposantes réserves et de ses deux ailes, appuyé sur un pays ami de la Pologne, sur six lignes de dépôts et de magasins de toute espèce d'approvisionnemens qu'il a rassemblés avec des soins non moins importans que tous ceux du commandement, il pourra menacer au printemps la ville de Saint-Pétersbourg, dont sa nouvelle situation l'aura rapproché de cinquante lieues. Chaque jour s'exécutaient ses nombreuses dispositions pour l'évacuation. Les hôpitaux

et les blessés à l'égard desquels Napoléon avait pris toutes les précautions d'un chef habile qui veille au salut de soldats qu'il aime et qu'il apprécie, étaient sur le chemin de Smolensk.

Retenu par tant de travaux, et plus encore par l'attente des réponses de Saint-Pétersbourg, qui ne vinrent point, qui ne devaient pas venir, il a vu la première neige tomber le 13, et il se hâte de mettre ses différens corps en marche. Avant leur départ, Napoléon, qui avait depuis long-temps interdit les parlementages entre les avants-postes et prévu les inconvéniens du relâchement qui pouvait résulter des communications presque amicales de nos généraux avec ceux de l'ennemi, recommande au héros des Cosaques, à Murat, de se bien garder, et de tenir à Winkowo autant qu'il sera possible, ou de se replier sur la belle position de Woronowo: en même temps, le vice-roi, destiné à déguiser notre direction sur Kalouga, faisait faire avec succès à la division Delzons un mouvement en sens contraire sur Demilzow. Tous les maréchaux ont reçu leur destination: le duc de Trévise et la jeune garde conserveront Moskou et le Kremlin jusqu'au moment marqué. Il existait entre nous et les Russes une espèce de suspension d'armes, pendant laquelle le perfide et rusé Kutusoff, ainsi que ses généraux, n'avaient négligé aucun moyen de tromper le roi de Naples par la continuelle manifestation de leurs vœux pour la paix. Le 18 octobre, tandis que Napoléon passait la revue du corps d'armée du duc d'Elchingen, qui allait sortir de Moskou, on apprend les nouvelles suivantes: L'armée russe, quittant son camp, est venue prendre position sur la Nara. A minuit,

Beningsen, l'un des conspirateurs qui ont contribué à la fin tragique de Paul Ier, secondé par les généraux Baggowouth, Ostermann, Doctoroff, Orloff, Denisoff et Muller, a passé le fleuve, assailli nos troupes, surpris et tourné la division Sébastiani, appuyée sur un bois qui n'était pas même gardé. Le roi de Naples, voyant que l'intention de l'ennemi était de forcer entièrement notre gauche, où le général Muller venait de pénétrer, avait sur-le-champ porté des secours au lieu du péril. Pendant ce temps Kutusoff s'était avancé avec le reste de ses soldats: alors des prodiges de valeur de Murat, et la vive résistance de Poniatowski sur notre droite aux généraux Ostermann et Baggowouth, avaient fait échouer le mouvement de Beningsen et l'attaque de Kutusoff. Ce combat d'une avant-garde contre une armée était glorieux sans doute; mais quoique les Russes eussent perdu peut-être plus d'hommes que nous, et en outre les généraux Baggowouth et Muller, il nous coûtait trop cher dans un moment où nous avions besoin d'économiser nos forces. La surprise de Winkowo causa un excessif mécontentement à l'Empereur. Murat s'est laissé tromper par les Russes et par sa propre vanité. Il n'a voulu prendre aucune des précautions qui lui avaient été prescrites. Il s'était cru l'idole des hordes de l'Asie!

Napoléon sort de Moskou le lendemain avec la vieille garde et le premier et le troisième corps; c'est le 23 octobre. Le même jour Mallet le détrônait à Paris! A la tête d'une armée de cent mille combattans observés de toutes parts au milieu d'un pays où le dernier paysan est un ennemi passionné et un es-

pion volontaire, Napoléon va dérober un mouvement immense à Kutusoff. Après avoir suivi d'abord la la vieille route de Kalouka, Napoléon passe tout-à-coup à droite et gagne rapidement la nouvelle route. Abusé par un rideau de troupes qu'on a laissées vis-à-vis de lui en arrière du défilé de Woronowo, l'ennemi n'a point apperçu la contre-marche du roi de Naples et de Poniatowski; tranquille dans son camp de Taroutinó que nous avons tourné, il nous attend sur son passage, quand, le 23, nous sommes parvenus à Borowsk et bientôt à Malo-Jaroslavetz, d'où l'armée n'a plus qu'une marche à faire pour le devancer à Kalouga. A Borowsk, on apprend que le duc de Trévise a quitté Moskou le 23, à deux heures du matin, après avoir fait sauter le Kremlin; le maréchal, à la tête de la jeune garde, emmène avec lui quatre cents blessés que la sollicitude de l'Empereur lui avait vivement recommandés. Le général Wintzingerode et son aide-de-camp Narischin, qui s'étaient laissé emporter par leur ardeur de pénétrer dans la ville, suivent nos colonnes comme prisonniers. Les cosaques et les paysans envahirent Moskou aussitôt après notre départ, et se précipitèrent sur leur proie. L'humanité française avait sauvé, nourri et soigné comme nos propres soldats plusieurs mille blessés russes que la fourberie de Kutusoff, continuée presque jusqu'au dernier moment de sa sortie de Moskou, et la froide cruauté de Rostopchin, livraient au plus affreux supplice; voici quelle fut la récompense de cette générosité : sur six cent cinquante malades ou blessés français que leur faiblesse avait empêchés d'accompagner l'armée, une

partie fut jetée par l'ennemi sur des chariots, et traînée vers Twer; mais ils périrent tous de froid et de misère, ou tombèrent sous le couteau des paysans de leur escorte : l'autre partie resta dans les hôpitaux sans vivres ni médicamens! Depuis plus de vingt ans que nous faisons la guerre, nos ennemis se mettent au-dessus de toutes les lois de l'humanité, de toutes les conventions sociales, de tous les engagemens les plus sacrés. Le gouvernement anglais, l'inventeur des pontons comme prisons de guerre, incessamment acharné à la ruine de la France, semble avoir soufflé son affreux génie en Espagne, en Portugal, en Italie, en Allemagne, et jusque dans les déserts de la Russie!

Le stratagème, ou plutôt l'habile manœuvre de Napoléon, a réussi; encore un moment, et un succès complet couronne ses espérances : ce succès paraît assuré si le prince Eugène, ou plutôt le général Delzons, fait occuper Malo-Jaroslavetz par une division toute entière, ainsi que l'a formellement ordonné l'Empeur, instruit de la marche d'un corps ennemi sur ce point. Malheureusement son ordre ne fut pas executé, comme il arriva tant de fois dans cette campagne. Kutusoff, ayant enfin pénétré le mouvement de l'armée française, avait levé son camp de Taroutino dans la nuit du 23 au 24, pour tâcher de nous devancer à Malo-Jaroslavetz, et soutenir Doctoroff, qu'il y avait envoyé avec la mission de s'en emparer. Deux bataillons français seulement gardaient cette ville : assaillis du côté de Czinrickowa par des forces supérieures, ils furent obligés de plier; mais la treizième division accourut, et Delzons répara noble-

ment sa faute en reprenant la position. La lutte s'y soutenait avec des chances variées, lorsque l'armée de Kutusoff se montra successivement et se déploya autour de nous. Au premier bruit du canon, Napoléon s'était élancé au galop. Rencontré par un courrier du vice-roi, il expédie à Eugène l'ordre de tenir à tout prix, et lui annonce des secours; en même temps il presse lui-même la marche des colonnes de Davoust, et vole au théâtre du combat. Arrivé vers midi, Napoléon voit une bataille terrible dont il connaît déjà les principales circonstances. Engagées l'une après l'autre, suivant les besoins de l'action, mais à de trop longs intervalles peut-être, les troupes françaises ont renoncé à la défensive pour aborder l'ennemi avec une rare intrépidité. Plus le nombre a augmenté devant elles, plus elles ont redoublé d'énergie. Dans une de leurs victorieuses attaques, l'héroïque Delzons étant tombé mort, le général Guilleminot l'a remplacé. Ses premiers efforts étaient heureux; mais les Russes, d'abord ébranlés par lui et par la perte de Doctoroff, ont reçu dans leurs rangs de nouvelles troupes : il a donc fallu faire avancer la quinzième division pour soutenir les deux autres. Lancée avec vigueur, la deuxième demi-brigade de cette division vient de rentrer en possession de la ville et de couronner les hauteurs. Alors assaillis par de fortes colonnes, et pris de flanc par la droite de l'ennemi, dont l'artillerie plonge sur eux, ces braves, malgré une admirable fermeté, doivent à leur tour céder au nombre et à l'avantage de la situation. Aussitôt Eugène ordonne au colonel Péraldi, commandant le deuxième régiment de la garde royale, de

passer le pont. Cet officier, auquel se rallient les restes de la seconde brigade de la quinzième division qui a tant souffert, attaque rapidement l'ennemi, et l'oblige à reculer. Appuyé par les renforts que le vice-roi lui envoie à propos, Péraldi redouble d'audace, et culbute l'aile droite des Russes. Un ravin profond et escarpé arrête ce colonel; une batterie tout à coup démasquée lui cause des pertes considérables : les Russes qu'il a battus se raniment à l'aspect de son danger; ils avancent avec de nouveaux auxiliaires, et le rejettent en arrière. Péraldi revient à la charge, les met en désordre, et les repousse jusqu'au ravin. Pendant ces efforts si bien dirigés, le vice-roi porte aussi l'attention la plus sérieuse sur les alternatives du combat à Malo-Jaroslavetz, que les deux partis se disputent avec un acharnement sans exemple. La ville, incendiée par les obus de Kutusoff, a été prise et reprise jusqu'à sept fois : nous en restons les maîtres. Témoin de l'action, et prêt à marcher partout où sa présence sera nécessaire, l'Empereur donne ses ordres et veille sur tout le monde, en laissant l'honneur de la journée au prince; il loue les belles dispositions autant que la brillante valeur de son fils adoptif, et la constance des jeunes soldats d'Italie, les élèves et déjà les rivaux de ses vieux compagnons de guerre. Dès son arrivée, il a fait soutenir Eugène par deux fortes batteries placées sur la droite et sur la gauche; en même temps, deux ponts à chevalet, établis grace à sa prévoyance au-dessus du pont de l'Ougea, ont facilité les communications, ainsi que l'envoi des secours au moment opportun, précautions sans lesquelles nos troupes n'auraient jamais

pu sortir victorieuses d'une lutte aussi inégale. Le jour touche à sa fin, lorsque les divisions du prince d'Eckmükl et leurs mouvemens, que Napoléon indique et surveille lui-même, terminent l'affaire. Battu avec soixante-dix mille hommes qui n'ont eu en face que seize mille combattans ramassés dans un ravin, dominés par une ville bâtie sur une pente rapide et escarpée, Kutusoff rappelle ses troupes harassées, et recule sa ligne en gardant la route de Kalouga.

Le feld-maréchal voudra-t-il tenter de nouveau le sort des armes? Va-t-il, au contraire, opérer sa retraite? Le premier avis ne trouve que des partisans autour de l'Empereur, et presque tous conseillent d'éviter absolument aucun autre engagement général. Napoléon, avec son coup-d'œil sûr et rapide, se décide pour la seconde opinion, malgré tous les rapports dont on l'assiège. L'aspect du champ de bataille, où les Russes ont laissé tant de morts et de débris, le confirme dans son sentiment. Cependant Murat, Davoust, le comte de Lobau et une foule d'autres, persistent dans l'idée contraire. Suivant eux, Kutusoff se prépare à une bataille; et tous, comme de concert, s'appliquent à multiplier les argumens pour qu'on ne coure pas même les chances du succès: « Reculer de« vant Kutusoff! » s'était écrié Napoléon au premier mot de retraite prononcé par ses généraux: « reculer « devant l'ennemi quand on vient de le battre, au « moment peut-être où il n'attend qu'un signe pour « reculer lui-même! » Cette pensée était prophétique Napoléon en est fortement préoccupé; il s'y attache pendant la journée du 25, consacrée à des reconnaissances; le 26 au matin, il apprend le départ des Rus-

ses. Ce sont eux qui fuient; l'honneur est satisfait. L'Empereur cède alors à l'avis unanime de ses lieutenans, de revenir sur Mojaïsk et Wiasma, afin de reprendre la route de Smolensk; funeste influence des conseils timides! elle perdra la grande armée. Si Napoléon n'eût écouté que son inspiration, ou il aurait surpris et écrasé les Russes, ou, s'ils eussent pu éviter notre attaque, ils se seraient retirés derrière l'Oka, comme ils en avaient l'ordre, en abandonnant aux Français une contrée riche et un chemin sûr, quelque direction qu'ils prissent pour retourner en Pologne. Cette conséquence résulte de l'aveu de nos adversaires eux-mêmes (1); aussi regardent-ils la retraite de Kutusoff comme une faute grave qui pouvait le perdre. Elle ne le perdit point, parce que Napoléon, laissant fléchir une seconde fois encore sa volonté par d'importunes remontrances, ne trancha pas le nœud gordien avec son épée, ainsi qu'il l'avait fait en Italie, en Égypte, pendant la campagne d'Austerlitz et à l'île de Lobau. On vit alors un singulier spectacle, les deux armées ennemies se tourner le dos, et l'arène où elles venaient de se heurter dans une action décisive, rester vide et libre entre elles! Napoléon a seul jugé et senti les périls de cette guerre inconnue, et les moyens de s'y soustraire; mais, soit qu'il n'eût plus ce caractère qui, dans la campagne d'Italie, lui avait fait dire que la guerre était une affaire de tact, et qu'il ne suivrait plus que ses idées, soit que son génie lui-même ait reculé devant la responsabilité d'un demi-million d'hommes entraînés par lui aux extrémités de l'Europe, il soumit malheureu-

(1) M. de Bouttourlin.

sement son pouvoir et sa conscience elle-même aux opinions de ses entours.

Tandis que Kutusoff, sans cesse retenu par la circonspection, malgré les instances et les menaces du fougueux commissaire anglais Wilson, et presque toujours trompé sur nos mouvemens, malgré les quarante mille Cosaques qui éclairaient sa marche et la nôtre, nous cherche vers Mojaïsk, nous suivons la route de Smolensk, non loin de Borodino : ce nom réveille de glorieux souvenirs qui ne peuvent balancer les sombres impressions de l'aspect du champ de bataille. Napoléon passe et s'arrête au grand hôpital de Kolotskoï. Là, voyant avec douleur que ses ordres de Moskou pour l'évacuation des blessés n'ont pas reçu toute leur exécution, il fait placer devant lui dans les voitures qui défilent, et dans les siennes propres, tous ceux dont le transport est praticable, et les recommande aux officiers de santé de sa maison; on confie les autres à la reconnaissance des officiers russes qui étaient encore à l'hôpital, et que nos chirurgiens avaient pansés après la bataille : il court ensuite à Gjath, et entre le 31 à Wiasma, point qu'il brûle d'occuper; il y reste pour attendre ses troupes, dont il presse la marche trop lente à son gré. Dans l'intervalle, les hordes de Platoff ont tenté d'entamer le corps du prince d'Eckmühl près de l'abbaye de Kolotskoï, en même temps que le colonel Kaizaroff, avec une brigade de Cosaques, attaquait les équipages du vice-roi. Toutes ces insultes ont été vigoureusement repoussées. Napoléon connaît ces nouvelles; mais qu'il en trouve de différentes dans les lettres qui lui sont remises à Wiasma!

Nous nous dirigeons vers Smolensk, et le duc de Bellune, chargé de conserver ce poste important, l'a confié à la garde du général Charpentier, pour se porter au secours de Gouvion Saint-Cyr sur la Dwina. Le nouveau maréchal, au lieu de pouvoir seconder les opérations du duc de Tarente du côté de Riga, n'a fait que se maintenir habilement devant Wittgenstein; et quand ce général s'est avancé avec vingt-cinq mille hommes de renforts, nous avons évacué Polotsk en donnant, malgré la présence d'une nombreuse armée, toutes les preuves d'audace, de courage et de discipline. Mais du moins un brillant succès, résultat des combinaisons du maréchal, exécutées avec résolution par le général bavarois de Wrède contre le général russe Steingel à la tête du corps de Finlande, nous a mis dans une assez belle attitude. La détermination nécessaire du duc de Bellune doit changer la face des événemens, amener la défaite de Wittgenstein, et nous rendre maîtres du cours de la Dwina: il faut attaquer l'ennemi sans retard; tels sont les ordres précis et réitérés de Napoléon. Les choses vont plus mal sur le Bug : au mépris des instructions les plus formelles, Schwartzemberg, reculant à l'approche de l'amiral Tchitchagoff qu'il pouvait détruire, a abandonné la Volhynie, et s'est laissé couper de Minsk, de la Bérésina et de la grande armée française. Cette inexplicable conduite militaire mécontente l'Empereur au dernier point; mais le prince annonce un mouvement vers la route du Nord, qu'il a si imprudemment quittée: il va être renforcé de la division Durut, partie de Warsovie; avec une résolution énergique et une grande diligence, il peut sauver Minsk

et nos magasins menacés par l'amiral russe, qui a déjà envoyé de la cavalerie à Prujani et à Slonim. Toutefois on a tardé beaucoup, et l'Empereur se méfie justement de la lenteur autrichienne, qui n'était déjà peut-être que de la perfidie. Il se confie davantage dans les efforts du duc de Bellune et dans la marche de l'armée sur Smolensk; cependant il reste toujours en proie à de profondes inquiétudes, qui ne l'empêchent pas d'expédier des ordres pour les approvisionnemens et pour la conduite des généraux à Smolensk et à Wilna. La correspondance d'Allemagne et celle de Paris trouvent aussi leur place parmi les travaux de Napoléon à Wiasma.

Kutusoff, convaincu enfin de notre retraite sur Smolensk, veut nous devancer dans cette ville avec toutes ses forces; il faut le prévenir. Le 2 novembre, notre avant-garde n'est plus qu'à une journée de Wiasma; les autres corps approchent de cette ville: Napoléon y laisse le duc d'Elchingen qui doit relever dans le service d'arrière-garde le prince d'Eckmühl, dont la marche est trop lente pour une circonstance si pressante. Ney, après avoir pris toutes les précautions nécessaires à la facilité des communications entre la droite et la gauche de sa ligne, occupait des positions avantageuses sur le flanc de Wiasma. Tout à coup le vice-roi se voit attaqué par Miloradowitch, entre cette ville et Federowskoë. Arrêter ses colonnes, s'emparer des hauteurs qui prenaient à revers la gauche des Russes, se porter contre eux sur la grande route, furent les premières résolutions du vice-roi. En même temps le prince d'Echmühl, à la tête du quatrième corps, faisait avancer la division Compans

pour frayer le passage : ce premier choc renversa les Russes, et les poussa en arrière des bois où leur gauche s'appuyait. Alors les corps français se déploient en bataille; une action terrible s'engage. Cependant, malgré toute sa force de résistance, malgré les charges multipliées de sa cavalerie, qui essaya de tourner nos deux ailes, Miloradowitch ne put obtenir le succès sur lequel il avait compté pour prix de la marche habile et rapide qui l'avait amené devant nous. Vivement pressé vers Wiasma par une attaque de Raescoff, combinée avec celle de Miloradowitch, non-seulement Ney soutint ce furieux effort, mais encore il put envoyer aux deux généraux français témoins de sa lutte opiniâtre, un régiment qui, traversant Wiasma au galop, courut se jeter derrière les divisions russes : l'ennemi, enfoncé après cinq heures du combat le plus sanglant, vit son aile droite rejetée au-delà de l'Ulitza; son aile gauche, coupée de cette rivière, nous abandonna le champ de bataille jonché de cinq ou six mille de ses morts, et aussi d'un grand nombre des nôtres. La principale armée russe, placée entre Suleiki et Krasnoë, entendait le bruit du canon de Miloradowitch; mais Kutusoff, craignant toujours de réduire les Français au désespoir, et frappé du souvenir encore récent de sa défaite à Malo-Jaroslavetz, n'osa pas venir au secours des siens. Les seules troupes de Davoust et du vice-roi avaient passé sur le corps des vingt-cinq mille hommes de Miloradowitch; l'armée française continua sa marche sans autre obstacle que l'importunité des Cosaques toujours voltigeant autour de notre arrière-garde, et toujours repoussés par Ney qui la commandait.

Dans trois jours nous serons à Smolensk; des désastres nous y attendent, des désastres nous y poussent. La neige tombe en abondance; un vent impétueux souffle, et couvre l'horizon d'un brouillard épais et sombre. Presque tous les chevaux meurent, la cavalerie est à pied, l'artillerie n'a plus d'attelages. Parmi les hommes, les uns engourdis et glacés cèdent au sommeil qui donne la mort, les autres sont désarmés par la faim qui leur ôte la force d'agir, et par la rigueur intolérable du froid qui gèle leurs mains; ceux qui peuvent encore se servir de leurs fusils ont à dissiper des nuées de Cosaques pendant le jour, et ne trouvent aucun repos, même pendant la nuit. Déjà, depuis Wiasma, mais bien plus encore depuis le départ de Bérédikino, le désordre s'est mis au sein de l'armée : des bandes d'hommes de tous les corps suivent la route comme un troupeau sans défense, ou se répandent dans toutes les directions pour chercher du pain et un abri. Les malheureux, surpris de tous côtés par les Cosaques et par cette population d'esclaves que Napoléon n'a pas voulu soulever contre leurs maîtres, et qu'on a déchaînée contre lui comme une troupe de tigres, périssent à coups de lances, de piques et de haches, ou restent exposés nus sur la neige, pour attendre lentement la mort au gré des cannibales qui les abandonnent ainsi avec une joie féroce. Au milieu de cette désorganisation, un nombre immense de soldats et d'officiers, et tous les vieux compagnons de guerre de l'Empereur, conservaient un calme, une constance et une force de volonté, en même temps qu'une vigueur d'action, qui rendaient notre débris d'armée impo-

sant et terrible aux yeux de Kutusoff. L'attitude de Napoléon était celui d'une grande âme aux prises avec l'adversité : les souffrances de l'armée, son héroïsme, le soin de son salut, la prévoyance des projets de l'ennemi, les résolutions qu'il tient en réserve pour le vaincre, la France inquiète, l'Europe qui peut lui échapper, occupent sa vaste pensée sans troubler son génie; et cependant que de nouveaux sujets d'alarme, de douleur et même d'indignation, si tous les mouvemens violens n'étaient pas des faiblesses au-dessous de son caractère, et surtout de funestes exemples, dans un moment où il est en spectacle à tant de courages qui ont besoin du sien.

L'arrière-garde du duc d'Elchingen, attaquée près de Dorogobouje, en queue et en flanc, par Platoff et Miloradowitch, comme à Wiasma, a vaincu deux fois, mais en évacuant successivement sa position de Gorki et la ville de Dorogobouje. Le vice-roi, dirigé vers Witepsk par Dukhowszina, s'est vu soumis aux plus rudes épreuves sur des chemins que la neige et le verglas ont gâtés, et où la descente et la montée présentaient des dangers pareils : il a néanmoins chassé les Cosaques de Platoff, qui le harcèlent sans cesse. La perte de douze cents chevaux retarde sa marche, et cette lenteur inévitable permet à Platoff de nous devancer à Dukhowszina : nous allions y éprouver une veritable calamité. Le vice-roi avait ordonné de jeter un pont sur le Woop; l'accroissement des eaux a empêché de le construire. La rivière, fangeuse et encaissée entre deux rives escarpées présente un obstacle presque insurmontable; tout en résistant aux Cosaques de Platoff, le vice-roi la fait passer

à gué par sa garde. Cependant on a formé une rampe sur laquelle commencent à défiler l'artillerie et les bagages; la rampe enfonce, et nos canons s'engloutissent dans de profondes ornières. La nuit arrive; il faut s'arrêter d'un côté du Woop, tandis que la garde avec deux régimens et une partie de l'artillerie, reste séparée sur le bord opposé. Nous ne pouvons franchir le Woop que le 10 novembre, en abandonnant soixante pièces de canon enclouées et sans attelage, ainsi qu'une quantité de bagages. L'ennemi nous attend au milieu de la route; on le repousse, quoiqu'il ait à ses ordres des milliers de Cosaques et du canon; nous lui succédons dans Dukhowszina : enfin le prince sous la protection de la division Broussier et de la cavalerie bavaroise, arrive avec un débris informe et composé des plus braves soldats du monde, à Smolensk. Toute l'armée s'y trouve réunie, excepté l'arrière-garde qui s'avance en opposant une résistance héroïque aux Russes. Sur ces entrefaites, le général Augereau a capitulé, dans le village de Liachowa, avec quinze cents hommes, devant des forces supérieures; une imprudence, que Napoléon avait prévue et cherché à prévenir par les recommandations les plus sévères au général Baraguay-d'Hilliers, est cause de ce malheur; d'un autre côté, le général Orloff a surpris un convoi de vivres entre Mohilow et Smolensk. Ce n'est encore là qu'une partie des sujets d'anxiété pour Napoléon: une conspiration vient d'éclater à Paris; formée dans la tête d'un seul homme, le général Mallet, elle a été promptement étouffée; mais elle a obtenu un moment de succès, et Napoléon sent alors quel vide son absence laisse en France.

Cette affaire, qui lui révèle toute la fragilité de son ouvrage, lui fait une impression profonde; cependant il est contraint de la renfermer dans le secret de son cœur, mortellement ulcéré, afin de pouvoir conserver la force dont il a besoin pour faire face aux calamités qui entourent son armée.

Le duc de Bellune, réuni au maréchal Saint-Cyr, loin d'agir vigoureusement et promptement contre Wittgenstein, s'est retiré sur Senno : pressé par les lettres, par les ordres de Napoléon, qui ont tout prévu, tout expliqué, il doit se concerter avec le duc de Reggio, rétabli de ses blessures, et de cette harmonie peuvent résulter de grandes choses : mais s'accompliront-elles? Ah! s'il était permis à Napoléon de se placer à la tête des forces imposantes qu'il a rassemblées derrière lui, pour assurer son triomphe dans toutes les circonstances possibles, comme il aurait bientôt mis à couvert ses lignes de magasins et détruit Wittgenstein, Stenheil, Tormasoff, Tchitchakoff! au lieu de cela, le duc de Bellune n'a pas encore atteint Wittgenstein; et Schwartzemberg, après avoir laissé l'amiral russe tranquille devant lui pendant dix-sept jours, a donné à cet amiral le temps d'aller enfin exécuter la mission qu'il avait reçue, de prendre position sur les bords de la Bérésina, et de nous fermer la route. A la vérité, les Autrichiens et Reynier suivent Tchitchagoff, mais déjà il occupe Slonim. Nos magasins de Minsk sont menacés comme ceux de Witepsk. Ce n'est pas tout : Smolensk, où nous attendions tous les secours préparés de si loin, grace à la haute prévoyance de Napoléon, était devenue le théâtre des plus effroyables désordres dans la distri-

bution des vivres, enlevés par une multitude affamée que les troupes encore rassemblées sous le drapeau n'avaient pu contenir. Enfin, pour comble de malheur, après quatre jours d'un repos mêlé de scènes cruelles, il fallut quitter Smolensk. Si les lieutenans de Napoléon eussent agi derrière lui avec ensemble et avec l'audace française, il aurait trouvé le corps du duc de Bellune à Smolensk, tandis qu'une administration vigilante et fidèle y aurait mis l'armée dans l'abondance de toutes choses, et par les magasins de la ville et par l'arrivage successif des provisions rassemblées à Minsk et sur les autres points. Cependant le caractère des Français a un penchant si naturel à revenir promptement à l'ordre après l'avoir enfreint, qu'il sortit de Smolensk cinquante mille hommes en armes : c'est avec cette élite des courages, formée d'elle-même, que Napoléon espère encore triompher de tous les fléaux conjurés pour notre ruine. Il montra depuis ce qu'il aurait su faire de cinquante mille Français contre cinq cent mille étrangers, s'il n'avait pas été trahi par les siens; mais jusqu'à présent il n'est trahi que par la fortune, qui lui oppose la guerre des élémens.

Précédés à Krasnoë et à Liadi par une masse de soixante mille hommes désorganisés, les Français partent successivement de Smolensk pour gagner les ponts d'Orcha. Les Russes sont préparés à nous attaquer sur les routes de Roslaw et de Mitislaw. Miloradowitch nous a dépassés : souvent puni de sa témérité, il hésite cette fois à s'opposer au passage de l'armée; mais, ce qui rend le péril pressant, Kutusoff lui-même marche vers Krasnoë, dont nous avons

chassé le général Ojarowski. Le feld-maréchal approche : toutefois le vice-roi, le prince d'Eckmühl, le duc d'Elchingen, étant en arrière, l'Empereur veut les attendre. Soudain vingt-quatre mille Russes, aux ordres de Rajewski et de Miloradowitch, ferment le chemin aux Français à la sortie de Dubrowinka! Fiers de l'avantage du nombre, et s'adressant d'abord à une colonne de quinze cents hommes sous le commandement de Guilleminot, et séparés du vice-roi, l'ennemi ose sommer le prince de mettre bas les armes. On répond à cette proposition pas une indignation unanime, et mieux encore par la résistance héroïque d'une poignée de soldats en désordre, dont leur chef a fait tout à coup un corps régulier, sous le feu violent des Russes. Vainement les sommations de se rendre se multiplient; ces braves continuent à défier tous les périls : ne pouvant plus tenir, ils fondent sur les masses ennemies; la moitié d'entre eux y périt; le reste rejoint le vice-roi. Guilleminot le trouve aux prises avec Miloradowitch qui occupe la route devant nous : c'est là que quatre mille hommes, harassés, manquant de tout, n'ayant plus que quelques canons, mais soutenus par les habiles dispositions, encouragés par les généreux exemples du prince et la brillante valeur de tous leurs chefs, ont affronté à plusieurs reprises un corps considérable que protégeaient un bois et des hauteurs hérissées d'une nombreuse artillerie : c'est là que trois cents hommes ont osé aborder et atteindre ces hauteurs où deux masses de cavalerie les ont assaillis avec fureur. Toute l'impétuosité, toute la constance des Français n'ont pu forcer le passage; il faudra périr ou se rendre. La nuit sur-

RETRAITE DE RUSSIE.

garde, il s'avance au centre de quatre-vingt m
hommes. Là, gravissant à pied les escarpemens g

vient. Le vice-roi ne s'abandonne pas au découragement. Un habile stratagème, que les ténèbres favorisent, trompe les Russes, tourne leurs positions, et réunit le vice-roi avec le quatrième corps et la jeune garde placée par Napoléon dans Krasnoë. Miloradowitch, toujours infatigable, et brûlant de la même ardeur, quoique toujours malheureux dans ses attaques, veut se retourner sur le prince d'Eckmühl et sur le duc d'Elchingen.

Kutusoff est arrivé à la tête de la grande armée russe : il a médité notre destruction. Ses ordres sont donnés. Déjà ses généraux marchent sur nous dans diverses directions. Le 15, Napoléon les prévient à Chirkowa et Maliewo, où il culbute le corps d'Ojarowski et arrête le feld-maréchal pendant vingt-quatre heures. Les mouvemens de l'ennemi vont recommencer. Napoléon apprend que Beningsen, Strogonoff, Gallitzin et Miloradowitch, avec plus de cinquante mille hommes, que Kutusoff viendra seconder, veulent lui fermer le chemin et attaquer ses quatorze mille soldats réduits à un état si déplorable. Il peut, il devrait peut-être, pour éviter de courir à sa perte, se retirer sur Orcha et Borisow, donner la main à l'armée de Bellune, et ensuite à ses autres réserves: la route lui est encore ouverte; mais inquiet du sort de ses deux lieutenans, le prince d'Eckmühl et le duc d'Elchingen, il a résolu, pour les sauver, d'attirer vers lui tous les efforts de la grande armée russe. Le 17, avant le jour, il rentre dans la Russie, et, à la tête des débris de sa vieille garde, il s'avance au centre de quatre-vingt mille hommes. Là, gravissant à pied les escarpemens glis-

sans des hauteurs de l'ennemi, armé d'un bâton pour se soutenir, foudroyé de trois côtés par une artillerie formidable, il dirige en personne les charges les plus violentes contre les Russes. A la droite et sous les ordres du maréchal Mortier, les restes de la jeune garde que commandait le général Roguet, quelques cents chevaux de Latour-Maubourg, une faible artillerie renforcée par celle de l'inébranlable Drouot, prêtaient dignement leur appui à tant de constance. Pendant ce temps, Claparède avec une poignée d'hommes défendait Krasnoë contre les tentatives multipliées du corps du général Rosen. Le nom, le génie et la présence de Napoléon purent seuls empêcher la ruine inévitable de notre débris d'armée. Les Russes, terrassés d'admiration, ou frappés de terreur, reculèrent. Toutes les combinaisons de Kutusoff pour nous envelopper furent dérangées : il suspendit les ordres donnés à Tormasoff, et rappela au centre les principales troupes de Miloradowitch, comme s'il avait besoin de rassembler toutes ses forces contre le petit nombre de braves qui restent au drapeau français. Le prince d'Eckmühl profita du départ de Miloradowitch, et, se frayant un passage, vint rejoindre le quartier général. Restait le duc d'Elchingen, qui avait quitté Smolensk un jour trop tard, par l'obstination de Davoust, et que Kutusoff espérait écraser au sortir de cette ville. Les plus graves considérations empêchaient Napoléon de risquer une bataille générale, dont le succès même eût été un désastre.

Cependant toute l'armée de Kutusoff se trouve réunie; elle nous environne : nous n'avons plus qu'une seule issue. Napoléon, obligé de sacrifier ses géné-

reux sentimens au salut de son armée, partit avec sa vieille garde pour occuper Orcha menacés par les ennemis; le corps de Barasdin suivit aussitôt ce mouvement. Mortier et le prince d'Eckmühl étaient chargés de tenir dans Krasnoë jusqu'à la nuit; ils remplirent cette mission périlleuse avec une admirable constance: c'est alors qu'on vit, au commandement du maréchal Mortier, le général Laborde et trois mille jeunes soldats se retirer au pas ordinaire devant cinquante mille hommes et sous une grêle de balles et de mitraille. Ils sont sauvés, mais le danger du duc d'Elchingen s'augmente; le voilà seul en présence de Kutusoff, et sans aucun espoir de secours!

Le 18, l'avant-garde de Ney, touchant à Krasnoë, arrive à portée de mitraille d'une batterie de quarante pièces, qui croise sur la route à travers un épais brouillard, et domine le dernier ravin que nous allions franchir. Les généraux Dufour, Ricard, Barbanègre, le colonel Pelet, entraînent le 15e léger, le 33e et le 40e, qui s'élançant sur les batteries, renversent jusqu'à trois fois la première ligne de Miloradowitch; mais attaqués de front par les meilleures troupes de ce général, chargés en queue par la division Paskewitch, à droite par les hulans de la garde, à gauche par les grenadiers de Pawlosk, et accablés sous la mitraille, le plus grand nombre périt aux cris de *vive l'Empereur! vive la France!* Aussitôt, rassemblant leurs débris, Ney succède à ces braves. Il détache quatre cents Illyriens sur le flanc gauche des ennemis, et lui-même avec trois mille hommes, monte à l'assaut des hauteurs que couronnent une armée et une artillerie immense; les généraux Ledru, Razoul

et Marchand, suivent ses pas. La première ligne des Russes est de nouveau culbutée, la seconde ne doit pas nous arrêter davantage. Tout à coup une grêle de balles et de boulets détruit presque tous nos soldats et leurs officiers; le reste recule en désordre. Ney les reforme avec calme derrière le ravin, leur unique abri, et ose encore affronter les deux cents bouches à feu des Russes. C'est au plus fort de cette terrible action, qu'un major envoyé par Miloradowitch vient sommer le maréchal de se rendre. Cette sommation est interrompue par une effroyable décharge de l'artillerie russe; Ney répond comme le prince Eugène l'avait fait, et retient le parlementaire, qu'il sauve encore de l'indignation des Français. Mais il apprend de ce parlementaire que Napoléon est parti de Krasnoë; d'un autre côté, il voit tomber tout le monde autour de lui sous le canon des Russes qu'il ne peut plus même aborder. L'extrémité du péril et le courage suggèrent au colonel Pelet, l'un des officiers qui ont été blessés dans les combats de la journée, la pensée de conseiller au maréchal de retourner vers Smolensk, et de chercher à gagner Doubrowna par la rive droite du Dniéper. L'Empereur avait deviné ce mouvement: en conséquence, avant de quitter Doubrowna, il a prescrit à Davoust qui commandait l'arrière-garde, de rester le plus long-temps possible dans cette ville. Davoust n'attendit point assez; et, non moins funeste ici par sa précipitation que par sa lenteur à Smolensk, il faillit pour la seconde fois causer la perte de Ney. En effet, quand celui-ci, un moment après le départ de Davoust, se présente devant Doubrowna, il voit le pont détruit. Nul autre

parti désormais que de tenter le passage du fleuve; nous le franchîmes à travers de cruelles épreuves, moins grandes pourtant que celles du Woop, mais en abandonnant aussi notre artillerie et nos bagages. Non loin de là, une route frayée conduisit le maréchal au village de Gusinoë, où ses soldats trouvèrent un asile et des subsistances. Enfin Ney et ses intrépides guerriers, réduits à quinze cents hommes, la plupart mutilés, approchèrent d'Orcha, après avoir fait vingt lieues en deux jours, au milieu des Cosaques qui les tenaient assiégés. Sur la nouvelle de l'approche de leur compagnon d'armes, Eugène et Mortier s'étaient disputé la gloire de voler au secours de cette héroïque colonne: la joie de Napoléon, lorsqu'il apprit l'apparition de Ney, éclata par des mouvemens du cœur et par des paroles qui retentiront dans la postérité.

A Lyadi et à Doubrowna, que Napoléon était parvenu à occuper avant l'ennemi, le ciel s'adoucit, notre position devint meilleure, les vivres arrivèrent; nous trouvâmes des abris dans un pays habité. Orcha nous offrit des magasins assez abondans, un équipage de pont de soixante bateaux avec tous ses agrès, et trente-six canons attelés, dont nous avions tant besoin. La garnison de cette ville, ainsi que la cavalerie polonaise, qui avait été cantonnée aux environs, se réunirent à nous. Les traîneurs s'étaient ralliés et avaient pris place dans les rangs. Cependant quelle faible armée nous reste, et que de sujets d'inquiétude renferme l'âme de Napoléon! Kutusoff et la grande armée russe ont cessé de le harceler, mais que d'autres dangers l'attendent! et comment la seule pensée

de leur grandeur et de ses moyens de vaincre tant d'obstacles n'a-t-elle pas ébranlé son courage! Wittgenstein a surpris Witepsk. Tchitchagoff est entré à Minsk; nos hôpitaux, des subsistances suffisantes pour cent mille hommes pendant six mois, d'immenses approvisionnemens de munitions et d'artillerie, sont tombés en son pouvoir; fatal résultat que Napoléon avait cherché à prévenir par des ordres et des mesures dont l'inexécution est à-la-fois un crime et un désastre! Schwartzemberg, victorieux de Sacken, l'un des généraux de l'amiral russe, pouvait empêcher la chute de Minsk et opérer en notre faveur la plus importante des diversions; il aima mieux désobéir à Napoléon, et se diriger sur Kobrin. Cette conduite serait inexplicable, si elle ne cachait pas une nouvelle iniquité de la politique autrichienne. « Minsk est pris; il faut le reprendre! » s'était écrié Napoléon, et le 19 novembre il avait expédié de Doubrowna l'ordre au duc de Bellune de contenir Wittgenstein, au duc de Reggio de se porter en toute diligence, avec son deuxième corps, les cuirassiers du général Lhéritier et cent pièces de canon, sur Borisow et de là sur Minsk. Napoléon annonçait à ses deux lieutenans qu'il allait lui-même suivre cette direction, afin d'occuper ensuite la ligne de la Bérésina. Mais un nouveau malheur est survenu : pendant la marche du duc de Reggio, Ojarowski, détaché par Kutusoff, s'est emparé de Borisow et de notre seul pont sur la Bérésina. Le gouverneur de Minsk, retiré à Borisow, y était demeuré pendant cinq jours sans prendre aucunes mesures, et n'en avait pris encore que de dangereuses ou d'incomplètes en face même de l'en-

nemi. Dombrowski, arrivé à minuit de son propre mouvement, avait fait des dispositions dignes d'un vieux soldat de l'armée d'Italie; peu s'en était fallu que la victoire ne restât au courage de ses troupes et à son habileté; mais sur le soir, dix mille hommes d'infanterie et six mille de cavalerie, aux ordres des généraux Lambert et Langeron, émigrés français, avaient enfin triomphé de sa faible division, épuisée par dix heures du combat le plus acharné. Le 22, Napoléon apprend cette triste nouvelle sur la route de Kokanow à Toloczin; le duc de Reggio, qui l'annonce avec douleur, se rapproche de la Bérésina, après avoir culbuté et repoussé au-delà de Borisow la division Lambert, commandée par le général Palhen; Tchitchagoff, qui l'avait jetée en avant, n'a trouvé de salut pour lui qu'en faisant brûler une partie du pont et établir des batteries sur la rive escarpée du fleuve. De son côté, le duc de Bellune vient de remporter sur Wittgenstein un brillant avantage à Smoliany; heureux s'il eût accompli plus tôt ce que l'Empereur lui avait plusieurs fois prescrit! Instruit du mouvement de Kutusoff vers Senno, ce maréchal a commencé sa retraite et arrive à Ratuliczi, où il prendra l'arriere-garde. Ainsi, la mollesse ou la perfidie du prince de Schwartzemberg, le défaut de concert entre les ducs de Bellune et de Reggio, la lenteur, les revers, la blessure de ce dernier maréchal qui s'est laissé prévenir et battre à Polotsk; la marche trop méthodique de Saint-Cyr, qui s'est contenté de substituer après sa première victoire une habile et glorieuse défense à une offensive hardie; le manque d'une surveillance sévère de la part du duc de Bellune

sur les points confiés à sa garde, ses délais perpétuels qui ont fait perdre le moment d'agir avec vigueur et laissé amasser des forces qu'il n'a plus osé aborder; enfin, une espèce de fatalité attachée à l'exécution des ordres les plus importans de Napoléon pendant cette campagne, ont amené le plus funeste résultat : en face d'un grand fleuve qu'il faut franchir, les Français se trouvent resserrés entre Kutusoff, Wittgenstein et Tchitchagoff, à la tête de cent quarante mille combattans qui occupent tous les passages! Aurons-nous un Charles XII dans notre histoire? Quelques chefs le croient; et, dominés par des idées de différente nature, ils s'accoutument presque à la pensée que l'Empereur peut se racheter avec une capitulation! Plus fermes, parce qu'ils délibèrent moins, plus confians et meilleurs juges, nos soldats se reposent sur le génie et la fortune de Napoléon.

Un succès presque aussi déplorable qu'une défaite vient de nous fermer la Bérésina. Le duc de Reggio a reçu la mission de reconnaître au-dessus et au-dessous de Borisow des positions favorables pour la jetée d'un pont. Sur ces entrefaites, le général Corbineau, séparé du duc de Reggio au combat de Polotsk, et réuni avec le maréchal au moment où il s'y attendait le moins, indique un gué qu'il vient de passer, vis-à-vis de Stoudziancka, près de Weselovo. Napoléon donne aussitôt ses ordres aux généraux Chasseloup et Éblé, qui partent avec les pontonniers, les sapeurs et les caissons d'outils que lui-même avait voulu voir mettre en réserve à Orcha. En même temps, il prescrit au duc de Bellune de marcher audacieusement et sans retard sur Wittgenstein et de le battre. Le ma-

réchal doit empêcher à tout prix le général russe de se porter sur le duc de Reggio et de nous devancer à la Bérésina, car la jonction de Wittgenstein et Tchitchagoff, sur le bord de cette rivière, si elle s'effectuait, nous mettrait dans le plus grand danger. Le duc de Bellune comprendra-t-il que le salut de l'armée repose sur lui, et rachètera-t-il ses nombreuses fautes par un important service? Conformément à ses instructions, le duc de Reggio a fait toutes les démonstrations possibles pour tromper l'ennemi vers le point de Stoudziancka, ou ont lieu tous nos préparatifs de passage de la Bérésina que le maréchal espère franchir le 24. Cette attente est déçue; à minuit, un courrier vient annoncer, au contraire, que nous sommes encore à Borisow, que l'ennemi s'est renforcé sur les bords de la rivière : le duc de Reggio demande des secours; Mortier part avant le jour, et l'Empereur répète au duc de Bellune l'ordre de couper la route de Lepel par Baran, afin que l'ennemi ne puisse surprendre Oudinot dans une situation qui devient de plus en plus critique. Mais une inconcevable légèreté, ou une opiniâtreté plus étonnante encore, veut que le duc de Bellune fasse toujours le contraire de ce qu'il doit. C'est ainsi qu'au lien de couvrir notre retraite par Baran, il vient rejoindre à Lochniza le quartier impérial, au risque de rencontrer Wittgenstein sur la Bérésina, et précisément au gué de Stoudziancka. Heureusement le général russe ne se pressait pas de se réunir à l'amiral; nous avions d'ailleurs trop de marches d'avance sur Kutusoff; mais Tchitchagoff se trouvait devant nous avec ses troupes. Si la Bérésina eût été

glacée, nous la passions sans obstacle, et l'amiral Russe, encore seul, aurait éprouvé des revers; certes il n'eût pas résisté aux vainqueurs de Miloradowitch et de Kutusoff lui-même à la tête de son armée. Un dégel de deux jours a rompu les glaces : on se voit dans la nécessité de jeter des ponts sur une large rivière qui charrie et menace de renverser tous les ouvrages à mesure qu'on essaiera de les affermir. Les travaux ont été rapidement entrepris, mais il a fallu les recommencer. Napoléon va lui-même inspecter et exhorter les ouvriers; ses regards et ses encouragemens redoublent leur ardeur. Tchitchagoff, trompé par des démonstrations habilement conçues, et en outre préoccupé de quelques mouvemens tardifs de Schwartzemberg, qui ne peut plus influer maintenant sur le sort de la campagne si près d'être décidée, a pris le change sur nos véritables dispositions; et, descendant la Bérésina au moment où nous la remontions, il a emmené avec lui ses forces très-loin, au-dessous de Stoudziancka. L'Empereur a vu avec une indicible joie les dernières files des colonnes ennemies s'éloigner et disparaître. Il faut profiter de cette faveur inespérée de la fortune. Le 26 au matin, un escadron de la brigade Corbineau, auquel le premier officier d'ordonnance de l'Empereur, le colonel Gourgaud, avait montré le chemin; traverse la rivière à la nage, chaque cavalier portant un fantassin en croupe : en attendant l'achèvement des ponts, la division Dombrowski passe sur trois radeaux. La rive gauche est à nous; les Cosaques s'enfuient, chassés par nos troupes et par l'aspect des batteries établies sur les hauteurs de Stoudziancka. A une heure de

l'après-midi, le corps du duc de Reggio défile sur le pont supérieur avec deux pièces de canon seulement, et occupe le débouché des bois qui mènent à Borisow. Un peu moins de rapidité dans ce mouvement, il n'était plus temps; le général Tschaplitz, ramené en toute hâte par les avis de ses Cosaques, nous prévenait. A quatre heures du soir, le génie livre le deuxième pont aux voitures. L'artillerie du duc de Reggio se hâte de rejoindre ce maréchal aux prises avec l'ennemi, qu'il pousse sur Borisow. Deux cent cinquante bouches à feu et leurs caissons roulent sur le pont; les chevalets s'enfoncent sous le poids d'une charge si énorme : la présence de l'Empereur, et les prodiges qu'elle inspire à nos pontonniers, à nos marins, à nos sapeurs, plongés dans l'eau glacée jusqu'aux épaules, triomphent de tous les obstacles. La garde franchit la rivière à son tour; le duc d'Elchingen lui succède à Stoudziancka. Le jour disparaît; Napoléon veille toute la nuit. Le duc de Reggio a battu Tschaplitz, mais les Russes se renforcent dans leur position; Ney va soutenir notre avant-garde; Mortier le suivra. Le vice-roi et le prince d'Eckmühl sont rappelés de la ville d'Orcha; le duc de Bellune, arrivé à Borisow, reçoit l'ordre de former l'arrière-garde à Stoudziancka pour faire face à Wittgenstein, qui peut paraître d'un moment à l'autre. L'Empereur a les yeux fixés sur le point important de Borisow, et charge un officier d'ordonnance d'observer tous les mouvemens de l'ennemi au-delà du pont. Le 27, Napoléon voit avec peine que la foule des traîneurs n'ait pas profité de la nuit pour s'écouler, et qu'elle encombre encore les ponts; rien n'a pu arra-

cher des bivouacs ces malheureux en proie à tous les besoins, et qui n'ont pas conservé leurs forces morales et physiques comme les soldats unis ensemble sous les armes, et soutenus les uns par les autres. Le vice-roi a rejoint. Napoléon passe au milieu de sa vieille garde et se porte aux avant-postes du duc de Reggio. Aucune nouvelle des ennemis pendant la journée : Napoléon veut qu'au plus tard dans la matinée du lendemain, s'effectue le passage de l'armée entière. Eugène et le prince d'Eckmühl doivent franchir la rivière tour-à-tour; le duc de Bellune fermera la marche, et achèvera de mettre la Bérésina entre les Français et Wittgenstein. Quant aux traîneurs, dont la misère excite la pitié de l'Empereur, et qu'il veut sauver à la fois de leur désespoir et des cruautés des Cosaques, il prend lui-même toutes les précautions possibles afin de les évacuer sur Zembin.

La nuit s'écoule dans de grandes inquiétudes sur le sort de la division Parthouneaux, laissée à Borisow par le duc de Bellune pour garder le chemin de Stoudziancka; le jour les augmente. De bien plus graves sujets d'alarmes surviennent; Wittgenstein débouche sur Borisow : ce général a opéré sa jonction avec l'avant-garde de Kutusoff aux portes de cette ville, et Tchitchagoff est le maître de rétablir le pont de Borisow pour communiquer avec Wittgenstein et le feld-maréchal : telles sont les conséquences de la désobéissance de Victor aux ordres de Napoléon. Sans les ressources du génie de l'Empereur, sans sa constance, sans la célérité des travaux qu'il a fait exécuter sous ses yeux pour nous créer une issue, l'armée tout entière resterait exposée à un désastre

peut-être sans remède. Sa situation est encore d'un péril extrême; Napoléon en mesure toute l'étendue; mais avec la résolution et la conscience d'en triompher.

Le vice-roi et le prince d'Eckmühl suivent la route de Zembin, sur laquelle ils trouveront le général bavarois de Wrède. Ils sont chargés spécialement d'entraîner tous ceux qu'ils pourront déterminer à quitter les bords de la Bérésina: car, au milieu des chocs terribles qu'il attend, Napoléon, toujours occupé de la sûreté de ces malheureux; ne cesse de les presser de s'éloigner par ses officiers. Au point du jour l'ennemi engage deux batailles sur les deux rives de la Bérésina. Tchitchagoff vient d'attaquer Reggio; l'Empereur vole à ce dernier, qu'on emporte blessé, et lui donne pour successeur le maréchal Ney, qui appuie en arrière le duc de Trévise. De l'autre côté de la rivière, le duc de Bellune est aux prises avec Wittgenstein. Bientôt un affreux désordre se répand sur le pont; la foule des non combattans s'y précipite avec fureur; les chevalets fléchissent; il faut réparer le pont et rouvrir le passage aux ordres que Napoléon transmet pour soutenir les deux luttes sanglantes auxquelles il préside avec le calme, la présence d'esprit et la fermeté, mais non la sérénité, qu'on lui avait vus sur le Santon d'Austerlitz, à la bataille des trois empereurs.

Le duc de Reggio, jusqu'au moment de sa blessure, avait repoussé avec vigueur les efforts multipliés de Tchitchagoff pour l'acculer sur la Bérésina; le maréchal Ney a changé la défensive en une brillante offensive: l'action n'en est devenue que plus lougue et plus acharnée. Enfin l'ennemi ayant fait évacuer

ses réserves, le cinquième et le troisième corps, que l'Empereur lui-même avait placés derrière le duc de Reggio, ont pris part eu combat. Alors les cuirassiers du général Doumerc, lancés sur les Russes à l'instant où la légion de la Vistule marchait contre leur centre à travers un bois, ont enfoncé jusqu'à six carrés d'infanterie. Vers dix heures du soir, convaincu de l'inutilité de ses attaques et de sa résistance, l'ennemi nous a cédé la victoire et un grand nombre de prisonniers. Cependant, après avoir donné la première impulsion à cette affaire et assuré le succès de ses armes, l'Empereur renonce à son quartier général où, à la tête de sa garde, entre les deux rives, il pouvait diriger les deux batailles. Il avait eu hâte de se rapprocher de Victor, aussi engagé avec l'ennemi. Ce maréchal, dans la position élevée de Stoudziancka, ayant sa gauche au fleuve et protégée d'un ravin, sa droite appuyée d'une batterie de l'Empereur, qui de la rive opposée, plonge sur l'ennemi, lutte courageusement avec six mille soldats contre les trente mille hommes de Wittgenstein résolu à le culbuter dans la rivière. Menacé d'être forcé ou enveloppé à Stoudziancka, Victor se concentre plus près de notre passage pour en défendre l'accès; mais une batterie des Russes, avancée sur le bord de la rivière, et dont les boulets et les obus écrasent à la fois la division qui combat et la multitude inerte et confuse entassée à l'entrée des ponts, amène une scène de désolation que la plume se refuse à décrire. Le maréchal n'a point tardé à contraindre Wittgenstein de reculer sa batterie; toutefois elle n'en a pas moins causé un désastre irréparable parmi une foule d'infortunés qui, au

lieu de céder à l'épouvante, auraient affronté le fer et le feu de l'ennemi, et résisté à la rigueur de la saison, s'ils eussent pu conserver leurs rangs et leurs armes, comme les intrépides soldats dont ils recevaient à l'instant même l'exemple de tous les genres de courage. Vers le milieu du jour, les Russes, enhardis par la supériorité du nombre, veulent tenter de déborder la faible division; en ce moment l'armée de Moldavie se portait avec le plus de violence contre Napoléon sur la rive gauche de la Bérésina; mais voyant le péril de Victor sur la rive droite, il lui envoie la division Daendels, et le succès est décidé. Dans le cours et au plus fort de l'action, Fournier, Latour-Maubourg, à la tête de la cavalerie, avaient percé le centre de la ligne ennemie, et leurs charges sauvèrent peut-être le duc de Bellune; c'est sous leurs ordres que le 7e régiment de cuirassiers, commandé par le colonel Dubois, s'était précipité sur un carré de sept mille Russes, et leur avait fait mettre bas les les armes. Comme devant Tchitchagoff, nos officiers, nos généraux tombèrent, frappés au milieu de la mêlée: sur la rive gauche, Dombrowski, Albert, Claparède, Losikowski: sur la rive droite; Fournier, Girard, Damas, Legrand, Zayonscheck, se trouvaient au nombre des blessés. Le duc de Bellune couronna la belle conduite de l'armée dans cette affaire par une action qui en était digne : rappelé le soir de la position de Stoudziancka, il eut la constance d'y demeurer toute la nuit, pour donner aux malheureux restés sur le rivage les moyens d'échapper à la vengeance des ennemis. Le lendemain; un peu avant le jour, il évacua la position, emmenant avec lui ses blessés, ses bagages, son

artillerie, et tous ceux des traîneurs qui eurent ou le pouvoir ou la volonté de le suivre; mais il fallut s'ouvrir un chemin de vive force à travers les autres : ce n'est qu'à huit heures du matin que le général Eblé brûla les ponts qu'il avait construits, et mit cette barrière entre les Russes et les Français. Dans le passage de la Bérésina, en face de trois armées qui avaient juré de le fermer; dans les deux batailles livrées avec des chances si inégales du côté des Français que leur affaiblissement prodigieux et leur situation presque désespérée semblaient condamner à une ruine entière, tout était un sujet de triomphe; cependant, sauf un bataillon échappé par hasard, la division Parthouneaux, égarée dans la route pendant la nuit, avait succombé devant Wittgenstein. Ce revers, encore dû à l'inexécution de ses ordres, affecta Napoléon; il le pardonna néanmoins à Victor, ainsi que tant d'autres fautes si noblement expiées. Quant à lui, ses ennemis ont admiré ses efforts, sa constance: ils ont même été assez justes pour reconnaître qu'on ne devait pas lui imputer les pertes qui accompagnèrent une opération où les plus grands capitaines auraient échoué comme lui devant les élémens.

Des quatre-vingt mille hommes qu'il avait sur les bords de la Bérésina. il en ramène soixante-mille qu'il dirige vers Zembin, où le vice-roi l'avait précédé, ensuite vers Kamen: Tchitchagoff aurait pu nous y devancer; nous n'avons affaire qu'a des cosaques, qui se signalent toujours par leur prompte fuite à l'aspect de quelques soldats français. Malodeozeno et Smorgoni offrent à l'armée des ressources dont sa détresse lui rendait le besoin bien pressant.

On approche de la Wilia, ou déjà le corps bavarois du général de Wréde est venu s'emparer de la position prescrite. Napoléon voudrait retenir un peu l'armée derrière la ligne que forme cette rivière : il transmet en conséquence ses ordres au vice-roi, et consacre deux jours à prendre les autres dispositions nécessaires. En même temps, afin de dégager l'armée de tout ce qui lui est inutile, les Polonais partent pour Olita, les cavaliers démontés pour Mercz, les bagages et les blessés pour Wilna. l'Empereur appelle à lui une partie des immenses provisions rassemblées sur ce point par les soins du duc de Bassano. A Malodeozeno, on reçoit quatorze estafettes de Paris; on envoie pour réponse le terrible bulletin du 3 décembre; il apprendra la ruine de l'expédition, d'abord à la France sur qui l'Empereur ose encore compter, et ensuite à l'Europe qu'il croit encore pouvoir contenir. Depuis vingt et un jours, tout le monde ignorait le sort de la grande armée.

Cependant Heudelet approche du Niémen avec dix mille hommes, Loison sort de Wilna avec un même nombre de soldats; mais ils ne semblent venir que pour prendre leur part des malheurs de l'armée, s'il convient désormais de donner ce nom à un débris confus d'hommes accablés par la faim, par la soif, par un froid d'une rigueur excessive, même en Russie. Nul moyen de lutter contre ce fléau. L'Europe est derrière nous et peut fermer la route; la France va éprouver une commotion profonde à la nouvelle de nos désastres : il faut les réparer promptement pour ne pas laisser aux Russes le temps de s'avancer jusqu'au

Rhin, ou se grossisant peut-être des forces de nos alliés devenus tout à coup nos ennemis, il faut aller chercher d'autres soldats, et c'est à Paris qu'on doit les demander et les obtenir. La nation, toujours généreuse, toujours pleine d'enthousiasme pour la gloire, et soutenue du sentiment de ses ressouces, ne refusera rien à Napoléon présent, et se montrant supérieur aux grandes adversités. Il part de Smorgoni le 5 décembre, après avoir confié son projet à ses lieutenans : le commandement de l'armée est remis au roi de Naples. Cette haute résolution n'a pas manqué de censeurs, quoiqu'elle ait été dictée par le premier des devoirs d'un prince. Personne n'a exprimé la vérité à cet égard avec plus de franchise et de justice que le colonel Bouttourlin, aide-de-camp de l'empereur de Russie. « Napoléon, dit-il, n'était pas seulement le chef de « l'armée qu'il quittait; mais puisque les destinées de « la France entière reposaient sur sa tête, il est clair « que dans cette circonstance il était moins impérieux « d'assister à l'agonie de son armée, que de veiller « à la sûreté du grand empire qu'il gouvernait. » Napoléon se justifie encore mieux par quelques-unes de ces paroles que la raison rend irrésistibles : « Je « suis plus fort, dit-il alors, en parlant du haut de « mon trône, aux Tuileries, qu'à la tête d'une armée « que le froid a détruite. » Du reste, si l'Empereur n'a pas la puissance de défendre ses soldats contre le climat et la saison; il ne néglige aucun des moyens de réorganiser l'armée. Rassuré par les états d'approvisionnemens que le duc de Bassano vient de lui envoyer, par les renforts qui arrivent successivement, par les armées du duc de Tarente et du prince de

Schwartzemberg, qui sont encore imposantes, il a résolu de rallier l'armée à Wilna et de faire du Niémen une barrière que les ennemis ne pourront franchir. Ses ordres au prince Berthier, datés de Bichitza le 5 décembre, attestent sa profonde sollicitude, sa vigilance inquiète, ainsi que l'étendue de sa prévoyance; et quand on considère ce qui restait de ressources sur les lieux, en hommes et en choses, si l'hiver n'avait pas dérangé tous les calculs et renversé toutes les mesures; quand on ajoute à ces ressources toutes celles que que le génie de Napoléon enfanta depuis son retour à Paris jusqu'à l'ouverture de la campagne, on ne saurait douter que cet immortel capitaine ne dût se trouver prêt beaucoup plus tôt que ses adversaires, ressaisir la victoire, et dicter encore la paix avant que la ligue du continent ne pût éclater contre lui. Mais la nuit même de son depart, un froid de 28 degrés vient combler tant de désastres.

Napoléon, accompagné du grand-écuyer Caulaincourt, de Duroc, du comte de Lobau, faisait la plus grande diligence. Il faillit être pris ou tué par un pulsk de Cosaques aux ordres du partisan Sesslawin, que l'inconcevable négligence du général Loison avait laissé entrer à Ochsmiana, petite ville où l'Empereur devait nécessairement passer. Son étoile le sauva; mais Loison reçut un accueil sévère et mérité. Arrivé à Wilna, avec le duc de Bassano, qu'il avait trouvé à Miedniki, l'état de ses magasins qui renfermaient des munitions de toute espèce pour cent mille hommes pendant quarante jours, lui causa la plus vive satisfaction. Il donna de nouveau l'ordre à Berthier et

Murat de retenir et reformer un peu l'armée à Wilna. L'Empereur se rendit de cette ville à Varsovie, de Varsovie à Dresde, où il courut risque d'être arrêté par une suite des menées des agens anglais, résidens à Vienne, et sous les yeux de ce vénérable rôi de Saxe, dont l'honorable fidélité venait d'accueillir avec tant de loyauté et de confiance le bienfaiteur de sa maison, le prince à qui il devait sa couronne. Le 15, Napoléon expédie de Dresde des courriers à son armée, à son beau-père, au roi de Prusse, et prend la route de Leipsick et de Mayence; le 19, après quatorze jours du voyage le plus rapide et le plus secret, il embrassait, dans la nuit, sa femme et son fils aux Tuileries. Son absence fut appréciée par l'armée malheureuse qui, tout en désespérant de son propre salut, ne désespérait ni de Napoléon, ni de la France. Quant à la France, elle se crut sauvée en voyant Napoléon au milieu d'elle.

Pendant qu'il ressaisit les rênes de l'Empire, la rigueur de la saison semblait augmenter encore, chaque jour, dans la Lithuanie; et dès lors il n'est plus de termes qui expriment la souffrance et la profonde désorganisation du reste d'hommes qu'on pouvait appeler les ruines de la grande armée. Quel spectacle pour les soldats et les autres Français encore établis à Wilna, où ils les attendaient, que celui des quarante mille hommes qui inondèrent subitement cette ville effrayée de leur aspect, de leur dénuement, de leur misère, de leur avidité à se jeter sur les alimens si long-temps désirés. Il y eut là, comme à Smolensk, des désordres déplorables dans la distribution des vivres; les magasins, les hôpitaux, furent égale-

ment envahis. Enfin, quelque régularité s'établit à la voix des chefs : tous ces malheureux soldats, encore en armes, et la foule qui les accompagnait, commençaient à jouir du bonheur de prendre leur nourriture en paix sans avoir à redouter les Cosaques, et de se reposer à l'abri d'un hiver affreux. Tout à coup paraît l'avant-garde Kutusoff que suivent Wittgenstein et Tchitchagoff! Loison, de Wrède, réduits, l'un à deux mille hommes par les combats, l'autre à trois mille par le froid seul, retardent avec autant de courage que de succès l'approche de l'ennemi. Si le roi de Naples, conservant sa constance et son ancienne activité, eût donné des ordres, la garnison de la ville et de la garde impériale pouvaieut défendre Wilna pendant plusieurs jours, quoiqu'on n'y eût pas achevé les travaux tant de fois recommandés par l'Empereur. Murat ne fit rien qui fût digne d'un soldat, d'un roi, d'un lieutenant de Napoléon. Ney, toujours le héros de la retraite depuis Smolensk, mais entouré d'une poignée de braves seulement, ne céda, qu'en combattant sans cesse avec les Cosaques de Platoff, la ville et les magasins que nous n'avions aucun moyen d'évacuer. Une foule de Français, que rien n'avait pu arracher des asiles ouverts à leur détresse, succombèrent sous la barbarie des Cosaques, et des juifs plus cruels encore. Ces derniers jetaient par les fenêtres leurs hôtes infortunés pour qu'ils périssent de froid ou fussent égorgés! Telles sont les représailles de l'ennemi contre l'humanité du grand capitaine qui avait sauvé un quart de Moskou, et plusieurs milliers de blessés russes abandonnés aux flammés, dans les hôpitaux de cette ville!

Au sortir de Wilna, le défilé de Ponary, qu'un simple officier d'état-major pouvait faire éviter, devenu presque impraticable à cause du verglas, vit de nouvelles pertes, de nouveaux désastres, mais aussi des traits de courage qui contiennent long-temps l'avant-garde russe. Dans cette extrémité, le maréchal Ney fit distribuer à la Garde le trésor de l'Empereur. Ce dépôt, confié à l'honneur militaire, fut si fidèlement rapporté à la caisse de l'armée, par chacun des dépositaires, à leur retour en France, qu'il ne manqua pas une pièce d'or. A Kowno, les mêmes désordres, les mêmes revers et quelques prodiges de valeur, encore plus admirales qu'à Wilna. Ici il n'existe plus aucune ombre de la grande armée, tout à disparu! Murat lui-même, l'intrépide Murat, oubliant sa gloire passée, a pour ainsi dire déserté comme un soldat infidèle à son drapeau; Ney seul, avec ses aide-de-camp, entre dans la ville, elle contenait une garnison de trois cents Allemands, et quatre cents hommes aux ordres du général Marchand : il en prend le commandement. Les Russes attaquent par la porte de Wilna; Ney y court; ses pièces sont enclouées, ses artilleurs en fuite. Il appelle les Allemands; la mort de leur chef blessé, qui se brûle la cervelle, les met aussi en déroute. Il veut en vain les rallier; alors ramassant leurs fusils, secondé de quelques officiers seulement, il ose affronter l'ennemi. Gérard accourt avec trente hommes, et fait avancer deux pièces d'artillerie légère; à l'aide de ce faible secours, Ney, redevenu grenadier, résiste aux Russes; et tandis que Marchand vole, accompagné de son bataillon de recrues polonaises, au pont de Kowno pour

reprendre le passage dont l'ennemi s'est emparé, lui, à la tête d'une poignée de combattans, se maintient jusqu'à la nuit à la porte de Wilna, traverse Kowno et le Niémen, et atteint la rive amie. Marchand, de son côté, repoussé vers la route de Vilkowiky, inondée de Cosaques, se jette sur la droite dans les forêts prussiennes. Murat, parvenu à Gumbinen, dirige les restes des corps sur les différentes villes qui bordent la Vistule; mais le passage subit de l'atmosphère à une température plus douce, eprouvant tout à coup les soldats, causa la mort des hommes les plus robustes qui avaient soutenu les rigueurs d'un climat de fer.

Cependant une suspension d'armes a été conclue secrètement, à Taurogen, entre le général russe de Diebitch, et de général prussien Yorck, placés sous les ordres de Macdonald. Ce dernier, abandonné furtivement dans Tilsitt, le 31 décembre, se voit réduit à neuf mille hommes, et hors d'état de continuer les succès qu'il avait jusqu'alors obtenus sur les Russes. Il poursuit sa retraite sur Kœnisberg, Labiau et Tente, où il se trouve enfin aux prises avec Wittgenstein. Cette défection si inattendue, quoique tramée de loin, si contraire à tous les principes de l'honneur, livrait aux ennemis la rive droite de la Vistule. Aussi le roi de Naples fut-il obligé de transporter son quartier-général de Kœnisberg à Varsovie, et ensuite à Posen; il était maintenant impossible que l'armée attendît sur les bords du Niémen, et même sur ceux de la Vistule, les renforts qui lui arrivaient de l'intérieur. D'ailleurs, une autre perfidie se préparait : le prince de Schwartzemberg, qui, docile aux

instructions de la cour de Vienne, modifiées par le ministre anglais Walpole, avait si mal servi Napoléon victorieux, ne devait pas rester fidèle à Napoléon trahi par la fortune. Les Russes, libres désormais de tous leurs mouvemens, ne s'étaient point hâtés de profiter de leurs avantages; alors Murat, ranimé par leurs lenteurs et par la présence de Macdonald, dont la jonction avec Heudelet et Cavaignac avait doublé les forces, parut vouloir reprendre l'offensive; mais le lendemain; par la plus cruelle désobéissance aux ordres de Napoléon, il abandonna l'armée à elle-même, le 16 janvier 1813.

L'armée ne pouvait rester sans chef; dès le 17, le vice-roi en a pris la conduite. Ce prince, qui pendant toute la campagne avait montré autant de sang-froid que d'héroïsme, déploya une habileté qui manquait à Murat; il arrêta le mouvement rétrograde, rétablit la discipline, réunit les troupes et leur donna le temps de se reposer et de se refaire. Les Russes, non moins accablés que nous, secondèrent les désirs et les dispositions du prince. Cependant, un armistice, conclu avec l'ennemi par Schwartzemberg, laissait le corps de Reynier exposé seul aux coups des Russes, et vint jeter de nouvelles difficultés dans notre position qui commençait à s'améliorer; elles s'augmentèrent par le départ du feld-maréchal pour la Gallicie, conformément aux instructions de sa cour. Pour comble de malheurs, la cavalerie saxonne avait été entraînée dans le mouvement des Autrichiens par la Bohême. Quoique dénué de toute cavalerie, Eugène n'en fit pas moins sa retraite avec ordre sur l'Elbe; il passa un mois à Posen, où il réorganisa sa

faible armée, et se mit en marche pour la Prusse : le 21 février, il occupait Berlin, après avoir brûlé les ponts de Crosen et de Francfort sur l'Oder.

Ainsi termina l'expédition de Russie, qui a fourni à l'histoire de la guerre ses pages les plus funèbres. Il me reste à décrire des infortunes non moins funestes à la France, mais plus solennelles pour son héros; car l'Europe n'est plus secrétement conjurée contre le distributeur d'une partie de ses trônes, contre le prince que l'héritier de l'antique maison d'Hapsbourg à choisi pour gendre. L'Europe tout entière est hautement déclarée contre le grand homme qui en quinze années a élevé sa patrie au-dessus de tous les États de l'univers. Mais quelle que soit l'immensité des périls qui vont assiéger Napoléon, il est plus facile de les peindre que de retracer l'imperturbable constance qu'il sut leur opposer, jusqu'au dernier moment de sa vie à jamais glorieuse pour la France.

FIN DU LIVRE TREIZIÈME.



LIVRE QUATORZIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

(1813.)

NOUVEAUX PRÉPARATIFS DE NAPOLÉON. — CONCORDAT DE FONTAINEBLEAU. — AFFAIRES DE PRUSSE. — AFFAIRES D'AUTRICHE. — MARIE-LOUISE, RÉGENTE. — NAPOLÉON PART POUR MAYENCE.

De retour aux Tuileries, Napoléon, après avoir consacré quelques heures aux tendres affections de sa famille, se montre à ses courtisans, à ses ministres, aux différens corps de l'État, avec le calme d'une ame ferme et au-dessns des coups de la fortune. Tous les cœurs étaient encore remplis de la funeste impression du bulletin de Malodeozeno (le 29e), aussi vrai, mais autrement terrible que ceux des batailles d'Eylau et d'Essling, dont Friedland et Wagram étaient venus effacer les fatals souvenirs. Napoléon lit cette impression sur tous les visages, et ne cherche pas à l'affaiblir par ses discours; il avoue sans ménagemens la grandeur du désastre de l'armée

française, et offre l'exemple de la constance inébranlable qui surmonte une douleur profonde. Avant cette première audience, il avait déjà arrêté, avec son ministre de la guerre, les moyens de récréer une armée et un matériel; ensuite il appella ses autres ministres à un examen approfondi de l'état intérieur du pays. Parmi les sujets qu'il mit en discussion, aucun ne parut alors prendre autant d'empire sur son esprit que la conspiration du général Malet; il en était encore stupéfait et indigné. Mais ce qui le blessa peut-être plus vivement que l'entreprise elle-même, ce fut la faiblesse du préfet de la Seine. Il ne pouvait concevoir, disait-il, *que le premier magistrat civil de la capitale se fût fait subitement et sans opposition l'agent d'une révolution, plutôt que d'aller se ranger près du fils et de la femme de son souverain à qui il avait prêté serment.* Le lendemain, il répondit à la harangue du Sénat : « ... Des Soldats timides « et lâches perdent l'indépendance des nations, « mais des magistrats pusillanimes détruisent l'em- « pire des lois, les droits du trône et l'ordre social « lui-même. La plus belle mort serait celle d'un sol- « dat qui périt au champ d'honneur, si la mort d'un « magistrat périssant en défendant le souverain, le « trône et les lois, n'était pas plus belle encore. » Après le Sénat, il reçut le Conseil-d'État, et, toujours occupé de la conduite du préfet de la Seine, il termina sa réponse par ces mots remarquables : » ... Le Conseil-d'État d'un grand empire doit join- « dre à ces principes un courage à toute épreuve, et, « à l'exemple des présidens Harlay et Molé, être prêt « à périr en défendant le souverain, le trône et les

« lois. » Napoléon avait ordonné une enquête sur la conduite du préfet de la Seine. Ce magistrat fut condamné par ses pairs, les membres du conseil, et destitué par un décret. Si la probité, l'honneur et les bons services avaient pu obtenir le pardon d'une aussi grande faute, M. Frochot aurait échappé à sa juste punition; mais la politique ordonnait un exemple. « La révolution n'est pas morte, dit l'Empeur à cette « occasion; ma dynastie n'a pas pris racine parmi « les membres de mon Conseil. » Si Napoléon eût voulu étendre l'enquête à son Sénat, une partie de ce corps, où la conjuratiou Malet avait des ramifications, se serait trouvée compromise. Malgré le chagrin cuisant qu'il ressentit de ces funestes découvertes, il garda le silence; et, sans perdre de vue ses ennemis secrets, il leur fit sentir, par des paroles publiques dont eux seuls pouvaient bien comprendre le véritable sens, que leur conduite en son absence n'avait plus de mystère pour lui. Trop environné de difficultés de toute espèce, trop éclairé en politique pour éclater autrement, et pour montrer à l'Europe des symptômes de division autour de son trône, il remit à d'autres temps le soin de remédier au mal. Il laissa ainsi dans le premier corps de la nation des germes de perfidie qui se développèrent quelques mois plus tard, lorsque la dynastie impériale fut proscrite par son Sénat, et le lendemain par une partie des conseillers d'État, les juges même du comte Frochot, qui du moins n'était pas coupable de parjure. Quoi qu'il en soit, la conspiration Malet réveille dans le cœur de Napoléon toutes ses méfiances contre la révolution; il veut lui opposer d'autres bar-

rières, et renforcer encore le dogme de l'hérédité par de nouveaux engagemens. Sur la demande expresse du Sénat, toujours empressé de prévenir ou de consacrer la volonté de l'Empereur, le roi de Rome sera couronné, ainsi que l'Impératrice; un serment solennel unira la France à l'héritier du trône : trop faible garantie qui ne saurait défendre contre la coalition de l'Europe un empire que Napoléon lui-même n'aura pu sauver!

Une activité prodigieuse signale le retour de l'Empereur : la France y reconnaît les créations miraculeuses de l'époque consulaire; il semble même que, retrempé par les revers, Napoléon déploie encore plus de ressources et d'énergie. Les conseils se multiplient chaque jour, et il les préside tous. Dans le militaire, dans l'administration, dans la politique, des dispositions civiles, des mouvemens de troupes, des décrets, des sénatus-consultes, des traités même, tels que le Concordat de Fontainebleau, remplissent la journée, sans le fatiguer jamais : la nuit, quand tous les membres de son gouvernement cèdent au besoin du repos, lui seul veille encore et délibère avec son génie sur le salut de la France. A peine dérobe-t-il à cette grande pensée quelques momens pour attacher ses regards paternels sur ce fils, héritier de tant de gloire et dépositaire de tant d'espérances.

Cependant des courriers apportaient de jour en jour à Napoléon des nouvelles du Nord. Du côté de l'Espagne, le vainqueur de Salamanque, après avoir triomphé dans Madrid, s'était laissé arrêter avec toute son armée par le général Dubreton, qui, pendant trente jours, défendit à la tête de quinze cents

hommes le château de Burgos : le roi Joseph avait repris l'offensive, occupé de nouveau la capitale, et forcé Wellington à rentrer en Portugal. Burgos, Valladolid, Madrid, le royaume de Valence, l'Aragon et la Catalogne, étaient entre nos mains; deux cent soixante-dix mille soldats gardaient encore notre conquête. Ils ne doivent pas quitter la Péninsule : Napoléon tire du moins de leurs rangs cent cinquante cadres de bataillons, composés de vieux officiers et et sous-officiers, pour conduire aux combats les jeunes conscrits de 1813, qu'il avait fait appeler au moment de s'enfoncer dans les plaines de Moskou. Cette nouvelle levée, les quatre-vingts cohortes de gardes nationales organisées avant son départ pour la Russie, quarante mille artilleurs de la marine qui peuvent entrer dans les cadres de l'armée de terre, les troupes tirées d'Italie, vont former une armée de trois cent mille hommes sur l'Elbe, sur le Rhin et le Mein : une autre armée, de la même force, contiendra l'Espagne, tandis qu'Eugène, avec cinquante mille Français et Italiens, conservera l'Italie. Ces dispositions seules prouvent énergiquement que l'Espagne a porté un coup mortel à l'empire de Napoléon. En effet, si ses légions du midi se réunissaient à celles du nord. Napoléon, à la tête de six cent mille Français, ferait plus que de dicter la paix aux puissances coalisées contre lui; toutes ses alliances lui resteraient, prêtes encore à le servir, et l'Autriche, fière d'avoir défendu les barrières de la civilisation, aurait eu, pour la première fois, le droit légitime de réclamer une part dans les fruits et les honneurs de la victoire.

Mais en apprenant la défection de la Prusse et ses résultats, Napoléon vit que *ce qui suffisait hier ne suffisait plus aujourd'hui*, et demanda sans hésiter au Sénat, ou plutôt à la nation, cent mille hommes sur les cohortes, cent mille hommes sur les conscriptions des quatre dernières années, et cent cinquante mille hommes sur la conscription de 1814. Tout fut décrété par le Sénat. Les citoyens, les corps judiciaires, les compagnies, les villes, les campagnes, rivalisèrent de zèle dans une si grande circonstance; l'amour de la patrie, le sentiment de l'honneur national, le juste orgueil de vingt années de gloire, l'attachement pour Napoléon, caractérisèrent la conduite des Français. Il firent avec leur élan ordinaire de généreux sacrifices; mais il y manqua le ferment de la liberté, qui les inspire, qui les renouvelle, pour conserver les empires: il manqua aussi le concours physique et moral de la masse de la nation, qui naguère soulevée tout entière par ses représentans, n'avait pas moins contribué que ses douze cent mille soldats au triomphe de la république. En effet, c'est la nation sous les armes que les rois avaient surtout désespéré de vaincre; c'est devant elle qu'ils s'étaient abaissés; c'est à elle qu'ils avaient demandé la paix et son alliance. Le génie d'un homme, quel qu'il fût, pèserait toujours moins que la France dans la balance des destinées. Peut-être Napoléon ne crut-il pas nécessaire de se servir de la force populaire; peut-être même craignit-il l'emploi d'un si redoutable instrument; cette faute, provenue d'une erreur de jugement, était décisive contre lui; car en face de la plus fortement enchaînée des coalitions que l'Angleterre

ait jamais formée sur le continent, il ne pouvait se sauver qu'avec la nation et par la nation. Peut-être encore l'esprit qui paraissait animer les peuples soumis à son pouvoir aida-t-il à le tromper : enfans adoptifs du grand empire, uniquement gardés alors par nos lois civiles et par leurs sermens, ils sollicitaient l'honneur de s'associer à nos périls. Des gages spontanés du patriotisme de ces États étrangers jettent une vive lumière sur le besoin que les vastes incorporations de la France avaient de la conservation de Napoléon. Et comment ce besoin n'aurait-il pas été profondément senti? comment n'aurait-il pas inspiré des dévouemens sans bornes? Ces peuples pouvaient-ils ignorer qu'avec Napoléon tombaient tous les bienfaits répandus sur eux par leur union à la France? Ne comprenaient-ils pas que bientôt, remis sous un joug de fer, ils perdraient tous les avantages de la loi française qui leur donnait l'égalité? Aussi ce fut leur raison, leur intérêt et leurs sentimeus, qui les entraînèrent au-devant des demandes de l'Empereur: ils se rallièrent autour de lui comme autour de leur libérateur et de leur appui. Ce temps offre un singulier spectacle : pendant que des princes, qui étaient accourus solliciter dans la tente de Napoléon la gloire de concourir avec lui à la dernière conquête du continent européen, trahissaient nos drapeaux, il se voyait recherché, malgré ses revers, par la fidélité des nations qui devaient craindre de s'unir à la contagion de sa mauvaise fortune, et d'aggraver ainsi le poids des malheurs dont elles étaient menacées si son empire venait à s'écrouler.

Occupé des plus vastes préparatifs de guerre, Na-

poléon ne négligeait pas la puissante ressource des négociations; mais nous n'étions plus au temps où, presque aussi redoutées avant le combat qu'après la victoire, nos armes retenaient nos alliés dans le devoir, ou ramenaient nos ennemis promptement punis de leur imprudente déloyauté. A la nouvelle de notre désastre, l'Autriche a failli éclater contre Napoléon; son retour aux Tuileries l'engage à temporiser : elle envoie à Paris le comte de Bubna avec une mission toute pacifique en apparence, et très hostile en réalité, sur laquelle l'opinion publique ne s'abuse pas un moment. Napoléon ne se laissa pas tromper non plus par les protestations de l'envoyé de son beau-père; mais il espère qu'une grande démonstration de confiance, et surtout une grande victoire au centre de l'Allemagne, retiendront dans l'alliance la maison d'Autriche. Cette puissance devient la médiatrice de la paix; déjà déclarée au fond du cœur contre nous, elle ne tardera pas à profiter des évènemens pour dépouiller son rôle d'amie et d'alliée. Napoléon dut le prévoir en apprenant la défections des Prussiens; et, de plus, la conduite du prince Schwartzemberg, à l'époque où le contingent autrichien, fort de trente mille hommes, sans y comprendre la division Reynier, laissa l'armée russe du Danube entrer dans Minsk, avait pu dès lors le préparer au changement de politique de la cour de Vienne.

Entre les négociations qui appelaient toute l'attention de Napoléon, à l'instant où, près de recommencer la lutte avec ses ennemis, il devait chercher à éteindre tout genre de division intérieure en France,

en Italie, et dans tous les pays annexés à l'Empire, il faut mettre au premier rang le Concordat de 1813. Le fond de tous les démêlés entre Napoléon et le souverain pontife n'était pas l'expédition des bulles en trois ou en six mois pour les évêques nouvellement nommés; c'était la séparation à jamais du temporel et du spirituel dans la royauté pontificale. L'élévation extraordinaire de l'autorité religieuse du pape, sa prédomination sur les diverses communions de l'Europe, formaient la compensation de ce sacrifice; et le moyen de rendre cette dernière combinaison directement utile au plan que Napoléon avait conçu de recréer la vieille Europe, était l'établissement du Saint-Siège dans le palais métropolitain de la ville de Paris, qui fût aussi devenue la capitale *du monde chrétien*.

Le projet de l'enlèvement de Pie VII à Savone, par les Anglais, avait déterminé sa translation à Fontainebleau; S. S. y tenait avec tous les honneurs de la majesté souveraine, sa cour, composée d'une foule de prélats italiens et français. Cette ville aussi avait vu renouer les négociations : elles reprirent dans le courant de janvier une force nouvelle, et semblaient toucher à une conclusion prochaine. Le 19 de ce mois, Napoléon quitta brusquement une partie de chasse à Grosbois, pour se diriger sur Fontainebleau; son arrivée émut singulièrement le souverain pontife. Aux premières paroles, tout le passé est mis en oubli, comme entre des personnes qui ont une affection mutuelle. Le lendemain, le pape rend à Napoléon sa visite; un seul entretien, rempli d'égards réciproques et de témoignages de bienveillance,

ouvre et fixe la négociation. Ne pouvant obtenir Rome, et ne voulant pas accepter la résidence de Paris, Pie VII opte pour celle d'Avignon; il donnera ses bulles aux nouveaux évêques, ou, à son défaut, ce sera le métropolitain, six mois après que leur nomination aura été notifiée au Saint-Siége. Napoléon dicta lui-même le Concordat, improvisé dans cette première conférence, et bientôt il passa à l'examen des conseils des deux hautes parties contractantes, pour y recevoir la forme d'une loi et d'un traité. Le 25 janvier, le pape lui-même, après quatre jours employés à la rédaction du Concordat, l'apporta avec une sorte de solennité dans le salon de l'Impératrice, où les deux cours étaient réunies, et le traité fut signé par les deux souverains. Le 27, l'Empereur revint à Paris. Le 15 février, eut lieu la publication du Concordat comme loi de l'Etat. Avant son départ de Fontainebleau, Napoléon combla de graces et de distinctions de toute nature les membres de la cour pontificale: il alla même au devant des désirs du pape, en rappelant d'exil les quatorze cardinaux qui avaient refusé d'assister au mariage de Marie-Louise. Mais initiés pendant leur dispersion, dans les secrets de la conspiration européenne, et fidèles à toutes les doctrines usurpatrices de la cour de Rome, le premier usage qu'ils firent de leur liberté fut de la tourner contre Napoléon, en assiégeant de terreurs et de remords l'ame timorée du Saint-Père. Le 23 mars, au mépris des sermens les plus solennels, ils obtinrent du vénérable vieillard, ou plutôt ils lui arrachèrent un veritable parjure. Ainsi, les intérêts temporels l'emportèrent sur l'in-

térêt de la religion, appelée par Napoléon à la conquête de l'Europe entière: et le plus vertueux des pontifes, qui, livré à ses seules inspirations, aurait donné tout son sang pour étendre l'empire de l'Evangile sur toute la terre, préféra la possession de Rome à l'espérance de l'universalité de la foi catholique. A la lecture du bref par lequel le pape lui exposait les motifs et le vœu de sa rétractation, Napoléon, qui avait oublié avec tant de générosité toutes les perfidies, toutes les trames du Saint-Siége pendant les guerres de la république en Italie et à l'époque de la campagne de Wagram, éprouva la plus juste comme la plus vive indignation. Aussi, le jour même de la réception de ce bref, le 25 mars, il y répondit par un décret qui substituait le métropolitain au souverain pontife, et prescrivait l'obéissance du Concordat dans toute l'Europe.

Cette grande négociation, échouée presque aussitôt que terminée, n'était pas d'un heureux augure pour la bonne foi des autres puissances de l'Europe. Effectivement une conjuration nouvelle les liait déjà toutes contre Napoléon, et non-seulement elles se préparaient à violer vis-à-vis de lui tous les usages de la civilisation, mais elles avaient déjà enfreint les pactes les plus sacrés, en donnant, comme l'Autriche et la Prusse, l'exemple à peu près inconnu de la trahison et de la défection sous les armes, au milieu d'une guerre dont leur ambitieuse adulation avait réclamé le partage. En Prusse, il existait deux gouvernemens différens : le premier, représenté par le roi, paraissait servir loyalement l'alliance armée, contractée avec la France contre la Russie en mars 1812;

le second, organe caché du *Tugendbund* prussien, était l'ame de la ligue germanique contre Napoléon. Il avait puissamment aidé, pendant la dernière guerre d'Autriche, les opérations du duc de Brunswick, du major Schill, et des autres chefs d'insurrection, qui, de concert avec l'Angleterre, cherchèrent alors à détruire dans le nord de l'Allemagne la suprématie française : en un mot, la lutte des cabinets pour renverser Napeléon était commencée; et ces cabinets, si impopulaires de leur nature, allaient prendre les couleurs et le langage du patriotisme le plus pur, dans le dessein d'établir plus fortement que jamais la servitude publique par un grand mouvement national soulevé contre la domination de la France!

Cependant, à son passage de Wilna à Paris, le duc de Bassano avait reçu à Berlin, du chancelier baron de Hardenberg, et du roi lui-même, les protestations les plus vives sur la fidélité de la Prusse à l'alliance; elles étaient journellement renouvelées au comte de Saint-Marsan, ministre de France. Indépendamment de ces assurances, l'annonce du remplacement du général York, l'ordre de son arrestation et de sa mise en jugement, insérée dans la *Gazette de Berlin*, le désaveu de la conduite de cet officier et l'expression de l'indignation du roi, apportés aux Tuileries par le prince de Hatzfeld, le même à qui Napoléon avait fait grace de la vie en 1807, semblaient devoir inspirer la confiance. Pour l'accroître encore, Frédéric avait chargé son envoyé extraordinaire de déclarer à l'Empereur qu'il était prêt à lever cinquante ou soixante mille hommes au service de la France, si on lui don-

nait de l'argent. Ce prince le pouvait d'autant plus facilement qu'au lieu des quarante-deux mille hommes auxquels l'avait réduit le traité de Tilsit, il en comptait déjà quatre-vingt-quatre mille sous les armes, et trois semaines après il y en eut deux cent mille. Le prince de Hatzfeld fut encore chargé de laisser entrevoir au gouvernement français le désir d'une alliance de famille par le mariage d'une nièce de l'Empereur avec le prince royal de Prusse! Rien n'était négligé pour endormir la prudence de Napoléon. M. de Hardenberg avait fait de cette insinuation l'objet d'une note particulière au comte de Saint-Marsan. Notre ambassadeur, ainsi que le maréchal Augereau qui commandait à Berlin le 2e corps, frappés également de la plus affreuse crédulité, écrivaient dans le même moment au prince de Neuchâtel, *que le roi et son ministre n'étaient pour rien dans la capitulation de ses généraux*; *qu'il faudrait montrer au roi plus de confiance*... C'est ainsi que Napoléon était servi par son ambassadeur et par le maréchal! Mais tout à coup un évènement bien imprévu annonça le changement de système du gouvernement prussien. Le 22 janvier, on apprit à Berlin que Frédéric venait de partir pour Breslau. On prétendait que ce monarque avait craint d'être enlevé dans sa capitale, tandis qu'à Breslau, ville ouverte, il aurait plus d'indépendance pour maintenir au moins sa neutralité. Ce départ si brusque, au milieu d'un corps de l'armée française, put être interprêté aussi comme une défection devant l'ennemi. En réponse à l'insertion de la *Gazette de Berlin*, le 27, le général York avait publié à Kœnisberg une déclaration où il disait que

l'ordre de son arrestation lui avait été connu *d'après* un article inséré *dans quelques exemplaires* de la *Gazette;* mais que ni le général Kleist ni lui n'ayant été autrement informés de cette mesure, il conservait l'exercice du commandement et *des autres fonctions déterminées par l'ordre du cabinet du* 20 *décembre* 1812. Ces paroles expliquent assez clairement que c'était en vertu des instructions de son gouvernement, transmises par M. de Hardenberg, que le général Yorck avait signé, le 30 décembre, la convention de Tauroggen, dont la négociation avec le général Wittgenstein remontait au 15 du même mois. Le général Yorck avait bien eu le temps de rendre compte de cette circonstance, de demander des ordres et d'en recevoir. Le départ du roi pour Breslau fut également l'ouvrage de son cabinet, que devait gêner à Berlin, non l'observation du maréchal Augereau, mais la présence du corps d'armée français qu'il y commandait.

Le comte de Saint-Marsan, aussi peu clairvoyant que le maréchal, avait suivi Frédéric à Breslau, et l'alliance y subsista encore en apparence. Ce fut au nom de cette alliance et de la neutralité de la Silésie que parurent dans cette ville, les 3, 9, et 10 février, les édits royaux qui appelaient aux armes toute la population virile de la Prusse. On ne pouvait recruter d'une manière plus palpable pour les ennemis de la France. Le 12, une proclamation du général York fut publiée à Kœnisberg : « Les représentans de la « nation assemblés, disait-il, ont décrété, outre l'ar« mement général, l'organisation d'un corps de ca« valerie pour renforcer l'armée. Citoyens de la

« Prusse, réunissons nos efforts pour montrer à « l'Europe ce que peut produire l'amour pour le « roi et pour l'indépendance de la patrie. » Le 15 février, le baron de Hardenberg disait à M. de Saint-Marsan, « que tout ce qui se passait était un « effet de la nécessité de sauver un coin de terre pour « servir d'asile au roi, et que le système n'avait point « varié! » Le ministre, le même jour, après avoir juré que son maître était resté invariable dans sa politique, et qu'aucunes ouvertures directes ni indirectes n'avaient eu lieu vis-à-vis de la Russie, communiquait, comme une idée du roi, à l'ambassadeur français, le projet d'une intervention de la Prusse entre les puissances belligérantes pour obtenir une trêve, d'après laquelle l'armée russe se retirerait derrière la Vistule, et l'armée française derrière l'Elbe, en remettant les grandes forteresses de l'Oder et la place de Dantzick aux troupes prussiennes. Une telle proposition voilait assez maladroitement un plan déjà convenu, une démarche concertée avec les alliés. M. de Saint-Marsan continuait à Breslau son système de confiance; il ignorait les communications journalières de cette cour avec le quartier impérial russe. Le 17 février, il se chargeait encore d'adresser à Paris de nouvelles protestations de Frédéric sur sa persévérance dans ses engagemens envers la France, et sur sa résolution de fournir à l'empereur Napoléon le contingent promis de trente mille hommes; et le 1er mars, ce prince signait avec la Russie le traité d'aillance dont la négociation avait nécessité seule son départ de Berlin. Bientôt une ordonnance, émanée de Frédéric lui-même, proclame l'innocence du

général Yorck, le confirme dans son commandement, en mettant sous ses ordres, comme une preuve de satisfaction et de la confiance illimitée du roi, les troupes du général Bulow, dont la trahison vient de livrer le Bas-Oder aux Russes. Enfin, le 15 mars, l'empereur Alexandre arrive à Breslau, et dit au roi de Prusse : « Je jure de ne déposer les armes que quand « l'Allemagne sera délivrée du joug des Francais. »

Dès lors sont déchirés aux yeux de l'Europe tous les voiles de la défection prussienne, Le 17 mars, à Paris, le baron de Krusemarch transmet au duc de Bassano la déclaration de guerre de la Prusse, et demande ses passeports. A cette nouvelle, Napoléon se repentit amèrement de sa générosité à Tilsitt envers une maison toujours dominée par l'intérêt du moment, et si mobile dans sa politique. Mais l'infidélité de la Prusse n'était que le prélude d'une convention qui fut signée, le 19 mars, à Breslau, par le comte de Nesselrode et le baron de Hardenberg et le général Scharnhorst : elle stipulait que tous les princes allemands seraient appelés a concourir sans délai à l'affranchissement de leur patrie, *faute de quoi ils seraient privés de leurs États*. L'indépendance des rois ne pouvait être attaquée d'une manière plus despotique, ni les liens sacrés des traités brisés avec plus de violence. Le vénérable roi de Saxe s'indigna de cette tyrannie, qui était une atteinte aux droits des couronnes, en même temps qu'un fatal exemple de rébellion donné aux peuples par des rois eux-mêmes : aussi, dès le 23 février, ce malheureux prince, ne voulant pas trahir sa foi engagée à Napoléon, mais menacé de la perte de son trône par les proclamations

d'un général russe, et craignant d'ailleurs de tomber, dans son propre palais, aux mains du partisan Brindel, était allé chercher un asile à Plauen, de là à Ratisbonne; et enfin, attiré à Prague par sa confiance dans la médiation autrichienne en faveur de la France, il y resta jusqu'à ce que la victoire de Lutzen lui eût rouvert les portes de sa capitale. D'autres articles du traité de Breslau portaient qu'un conseil central d'administration russe et prussienne gouvernerait les provinces conquises au profit des alliés; une armée de ligne, ainsi qu'une levée en masse, devaient en outre être organisées dans tous les États de la Confédération du Rhin. C'est alors que le maréchal Kutusoff s'empressa de déclarer, à Kalish, la dissolution de la Confédération du Rhin, et appela tous les Allemands à une véritable insurrection : « ...Que chacun, disait-il, prince, noble ou d'un bas « étage seconde de son bien et de son sang, de son « corps et de sa vie, de cœur et d'esprit, les projets « d'Alexandre et de Frédéric. » Il menaçait ensuite *de la puissance des armes prises si justement*, les princes parjures à la cause de l'Allemagne. Cette proclamation du général Kutusoff, comme toutes celles qui furent alors répandues en Allemagne par Blücher, Wittgenstein, le cosaque Platoff, etc., rappelle les manifestes et souvent le témoignage de la Convention contre les rois; on y empruntait jusqu'aux mots sacramentels : *la liberté, l'égalité ou la mort.*

A la nouvelle de la désertion de la Prusse, Napoléon avait eu raison de dire : « *J'aime mieux un ennemi déclaré, qu'un ami toujours prêt à m'abandonner.* » Ceci pouvait s'appliquer aussi à l'Autriche; car

la convention de Kalish, du 29 mars, entre M. de Nesselrode et M. de Lebzeltern, légalisa officiellement l'accord existant entre les cours de Vienne et de Pétersbourg. Cette convention était relative à l'armistice déjà conclu entre le prince de Schwartzemberg et M. d'Anstedt à Varsovie, et stipulait une nouvelle suspension d'armes quand la retraite des Autrichiens serait à peu près consommée. La dénonciation de l'armistice actuel serait motivée *par l'impossibilité dans laquelle se trouvent les alliés de laisser dans leurs flancs et à leur dos un foyer de mouvemens et d'insurrection, tel que l'offre l'armée polonaise sous le prince Poniatowski.* La présente transaction *restera à jamais secrète entre les deux cours impériales, et ne pourra de part et d'autre être communiquée qu'à S. M. le roi de Prusse uniquement.* Tel fut le premier lien diplomatique qui associa les cabinets de Pétersbourg, de Vienne et de Berlin, dans la conjuration ourdie par l'Angleterre pour la ruine de Napoléon et la destruction de l'empire français. Tout ce qui suivit ce gage secret de la ligue des rois, convention de Dresde, congrès de Châtillon, ne fut que déception de la part de l'Autriche. Son parti était pris à Wilna, quand elle y envoya M. de Lebzeltern, et à Paris, quand elle y envoya M. de Bubna et le prince de Schwartzemberg ; à Vienne, quand elle y reçut, après le départ de sir Horace Walpole, M. de Stackelberg pour la Russie, et M. de Humboldt pour la Prusse. La preuve de cette assertion va ressortir de tous les faits suivans.

Cette puissance, qui, pendant que Napoléon était encore engagé dans les glaces de la Russie, où l'on

espérait le voir enseveli avec son armée, avait pris une attitude menaçante, tenait un autre langage depuis le retour à Paris, et ne cessait de multiplier les protestations d'amitié. On disait à Paris au duc de Bassano, et à Vienne au comte Otto : « L'Autriche « désire plus la paix pour elle et pour l'Europe que « pour la France. Ce n'est pas l'empereur Napoléon « qui en a le plus besoin; lui seul est intact, malgré « ses pertes; lui seul est en mesure de dicter la paix : « il dépend de lui de rester un an sur la Vistule. « Jamais les Russes ne franchiront cette barrière. » M. de Lebzeltern parlait tout différemment à Wilna. Cependant l'Autriche manifestait l'intention de montrer un esprit de conciliation désintéressé, et demandait en conséquence la confiance de Napoléon. Bientôt, comme si les choses eussent été d'accord entre le beau-père et le gendre, elle déclara sa négociation ouverte avec l'empereur Alexandre, et couvrit ainsi d'une bonne apparence les intrigues qu'elle formait contre la France. Mais elle tirait, de la position nouvelle qu'elle semblait avoir prise de notre aveu, la conséquence de ne pas augmenter son contingent, *pour ne pas effaroucher nos ennemis qui s'adressaient à elle.*

Quelques jours après, M. de Metternich allait encore plus loin : « Tout ce que l'on demande à la « France, disait-il, c'est de faire les plus grands pré- « paratifs pour une nouvelle campagne. » Et afin d'assurer le maintien de l'alliance *par la coopération ostensible de la guerre*, il annonçait la mobilisation de soixante-dix mille hommes dans la Gallicie et la création de quarante-cinq millions de florins de bil-

lets de banque. Le cabinet de Vienne s'engageait à n'agir que *comme il conviendrait à l'empereur Napoléon, et à ne pas faire un pas à son insu.* Sans doute rien n'était plus perfide que d'exciter la France à une guerre que l'Autriche ne devait pas soutenir, et de négocier en secret à Wilna, à Vienne, à Breslau, tout en réclamant les droits de l'alliance. « Elle devait être éter« nelle, comme les motifs qui l'avaient fait naître; « c'était l'Autriche qui l'avait recherchée : elle avait « bien réfléchi avant. Si le cabinet avait à la refaire, il « ne voudrait pas la minuter autrement qu'elle n'est. » M. de Metternich ne s'arrêta pas là; et, comme s'il avait pu tout à coup se persuader que la France eût totalement oublié le séjour et la prépondérance de sir Horace Wapole à Vienne pendant la campagne de Russie, il annonça : « qu'il n'aurait avec l'Angleterre « des relations directes, que quand il y serait auto« risé par la France, et qu'en conséquence il désignait « au cabinet des Tuileries le baron de Wessemberg « choisi pour la mission de Londres. »

La confidence de M. de Metternich fut entière au sujet de l'Angleterre. « Outre les sept millions ster« ling qu'elle donne à la Russie, disait-il encore, elle « nous offre dix millions pour changer de système. « *Nous avons repoussé son offre avec mépris*, quoique « nos finances soient dans le plus grand délabrement. « Nos douanes sont à présent notre principal revenu. « Nous sommes sûrs de perdre cette branche lucra« tive de nos finances, *si vous renoncez à votre sys« tème d'exclusion des denrées coloniales....* » Il était impossible de pousser plus loin les précautions de la trahison, que de paraître ainsi se rattacher par un

intérêt spécial au blocus continental dont la destruction était le cri de ralliement de la Russie, de la Suède, de la Prusse, de l'Angleterre, et de la conjuration germanique.

Telle était l'attitude officielle de l'Autriche vis-à-vis de la France, lorsque l'arrivée du prince de Schwartzemberg à Paris fut annoncée pour la fin de février. En sa qualité d'ambassadeur et de commandant du contingent autrichien, il devait suivre la marche des négociations *et prendre les ordres de l'empereur Napoléon pour la campagne prochaine.* Mais l'armistice de Varsovie et la convention de Poscherau et celle de Kalish, et le traité de Breslau, seront pour Napoléon complétement identiques avec l'intervention proposée par la Prusse et la médiation actuelle de l'Autriche. Cet armistice du prince de Schwartzemberg venait de découvrir, sans coup férir, le flanc droit de l'armée française, comme la convention du général York avait livré le flanc gauche à la Russie. A l'imitation aussi de l'appel fait au nom de l'alliance française, à Breslau, à tous les Prussiens en âge de prendre les armes, et avec la même perfidie d'intention, l'Autriche avait ordonné l'insurrection nationale par la levée de sa landwehr. Enfin, l'Autriche avait articulé les grands mots d'*intervention* et ensuite de *médiation.* C'était par l'intermédiaire du cabinet de Vienne que les paroles de paix seraient écoutées de la Russie. Cette couleur était donnée à la mission autrichienne de Wilna; et ainsi avait été convenue à Kalish, entre M. de Nesselrode et M. de Lebzeltern, l'évacuation de la Pologne par le contingent autrichien et par la cavalerie saxonne;

et enfin, de toute nécessité, par le corps de Poniatowski; en un mot par plus de cinquante mille hommes qui eussent défendu la Vistule!

Dans l'attente où la cour de France était de l'arrivée du prince de Schwartzemberg, il parut au cabinet que l'ambassadeur Otto s'était laissé trop entraîner aux assurances de M. de Metternich. On n'avait pas le temps d'attendre qu'il fut détrompé: on fit aussitôt partir pour lui succéder le comte de Narbònne, aide-de-camp de l'Empereur pendant la campagne de Russie. Il était à Vienne le 17 mars, douze jours avant le départ du prince de Schwartzemberg, qui, annoncé dès le 14 février, ne quitta Vienne que le 29 mars. Ce prince était encore en route, et Napoléon savait déjà des nouvelles du comte de Narbonne. Dans les premiers jours de son arrivée à Vienne, ce ministre avait découvert, avec une sagacité merveilleuse, les secrets de la politique autrichienne et les engagemens qui, peu de mois après, furent proclamés sous le nom de *quadruple alliance.* L'Autriche avait fait du chemin depuis la convention de Kalish. M. de Metternich, dévoilé, prit alors avec M. de Narbonne le langage de médiateur armé, caractère que la France était bien loin de lui accorder: il exigeait le sacrifice des départemens anséatiques; il déclarait que l'Autriche ne se battrait ni pour les Polonais, ni même pour conserver à Napoléon le titre de *protecteur de la Confédération du Rhin.*

L'Angleterre était satisfaite; elle allait recueillir enfin les fruits de la rupture du traité d'Amiens, et sortir encore invulnérable des derniers champs de bataille où devaient être sacrifiés la France et Napo-

léon; car, depuis cette époque, elle avait conçu l'idée d'étouffer le vainqueur sous le poids des trophées qu'il coûtait à l'Europe. La politique anglaise avait prononcé deux arrêts : refuser toujours la paix à la France, et armer toujours l'Europe contre la France. Napoléon n'ignorait pas cette inexorable fatalité attachée à sa grandeur; aussi avait-il apprécié la valeur de la mission du baron de Wessemberg, et, bien que la cour de Vienne fût déjà agrégée à la conspiration britannique, il connaissait mieux qu'elle l'inflexibilité dont le cabinet de Londres, déjà à la tête des trois grandes puissances du Nord, saurait entourer la négociation que l'Autriche croyait pouvoir exploiter à son profit. En effet, loin de vouloir prêter l'oreille à des propositions d'accommodement, l'Angleterre achetait un million sterling de subsides, et avec la promesse de la Guadeloupe et de la Norwège, la coopération de Bernadotte qui devait commander trente mille Suédois, les vingt-cinq mille hommes du corps prussien de Bulow, et un corps russe. A ce prix, Bernadotte, enfant de la France, Bernadotte que notre gloire a fait roi, portera les armes contre la patrie qui l'a élevé, contre le héros qui lui a permis d'occuper un trône et pardonné des conspirations tramées pour sa ruine.

Mais l'horizon politique s'obscurcissait chaque jour davantage. L'Autriche, d'un côté, découvrait par degré ses pensées et ses prétentions, et tout annonçait pour la France la nécessité de renouer l'alliance par des victoires; d'un autre côté, la saison des combats venait de s'ouvrir, et les armées en marche entre le Rhin et l'Elbe donnaient à Napoléon le signal du

départ. Le temps lui manque pour remplir le vœu du Sénat : le roi de Rome et l'Impératrice ne seront pas couronnés. Napoléon a reculé devant le luxe intempestif qui aurait distrait une partie de son trésor dévoué tout entier aux besoins de la guerre. Cependant il pense encore à la conspiration de Malet, et voulant laisser, pendant son absence, une garantie à l'empire, il décerne solennellement, le 30 mars, la régence à Marie-Louise, à la petite-fille de Marie-Thérèse ; souvenir héroïque, que rappelle à l'Impératrice la harangue du Sénat, et que tous deux ils doivent bientôt oublier! Napoléon a congédié M. de Bubna : ce négociateur est reparti pour Vienne avec des déclarations précises en échange de mensongères protestations; car on a parlé à M. de Bubna de l'indépendance du royaume d'Italie, de celle de la Toscane, de celle des États romains, de celle de la Hollande au-delà du Rhin, et enfin des villes anséatiques, si l'on veut faire la paix générale. Ainsi, la France impériale ne serait plus que la France de la république, telle que le premier Consul l'avait trouvée. Ultimatum généreux, où le désintéressement de tant de gloire prouve éloquemment à quels sacrifices le héros de la France, prêt au combat, pouvait descendre pour le salut et l'honneur de sa patrie! Napoléon a rendu M. de Bubna porteur d'une lettre qui ajoute une garantie à ses intentions pacifiques.

Enfin, le 13 avril, arriva le prince de Schwartzemberg; il avait mis seize jours à venir de Vienne à Paris. L'Empereur partait le 15 : il reçut l'ambassadeur le 14; mais comme il avait tout dit à l'empereur d'Autriche dans sa lettre et à M. de Bubna, le

nouvel envoyé ne fut pour lui que le commandant du contingent, et il lui adressa ces paroles :

« Je pars. Probablement du 22 au 25 avril j'ordon« nerai à votre lieutenant, le général Frimont, de « dénoncer l'armistice que vous avez fait. Je serai de « ma personne, dans les premiers jours de mai, sur « la rive droite de l'Elbe avec trois cent mille hom« mes. L'Autriche pourrait porter à cent cinquante « mille hommes votre armée de Cracovie, en même « temps qu'elle rassemblerait trente à quarante mille « hommes en Bohême; et le jour que j'arriverais sur « l'Elbe, nous déboucherions tous à la fois contre « les Russes. C'est ainsi que nous parviendrons à pa« cifier l'Europe. » Le prince de Schwartzemberg répondit « que si les instructions du major-général « étaient envoyées au général Frimont, il ne doutait « point qu'on n'y obéît aussitôt. » Cette réponse était celle que voulait Napoléon, pour faire croire à l'Europe, à la France surtout, que l'alliance ne courait point de dangers. Schwartzemberg paraissait trop tard, et c'était à dessein. Grace aux lenteurs combinées de l'Autriche, Napoléon venait de rentrer lui-même sous le joug de la fortune militaire, et sa volonté restait enchainée jusqu'après le combat. Le 15, à une heure du matin, Napoléon voyageait sur la route de Mayence, où il arriva le 16, à minuit.

CHAPITRE II.

DÉPART DE MAYENCE. — SUITE DES AFFAIRES D'AUTRICHE. — COMBAT DE WEISSENFELS. — BATAILLE DE LUTZEN.

Pendant les huit jours que Napoléon passe à Mayence, il parvient à organiser tous les corps de la nouvelle armée que la France venait d'improviser, et à compléter le système défensif de cette grande place d'armes sur la rive droite du Rhin. Il y reçoit une lettre importante du Roi de Saxe. Ce prince, à qui il avait offert un asile, l'informait que, dans l'intention de servir la médiation autrichienne, à laquelle l'intérêt de son alliance avec la France l'a fait accéder, il avait quitté Ratisbonne pour s'établir à Prague. Napoléon pénétra facilement le motif de la préférence accordée par le vieux monarque à une capitale de la maison d'Autriche; et il jugea que le temps était arrivé de donner à la Saxe le spectacle d'une victoire française. Le 25, l'Empereur se trouvait à Erfurt, à Erfurt où quatre ans auparavant il était le roi des rois. Le même jour son quartier-général est à Auerstaedt, théâtre d'une autre gloire. Le prince de la Moskowa marchait sur Naumbourg, le comte Bertrand sur Iéna, le duc de Reggio sur Saalfeld, le duc de Raguse se trouvait à Veissenzée, et le vice-roi s'avançait sur Hall et sur Mersebourg; la garde impériale était à Weimar. En parcourant une

route jalonnée par tant de souvenirs glorieux, Napoléon reçut les acclamations de la jeune armée qu'il ne connaissait pas encore. Il s'arrêtait pour assister lui-même à la distribution des premières armes qu'elle eût portées; et passant lentement au travers de leurs longues colonnes, il parlait à ses nouveaux soldats et les encourageait. Bientôt tous l'eurent vu; tous étaient certains de vaincre avec lui, et lui, de vaincre avec eux.

Cependant l'ambassadeur d'Autriche, dans de fréquentes conférences à Paris avec le duc de Bassano, avouait hautement le système de la médiation armée. Cette déclaration, à laquelle il était difficile de s'attendre, avait été provoquée par le zèle imprudent du comte de Narbonne à demander des explications catégoriques sur la question de savoir si le corps auxiliaire restait toujours à la disposition de Napoléon. M. de Metternich, forcé dans ses retranchemens, avait répondu que *les stipulations du* 14 *mars* 1812, *relatives à un corps auxiliaire, cessaient d'être applicables à la circonstance actuelle; mais que cette déclaration ne préjugeait en rien les bases de l'alliance.* Ainsi Napoléon est à la fois trompé et détrompé par la duplicité de cette réponse, et il voit s'évanouir tout l'effet de la sage circonspection qu'il a prescrite à son cabinet pour empêcher l'Autriche de lever le masque. Dès lors le prince de Schwartzemberg garda de jour en jour moins de ménagemens, il alla même jusqu'à dire au duc de Bassano, qui cherchait à trouver dans le lien de famille la raison nécessaire de l'indissolubilité de l'alliance : « *La politique a fait le* « *mariage, la politique pourrait le défaire.* » Le duc

de Bassano ne transmit point à l'Empereur les paroles du prince de Schwartzemberg : mais, voulant encore paraître ignorer la réponse de M. de Metternich à M. de Narbonne, Napoléon ordonna, d'Erfurt, au général Frimont de dénoncer l'armistice, et fit écrire à son ambassadeur qu'il comptait sur le contingent, et qu'il agréait Prague pour un congrès : « ... Je veux la paix, disait-il, mais non une paix of-« ferte comme une capitulation. Je la veux sur des « bases que je comprenne, et qui ménagent les inté-« rêts permanens de la France. » Le 29, Napoléon quitta Erfurt à la tête de quatre-vingt mille hommes; le vice-roi manœuvrait avec quarante mille pour opérer sa jonction. Ainsi, dès le lendemain, nous allions déployer cent vingt mille combattans devant les alliés, qui croyaient encore n'avoir plus à détruire que les débris échappés de la Russie.

L'Empereur avait ordonné la réunion du corps du maréchal Ney à Weissenfels. L'avant-garde, sous les ordres du général Souham, se trouve tout à coup en face de sept mille chevaux du général Landskoi, que soutiennent douze pièces de canon. A défaut de cavalerie, nos conscrits armés de la veille se forment en carrés, protégés aussi par douze pièces d'artillerie, repoussent vigoureusement les charges multipliées des Russes, et ouvrent à Napoléon les portes de Weissenfels. A la suite de cette brillante affaire, l'ennemi évacua toute la rive gauche de la Saale. Le même jour, le mouvement général s'exécutait sur toute la ligne française. Le duc de Tarente emportait Mersebourg de vive force, et en chassait les Prussiens d'Yorck qui avaient déserté ses rangs sur le Niémen.

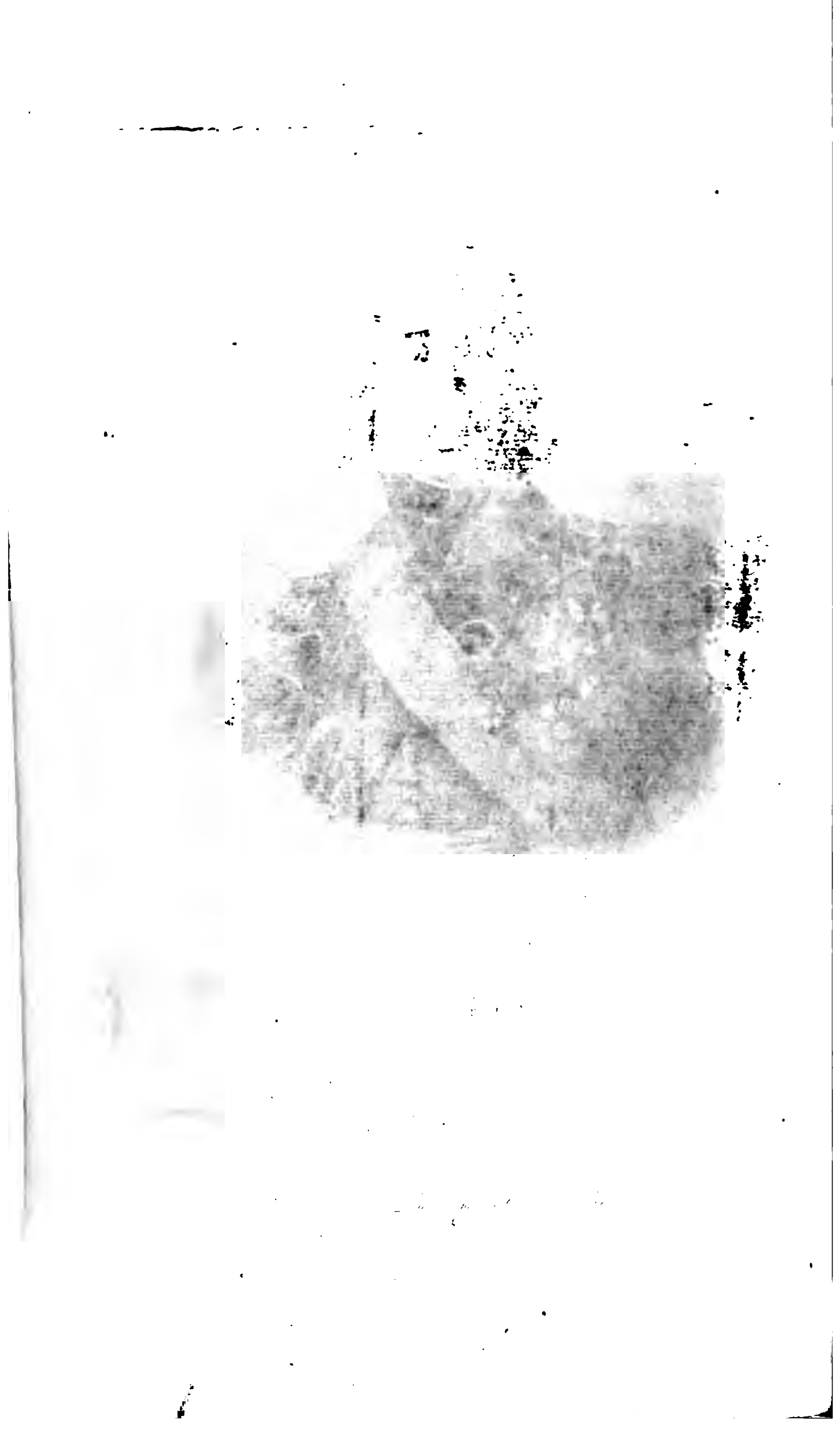


A. Joubert sc.

BESSIÈRES.

Le [illegible] tabourg et [illegible] de [illegible] pait Kosen, le duc de [illegible] Saalfeld. La direction [illegible] sur Leipsick par Lutzen. Le [illegible] port de Weissenfels, et le vice-roi de Merseburg.

Le corps du prince de la Moskowa se remit en marche, et le 1er mai la division Souham, [illegible] par le succès du 29, soutenue [illegible] par la cavalerie du comte de [illegible] et suivie des divisions [illegible] et Marchand, força les défilés de Pose [illegible] tendaient quinze mille chevaux, [illegible] une division d'infanterie sous [illegible] néral en chef Wittgenstein. L'ennemi [illegible] ment deux nouvelles divisions [illegible] batterie de vingt pièces. Une ba[illegible] garde impériale, [illegible] par [illegible] ployer les Russes, et le [illegible] continua son mouvement. [illegible] Lutzen, le général Gérard sur [illegible] coûta des larmes à Napoléon, au [illegible] l'action un coup de canon tua [illegible] avait envoyé reconnaître l'ennemi [illegible] ment affecté de la mort de ce vieux [illegible] de ses exploits d'Italie et d'Égypte. [illegible] la vie, à ne point poursuivre l'armée [illegible] et par conséquent à ignorer sa direction [illegible] quelque sorte à l'aventure, [illegible] avec la vieille [illegible] la jeune garde [illegible] [illegible], célèbre depuis deux siècles [illegible] et la mort de Gustave-Adolphe. [illegible] remarque ne pouvait échapper à Napoléon [illegible] garde bivouaqua non loin de la ville, sur [illegible]



Le général Bertrand entrait à Bernbourg et se rendait maître du pont d'Iéna. Le duc de Raguse occupait Kosen, le duc de Reggio Saalfield. La direction était sur Leipsick par Lutzen. Le maréchal Ney devait s'y porter de Weissenfels, et le vice-roi, de Mersebourg.

Le corps du prince de la Moskowa se remit en marche, et le 1er mai la division Souham, déjà aguerrie par le succès du 29, soutenue cette fois par la cavalerie du comte de Valmy, et suivie des divisions Girard et Marchand, força les défilés de Poserna, que défendaient quinze mille chevaux, une forte artillerie et une division d'infanterie sous les ordres du général en chef Wittgenstein. L'ennemi appela vainement deux nouvelles divisions de cavalerie et une batterie de vingt pièces. Une batterie de douze de la garde impériale, dirigée par le général Drouot, fit reployer les Russes, et le corps du maréchal Ney continua son mouvement, le général Souham sur Lutzen, le général Gérard sur Pégau. Mais le succès coûta des larmes à Napoléon; au commencement de l'action, un coup de canon tua le duc d'Istrie qu'il avait envoyé reconnaître l'ennemi : il fut profondément affecté de la mort de ce vieux témoin de ses exploits d'Italie et d'Egypte. Réduit, faute de cavalerie, à ne point poursuivre l'armée ennemie, et par conséquent à ignorer sa direction, Napoléon marchait en quelque sorte à l'aventure, et dans la nuit il occupa avec la vieille et la jeune garde la petite ville de Lutzen, célèbre depuis deux siècles par la victoire et la mort de Gustave-Adolphe. Ce souvenir héroïque ne pouvait échapper à Napoléon : la jeune garde bivouaqua non loin de la ville, sur la route de

Leipsick, autour du monument élevé à la mémoire du vainqueur des Impériaux. Ce fut là que le vice-roi revit l'Empereur. Ce rendez-vous auprès de la tombe d'un grand homme de guerre était éloquent : les adieux de Napoléon et d'Eugène dataient de Smorgony! Napoléon coucha à Lutzen au milieu de ce qui restait de sa vieille garde de Moskou!

La gauche de l'armée française s'appuyait à l'Elster et à l'armée du vice-roi, dont le quartier-général était à Mersebourg. Le centre obéissait au prince de la Moskowa, qui s'était établi dans les villages de Caya, de Gros-Gœrschen, de Klein-Gœrschen et de Rahna. La droite était sous les ordres du duc de Raguse, aux défilés de Poserna. Le général Bertrand se dirigeait de Nossen sur cette position. Le duc de Reggio marchait de Naumbourg sur Weissenfels, et le général Lauriston occupait Gunthersdorff à l'extrême gauche. Le gros de l'armée française se tenait entre le Flossgraben et la Luppe, en avant de la route de Weissenfels à Leipsick. L'avant-garde du prince de la Moskowa était à Gros-Gœrschen, sur le chemin de Lutzen à Pégau, par où l'ennemi avait débouché à l'insu de l'armée impériale. Le maréchal ne se doutait pas que les alliés fussent aussi près de lui. L'Empereur et nos troupes croyaient aller prendre les quartiers à Leipsick.

Dans la même nuit, l'ennemi, bien instruit de la marche confiante des Français, avait fait ses dispositions. Le comte de Wittgenstein avait ordonné le mouvement des deux armées russe et prussienne sur la rive gauche de l'Elster. Elles formaient ensemble une masse de cent cinq mille combattans, soixante

mille Russes et quarante-cinq mille Prussiens, et d'un cinquième plus forte que l'armée française. Elles débouchèrent de Rotha et de Zwickau, et franchirent l'Elster à Pégau et à Zeitz. Le général Yorck conduisait l'aile droite, le général Blücher le centre, et le comte de Wittgenstein, successeur du vieux Kutusoff-Smolenski, mort à Buntzlau, en Lusace, s'était réservé le commandement de l'aile gauche, avec l'intention d'attaquer la droite de Napoléon dans sa marche sur Leipsick, et de le renfermer entre l'Elster, la Saale et la Luppe. A onze heures du matin, l'armée alliée était en bataille, la droite à Werben, la gauche à Domsen. Elle avait couché à trois lieues de la nôtre.

Napoléon, cependant, n'avait d'autre but que de livrer la grande bataille qui devait lui ouvrir les portes de Dresde et le rapprocher de la Bohême, en transportant en Silésie le théâtre de la guerre. Le général Lauriston exécutait l'ordre du vice-roi de se porter sur Leipsick, et de s'y établir. Le vice-roi était en marche, et le maréchal Macdonald le suivait avec le 11e corps. L'Empereur quitte Lutzen à neuf heures, accompagné du maréchal Ney qui était venu recevoir ses ordres. Dans la route on aperçoit la fusillade de l'avant-garde du général Lauriston autour des premières maisons de Lindeneau. Au moment où l'Empereur, qui a mis pied à terre pour consulter ses cartes, fixe son attention sur ce point, une épouvantable canonnade se fait entendre du côté de la position où les troupes du prince de la Moskowa ont passé la nuit. Le maréchal part; bientôt des aides-de-camp accourent pour apprendre à Napoléon que

toute l'armée alliée nour attaque. Aussitôt le grand capitaine, changeant ses dispositions, accepte le champ de bataille de l'ennemi; il charge le vice-roi de diriger sur le feu le duc de Tarente. *Il faut trois heures pour ce mouvement; le sort de la bataille en dépend.* Il prescrit au duc de Raguse de tenir la droite, et de marcher à travers champs à l'ennemi; le général Bertrand, plus en arrière, doit le seconder. Bientôt toutes les troupes en colonnes sur la route de Leipsick, entre Markrandstedt et Lutzen, s'arrêtent, se forment en ligne, et, par une rapide conversion à droite, s'élancent dans la plaine au secours du maréchal Ney. La vieille garde avait déjà rétrogradé de sa marche sur Leipsick, et le duc de Trévise, à la tête de la jeune, s'avançait pour soutenir le maréchal. Celui-ci reçoit l'ordre rigoureux de résister seul à l'armée ennemie pendant les trois heures nécessaires à l'accomplissement du mouvement général. Drouot est déjà sur le champ de bataille; il précède Napoléon qui se porte vivement au feu, à la tête de la cavalerie de sa garde. Toute l'artillerie de la garde et de la ligne se tient prête à marcher. « *C'est une bataille d'Égypte*, dit Napoléon; *nous n'avons pas de cavalerie, mais une infanterie française avec de l'artillerie doit se suffire.* »

Les Russes avaient déclarés à Dresde *que leur guerre était finie;* ce qui voulait dire que c'était aux Prussiens à prendre le fardeau de leur nouvelle alliance. Averti par ces paroles de ce qu'on attendait de lui, Blücher, en première ligne, avait commencé l'attaque sur les villages qu'occupait le prince de la Moskowa, et qui allaient devenir le centre de l'ac-

tion. Une résistance inattendue l'avait forcé de déployer toutes ses forces, et d'appeler le corps du général Yorck : enfin Wittgenstein, se trouvant à son tour surpris par une grande bataille, et par une grande armée, dut faire marcher sa réserve. Ainsi les conscrits du maréchal Ney ont mérité que cent mille hommes s'ébranlent contre eux. Vainement l'ennemi cherche, suivant son premier projet, à déborder à la fois la gauche de l'armée française et la droite, où le duc de Raguse venait d'entrer en ligne, et à gagner la route de Weinssenfels : il est arrêté dans le village de Starsiedel par la division de marine du général Compans. Ces intrépides marins voient échouer contre leurs carrés sept charges successives de vingt-cinq mille hommes de cavalerie. Cependant le grand effort de l'ennemi a lieu sur le centre : quatre des cinq divisions du maréchal Ney soutiennent à elles seules tout le choc des Prussiens ; ils ont enlevé le village de Kaya après un combat des plus acharnés. Nos conscrits en désordre, mais non pas en fuite, cherchaient à se rallier dans la plaine ; l'Empereur arrive : sa présence les ranime, et il ordonne au comte de Lobau de conduire la division Richard du 3e corps à l'attaque de Kaya, sous la protection de la garde que l'Empereur a ordonné de disposer en échelons entre ce village et Lutzen. La position est reprise sous les yeux de Napoléon, qui, faisant relever les troupes fatiguées, pressant l'arrivée des renforts, reformant lui-même nos rangs ébranlés, conservant toujours au besoin des lignes intactes, prévoit, commande, répare, et conduit tout au sein de la plus affreuse mêlée.

Cette lutte sanglante durait depuis plus de deux heures, lorsqu'on commença enfin à apercevoir la poussière et les premiers feux du général Bertrand qui entrait en ligne à la droite du duc de Raguse. Dans le même moment, sur la gauche, le prince vice-roi opérait la plus importante diversion, et le duc de Tarente, attaquant les réserves de Wittgenstein, menaçait sa droite. Ce double mouvement inattendu, qui mettait soudainement en sa présence des troupes que l'ennemi croyait avoir coupées du champ de bataille, ne lui laissa plus entrevoir de salut que dans une charge désespérée sur le centre de l'armée française, et pour la seconde fois il emporta le village de Kaya. Notre centre fléchit, dit le Bulletin; mais cette valeureuse jeunesse, se ralliant tout à coup à la voix de Napoléon, s'ébranle de nouveau en criant : *Vive l'Empereur!* Napoléon voyait tomber à ses côtés une foule d'officiers et de soldats. Jamais il ne s'exposa plus volontairement et davantage; il sentait la nécessité de gagner cette première bataille, soit pour étonner encore l'Europe, soit pour rassurer la France. Au milieu de l'épouvantable tempête qui éclatait autour de lui, il jugea que le moment qui décide de la victoire ou de la défaite était arrivé. A l'instant, le comte de Lobau reçut l'ordre de se porter, avec seize bataillons de la jeune garde, sur Kaya, *de donner tête baissée, et de faire main basse sur tout ce qui s'y trouverait:* en même temps quatre-vingts pièces de l'artillerie de la garde partirent au galop, et, couvrant le plateau qui dominait le village, protégèrent par un feu terrible l'intervalle du front qu'allaient occuper les corps de Raguse et de Bertrand. Mais les

seize bataillons du comte de Lobau, dont le premier choc avait forcé les Prussiens, ne purent résister à de nouvelles troupes et à toute la garde prussienne; ils durent évacuer le village où l'ennemi rentrait pour la troisième fois. Les Français s'arrêtèrent à cinquante pas; et, s'étant reformés froidement à la voix du duc de Trévise et du comte de Lobau, ils se précipitèrent avec une intrépidité sans égale dans Kaya, où ils combattirent corps à corps à l'arme blanche contre les vieux soldats des réserves prussiennes. Derrière eux sont les bataillons sacrés, la vieille garde, que commande Roguet. Il faut vaincre devant de pareils témoins! Dans le même instant, la détonation de soixante pièces de canon sur la gauche annonce l'attaque de Macdonald. Yorck et Wurtemberg sont chassés d'Eisdorf et de Kitzen, malgré la garde russe envoyée à leur secours. Le vice-roi a culbuté la droite des alliés; les vétérans prussiens ont péri à Kaya: c'est leur centre. Leur gauche a été renversée par les divisions Bonnet, Morand et Compans. La bataille est gagnée sur tous les points. Les alliés sont rejetés sur leurs positions du matin. Vingt-cinq mille morts couvrent le champ de bataille, qu'éclaire toute la nuit l'incendie de quatre villages; c'est à la lueur de ces flammes dévorantes que Napoléon fait expédier les nouvelles de sa victoire. Des courriers sont partis pour Paris et pour Copenhague, pour Rome et Constantinople. Les souverains confédérés furent défaits à Lutzen avec deux armées de vieux soldats, vingt-cinq mille hommes de la première cavalerie de l'Europe, et une immense artillerie, contre quelques divisions de conscrits armés de la veille. Avec ses

cinq divisions et quelques centaines de chevaux badois et hessois, le maréchal Ney avait résisté pendant trois heures à tous les efforts des armées combinées. De son côté, le vice-roi avait puissamment contribué à la victoire, soit en culbutant l'aile droite d'Yorck, soit en coupant à l'ennemi toute retraite sur Zwenckau. Le défaut de cavalerie empêcha de poursuivre les vaincus; et comme une grande partie de celle de l'ennemi était intacte, l'Empereur ordonna à l'armée de se former et de passer la nuit en carrés par divisions. Il fit plus, il voulut visiter les avant-postes pour s'assurer de la manière dont l'armée se gardait. Grace à cette prévoyance, la jeune garde, surprise, sur les neuf heures du soir, par une irruption subite de la cavalerie des alliés, la repoussa, et lui fit éprouver une perte considérable; toutefois on ne prit que les blessés, qui ne purent suivre la retraite de leur armée.

Napoléon n'attachait qu'une grande influence morale et politique à cette victoire sans prisonniers et sans poursuite; mais elle était d'autant plus honorable, qu'ayant été assailli en marche par toute une armée animée de l'espoir de détruire la sienne, en la coupant de son aile gauche et des corps échelonnés derrière elle depuis Mayence, il n'avait pu engager que le tiers de ses forces, et enfin qu'il avait triomphé avec des jeunes gens qui maniaient des armes pour la première fois.

Cependant, malgré le sentiment de supériorité qui résultait pour lui de cette vérité, Napoléon, toujours préoccupé du changement subit que l'imprudence du comte de Narbonne avait produit dans le

langage de l'Autriche à l'égard du traité de 1812, ne quitta pas Pégau sans faire connaître toute sa pensée à cet ambassadeur. Il conçut en même temps, au lieu de s'endormir sur l'incroyable succès de Lutzen, la pensée d'une démarche que peu de jours après il fit faire à Dresde auprès de l'empereur Alexandre. Napoléon était toujours disposé à la paix après le triomphe; mais c'était la première fois qu'il appelait la paix au secours de la victoire.

CHAPITRE III.

NAPOLÉON A DRESDE. — DÉPART DU PRINCE EUGÈNE POUR L'ITALIE. — ARRIVÉE DE M. DE BUBNA A DRESDE. — POSITION DES DEUX ARMÉES. — DÉPART DE DRESDE. — BATAILLE DE BAUTZEN ET DE WURSCHEN. — COMBAT DE REICHEMBACH,

Le comte de Wittgenstein avait résolu de gagner les bords de l'Elbe, où il voulait attendre la seconde armée russe que le général Barclai de Tolly amenait de Pologne. Les Prussiens se retirèrent par Borna et Colditz sur Messein. Le prince vice-roi, qui précédait l'Empereur, la garde et les corps de Macdonald et de Marmont, marcha sur Borna, où il passa la nuit du 4 au 5 mai. Les Russes opérèrent leur retraite par Altenberg et Wilsdruf vers Dresde, ayant à leur tête les deux souverains alliés. Le général Bertrand les suivit par Chemnitz et Freyberg. Le général Lauriston poussait devant lui, sur la route de Leipsick à Dresde, les Prussiens de Kleist, que le jour de la bataille il avait chassés de Leipsick. Le maréchal Ney avait sa direction vers l'extrême gauche, sur Wittemberg et Torgau : c'est la route de Berlin. Le maréchal Victor et le général Sébastiani devaient se réunir au maréchal Ney, dont les forces seraient complétées à trente mille hommes; les opérations de cette armée allaient se combiner avec celles du maréchal Davoust,

qui, averti le 7 du mouvement sur Berlin, était chargé de s'emparer de Hambourg à tout prix.

Ainsi, Napoléon s'avançait sur Dresde et menaçait Berlin. Cette dernière expédition, qui est sa pensée dominante depuis la victoire de Lutzen, renferme non-seulement le secret de la prochaine bataille, mais, si elle réussit, elle déplacera nécessairement le théâtre de la guerre pour le porter sur la Vistule.

Après plusieurs avantages que le vice-roi remporta, les 5, 6 et 7 mai, sur le général Miloradowitch, qui, à la tête de vingt-cinq mille hommes de troupes fraîches, couvrait la retraite des Russes, le général Bertrand eut l'ordre d'entrer à Dresde. Les souverains alliés s'y étaient fait précéder, le 4, par le bruit d'un succès complet, dont les habitans partagèrent l'ivresse; mais l'arrivée successive des nombreux convois de blessés russes et prussiens commença à dissiper l'illusion, que le retour d'Alexandre et de Frédéric-Guillaume, et plus encore l'incendie de tous les ponts de la ville à l'approche de notre avant-garde, ne tardèrent pas à détruire entièrement. Tout à coup le général Grundler prend possession de la ville vieille. Miloradowitch tenait à la ville neuve avec une forte artillerie : bientôt survient le vice-roi; Napoléon le suit, et, au lieu d'entrer à Dresde, il se porte avec Eugène au village de Prietznitz, où il ordonne que l'on jette un pont vis-à-vis d'Ubigau. Arrivé à Dresde, il fait de sévères reproches à la députation nombreuse qui l'attend aux portes de la ville, et pardonne aux habitans, en faveur de leur monarque. De justes griefs cependant s'élevaient contre ce

prince, retiré à Prague par les conseils et sous l'influence de l'Autriche, avec laquelle, à la vérité, il n'avait encore contracté que des engagemens conditionnels, résultant en partie, soit de ceux qui, par l'armistice de Varsovie, avaient entraîné le départ de la cavalerie saxonne et des troupes du grand-duché, soit de l'assurance que le cabinet de Vienne lui avait donnée de la partialité qu'il conservait pour la France et ses alliés; mais la fermeté du langage de Napoléon, suffisamment éclairé sur la conduite de l'Autriche, et la droiture si honorable du souverain de la Saxe, ramenèrent bientôt les choses à leur état naturel. Une députation courut à Prague supplier le roi de revenir à Dresde.

Le 12 mai, Frédéric-Auguste rentra dans sa capitale. Ce prince s'est fait précéder par l'ordre d'ouvrir à l'armée française les portes de Torgau et de Kœnigstein. Thielman, qui y commande, déjà parjure, à présent rebelle à son roi, va chercher un asile au camp d'Alexandre. L'Empereur est allé au devant du roi de Saxe à trois quarts de lieue de Dresde. Il reçoit ce monarque au milieu de la garde impériale, qu'il avait retenue pour imprimer plus de solennité à un retour si important dans ces circonstances. Frédéric-Auguste, réuni aux alliés, aurait pu entraîner la défection de l'Allemagne, tourner contre nous son peuple et son armée; rattaché à notre cause, il maintenait par son exemple toute la Confédération, rassurait par sa présence la Pologne envahie, mais non pas affranchie du serment d'obéissance qu'elle lui avait prêté, et nous donnait encore des forteresses, des positions et des auxiliaires. Napoléon voyait en

outre dans ce retour la preuve que le cabinet autrichien n'avait pas pris jusqu'alors de parti décisif, puisqu'il laissait sortir de Prague le roi de Saxe, pour venir se mettre à Dresde entre ses mains, lui et son royaume : ainsi donc, malgré son attitude menaçante de médiateur armé, ce cabinet se condamnait encore à un système de réserve. Pour fortifier davantage cette disposition d'un ennemi caché, Napoléon se hâta d'envoyer en Italie le prince vice-roi, qui avait fait prendre une si haute idée de lui aux coalisés dans l'expédition de Moskou et dans les deux retraites de cette campagne. Le motif de ces résolutions de l'Empereur était la nécessité bien sentie d'appuyer par des démonstrations vigoureuses, soit le déploiement des grands moyens qu'il avait préparés depuis les remparts de Hambourg jusqu'aux rives du Pô, soit ses négociations avec la maison d'Autriche, de plus en plus chancelante dans sa fidélité à notre alliance. En effet, il était résulté des confidences du roi de Saxe à Napoléon, et des lettres saisies à Dresde, une nouvelle certitude de la secrète union qui liait étroitement M. de Metternich au comte de Nesselrode, par l'intermédiaire de M. de Stakelberg, et l'Autriche à la ligue du Nord contre la France. On devait à la police de l'armée des preuves bien autrement positives des sentimens plus qu'équivoques, pour ne pas dire hostiles, du cabinet de Vienne; mais, non moins influente au dehors que le retour miraculeux de Napoléon à Paris, après les revers de Russie, la victoire imprévue de Lutzen était venue modifier pour le moment la politique autrichienne. Rassuré, disait-on à Vienne, par le succès

que l'on se plaisait à regarder comme un gage de paix, on s'est hâté de dépêcher M. de Bubna à Dresde et M. de Stadion auprès des alliés. Dans la lettre dont M. de Bubna est porteur, l'empereur d'Autriche écrit à son gendre : « Le médiateur est l'ami de Votre Ma-« jesté... Il s'agit d'asseoir sur des bases inébranla-« bles la dynastie que vous avez fondée et dont l'exis-« tence s'est confondue avec la mienne. » Malgré ces belles protestations, l'Autriche ne craignait pas de révéler ses prétentions sur l'Illyrie et sur la Pologne, et même sur la Bavière. Napoléon vainqueur ne saurait accepter des conditions que plusieurs défaites de son armée auraient à peine motivées; et, en même temps pressé par les événemens, qui ne lui permettent pas de suivre les ouvertures diplomatiques de l'ambassadeur, il adhère à la proposition d'un congrès, où seront appelés les plénipotentiaires de toutes les puissances, même *ceux des insurgés espagnols!* « Mais, « ajoute-t-il à son beau-père, comme tous les Fran-« çais généreux, je préférerais mourir les armes à la « main, à me soumettre, si l'on voulait me dicter « des conditions. « Après avoir congédié M. de Bubna, qu'il a chargé de sa réponse, Napoléon part pour son avant-garde. Toutefois, dans la route, ne voulant pas laisser planer sur sa tête le reproche d'avoir fait couler de nouveau le sang humain avant d'avoir employé tous les moyens de conjurer ce malheur, et, de plus, désirant ardemment échapper à l'odieuse médiation de l'Autriche, l'Empereur prescrit au prince major-général d'envoyer demander aux avant-postes si on consentait à recevoir le duc de Vicence, pour traiter d'un armistice. Depuis Campo-Formio,

sa constante habitude avait été d'offrir la paix après la victoire; on ne saurait refuser l'éloge dû à cette sage politique ou à cette modération si rare dans la vie des princes favorisés par le sort des armes. Ici de graves considérations imposaient à Napoléon, comme une nécessité, une démarche que les exemples de sa conduite passée couvraient d'un voile honorable. Ne pouvant douter que l'empereur Alexandre ne s'empressât de saisir l'occasion de se venger avec éclat de la diversion des Autrichiens pendant la campagne de Russie, il avait senti que le moment présent était le seul qui permettait de s'adresser directement à ce prince : en effet, après la bataille, et quel qu'en fût le résultat, il serait impossible d'arriver à lui autrement que par l'intermédiaire de l'Autriche. Ce fut dans ce sentiment que, du champ de bataille de Lutzen, il avait écrit si énergiquement à M. de Narbonne, à Vienne : *Une mission au quartier-général russe couperait le monde en deux*. L'admission de son plénipotentiaire au camp russe était donc pour Napoléon l'unique moyen d'échapper à la médiation armée de l'Autriche, et à une rupture avec cette puissance. Mais Napoléon voulait obtenir deux choses bien difficiles : dénouer la ligue du Nord et garder ses alliés. Il prévoyait le fatal isolement où le précipiterait tout à coup le système de défection dont le cabinet de Vienne tenait tous les élémens, aussitôt que l'Autriche se trouverait assez forte pour parler militairement aussi haut que la Russie et la Prusse. Ces considérations pressantes justifiaient assez l'impatience que Napoléon montra toute cette journée, soit à Dresde, soit le lendemain à son quartier-gé-

néral de Harta, où il attendit vainement la réponse à son parlementaire. Le silence de l'empereur Alexandre lui prouvait suffisamment l'influence du comte de Stadion, dont l'envoi était déjà une hostilité personnelle, et il mesura toute l'étendue des périls de sa position.

Les huit jours que Napoléon a passés à Dresde ont été employés à la confection des travaux relatifs à la défense de cette ville, à la réunion des corps en marche et à l'incorporation des nouvelles levées. Il reçut à Dresde dix mille hommes de cavalerie, huit mille hommes de la garde et la cavalerie que le roi avait ramenée de Prague. Notre armée se trouva portée à cent cinquante mille hommes : celle des alliés, accrue des corps de Kleist et de Barclai, en compte cent soixante mille. « Si nous étions d'un « mois plus vieux, disait-il à Harta, je ne demanderais « jamais une plus belle occasion de finir les affaires du « monde les armes à la main; car j'aurais de la cava« lerie. Si j'en avais, je ne leur proposerais pas d'ar« mistice; ils sont loin de s'attendre à ce qui va leur « tomber sur le corps. » Napoléon voulait parler de la marche rétrograde prescrite au maréchal Ney de Luckau sur Bautzen.

Notre armée cependant, dont la poursuite a été retardée quatre jours par la destruction des ponts de Dresde, continuait son mouvement, et se portait au devant de l'armée ennemie ralliée tout autour de Bautzen, où le duc de Tarente n'avait pu pénétrer. Parti de Harta le 19 mai dans la matinée, Napoléon s'était arrêté au village de Bischoffswerda, brûlé par les alliés; il fit distribuer des secours aux incendiés. Il se

rendit ensuite aux avant-postes, d'où il ne revint que fort tard à son quartier général de Kleinfortsgen. Il a reconnu, des hauteurs qui dominent la Sprée, les deux positions des ennemis : leur gauche s'appuie sur Bautzen, petite ville qu'ils ont crénelée; elle soutenait leur centre; leur droite s'est formée entre Pliskowitz et Kreckwitz, sur des mamelons fortifiés, qui, en 1758, servirent de refuge à Frédéric-le-Grand battu par le maréchal Daun. Une forte arrière-garde occupe le couvent de Marienstern. Le front des coalisés, protégé par la Sprée, s'étend sur une lieue et demie de terrain. A trois mille toises en arrière, au village d'Hochkirch, s'ouvre l'enceinte d'un vaste camp retranché, présentant, autour des trois villages, une masse de défense que les travaux liés entre eux par des ravins et des marécages rendent formidable.

L'apparition subite, à Hoyerswerda, du corps de Lauriston, qui couvrait la marche du prince de la Moskowa, dans le dessein de tourner la position de l'ennemi, avait surpris le généralissime comte de Wittgenstein; mais, estimant que ce corps ne comptait guère plus de vingt-cinq mille hommes, il se contenta de faire avancer à sa rencontre le général Barclai de Tolly avec dix-huit mille Russes, et le général Yorck avec douze mille Prussiens. Les Russes prirent position à Klix, et les Prussiens à Weissig : ce village devint le théâtre d'un combat assez important.

Le comte Bertrand avait reçu l'ordre d'envoyer à Kœnigswartha la division italienne du général Péri, pour maintenir la communication avec les corps qui

se portaient de Luckau et de Dobrilugk sur Hoyreswerda. Mais cette division, ayant négligé de s'éclairer, s'était vue assaillie par le général Yorck, culbutée et dispersée, avec perte de deux mille hommes et de son artillerie. Le maréchal duc de Dalmatie s'y transporta, et rétablit les affaires. Le comte de Valmy, accouru rapidement avec sa cavalerie au secours de la division italienne, l'avait ralliée; il reprit le village de Kœnigswartha, pendant que le général Lauriston attaquait Weissig. Après une lutte opiniâtre, le village de Weissig fut emporté à la nuit, et le corps d'Yorck rejeté sur la droite de la Sprée. Cette action eut pour résultat l'occupation de la position de Weissig, où Lauriston coucha, et l'arrivée du prince de la Moskowa à Makersdorf. Le général Reynier soutenait le maréchal Ney, à une lieue en arrière, et le contre-mouvement opéré par le prince de la Moskowa avait réalisé les craintes du comte de Wittgenstein. En effet, la droite des ennemis se trouvait débordée par trois corps de l'aile gauche de notre armée, tant sur Preititz et Klein-Bautzen que du côté de Baruth et de Wurschen; mais il résulte de cette grande manœuvre, que, le 19, soixante-dix mille hommes manquent à l'armée française, qui, le lendemain, doit donner la bataille de Bautzen. Napoléon n'aura en ligne que les 4e, 11e, 8e et 12e corps.

Dans la soirée du 19, l'Empereur apprend qu'on a refusé verbalement de recevoir le duc de Vicence. Il ne reste donc plus qu'à combattre. Napoléon prend ses dispositions définitives pour la journée du lendemain, et avec d'autant plus de confiance, que la canonnade qu'il a entendue sur la gauche, du côté de

BATAILLE
DE BAUTZEN
Par A. M. Perrot

Prauschwitz
Gebeltzig
Baruth
Preititz
Priemitz
Groditz
Weissenberg
Wurschen
Kolitz
Burschwitz
Lilten
Krekwitz
Plieskowitz
N. Gurke
Niemschutz
Ohne
Teichnitz
BAUTZEN
N. Kayna
Nadewit
Kl. Bruschwitz
Olnitz
Kahschutz
Aurëtz
O. Kayna
Pomritz
Hochkirch
Binewitz
Ebendorf
Kl. Forstgen
Preiswitz
Doberschau
Grubschutz
Sinkwitz
Belhowitz
Meltkeuf
Kuhnitz
Postewitz
Plotzen
Lehna
Grube
Löbau

1 Lieue

Gravé par P. Tardieu

Weissig, lui annonce que ses ordres sont exécutés. Le 20 mai, à huit heures du matin, il se place sur une hauteur, en arrière de Bautzen, et ordonne aux quatre corps d'armée de franchir la Sprée, par différentes directions. Le duc de Reggio, qui commande la droite, marchera sur les hauteurs de Doberschau, où s'appuie la gauche de l'ennemi; il passera la Sprée à Grabschutz; le duc de Tarente, chargé de l'attaque de Bautzen, passera la rivière sur le pont de pierre; le duc de Raguse jettera un pont de chevalets près de Seydau, et fera son mouvement au-dessous de la ville, malgré le feu des Prussiens. En seconde ligne s'avancent les réserves de la garde, le duc de Trévise à leur tête; à notre gauche, le général Bertrand menace l'aile droite des alliés, que conduit le maréchal Blücher; il exécutera son passage à Niedergurick ou à Ninschutz, position qu'il a ordre d'enlever. Le duc de Dalmatie dirige et accorde toutes ces opérations sous les yeux de Napoléon, tandis que le prince de la Moskowa, avec les généraux Régnier et Lauriston, doit forcer le passage de la Sprée à Klix, occupée par Barclai, et se porter d'abord vers Wurschen, le grand quartier-général des alliés, et de là sur Hochkirch. A midi, les Français sont de l'autre côté de la Sprée. Le général russe Miloradowitch est chassé de Priswitz par le duc de Tarente : Bautzen est enlevée, à l'escalade, par les marins de Compans. Le duc de Reggio a culbuté Gortschakow, et gagné les montagnes; la cavalerie ennemie est canonnée jusqu'au défilé de Niedguritz, dont Bertrand s'est emparé après avoir emporté la position de Ninschutz. Cependant le général Kleist, pressé par le duc de Ra-

guse, entretenait un feu terrible le long de la Sprée, sur les hauteurs de Nider-Kayna, où il avait pour lui tout l'avantage du terrain. La nécessité de conserver ce point central décide le maréchal Blücher, qui voit le combat des collines de Kreckwitz, à envoyer au général Kleist un renfort de trois mille hommes d'infanterie, et à garnir les défilés de Niedguritz d'une infanterie et d'une artillerie nombreuses, afin d'empêcher les Français de déboucher. Le général Kleist se maintient jusqu'à la nuit entre le corps du prince de la Moskowa et le gros de l'armée française; mais, pris en flanc à sa gauche par la division Bonnet, qui avait défilé de Bautzen, le général prussien opère sa retraite, et abandonne la position de Nider-Kayna, au général Bonnet, qu'il a eu en tête depuis la première attaque. A sept heures du soir, l'ennemi était rejeté sur sa seconde ligne, et l'armée française, maîtresse des hauteurs qu'avait occupées l'armée combinée, venait de rendre inutile une partie des travaux élevés par les ennemis. Blücher seul s'était maintenu à Kreckwitz, où il se croyait inexpugnable. Ainsi fut gagnée la bataille de Bautzen. Au même moment, le maréchal Ney arrivait devant Klix avec les 3e et 5e corps. Ce point du passage de la Sprée est le seul, avec celui de Kreckwitz, qui reste à reconquérir pour la journée du lendemain.

Non moins prévoyant qu'à Lutzen, Napoléon fait bivouaquer en carrés les troupes des ducs de Reggio, de Tarente, de Raguse et de Dalmatie, la garde impériale et la cavalerie du général Latour-Maubourg, et leur accorde quelque repos qu'il ne partage pas : toute la nuit se passe à donner des or-

dres. Le 21 au matin, le duc de Reggio se trouve aux prises avec les alliés, qui, pour n'être pas coupés de la route de Lobau et débordés à Hochkirch, ont porté tous leurs renforts de ce côté. Napoléon avait parcouru la veille la position; il la reconnut encore avec soin, et résolut définitivement de frapper le coup décisif sur la droite des ennemis; c'était l'opération destinée au prince de la Moskowa. Mais ce mouvement ne pouvant être exécuté avant midi, Napoléon fit annoncer sur toute la ligne, que l'attaque générale aurait lieu à une heure, et que la bataille serait gagnée à trois. En attendant, les ducs de Reggio et de Tarente reçurent l'ordre d'entretenir l'action contre le corps de Miloradowitch, formant l'aile gauche. Cette disposition de l'Empereur avait pour but de masquer sa véritable attaque. D'un autre côté, le prince de la Moskowa se disposait à forcer le passage à Klix, pour manœuvrer derrière l'ennemi par Glein et Wurschen, en raison de l'ordre du matin, tandis que Napoléon se réservait de tenir en échec le centre et la gauche des alliés, où commandait Blücher et Miloradowitch.

Alexandre a pris le change sur le dessein de Naléon. Il croit que les Français ont le projet d'opérer à sa gauche pour lui fermer la retraite sur Lobau; Napoléon, au contraire, veut faire tourner sa droite par le maréchal Ney. Tout favorise cette erreur. Dès cinq heures du matin, le duc de Reggio, à notre extrême droite, attaque vivement les positions que Miloradowitch doit défendre à tout prix, en avant du camp d'Hochkirch. Aussitôt le général russe précipite toutes ses troupes sur le 12e corps, avec une

telle impétuosité, que le duc de Reggio est rejeté au-delà de Binowitz, en arrière de son point de départ. Le duc de Tarente, craignant que la division Gérard, qui lie les 11e et 12e corps, ne soit compromise par la retraite du 12e, lui envoie l'ordre de se retirer. Mais Gérard a vu le péril de notre droite; il demande, au contraire, une brigade de plus au duc de Tarente, l'obtient, et tente avec tant d'audace et d'habileté une attaque commencée sous ses yeux par le brave colonel Labédoyère, commandant le 112e régiment, que deux heures après, la division Gérard avait repris les positions du 12e corps. Pendant que ce succès important, soutenu par le 11e corps du côté de Babitz, rétablissait l'offensive contre la gauche de l'armée alliée, et l'empêchait de se dégarnir pour aller au secours de sa droite, le prince de la Moskowa forçait les Russes de Barclai au village de Klix, passait la Sprée, chassait l'ennemi de Molschwitz, tandis que Lauriston le renversait des hauteurs de Gottameld, et, poursuivant Barclai à Glein, lui enlevait encore cette quatrième position. Ce fut sur le mamelon de Glein que le maréchal reçut, à dix heures, un billet au crayon, par lequel l'Empereur lui prescrivait de se porter, à onze heures, sur Preititz. Ce billet expliquait l'ordre du 18 de se diriger sur Dresha, pour marcher sur Hochkirch; mais le maréchal voulut attendre le 7e corps. Cependant, dans l'intervalle, il ordonna à Souham d'entrer à Preititz: il était trop tard. Barclai avait rétrogradé en bon ordre sur Baruth et Rachel. Kleist était arrivé à son secours. Souham se trouva entre deux feux; sa division se débanda et perdit beaucoup de monde. Enfin

Reynier parut, vers une heure, à Klix, avec le 7e corps, et dans le même moment Lauriston, avec le 5e, marchait de Gottameld sur Baruth. Alors le maréchal força Preititz avec trois divisions; mais, tout à coup pris en flanc par l'artillerie que Blücher faisait descendre de Klein-Bautzen, égaré par l'erreur du combat, Ney oublie la direction d'Hochkirch, et au lieu d'avancer à gauche, gravit sur la droite les hauteurs qui dominent Klein-Bautzen. Ainsi fut manquée cette grande manœuvre, qui devait couper la retraite aux alliés.

Cependant Napoléon, s'apercevant que le prince de la Moskowa faisait peu de progrès, combina, pour y suppléer, de nouveaux efforts sur le centre de Blücher, dégarni du corps de Kleist. Il était une heure. Le duc de Dalmatie se développa. La garde et la réserve de l'armée, infanterie et cavalerie, masquées par un rideau, pouvaient se porter sur la gauche et sur la droite, selon les vicissitudes de la journée. Le maréchal à la tête du 4e corps, attaque vivement les Prussiens de Ziethen, leur enlève Doberschütz et Plisskowitz et foudroie Kreckwitz. Placé tout à coup entre le mouvement du prince de la Moskowa et celui du duc de Dalmatie, le comte de Wittgenstein vit bien que, pour avoir raison du maréchal Ney, il n'avait d'autre ressource que d'arrêter le maréchal Soult. Mais, de son côté, Napoléon sentit que le moment de gagner la bataille était arrivé, et il se mit à la tête de la garde. La cavalerie du général Latour-Maubourg et une réserve d'artillerie marchaient sur le flanc de la droite de la position de l'ennemi, devant le centre de l'armée russe; enfin, le mamelon de

Kreckwitz, dont les alliés faisaient leur point d'appui, et où le maréchal Blücher, croyait pouvoir braver tous nos efforts, fut emporté par la division Morand et par la division wurtembergeoise, malgré la résistance des gardes prussiennes que Blücher rappela de Preititz. Le général Devaux établit sur ses hauteurs une batterie de la garde. Les généraux d'artillerie Dulauloy et Drouot se portèrent en avant avec soixante pièces de réserve, tandis que la jeune garde, aux ordres du duc de Trévise, si aguerrie par le combat terrible de Kaya, se précipitait sur Litten et en chassait le général Yorck. Débordé sur sa gauche, attaqué de front, pris à revers par les trois maréchaux, Blücher s'est retiré sur Burschwitz, où Bertrand le suit avec le 4e corps. Dans le même moment, le maréchal Marmont s'emparait des retranchemens de Buschitz, que les Russes ne peuvent plus garder depuis la perte de Kreckwitz. Le général en chef Wittgenstein ayant été obligé de dégarnir sa droite, afin de parer à la nouvelle attaque que dirigeait l'Empereur en personne, le prince de la Moskowa avait profité de ce mouvement pour marcher en avant. Il avait repris Preititz : maître du village de Prussig, il avait débordé les alliés, et s'avançait sur Wurschen. Le comte de Wittgenstein, voyant sa droite tournée, fut convaincu qu'il ne pouvait plus tenir, et ordonna la retraite. Le général Barclai de Tolly se retira par Grœdlitz sur Weissemberg, ainsi que l'aile droite, toute composée de Prussiens, et l'aile gauche, ou l'armée russe, sur Hochkirch et Lobau. Trente mille hommes payèrent de leur sang la défense et l'attaque des retranchemens, désormais inutiles, de Bautzen

et d'Hochkirch : douze mille du côté des Français, dix-huit mille du côté des alliés. Mais si Ney, comme dans la retraite de Moskou, eût donné tête baissée à Preititz, toute l'armée prussienne, avec son matériel, et une partie de l'armée russe, celle de Barclai, tombaient au pouvoir du vainqueur.

Ainsi s'accomplit la prophétie annoncée le matin par Napoléon à son armée. La bataille s'engagea à une heure après midi, et, selon sa prédiction, elle fut gagnée à trois heures; mais nous manquions, comme à Lutzen, d'une cavalerie assez nombreuse pour tirer des fruits de notre victoire. Cependant un parlementaire se présente au quartier impérial, porteur d'une lettre pour le duc de Vicence. Cette lettre est de la veille. Elle est accompagnée d'un billet du jour même. La lettre qui, disait le billet, n'avait pas été expédiée la veille, à cause de la bataille déjà engagée, c'était la réponse de M. de Nesselrode à la démarche du 18; il déclarait que l'empereur de Russie ne pouvait recevoir des propositions que par l'intermédiaire du médiateur. Ainsi le vaincu, le troisième jour de sa défaite, imposait à Napoléon le joug autrichien! Il ne reste donc à l'Empereur que la ressource de vaincre. Et plût à Dieu qu'il n'eût cherché d'autre intermédiaire que son armée! Tout à coup une pensée, semblable à ces inspirations sublimes que donnaient jadis à Napoléon ses grandes actions d'Italie, d'Egypte et d'Allemagne, a couronné la journée de Bautzen. Profondément ému des preuves de dévouement de sa jeune armée, frappé d'admiration pour cette guerre de héros qu'avaient faite sous ses yeux des conscrits à peine sortis de leurs dépôts

ou du village de leurs pères, il décréta qu'un monument serait érigé sur le Mont-Cenis, et consacrerait à jamais sa reconnaissance envers ses peuples de France et d'Italie.

Le 22 mai, à quatre heures du matin, l'armée s'avance vers la Silésie par trois chemins différens. A l'aile gauche, le maréchal Victor et le général Sébastiani se dirigent sur Glogau, qu'ils vont débloquer. Les maréchaux Macdonald, Marmont et le général Bertrand forment l'aile droite, et suivent Wittgenstein sur la route de Schweidnitz. Le maréchal Ney, au centre, s'avance sur celle de Breslau; il a devant lui Blücher et Barclai. La garde impériale le suit. L'Empereur se mit lui-même à la poursuite des alliés avec la cavalerie de la garde, celle du général Latour-Maubourg et une partie de son infanterie : il marcha toute la journée, à la tête de l'avant-garde; on arriva sans obstacles à Weissemberg. Plus loin, l'infanterie saxonne du général Reynier dut aborder les hauteurs en arrière de Reichembach, où le général Miloradowitch, commandant l'arrière-garde ennemie, s'était arrêté pour protéger la retraite des souverains, qui avaient couché à Lowemberg. L'attaque, d'abord repoussée par l'ennemi, quoique combinée des deux côtés, réussit enfin, grace aux efforts de la cavalerie sous les ordres des généraux Lefèvre-Desnouettes et Colbert, et aux cuirassiers de Latour-Maubourg; malheureusement elle coûta la vie au général de division comte Bruyères, l'un des officiers les plus distingués de l'armée et l'un des vétérans d'Italie. Dans le même instant, et au milieu du feu le plus vif, un chasseur de l'escorte est tué à quelques pas; Napo-

léon, qui le voit tomber presque sous les pieds de son cheval, dit au duc de Frioul : « Duroc, la fortune nous en veut bien aujourd'hui. » La fortune allait frapper un autre coup.

Au lieu de s'arrêter à Reichembach avec le quartier-général, Napoléon, apprenant que l'ennemi tenait encore du côté de Makersdorf, rejoint son avant-garde, et ordonne un mouvement sur la ville de Gorlitz, où il espérait passer la nuit. Tout à coup, comme il descendait rapidement le chemin creux du village, pour se porter sur une hauteur voisine, un boulet perdu ricoche contre un arbre, tue roide le général du génie Kirgener, et ouvre le bas-ventre au grand-maréchal Duroc. L'Empereur était lancé en plein galop et gravissait la hauteur, quand un aide-de-camp d'Oudinot annonça la mort du duc de Frioul. « *Ce n'est pas possible!* dit Napoléon, *je lui parlais tout à l'heure.* » En ce moment le colonel Gourgaud, premier officier d'ordonnance, vint rendre compte à l'Empereur du mouvement que le prince de la Moskowa avait dû exécuter sur Gorlitz, ajoutant que l'ennemi ne présentait plus qu'une faible arrière-garde. Mais, sans lui répondre, Napoléon revint sur ses pas, et, suivi des ducs de Dalmatie et de Vicence, alla voir le grand-maréchal, près duquel étaient réunis les docteurs Larrey et Yvan, et quelques officiers de santé,

Le Bulletin rapporta en ces termes cette triste entrevue : « Il le trouva avec toute sa connaissance, et montrant le plus grand sang-froid. Le duc serra la main de l'Empereur, qu'il porta sur ses lèvres. « Toute ma vie, lui dit-il, a été consacrée à votre

« service, et je ne la regrette que pour l'utilité dont « elle pourrait vous être encore. — Duroc, lui dit « l'Empereur, il est une autre vie; c'est là que vous « irez m'attendre et que nous nous retrouverons un « jour. — Oui, Sire; mais ce sera dans trente ans, « lorsque vous aurez triomphé de vos ennemis, et « réalisé toutes les espérances de notre patrie. J'ai « vécu en honnête homme, je ne me reproche rien. « Je laisse une fille, Votre Majesté lui servira de père. » L'Empereur, serrant de la main droite le grand-maréchal, reste un quart d'heure, la tête appuyée sur la main gauche, dans le plus profond silence. Le grand-maréchal rompit le premier ce silence : « Ah ! Sire, allez-vous-en; ce spectacle vous peine. » l'Empereur, s'appuyant sur le duc de Dalmatie et sur le grand écuyer, se retira sans pouvoir dire au duc de Frioul autre chose que ces mots : « *Adieu donc, mon ami!* » Napoléon ne quittait le lit du mourant que pour veiller sur l'armée, distribuer des récompenses aux braves, et travailler avec son ministre des relations extérieures, il n'en était pas moins pénétré de la plus vive douleur. Cette douleur était juste; en effet, il perdait dans Duroc non-seulement un compagnon d'armes, mais encore un de ces amis sûrs et dévoués auxquels on peut tout confier, et qui ont conquis le droit de dire la vérité tout entière. Convaincu de l'étendue de cette perte, et afin d'éterniser le souvenir de leur amitié, il ordonna que le corps du grand-maréchal fût transporté à Paris, dans l'église des Invalides, pour y recevoir les honneurs funèbres. Il voulut aussi acheter de ses deniers la maison où Duroc était mort, et la donner au pas-

teur du village, à condition de placer et de conserver à l'endroit où avait été le lit du grand-maréchal une pierre avec cette inscription :

ICI LE GÉNÉRAL DUROC,
DUC DE FRIOUL,
GRAND-MARÉCHAL DU PALAIS DE L'EMPEREUR NAPOLÉON,
FRAPPÉ D'UN BOULET,
A EXPIRÉ DANS LES BRAS DE SON EMPEREUR ET DE SON AMI.

Banni du monde entier sur la roche de Sainte-Hélène, Napoléon mourant fut fidèle aux souvenirs de Makersdorf, et consacra par sa dernière volonté le dernier vœu du duc de Frioul pour sa fille.

Cependant la vivacité de la poursuite de Napoléon et toutes les conséquences d'une pénible retraite fatiguaient les alliés : ébranlés par trois victoires que d'autres peuvent suivre encore, ils changent de langage et renoncent à l'orgueil de leurs refus récens; le lendemain de leur défaite, ils réclament la faveur d'un armistice. Le comte de Stadion, constant dans sa haine pour Napoléon et occupé à consommer une nouvelle trahison contre lui, s'empresse d'adresser au prince de Neuchâtel les paroles trompeuses des puissances conjurées; l'Empereur accepte leur demande, sans penser qu'une proposition faite par un homme aussi acharné à sa perte et à celle de la France ne pouvait cacher que la plus perfide et la plus fatale déception. Mais, malgré toutes ces communications dignes d'un inflexible refus, l'armée ennemie s'étudiait, à défaut de périls réels, à semer des résistances journalières sur tous les pas de la nôtre, tant elle redoutait cette quatrième bataille, qu'il était si poli-

tique au moins de lui livrer. Il fallut, le 23, disputer encore le passage de la Neiss, le 24 celui de la Queiss, le 25 celui du Bober, le 27 celui de la Katzbach, qui doit nous recevoir. Le génie de Napoléon a-t-il pâli comme son étoile? Le 25 à Colditz, tant il craint que le fatal armistice ne lui échappe, il fait écrire par le duc de Vicence au comte de Nesselrode, *qu'il est toujours chargé de la même proposition.* Cependant deux jours après, à Goldberg, il ne peut plus avoir de doute sur la politique militaire de ses ennemis; car, au lieu de repasser l'Oder et de gagner Breslau, ils lui abandonnent leurs communications par ce fleuve et la Pologne pour aller s'appuyer sur la Bohême. L'esprit de M. de Stadion marche avec les alliés.

Enfin en dix jours la Saxe avait été délivrée par Napoléon; en huit jours la Haute-Silésie était au pouvoir des Français! Breslau va tomber. L'armée ennemie est acculée au fond de la Basse-Silésie, où Napoléon s'apprête à porter le théâtre de la guerre; une seule bataille peut-être doit refouler sur elle-même l'invasion du Nord, et fermer aux alliés le retour de la patrie. On attend la chute de Hambourg; cet important évènement ouvrira une autre route sur Berlin à une autre armée française. Encore deux jours, l'Elbe et l'Oder sont conquis, les chemins sont libres pour marcher sur Custrin, sur Varsovie, sur Dantzick. Dans cette dernière ville, trente mille Français et alliés vont devoir leur délivrance à nos succès. Aussi M. de Nesselrode ne retarde-t-il pas sa réponse comme à Harta. Quand tous ces grands résultats nous attendent, le 28, le duc de Vicence reçoit une let-

tre des plénipotentiaires russe et prussien, avec la copie des pleins pouvoirs du commandant en chef des armées combinées : la teneur de ces pouvoirs exprimait clairement que la médiation autrichienne, à laquelle Napoléon voulait se soustraire, était la condition *sine quâ non* de toute espèce d'arrangement. De plus l'empereur Alexandre *n'envisageait l'armistice que comme un objet purement militaire*; et par là on éludait l'admission du duc de Vicence auprès de ce prince. Ainsi la campagne militaire se trouvait suspendue : mais la campagne politique était près de s'ouvrir, et dans cette autre guerre Napoléon allait rencontrer un ennemi actif, adroit, passionné, qui lui disputerait corps à corps le champ de la négociation, et d'autant plus inflexible qu'il serait sous l'influence autrichienne. Le comte de Stadion, le commissaire impérial de la médiation autrichienne, au quartier-général des alliés, devenu le général en chef de leur retraite, les avait attirés vers la Bohême, où de grandes intelligences militaires leur étaient préparées. La garde impériale avait suivi le mouvement des alliés. Napoléon, parti le 29 pour Rosnig, établissait le lendemain son quartier-général à Neumark. Le duc de Bassano était resté à Liegnitz, afin de tracer les instructions au duc de Vicence. Le comte de Bubna, qui était retourné à Vienne, devait y faire connaître le résultat de sa mission à Dresde. Les propositions dont il était porteur concernaient l'ouverture d'un congrès pour la paix, soit générale, soit continentale, la conclusion d'un armistice, et enfin la nomination des plénipotentiaires chargés de régler entre la France et l'Autriche le

sort de l'alliance et l'acceptation de la médiation. Le 30, le comte de Bubna arriva à Liegnitz, où il eut une conférence avec le duc de Bassano; le lendemain il repartit pour Vienne, après avoir donné l'assurance qu'il serait bientôt de retour avec les pouvoirs nécessaires qu'on lui avait déjà demandés à Dresde, et dont il aurait été muni dès ce moment, si sa cour eût voulu remplir avec honneur la généreuse mission d'un médiateur désintéressé.

FIN DU LIVRE QUATORZIÈME.

ET DU TROISIEME VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TROISIÈME VOLUME.

LIVRE ONZIÈME.

CINQUIÈME COALITION.

(1809.)

LIVRE DOUZIÈME.

(1809 à 1810.)

(1811.)

LIVRE TREIZIÈME.

SIXIÈME ET DERNIÈRE COALITION.

(1812.)

LIVRE QUATORZIÈME.

(1813.)

FIN DE LA TABLE.


CARTE
de la
CAMPAGNE
DE RUSSIE
en 1812
Torjok
Twer
Wolga R.
Krestzui
Welikii Luki
Witebsk
Wiasma
Kalouga
Mojaisk
Dorogobouge
Duchowtschina
Ermakowa
Jelnia
Smolensk
Nowgorod
L. Ilmen
BOURG
I R E
E
55

m. s

9

